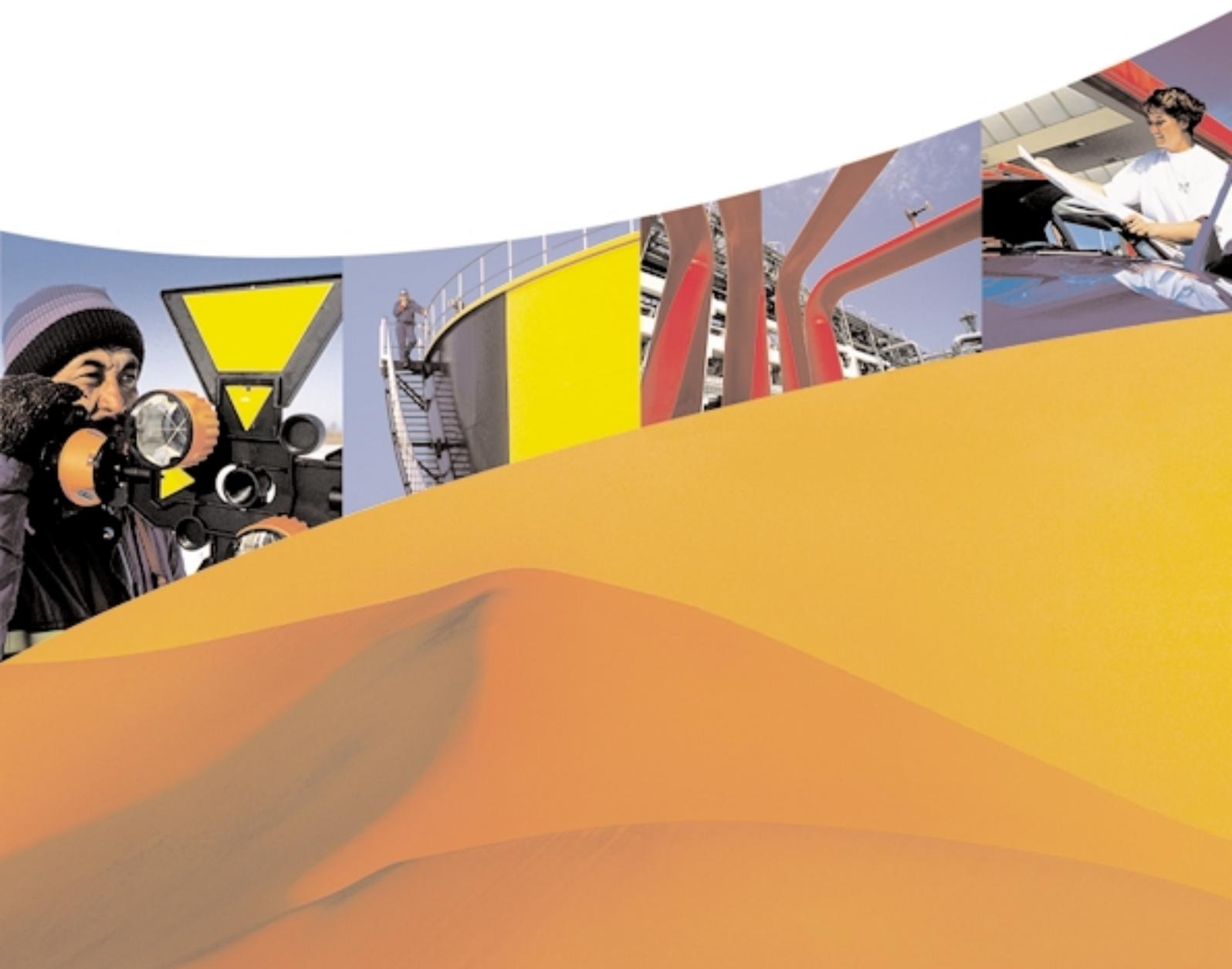


rapport annuel **2000**



# Chiffres clés

## DONNÉES FINANCIÈRES

en millions d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende et des pourcentages

	2000	1999 pro forma
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>114 557</b>	<b>75 035</b>
<b>Résultat opérationnel des secteurs d'activité<sup>(1)</sup></b>	<b>14 884</b>	<b>6 354</b>
<b>Résultat opérationnel net des secteurs d'activité<sup>(3)</sup></b>	<b>8 035</b>	<b>n.d.</b>
<b>Résultat net (part du Groupe)<sup>(2)</sup></b>	<b>7 637</b>	<b>3 349</b>
<b>Résultat net par action (en €)<sup>(3)(4)</sup></b>	<b>10,80</b>	<b>4,77</b>
<b>Dividende par action (en €)<sup>(5)</sup></b>	<b>3,3</b>	<b>2,35</b>
<b>Dette nette / fonds propres</b>	<b>33%</b>	<b>50%</b>
<b>Rentabilité des fonds propres</b>	<b>27%</b>	<b>13%</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation<sup>(6)</sup></b>	<b>13 389</b>	<b>7 012</b>
<b>Investissements bruts</b>	<b>8 339</b>	<b>8 495</b>

## DONNÉES OPÉRATIONNELLES

	2000	1999 pro forma
<b>Production d'hydrocarbures (en milliers de bep/j)</b>	<b>2 124</b>	<b>2 065</b>
• liquides (en milliers de b/j)	1 433	1 468
• gaz (Mpc/j)	3 758	3 322
<b>Traitement en raffinerie (en milliers de b/j)<sup>(7)</sup></b>	<b>2 411</b>	<b>2 411</b>
<b>Vente de produits finis (en milliers de b/j)<sup>(8)</sup></b>	<b>3 695</b>	<b>3 830</b>

(1) Hors éléments non-récurrents du résultat opérationnel :

2000 : charges de restructuration (- 64 M€), FAS 121 (- 269 M€) et autres éléments (- 49 M€).  
1999 : FAS 121 (- 343 M€) et charges de restructuration (- 252 M€).

(2) Hors éléments non-récurrents du résultat net :

2000 : charges de restructuration (- 247 M€), amortissements exceptionnels (- 459 M€),  
plan de préretraite interne (- 222 M€), plus-values de cessions (+ 358 M€) et autres éléments (- 163 M€).  
1999 : plus-values de cessions (+ 1 132 M€), FAS 121 (- 453 M€), plan de préretraite interne (- 31 M€),  
charges de restructuration (- 295 M€) et frais Corporate (- 206 M€).

(3) Hors éléments non-récurrents.

(4) Calculé sur la base du nombre d'actions moyen pondéré dilué.

(5) Dividende 2000 : sous réserve de l'approbation de l'AGM du 17 mai 2001. Dividende 1999 Totalfina.

(6) Y compris impact négatif de l'externalisation des passifs sociaux pour 494 M€.

(7) Y compris quote-part dans Cepsa pour 1999 et 2000 et raffinerie de Big Spring (USA) jusqu'en juillet 2000.

(8) Y compris quote-part dans Cepsa et Trading.

## SOMMAIRE

<b>02</b> Message du Président	<b>20</b> Panorama financier
<b>05</b> Organisation du Groupe	<b>22</b> Les secteurs du Groupe
<b>12</b> Valeurs d'entreprise	<b>50</b> Informations financières
<b>18</b> Faits marquants 2000	

### Abréviations

b	baril	t	tonne métrique	M	million
pc	piéd cube	bep	baril équivalent pétrole	G	milliard
/j	par jour	kbep/j	kilo (millier) bep/j	€	euro
/an	par an	kb/j	kilo (millier) b/j		

## Une fusion précédée par 80 ans d'histoire

### 1920

- ▲ Un groupe d'investisseurs anversois fonde la Compagnie Financière Belge des Pétroles – PetroFina. Première activité : explorer, produire et raffiner en Roumanie via la société Concordia.
- ▲ PetroFina et la Pure Oil of Delaware fondent Purfina. Son rôle : distribuer en Belgique et en Hollande.

### 1923

- Par lettre du 20 septembre 1923, Raymond Poincaré, Président du Conseil, confie à Ernest Mercier la création d'une société chargée de "développer une production de pétrole sous contrôle français".

### 1924

- La Compagnie Française des Pétroles (CFP) voit officiellement le jour le 28 mars 1924. Deux conventions en date du 17 mai 1924 et du 5 juillet 1931 fixent le cadre de ses relations avec l'Etat.

### 1929

- Création de la Compagnie Française de Raffinage (CFR). La Compagnie est créée par la CFP avec la participation de l'Etat et de plusieurs sociétés françaises de distribution indépendantes.

### 1939

- Création de la Régie Autonome des Pétroles (RAP), avec pour objet "la recherche, l'exploitation et le transport des hydrocarbures liquides et gazeux en métropole".

### 1941

- Création de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA), associant capitaux publics, majoritaires, et capitaux privés.

### 1945

- Création du Bureau de Recherche des Pétroles (BRP). Le BRP deviendra par la suite majoritaire dans le capital de la Société Nationale Elf Aquitaine.

### 1947

- Création de la Compagnie Française de Distribution des Pétroles en Afrique. Cette société est la première filiale de distribution du Groupe. Elle deviendra Total Outre-Mer en 1991.

### 1950

- ▲ Création de la Société Industrielle Belge des Pétroles – SIBP – (raffinage).

### 1954

- Lancement de la marque "Total"
- ▲ PetroFina fait ses premiers pas en pétrochimie.

### 1966

- Création de l'établissement public ERAP (Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières) par la fusion de la RAP et du BRP. La SNPA devient la plus importante filiale de l'ERAP.

### 1967

- Opération des "ronds rouges", puis lancement de la marque Elf dans la nuit du 27 au 28 avril.

### 1968

- Création de Total Chimie.

### 1970

- Prise de contrôle d'Antar.

### 1971

- Création d'Ato Chimie, groupement d'intérêt économique paritaire entre Total Chimie et l'Union Chimique Elf Aquitaine (UCEA).

## 1974

- La CFR prend une participation majoritaire dans le capital d'Hutchinson-Mapa.

## 1976

- La SNPA devient la Société Nationale Elf Aquitaine (SNEA). L'ERAP détient alors environ deux tiers du capital de la SNEA, le dernier tiers se répartissant entre quelque 150 000 actionnaires privés.

## 1983

- Naissance d'Atochem, filiale à 100 % de la SNEA.

## 1985

- La Compagnie Française des Pétroles devient Total CFP.

## 1986

- Première phase de la privatisation de la SNEA. La participation des actionnaires privés est portée de 33 à 44 %.



## 1988

- ▲ PetroFina rachète la totalité de la SIBP.

## 1991

- Total CFP prend le nom de Total.

## 1992

- Nouveau désengagement de l'Etat dans la SNEA. La part de l'actionnaire majoritaire est ramenée à 50,8 %.
- La participation de l'Etat dans le capital de Total est réduite de 31,7 % à 5,4 %.  
(Cette participation est progressivement cédée. En mai 1998, l'Etat ne détient plus aucune action Total).

## 1994

- Privatisation de la SNEA.

## 1996

- Cession de la participation résiduelle de l'Etat dans le capital de la SNEA.

## 1999

- Rapprochement avec PetroFina. Total devient Totalfina.

## Naissance de TotalFinaElf

### 13 septembre 1999

Les Conseils d'administration de Totalfina et d'Elf Aquitaine proposent à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises de façon amicale.

### 9 février 2000

La Commission de Bruxelles approuve le rapprochement de TotalFina et d'Elf Aquitaine.

### 22 mars 2000

Assemblée Générale Mixte. La société mère du Groupe prend le nom de TOTAL FINA ELF S.A.

### 14 septembre 2000

TotalFinaElf détient 99,5 % d'Elf Aquitaine à l'issue de l'Offre Publique de Retrait sur les titres Elf Aquitaine lancée en France et en Amérique du Nord.



# Un Groupe pétrolier international de premier plan

## **Groupe pétrolier international, TotalFinaElf exerce de nombreux métiers industriels et commerciaux dans les domaines du pétrole, du gaz, et de la chimie.**

- La production d'hydrocarbures de TotalFinaElf, légèrement supérieure à **2,1 millions de barils** équivalent pétrole par jour, s'appuie sur des réserves prouvées de plus de 10 milliards de barils et un portefeuille d'actifs à forte diversification géographique.
- Le Groupe est le **leader européen** du raffinage et du marketing. Il détient des participations dans **27 raffineries** et exploite un réseau de **17 700 stations-service**, situées principalement en Europe et en Afrique.
- Le pôle Chimie de TotalFinaElf, Atofina, comporte à la fois des **activités pétrochimiques**, des activités de **chimie intermédiaire** et de **performance**, et un secteur de **chimie de spécialités** centré sur les technologies de la transformation du caoutchouc et des produits de revêtements.
- TotalFinaElf est un Groupe **qui se développe rapidement** et qui crée de la valeur au profit de ses actionnaires, de ses clients et de ses collaborateurs. Le Groupe prend en compte les besoins des consommateurs actuels et ceux des générations futures dans une démarche active de **développement durable**.

# “En 2000, nous avons parcouru un chemin exceptionnel”

L’an 2000 fera date dans l’histoire du Groupe. Le 9 février, l’accord de la Commission européenne a permis de mettre en œuvre le rapprochement effectif de Totalfina et d’Elf Aquitaine et de donner naissance à TotalFinaElf, l’une des toutes premières compagnies pétrolières internationales.

En l’espace de quelques mois, les organisations des différents secteurs de TotalFinaElf ont été mises en place. La réalisation des premières synergies a confirmé le potentiel du rapprochement des deux entreprises.



**Thierry Desmarest**

Président-directeur général de TotalFinaElf

La compétence et les efforts du personnel de TotalFinaElf, le soutien de ses actionnaires, la confiance de ses clients ont permis de créer un Groupe de dimension mondiale, performant et rentable, aux perspectives de développement remarquables. Plus que jamais, compte tenu de notre position d'acteur majeur dans le domaine du pétrole et du gaz, les valeurs et les méthodes qui ont assuré nos succès constituent notre référence essentielle. TotalFinaElf, dans ses responsabilités d'industriel, a ainsi la volonté de contribuer à une utilisation efficace et maîtrisée de l'énergie, prenant en compte les besoins des consommateurs actuels et les intérêts des générations futures. Le Groupe continue d'accorder une priorité absolue dans ses opérations à la sécurité des hommes, au respect de l'environnement et à la recherche de l'excellence dans la mise en œuvre des installations et dans la qualité de ses produits.

J'ai à cet égard voulu que le nouveau Groupe formalise sans attendre ses principes d'action et de comportement, dans un Code de Conduite et dans une nouvelle Charte "Sécurité Environnement Qualité". De plus, par la création d'une Mission Développement Durable, rattachée à la Direction Générale, j'ai également voulu que tous les secteurs opérationnels de TotalFinaElf inscrivent dans leurs activités et leurs objectifs à long terme les dimensions de responsabilité sociale, économique et environnementale du développement durable.

Pour manifester en particulier sa solidarité face aux conséquences du naufrage du pétrolier *Erika*, le Groupe a pris des engagements importants, à travers la Mission Littoral Atlantique, pour participer au nettoyage des côtes polluées, assurer les opérations de pompage de la cargaison de l'épave, éliminer les déchets et contribuer à la restauration de

l'équilibre écologique des zones affectées. Le pompage a été réalisé au cours de l'été 2000. La Mission Littoral Atlantique, dotée d'un budget supérieur à 1 milliard de francs intégralement financé par le Groupe, poursuit son œuvre avec notamment le traitement des déchets et la finition du nettoyage des côtes. Elle restera mobilisée jusqu'à l'achèvement complet de ses engagements.

*"J'ai voulu que les trois secteurs d'activité de TotalFinaElf inscrivent au quotidien comme dans leurs objectifs à long terme les dimensions de responsabilité sociale, économique et environnementale du développement durable."*

Pour son premier exercice, TotalFinaElf a bénéficié pleinement d'une conjoncture favorable. Les principaux paramètres d'environnement en 2000 ont joué en effet dans le sens d'une amélioration des résultats du Groupe : le cours du baril de Brent s'est inscrit en forte hausse, passant de 18 \$ en moyenne sur l'année 1999 à 28,5 \$ en 2000 ; le dollar s'est raffermi de 16 % par rapport à l'euro ; la marge de raffinage européenne a fortement progressé et s'est établie à 23,8 \$/t contre 9,7 \$/t. Globalement, l'évolution des conditions économiques a eu un impact positif de 7,3 milliards d'euros sur le résultat opérationnel des secteurs.

Le résultat net part du Groupe de l'année 2000, hors éléments non récurrents, s'est élevé à 7,6 milliards d'euros, en progression de 128 % par rapport aux chiffres pro forma de 1999.

L'environnement pétrolier exceptionnel de l'an 2000 ne doit pas occulter le fait que les mesures propres au Groupe, fruit des efforts de toutes ses équipes, ont permis d'améliorer le résultat opérationnel de 1,2 milliard d'euros : croissance des productions, efforts de productivité et mise en œuvre des synergies liées aux rapprochements. Cette performance est en ligne avec l'objectif annoncé d'amélioration sur une période de quatre ans du résultat opérationnel de 4,4 milliards d'euros par an à horizon 2003.

Le secteur Amont a contribué à hauteur de 10,1 milliards d'euros au résultat opérationnel, soit une hausse de 146 % par rapport à l'année précédente. L'année aura été marquée par de très bons résultats pour l'exploration, notamment en Bolivie, au Nigeria, au Kazakhstan, et en Angola ; une progression de 3 % des réserves prouvées et de 6 % des productions hors effets prix et périmètre ; la poursuite d'un effort d'investissement de développement soutenu, en particulier sur les projets majeurs de Sincor au Venezuela, Elgin Franklin au Royaume-Uni, South Pars en Iran et Girassol en Angola ; des coûts techniques en baisse à 7,2 \$ par baril. A fin 2000, le rapprochement des équipes de Totalfina et d'Elf Aquitaine est opérationnel dans les pays d'implantation commune. Les réorganisations liées à ce rapprochement permettent, à ce stade, de confirmer les objectifs de synergies annoncés pour 2003.

Le développement du secteur Amont, par la mise en production de nouveaux champs de grande taille et à bas coûts techniques, est la priorité du Groupe. Ces projets concernent tant des développements gaziers que des projets pétroliers ; une mention particulière doit être faite pour l'offshore profond, dans lequel TotalFinaElf détient une position de leader à l'échelle mondiale grâce à des atouts reconnus : un savoir-faire de haute technologie et un domaine minier, dans le golfe de Guinée comme dans le golfe du Mexique, de première qualité.



Le Groupe s'attache également à la valorisation de ses réserves gazières, illustrée par des prises de participation dans des réseaux de transport de gaz et des prises d'intérêts dans des projets de génération d'électricité en Amérique de Sud.

Le secteur Aval a triplé en 2000 son résultat opérationnel, qui s'est établi à 3,1 milliards d'euros. Sa contribution importante aux résultats du Groupe résulte tout à la fois de l'amélioration des paramètres de marché, des efforts de productivité et de réduction des coûts, et des synergies liées aux rapprochements. Les plans de synergies et de productivité mis en œuvre dans le secteur ont permis de dégager, en 2000, environ 600 millions d'euros d'amélioration du résultat opérationnel, soit 35 % du programme annoncé pour 2003. La maîtrise des investissements demeure un élément clé de la stratégie du secteur. Dans ce cadre, TotalFinaElf poursuit les programmes de productivité engagés par l'ensemble des unités opérationnelles et la croissance sélective des activités Aval en Afrique, en Asie, et dans les produits de spécialités à haute valeur ajoutée.

La Chimie du Groupe a enregistré en 2000 une amélioration des performances de chacune de ses activités : Pétrochimie et Grands Polymères, Intermédiaires et Polymères de performance, Spécialités. Son résultat opérationnel s'est accru de 37 % pour atteindre 1,6 milliard d'euros. De nombreux projets importants visant au renforcement des positions de la Chimie ont été poursuivis ou initiés, soit par croissance interne ou dans le cadre d'opérations de croissance externe ciblées. La revue du portefeuille Chimie du Groupe a conduit à engager la cession des activités Oléochimie, Fluorés Minéraux, Métal et aviation, et distribution de certains produits plastiques, dans le cadre d'un programme de cession d'actifs portant sur

1,5 milliard d'euros d'ici à 2003. TotalFinaElf continuera à développer le secteur Chimie et à améliorer ses performances, grâce à une croissance autofinancée et sélective, fondée sur des actifs à bonne rentabilité.

Globalement, notre stratégie vise à concilier tout à la fois des investissements importants nécessaires à la poursuite d'une croissance forte, et le maintien, au cours des années à venir, d'une rentabilité des capitaux employés par le Groupe en ligne avec celle de ses meilleurs concurrents.

*“Le Groupe est confiant dans le rôle clé du pétrole et du gaz pour satisfaire les besoins énergétiques croissants de la planète.”*

Notre stricte discipline financière se traduit par un ratio de dettes nettes sur fonds propres ramené de 50 % à fin 1999 à 33 % à fin 2000. Cette robustesse financière, qui sera encore renforcée par un programme de cession d'actifs non stratégiques de l'ordre de 2,5 milliards d'euros par an d'ici à 2003, assure au Groupe des degrés de liberté financiers importants : entre septembre et décembre 2000, TotalFinaElf a été ainsi en mesure de racheter 11,9 millions d'actions pour un montant de 1,9 milliard d'euros. Les investissements seront maintenus à un niveau parmi les plus élevés de l'industrie. En 2001, ils devraient croître de 13 % et atteindre 9,4 milliards d'euros. Ils seront orientés principalement vers le secteur Amont, qui devrait représenter en 2005 la moitié des capitaux employés des secteurs de TotalFinaElf. Cette orientation des investissements traduit la confiance du Groupe dans le rôle clé du pétrole et du gaz pour satisfaire les besoins énergétiques croissants de la planète

dans les deux prochaines décennies. Un usage prévisible du pétrole de plus en plus spécialisé dans le transport et la pétrochimie et une croissance du gaz naturel dynamisée par la production d'électricité devraient en effet permettre d'assurer la compétitivité des hydrocarbures par rapport aux autres sources d'énergie dans les années qui viennent. Dans ce contexte favorable au développement de ses activités pétrolières et gazières, TotalFinaElf dispose d'atouts essentiels :

- une croissance de ses productions de l'ordre de 6 % par an d'ici à 2005, croissance supérieure à la moyenne des compagnies pétrolières internationales, qui renforce, année après année, ses positions en matière de réserves et de production ;
- ses compétences technologiques, démontrées en 2000 par la mise en production du projet Sincor de valorisation des huiles lourdes du Venezuela, les forages à grande profondeur d'eau réalisés en Angola et dans le golfe du Mexique, ainsi que par le développement des champs haute pression, haute température, d'Elgin Franklin en mer du Nord britannique ;
- la valeur de ses équipes, qui ont démontré leur aptitude à s'adapter aux changements et à conduire avec succès des projets ambitieux ;
- sa solide position financière et son fort potentiel d'amélioration des performances dans tous les secteurs.

Le Groupe dispose ainsi des ressources humaines, techniques et financières pour poursuivre sa croissance, sur des bases tout à la fois durables et rentables. J'ai, pour ma part, pleinement confiance dans son avenir.

**Thierry Desmarest**

## Le Comité Exécutif et le Comité Directeur



### Comité Exécutif :

#### de gauche à droite en haut

Christophe de Margerie  
Jean-Luc Vermeulen  
Jean-Paul Vettier  
Robert Castaigne

#### de gauche à droite en bas

Bruno Weymuller  
François Cornélis  
Thierry Desmarest  
Bernard de Combret

Les trois secteurs d'activités de TotalFinaElf sont organisés en centres de profit : Amont, Aval, Chimie. L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et la production d'hydrocarbures, les activités Gaz-Electricité-autres énergies. L'Aval regroupe les activités de raffinage et de marketing, le trading et les transports maritimes. Le secteur Chimie, constitué autour d'Atofina, comporte trois grands sous-secteurs d'activité : la pétrochimie et les grands polymères, les intermédiaires et polymères de performance, la chimie de spécialités. Les secteurs bénéficient de l'assistance des Directions Fonctionnelles de la Holding : Finances, Juridique, Stratégie et Evaluation des Risques, Ressources Humaines et Communication. Le Comité Exécutif (COMEX) et le Comité Directeur (CODIR) constituent les instances de Direction du Groupe. Le COMEX arrête les décisions d'importance stratégique et autorise les investissements correspondants. Il prépare les décisions du ressort du Conseil d'Administration de TotalFinaElf.

### Le Comité Exécutif

**Thierry Desmarest** Président

**François Cornélis** Vice-Président, Directeur Général Chimie

**Bernard de Combret** Vice-Président, Directeur Général Trading Gaz-Electricité

**Jean-Luc Vermeulen** Directeur Général Exploration-Production

**Christophe de Margerie** Directeur Général adjoint Exploration-Production

**Jean-Paul Vettier** Directeur Général Raffinage-Marketing

**Robert Castaigne** Directeur Financier

**Bruno Weymuller** Directeur Stratégie et Evaluation des Risques

**François Périer \*** Directeur Général Adjoint Chimie

*\* a quitté ses fonctions le 9 mars 2001.*

### Le Comité Directeur

Le CODIR assure la coordination des différentes entités du Groupe, le suivi des résultats d'exploitation des Directions Opérationnelles et l'examen des rapports d'activité des Directions Fonctionnelles. Le CODIR rassemble, aux côtés des membres du COMEX, 17 dirigeants des différentes Directions Fonctionnelles et Opérationnelles. Holding :

**Michel Bonnet, Jean-Jacques Guilbaud, Ian Howat, Alain Madec, Bernard Tramier**

Exploration/Production :

**Michel Bénézit, Yves-Louis Darricarrère, Patrick Rambaud**

Raffinage/Marketing :

**Wayne Brenckle, Alain Champeaux, Jean-Claude Company, Yves Edern, André Tricoire**

Chimie :

**Axel de Broqueville, Jean-Bernard Lartigue, Jean-Pierre Seeuws, Hugues Woestelandt**

## Le Conseil et les Comités



### Composition du Conseil d'Administration

Durant l'exercice, la composition du Conseil d'Administration de TOTAL FINA ELF S.A.\* a été la suivante :

#### Thierry Desmarest

55 ans. Président-directeur général de TOTAL FINA ELF S.A. Président de la Fondation TOTAL. Administrateur de Cogema, Air Liquide, Sanofi-Synthelabo. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1995 et jusqu'en 2001. Président-directeur général d'Elf Aquitaine depuis le 15 février 2000. Détient 7 000 actions.

#### Yves Barsalou

68 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président de la Caisse Nationale du Crédit Agricole. Administrateur du Crédit Lyonnais, Midi Libre, Société des caves de Roquefort, Sodagri, Banco Espirito Santo. Membre du Conseil de Surveillance du Crédit Agricole Indosuez. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 741 actions.

#### Daniel Bouton

50 ans. Président-directeur général de Société Générale. Administrateur de Schneider Electric S.A. Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi Environnement. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1997 et jusqu'en 2003. Détient 800 actions.

#### Bertrand Collomb

58 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de Lafarge. Membre du Conseil de Surveillance d'Allianz Munich. Administrateur du Crédit Commercial de France. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 178 actions.

#### Honorable Paul Desmarais

73 ans. Président du Comité Exécutif de Power Corporation du Canada. Vice-Président du Groupe Bruxelles Lambert (Bruxelles). Président du Conseil et Administrateur-Délégué de Pargesa Holding S.A.

(Suisse). Administrateur de La Great-West (Canada), Electrafina (Bruxelles). Membre du Conseil Consultatif de Chase Manhattan Bank N.A. (U.S.A.). Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2001. Détient 1 000 actions.

#### Xavier Dupont

68 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de Alfi-Convertix-Luxembourg Sicav. Membre du Conseil de Surveillance de Banque Privée Saint Dominique et de Natexis Capital. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 000 actions.

#### Michel François-Poncet

65 ans. Vice-Président du Conseil d'Administration de BNP Paribas. Administrateur de Eridania Beghin-Say, LVMH, Groupe Schneider, Power Corporation du Canada. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1987 et jusqu'en 2002. Détient 1 000 actions.

#### Baron Frère

75 ans. Président du Conseil d'Administration et Administrateur-Délégué du Groupe Bruxelles Lambert. Président du Conseil d'Administration de PetroFina (Bruxelles), Electrafina (Bruxelles). Administrateur de LVMH, CLT-UFA (Luxembourg), Coparex S.A. Membre du Conseil de Surveillance de Suez, Métropole Télévision (M6). Régent honoraire de la Banque Nationale de Belgique. Membre du Comité International de Assicurazioni Generali S.p.A. (Trieste). Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'au 17 mai 2001. Détient 800 actions.

#### Jacques Friedmann

68 ans. Ancien président du Conseil de Surveillance d'AXA. Administrateur de BNP Paribas, Vivendi Universal, Alcatel. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 519 actions.

#### Baron John J. Goossens

56 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président de Belgacom. Administrateur

de K.B.C. Holding Banque Assurance, Sofina. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

#### Frédéric Isoard

68 ans. Ancien Président d'Elf Trading S.A. Genève. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 15 274 actions.

#### Professeur Bertrand Jacquillat

56 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Cofondateur et Président-directeur général d'Associés en Finance. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 1 750 actions.

#### Antoine Jeancourt-Galignani

63 ans. Président du Conseil d'Administration des Assurances Générales de France. Président du Conseil de Surveillance d'Euro Disney SCA. Administrateur de la Société Générale, Kaufman et Broad. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1994 et jusqu'en 2003. Détient 1 053 actions.

#### Anne Lauvergeon

41 ans. Président-directeur général de Cogema. Administrateur de Suez, Sagem, Pechiney. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 800 actions.

#### Michel Pébereau

58 ans. Président-directeur général de BNP-Paribas. Président du Conseil d'Administration de la C.I.P. Administrateur de Lafarge, Saint-Gobain. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA, Galeries Lafayette, Dresdner Bank AG. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 589 actions.

#### Thierry de Rudder

51 ans. Administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert, Electrafina. Administrateur de Société Générale de Belgique, Audiofina, Tractebel, PetroFina, Rhodia. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2001. Détient 989 actions.



### Jürgen Sarrazin

64 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du Directoire de Dresdner Bank. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 482 actions.

### Robert Studer

62 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du Conseil d'Administration de l'Union des Banques Suisses. Administrateur de BASF, Spirito Santo Financial Group, Renault, Schindler Holding. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 463 actions.

### Serge Tchuruk

63 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général d'Alcatel. Administrateur de Vivendi Universal, Alstom, Thales, Société Générale. Membre du Conseil d'Administration de l'Ecole Polytechnique. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1989 et jusqu'en 2001. Détient 50 000 actions.

### Pierre Vaillaud

65 ans. Ancien Président-directeur général d'Elf Aquitaine et de Technip. Administrateur de Technip et d'Egis. Membre du Conseil de Surveillance d'Addo Pinatton. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 113 actions.

### Lord Alexander of Weedon QC

64 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président de : The House of Lords Delegated Powers and Deregulation Committee. Chancelier de l'Université d'Exeter. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1996 et jusqu'en 2002. Détient 800 actions.

*(1) Administrateur indépendant : administrateur n'ayant aucun lien avec une société actionnaire de TOTAL FINA ELF S.A. ou une société dont TOTAL FINA ELF S.A. est actionnaire.*

*\* TOTAL FINA S.A. a changé sa dénomination sociale en TOTAL FINA ELF S.A. par décision de l'AGM du 22 mars 2000.*

## Ordre du jour des réunions du Conseil d'Administration

Le Conseil s'est réuni à 6 reprises en 2000. Le taux de présence pour l'ensemble des administrateurs a été de 84 %.

L'ordre du jour des réunions a comporté en particulier les points suivants :

25 janvier : résultats estimés du Groupe pour 1999. L'Erika. Préparation d'une Assemblée Générale Mixte pour concrétiser le rapprochement de Totalfina et d'Elf Aquitaine.

28 mars : comptes définitifs 1999 (comptes consolidés, comptes société mère). Préparation de l'Assemblée Générale Mixte annuelle.

24 mai : résultats estimés du 1<sup>er</sup> trimestre. OPR sur les actions Elf Aquitaine.

11 juillet : perspectives de l'Exploration-Production.

5 septembre : comptes définitifs du 1<sup>er</sup> semestre 2000 (comptes consolidés, comptes société mère). OPE sur les titres PetroFina.

21 novembre : résultats de l'OPR sur les titres Elf Aquitaine et de l'OPE sur les titres PetroFina. Plan à 5 ans.

Le Conseil du 13 mars 2001 a adopté une Charte des Administrateurs.

## Les Comités d'Administrateurs

Le Groupe a mis en place en 1995 deux Comités spécialisés. Ils ont poursuivi leurs travaux au cours de l'année 2000.

### Le Comité de Nomination et des Rémunérations

Son objet est d'étudier et de soumettre au Conseil des propositions concernant :

- la sélection des administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux ;
- la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- les plans d'option de souscription d'actions (modalités et montants attribués par catégorie de bénéficiaires, attribution nominative aux dirigeants mandataires sociaux).

Ce Comité est composé de MM.

**Michel François-Poncet, Bertrand Collomb et Serge Tchuruk.** Il s'est réuni à deux reprises en 2000.

### Le Comité d'Audit

Il a pour mission de donner au Conseil son avis sur la qualité des comptes et l'état du contrôle interne du Groupe.

A ce titre, il donne son avis sur :

- la nomination et la rémunération des commissaires aux comptes ;
- le programme des travaux des auditeurs externes et internes ;
- les principes et méthodes comptables ;
- les comptes consolidés semestriels et annuels avant leur examen par le Conseil.

Ce Comité est composé de MM.

**Jacques Friedmann, Bertrand Jacquillat et Thierry de Rudder.** En 2000, le Comité d'Audit s'est réuni à deux reprises.

## Politique d'attribution des options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options notifiées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire
<b>Plan 1994<sup>(1)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	15	159 000	19,9 %	10 600
<b>Options de souscription</b>	Cadres dirigeants	132	281 600	35,2 %	2 133
(décision du Conseil d'Adm. du 06/09/1994 ; prix d'exercice : 286 F ; rabais : 9,79 %)	Autres salariés	563	359 400	44,9 %	638
	<b>Total</b>	<b>710</b>	<b>800 000</b>	<b>100 %</b>	<b>1 127</b>
<b>Plan 1995<sup>(1)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	14	166 000	17,5 %	11 857
<b>Options de souscription</b>	Cadres dirigeants	138	344 700	36,4 %	2 498
(décision du Conseil d'Adm. du 05/09/1995 ; prix d'exercice : 291 F ; rabais : 4,7 %)	Autres salariés	584	435 800	46,0 %	746
	<b>Total</b>	<b>736</b>	<b>946 500</b>	<b>100 %</b>	<b>1 286</b>
<b>Plan 1996<sup>(1)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	14	154 000	16,0 %	11 000
<b>Options de souscription</b>	Cadres dirigeants	138	359 400	37,4 %	2 604
(décision du Conseil d'Adm. du 11/12/1995 ; prix d'exercice : 392 F ; rabais : 5 %)	Autres salariés	650	446 600	46,5 %	687
	<b>Total</b>	<b>802</b>	<b>960 000</b>	<b>100 %</b>	<b>1 197</b>
<b>Plan 1998<sup>(2)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	16	157 500	16,5 %	9 844
<b>Options d'achat</b>	Cadres dirigeants	162	347 600	36,4 %	2 146
(décision du Conseil d'Adm. du 17/03/1998 ; prix d'exercice : 615 F ; rabais : 4,94 %)	Autres salariés	824	449 900	47,1 %	546
	<b>Total</b>	<b>1 002</b>	<b>955 000</b>	<b>100 %</b>	<b>953</b>
<b>Plan 1999<sup>(2)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	19	279 000	18,6 %	14 684
<b>Options d'achat</b>	Cadres dirigeants	215	517 000	34,5 %	2 405
(décision du Conseil d'Adm. du 15/06/1999 ; prix d'exercice : 113 EUR ; rabais : 4,74 %)	Autres salariés	1 351	703 767	46,9 %	521
	<b>Total</b>	<b>1 585</b>	<b>1 499 767</b>	<b>100 %</b>	<b>946</b>
<b>Plan 2000<sup>(3) (5)</sup></b>	Principaux dirigeants <sup>(4)</sup>	24	246 200	10,1 %	10 258
<b>Options d'achat</b>	Cadres dirigeants	298	660 700	27,2 %	2 217
(décision du Conseil d'Adm. du 11/07/2000 ; prix d'exercice : 162,70 EUR ; rabais : 0,0 %)	Autres salariés	2 740	1 518 745	62,6 %	554
	<b>Total</b>	<b>3 062</b>	<b>2 425 645</b>	<b>100 %</b>	<b>792</b>

(1) Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(3) Les options sont exerçables avec un différé de 4 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle, et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(4) Membres du Comité Directeur et le Trésorier, tels que définis au jour de l'attribution des options par le Conseil d'Administration.

(5) Certains collaborateurs présents dans le groupe Elf Aquitaine en 1998 ont également bénéficié en 2000 de la confirmation d'options Elf Aquitaine attribuées en 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine de 1998 à 2002 (voir ci-dessous).

### Options de souscription Elf Aquitaine accordées aux salariés du Groupe

Des salariés du Groupe, faisant partie du groupe Elf Aquitaine en 1998, ont également eu confirmation en 2000 des options de souscription Elf Aquitaine attribuées le 1<sup>er</sup> avril 1998 dans le cadre d'un plan Incitation Moyen Terme (IMT)<sup>(1)</sup>, compte tenu des résultats d'Elf Aquitaine en 1999. Conformément aux engagements pris par le Groupe lors de l'offre en surenchère (note d'information ayant reçu le visa COB n°99-1179), ces options Elf Aquitaine bénéficient, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir note 25 des comptes consolidés). Les bénéficiaires de ces options Elf Aquitaine, salariés du Groupe à la date du Conseil d'Administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution du plan d'options 2000 TotalFinaElf (11 juillet 2000), se répartissent de la façon suivante :

		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options Elf Aquitaine attribuées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire	Nombre d'actions TotalFinaElf correspondantes <sup>(4)</sup>	Nombre moyen d'actions TotalFinaElf correspondantes par bénéficiaire <sup>(4)</sup>
<b>Plan IMT</b>	Principaux dirigeants	11	49 132	24,1 %	4 467	71 808	6 528
<b>Attribution 2000 liée aux objectifs 1999<sup>(2)</sup></b>	Cadres dirigeants	141	143 258	70,2 %	1 016	209 377	1 485
(attribution par le Conseil d'Adm. d'Elf Aquitaine du 01/04/1998 ; prix d'exercice : 105,95 EUR)	Autres salariés	17	11 574	5,7 %	681	16 916	995
	<b>Total</b>	<b>169</b>	<b>203 964</b>	<b>100 %</b>	<b>1 207</b>	<b>298 101</b>	<b>1 764</b>

(1) Plan attribué par le Conseil d'Administration d'Elf Aquitaine du 1<sup>er</sup> avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002.

Les options sont exerçables depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000 et expirent le 31 mars 2005.

(2) Attribution confirmée par le Conseil d'Administration d'Elf Aquitaine du 2 février 2000.

(3) Dans la position occupée dans le Groupe au 11 juillet 2000, date du Conseil d'Administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution du plan d'options 2000 TotalFinaElf.

(4) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

# Rémunération des organes d'Administration et de Direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues des sociétés françaises et étrangères membres du Groupe par l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe (les membres du Comité Directeur et le Trésorier) s'est élevé à 90,3 MFRF pour l'exercice 2000 (27 personnes) et à 55,7 MFRF pour l'exercice 1999 (19 personnes)<sup>(a)</sup>. En 2000, la partie variable a représenté 44 % du montant global. Les principaux dirigeants du Groupe ne bénéficient pas des jetons de présence qui leur sont alloués à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

La rémunération brute de base versée en 2000 à Monsieur Thierry Desmarest par les sociétés du Groupe s'est élevée à 6 583 000 FRF. La rémunération variable est assise sur le salaire de base fixé par le Conseil d'Administration et fonction des résultats du Groupe au cours de l'année précédente. Le montant versé en 2000 au titre des résultats 1999 s'est élevé à 6 500 000 FRF.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 5 MFRF en 2000 (décision de l'AGO du 25 mai 2000) et 3 MFRF en 1999 (21 administrateurs au 31 décembre 2000 et 16 administrateurs au 31 décembre 1999). Les modalités de répartition du montant global de 5 MFRF des jetons de présence au titre de 2000 sont les suivantes :

- une partie fixe de 100 000 FRF par administrateur (prorata temporis en cas de changement en cours d'année) ;
- un montant de 150 000 FRF pour le Comité d'audit réparti en fonction des présences effectives ;
- le solde étant réparti entre les Administrateurs en fonction des présences effectives aux réunions du Conseil d'Administration.

(a) Pour les membres du Comité Exécutif, ce montant s'est élevé à 47,6 MFRF pour l'exercice 2000 (9 personnes) et à 31,3 MFRF pour l'exercice 1999 (7 personnes).

La liste des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 2000 est la suivante (27 personnes au 31 décembre 2000 et 19 personnes au 31 décembre 1999) :

**Comité Directeur** : Thierry DESMAREST\*, François CORNELIS\*, Bernard de COMBRET\*, Jean-Luc VERMEULEN\*, Christophe de MARGERIE\*, Jean-Paul VETTER\*, Robert CASTAIGNE\*, Bruno WEYMULLER\*, François PERIER\*, Michel BENEZIT, Michel BONNET, Wayne BRENCKLE, Axel de BROQUEVILLE, Alain CHAMPEAUX, Jean-Claude COMPANY, Yves-Louis DARRICARRERE, Yves EDERN, Jean-Jacques GUILBAUD, Ian HOWAT, Jean-Bernard LARTIGUE, Alain MADEC, Patrick RAMBAUD, Jean-Pierre SEEUWS, Bernard TRAMIER, André TRICOIRE, Hugues WOESTELANDT

**Trésorier** : Charles PARIS de BOLLARDIERE.

\*Membre du Comité Exécutif au 31 décembre 2000.

## Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf de l'ensemble des principaux dirigeants de l'entreprise au 31 décembre 2000 (Comité Directeur et Trésorier du Groupe)

	Plan 1994 Options de souscription	Plan 1995 Options de souscription	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Total
Prix d'exercice (en euros)	43,60	44,36	59,76	93,76	113,00	162,70	
Date d'expiration	14/11/2000	05/09/2001	11/12/2002	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	
Options attribuées	112 500	127 000	139 200	139 000	248 000	-	765 700
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	4 500	15 000	102 500	126 000	248 000	-	496 000
Options attribuées durant l'exercice 2000	-	-	-	-	-	244 200	244 200
Options exercées durant l'exercice 2000	4 500	12 000	25 000	0	0	0	41 500
Options existantes au 31 décembre 2000	0	3 000	77 500	126 000	248 000	244 200	698 700

NB : les modalités d'exercice de ces options sont expliquées à la note 25 des comptes consolidés.

## Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf attribuées à Monsieur Thierry Desmarest depuis sa nomination à la présidence du Conseil d'Administration (31 mai 1995)

	Plan 1995 Options de souscription	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Total
Options attribuées	32 000	32 000	30 000	40 000	-	134 000
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	0	32 000	30 000	40 000	-	102 000
Options attribuées durant l'exercice 2000	-	-	-	-	50 000	50 000
Options exercées durant l'exercice 2000	-	5 000	0	0	0	5 000
Options existantes au 31 décembre 2000	-	27 000	30 000	40 000	50 000	147 000

## Options de souscription Elf Aquitaine des principaux dirigeants de l'entreprise au 31 décembre 2000 bénéficiant de la faculté d'échange garantie par TotalFinaElf<sup>(1)</sup>

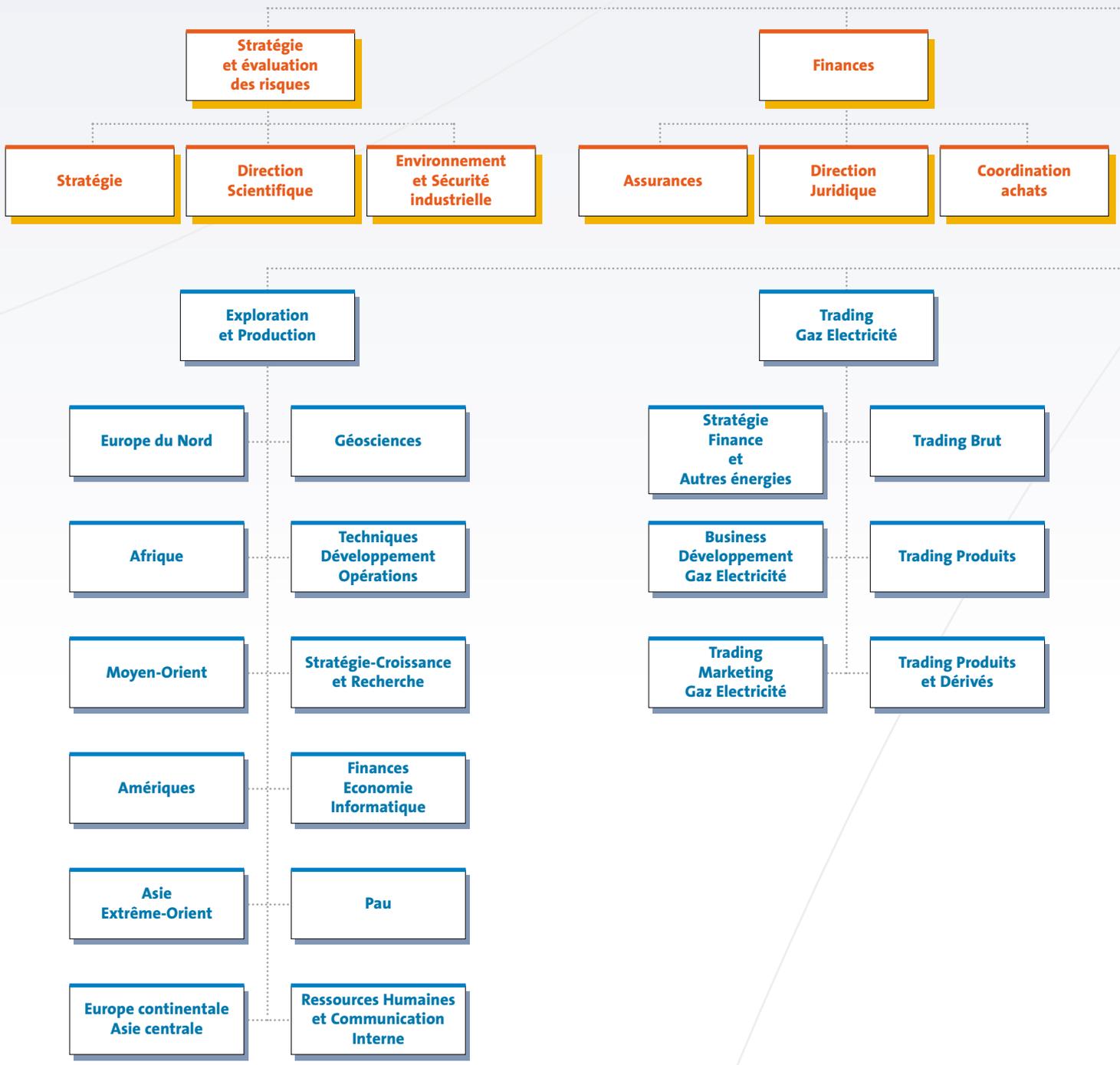
	Plan 1995	Plan 1996	Plan 1997	Plan 1998	Plan 1999 N°1	Plan IMT 1998	Total
Prix d'exercice par actions Elf Aquitaine (en euros)	54,03	50,72	80,65	105,95	115,60	105,95	
Date d'expiration	24/01/2002	19/03/2003	25/03/2004	31/03/2005	30/03/2009	31/03/2005	
Options attribuées	29 800	42 600	52 700	77 300	43 010	264 588	509 998
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	11 000	27 650	45 700	77 300	43 010	254 578	459 238
Options non confirmées durant l'exercice 2000 au titre de l'exercice 1999 <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	2 600	2 600
Options exercées durant l'exercice 2000	8 000	16 650	14 000	25 000	0	0	63 650
Options existantes au 31 décembre 2000	3 000	11 000	31 700	52 300	43 010	251 978	392 988
Nombre d'actions TotalFinaElf correspondantes <sup>(3)</sup>	4 385	16 077	46 331	76 438	62 861	368 276	574 368

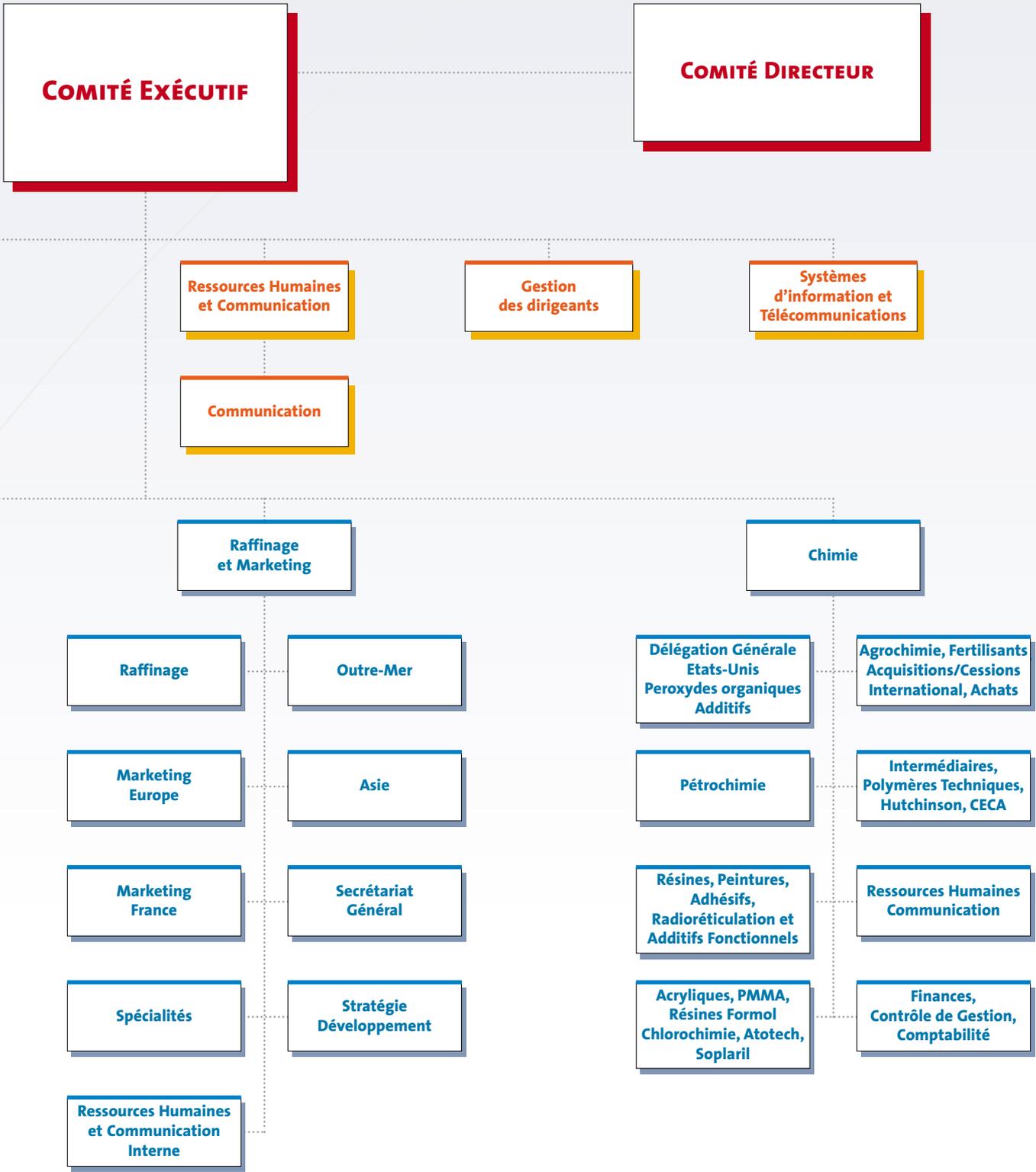
(1) Parmi le Comité Directeur et le Trésorier de TotalFinaElf au 31 décembre 2000, des membres issus du groupe Elf Aquitaine bénéficient d'options Elf Aquitaine qui font l'objet, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre publique en surenchère intervenue en 1999, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir note 25 des comptes consolidés).

(2) La confirmation des options du plan IMT 1998 par le Conseil d'Administration d'Elf Aquitaine est fonction de la rentabilité des secteurs opérationnels au cours des exercices visés par le plan.

(3) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

# Organigramme





# Nos principes d'action et de comportement

**TotalFinaElf a la volonté de contribuer à une utilisation efficace et maîtrisée de tous les produits et des différentes sources d'énergie qu'il propose.**

Le Groupe prend en compte les besoins des consommateurs actuels et l'intérêt des générations futures dans une démarche active d'amélioration de sa performance et de protection de l'environnement qui s'inscrit dans une politique de développement durable. Il fonde, sur ces bases, et avec les valeurs qu'il s'est données, la poursuite de sa croissance, au profit tant de ses actionnaires que de ses clients et de ses collaborateurs, tout en contribuant au développement économique et social des pays où il est implanté. TotalFinaElf adhère aux principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et aux principes directeurs de l'Organisation Internationale du Travail.



## LE COMITÉ D'ÉTHIQUE





**La recherche de l'excellence dans les comportements et la conduite des opérations était partagée par les trois entreprises dont le rapprochement a donné naissance à TotalFinaElf. Total, PetroFina et Elf Aquitaine, avaient une approche similaire de leurs responsabilités d'industriels et des réalisations comparables. Chaque entreprise comportait cependant des domaines de compétences particuliers. Il importait donc de réunir le meilleur de ce savoir-faire au service de principes d'action et de comportement unifiés pour l'ensemble du nouveau Groupe TotalFinaElf. En 2000, ont ainsi été élaborés un Code de Conduite et une Charte Sécurité Environnement Qualité. Un Comité d'éthique a été créé, de même qu'une Mission Développement Durable rattachée à la Direction Générale.**

## **Le Code de Conduite**

Largement diffusé aux salariés, il rassemble un ensemble de valeurs et de principes communs qui doivent guider l'action de toutes les femmes et de tous les hommes du Groupe. En particulier :

### **Vis-à-vis de ses actionnaires**

Le Groupe veille à mériter la confiance de ses actionnaires avec l'objectif d'assurer la rentabilité de leur investissement. Il leur fournit régulièrement une information transparente et complète et reste à leur écoute notamment par l'intermédiaire de son Comité Consultatif des Actionnaires.

Il veille à un respect scrupuleux des réglementations boursières et traduit fidèlement ses opérations dans ses comptes.

### **Vis-à-vis de ses clients**

Le Groupe fournit à ses clients des produits et des services de qualité en recherchant toujours à apporter la meilleure performance pour chaque utilisation, à un prix compétitif.

Il reste attentif aux besoins de ses clients, il contrôle, évalue et améliore constamment ses produits, ses services, sa technologie et ses procédés de façon à assurer la qualité, la sécurité et l'innovation à chaque étape des processus d'élaboration, de production et de distribution.

### **Vis-à-vis de ses collaborateurs**

Le Groupe est confiant dans la loyauté, les motivations, les compétences et le sens des responsabilités de ses collaborateurs. Il attend de leur part le plus haut niveau d'intégrité personnelle. Il est particulièrement attentif à leurs conditions de travail, notamment en ce qui concerne le respect des personnes, l'absence de discrimination, la protection de la santé et la sécurité.

Il les associe à la vie de l'entreprise en favorisant en particulier l'information, le dialogue et les échanges, et respecte leur vie privée. Il recrute les membres de son personnel uniquement en fonction de ses besoins et des qualités propres de chaque candidat.

Il assure le développement de leurs compétences professionnelles et de leurs responsabilités sans discrimination d'aucune sorte, notamment de race, de sexe ou d'appartenance à une organisation politique, religieuse, syndicale ou à une minorité. L'évolution de carrière de chacun est facilitée par une formation adaptée.

### **Vis-à-vis de ses fournisseurs**

Le Groupe veille à prendre en considération les intérêts de chacun, dans la clarté de termes contractuels équitables. Il attend de ses fournisseurs qu'ils respectent des principes équivalents à ceux de son Code de Conduite.

### **Vis-à-vis de ses associés industriels**

Le Groupe met en œuvre ses principes d'action et de comportement dans le cas où il dirige l'association ou en est l'opérateur. Il demande, dans les autres cas, à ceux qui dirigent l'association ou qui en sont les opérateurs, de respecter les principes compatibles avec ses principes d'action et de comportement.

### **Vis-à-vis des pays où il travaille**

Le Groupe agit en respectant les environnements naturels et les cultures de tous les pays dans lesquels il est implanté. Il participe par ses activités au développement économique et social de ces pays, en particulier des communautés où se trouvent ses implantations et n'intervient pas dans la vie politique. Il respecte les lois et règlements applicables notamment en matière d'environnement, de concurrence et de législation sociale.

**Le Comité d'éthique, présidé par Jean-Pierre Cordier, est composé de Hélène Baletaud, Jean-Pierre Goullin, Peter Herbel, Thierry Lemonnier.**

**La prise de fonction effective des membres du Comité est intervenue le 12 mars 2001.**

#### MISSIONS

##### **Le Comité :**

- présente des recommandations au Président et au Comité Exécutif ;
- agit avec anticipation ;
- diffuse le Code de Conduite ;
- participe à la gestion des relations avec les organismes extérieurs sur l'éthique ;
- peut être consulté, en dehors de la hiérarchie, par tout collaborateur face à un problème d'éthique.

#### FONCTIONNEMENT

##### **Le Comité :**

- est prévenu par les directions du Groupe dès qu'un investissement soulève une question éthique ;
- est informé par le Comité Directeur et les CODIR des branches des projets importants du Groupe ;
- peut être saisi par tout collaborateur ;
- peut visiter n'importe quelle filiale ou site ;
- rend compte directement au Président.



## Nos principes d'action et de comportement

### S'engager dans le développement durable

Aujourd'hui, le développement durable est compris comme une approche intégrée et équilibrée entre les responsabilités économiques, environnementales et sociales, entre les besoins locaux et les ressources globales, et enfin entre les bénéfices et les coûts du court terme et du long terme. Plus simplement, il s'agit d'améliorer la qualité de vie des générations actuelles et futures, tout en s'intéressant à l'avenir de la planète. L'engagement du Groupe dans le développement durable reflète avant tout un état d'esprit, composante de notre culture d'entreprise : développer nos activités en écoutant plus large et en regardant plus loin. Cet engagement permettra au Groupe de mieux gérer les risques et opportunités liés à ses opérations et de développer de nouvelles activités, source de valeur pour ses actionnaires et les autres parties concernées.

### Nos activités et la vie locale

TotalFinaElf veille à intégrer harmonieusement l'exercice et le développement de ses activités dans la vie locale où elles s'inscrivent. Cela nécessite un dialogue de qualité, entretenu avec tous les acteurs. Ainsi, le transport de nos produits, qu'il se fasse par

voie maritime, fluviale, ferroviaire, routière ou pipe-line, fait l'objet d'une attention redoublée. Le Groupe contribue également à des actions dans le domaine de la santé, l'éducation et la valorisation des compétences, tout en respectant les diversités culturelles. En outre, il renforce le développement des petites entreprises locales en les aidant notamment à s'ouvrir au commerce international.

### Valorisation des hydrocarbures

En association avec l'industrie, le Groupe améliore constamment les techniques de découverte, d'identification et de récupération des ressources pétrolières afin de transmettre des réserves aux générations futures. Il se préoccupe de valoriser des gisements marginaux ou des champs de gaz éloignés des marchés. TotalFinaElf figure parmi les leaders pour développer les ressources d'hydrocarbures en mer profonde et le pétrole lourd, notamment au Venezuela.

### Nouvelles énergies

Le Groupe participe au développement de nouvelles énergies lorsqu'il peut y appliquer et valoriser ses compétences techniques et commerciales. En Europe, le Groupe est le leader pour la commercialisation des biocarburants. Des projets

éoliens sont en cours de réalisation ou à l'étude, en particulier sur nos sites industriels et en mer, dans des régions où les conditions sont favorables. Dans les pays en développement, Total Energie est un des leaders mondiaux pour l'installation de systèmes solaires. Enfin, TotalFinaElf participe à des programmes de développement et démonstration dans la filière hydrogène.

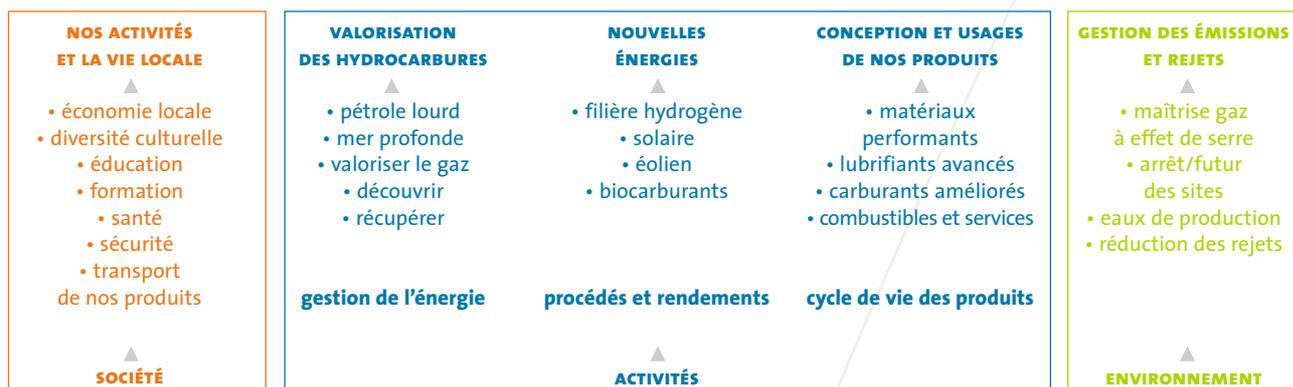
### Conception et usage de nos produits

Lorsqu'il développe de nouveaux produits, le Groupe prend en compte leur cycle de vie, de la fabrication à l'usage fait par les clients, pour effectuer des choix stratégiques, techniques et commerciaux. Cette approche est particulièrement développée pour les matériaux de la chimie utilisés par exemple dans l'habitat ou l'automobile, les bitumes et lubrifiants, les carburants et les combustibles. La conception et la mise en œuvre des procédés de fabrication intègre la gestion de l'énergie et des matières premières, ainsi que le recyclage des matériaux usagés.

### Gestion des émissions et rejets

Le Groupe a pour politique d'identifier systématiquement ses rejets et de les maîtriser. La gestion des gaz à effet de serre et le traitement de l'eau sont des thèmes où il a engagé

## Les chemins du développement durable





de nombreuses actions. Le devenir des sites industriels à la fin des opérations est intégré dans la stratégie et le plan à long terme, en s'appuyant sur l'expérience acquise depuis une quinzaine d'années.

### **Conjuguer industrie et environnement : un engagement permanent**

Le Groupe s'est doté en 2000 d'une Charte Sécurité Environnement Qualité adaptée à son nouveau périmètre d'activités. En prélude à la sortie du premier Rapport Environnement 2000<sup>(1)</sup>, le Groupe a pris position sur les grands thèmes environnementaux suivants :

#### **Prévenir les accidents maritimes**

TotalFinaElf s'est engagé à continuer à améliorer la sécurité du transport maritime en prenant un certain nombre de mesures importantes comme :

- pas d'affrètement de navires de plus de 80 000 tonnes âgés de plus de 20 ans et de navires de moins de 80 000 tonnes âgés de plus de 25 ans, décision qu'aucune compagnie n'avait encore prise ;
- la sévèrisation des procédures internes de contrôle des navires affrétés par le Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a signé avec le ministre français des Transports la charte de la sécurité maritime des transports pétroliers qui préconise le renforcement du contrôle et de la transparence des sociétés de classification, des arrêts techniques plus rapprochés pour les navires les plus anciens, un renforcement des contrôles portuaires et une responsabilité accrue de l'ensemble des acteurs.

#### **Maîtriser l'effet de serre**

Le Groupe a la volonté de contribuer à la maîtrise globale des émissions de gaz à effet de serre, tant par ses actions internes de réduction des émissions unitaires dans ses opérations que par l'offre de produits plus performants à cet égard. TotalFinaElf s'inscrit ainsi dans l'esprit de Kyoto sur le changement climatique

*TotalFinaElf considère la sécurité des activités, la santé des personnes, le respect de l'environnement et la gestion responsable des produits comme des priorités fondamentales et constantes dans ses activités industrielles*

et poursuivra les efforts nécessaires pour atteindre des objectifs volontaires de réduction des émissions. Les secteurs opérationnels sont mobilisés sur des objectifs d'amélioration, en tenant compte des possibilités technologiques et du contexte commercial. Depuis de nombreuses années, nos opérations de production d'hydrocarbures cherchent à éviter le brûlage du gaz à la torche en le valorisant ou en le réinjectant dans les gisements lorsque cette option est techniquement possible. Dans le secteur du raffinage, l'amélioration de l'efficacité énergétique de nos procédés a permis de stabiliser notre consommation d'énergie, malgré un accroissement important des volumes traités et des exigences accrues pour fournir des produits meilleurs pour l'environnement. Nos activités chimiques continuent de réduire les émissions de composés gazeux dont le pouvoir d'effet de serre est élevé. Les conséquences sur le réchauffement climatique sont également prises en compte lors du développement de nouveaux produits. Enfin, le Groupe participe à des initiatives visant à établir des systèmes d'échange de permis, l'un des mécanismes de flexibilité en cours d'élaboration.

#### **Préserver la biodiversité**

Ce thème a fait l'objet de nombreuses actions lors de ces dernières années. C'est vers la biodiversité marine que se sont portés nos efforts, avec des études menées sur les mangroves, les récifs coralliens, le dugong (mammifère marin) ou encore la réhabilitation de la grande nacre de Méditerranée. Ces actions sont très liées à nos activités opérationnelles, notamment dans le secteur de l'exploration-production pour préparer des cartes de sensibilité des zones où nous intervenons, définir des tracés sismiques ou oléoducs, ou faciliter la remise en état ultérieure des sites.

(1) Rapport Environnement 2000 disponible sur demande à la Direction de la communication

## Nos principes d'action et de comportement



### Gérer les ressources humaines pour préparer l'avenir

Avec 123 300 collaborateurs répartis dans cent vingt pays, la gestion des ressources humaines est une composante essentielle de la stratégie mise en œuvre par TotalFinaElf pour maintenir un rythme de croissance élevé de ses activités et améliorer sa rentabilité. L'objectif est de permettre à chaque collaborateur de progresser dans sa carrière au sein du Groupe, tout en répondant aux besoins en effectifs des unités, à court et moyen termes. Le Groupe veille aux spécificités culturelles et aux questions d'éthique. Il s'attache à favoriser le brassage des cultures propres à chacun de ses métiers et à promouvoir ses valeurs, ainsi que les principes qui doivent présider à l'action de chaque responsable. Un accent particulier est porté à la promotion des nationaux aux postes de responsabilité, à la régionalisation des compétences et à la formation individuelle.

70 des 400 postes dirigeants du Groupe sont ainsi tenus par des non-Français. Dans le secteur de l'exploration-production, 350 collaborateurs non français travaillent en dehors de leur pays de recrutement. Ce chiffre est en constante augmentation. En 2000, le rapprochement de Totalfina et d'Elf Aquitaine a constitué, pour les collaborateurs des deux entreprises, un défi professionnel majeur à relever : regroupement, dans de nombreux cas, des équipes sur un même site, mise en commun des meilleures pratiques, nouvelles organisations. La capacité d'adaptation et d'intégration des collaborateurs du Groupe a été à cette occasion une nouvelle fois démontrée. Grâce au très bon esprit de collaboration et de solidarité entre les équipes des deux compagnies partout dans le monde, le rapprochement de toutes les entités du nouveau Groupe TotalFinaElf s'est révélé efficace et rapide.

*En 2000,  
le rapprochement  
de Totalfina  
et d'Elf Aquitaine  
a constitué,  
pour les collaborateurs  
des deux entreprises,  
un défi  
professionnel majeur  
à relever*

Les adaptations des structures, indispensables au maintien ou à l'amélioration de la compétitivité, sont les garantes d'une croissance durable de l'entreprise et du développement de son niveau d'emploi direct ou induit. Ces adaptations doivent dès lors être anticipées et préparées avec soin. La mutation des technologies de l'information est à cet égard un vecteur de transformation des marchés et des organisations auquel le Groupe est particulièrement attentif. La mise en place de réseaux intranet transversaux par métier facilite déjà les échanges d'expérience entre spécialistes et experts et le travail d'équipes pluridisciplinaires, quelles que soient les localisations géographiques ou les entités d'appartenance. Ces réseaux intranet contribuent à améliorer à travers le monde l'efficacité des collaborateurs formés à ces technologies. Les nouvelles possibilités de l'Internet sont pour leur part de nature à transformer les relations entre l'entreprise et ses clients, ses fournisseurs ou ses partenaires. Les potentialités de l'Internet impliquent aussi une mise à niveau des compétences, des procédures internes, des modes de décision et des organisations. TotalFinaElf entend accélérer le développement de l'e-business dans ses différents secteurs : achats, trading, activités commerciales. Parmi les projets Internet à l'étude ou en cours de réalisation chez TotalFinaElf, certains sont dédiés à des activités spécifiques, à un secteur, à un produit, d'autres sont transversaux. Tous contribuent positivement à la compétitivité de l'entreprise.



## REMÉDIER AUX CONSÉQUENCES DU NAUFRAGE DE L'*Erika*



**LA MISSION LITTORAL ATLANTIQUE**  
Créée au sein de TotalFinaElf après l'accident de l'*Erika*, la Mission Littoral Atlantique a d'abord eu pour mission de mettre en œuvre les divers engagements pris par le Groupe. Ses actions se sont articulées autour de trois axes majeurs : le pompage du fioul contenu dans l'épave de l'*Erika* ; la participation active, dans le cadre du Plan Polmar, au nettoyage des côtes touchées par la marée noire ; le stockage des déchets collectés sur les côtes du littoral atlantique.

Aujourd'hui, la Mission poursuit son action avec notamment la finition du nettoyage des côtes et le traitement des déchets. Dotée d'un budget initial de 850 millions de francs, intégralement financé par le Groupe, la Mission Littoral Atlantique a vu, au cours de l'an 2000, ce montant porté à 1 milliard de francs, pris en charge dans l'année.

Participation au nettoyage des côtes : 220 MFRF  
Traitement des déchets : 200 MFRF  
Pompage de la cargaison : 500 MFRF  
Participation à la restauration des équilibres écologiques : 50 MFRF  
Participation à la restauration de l'image du littoral : 30 MFRF.

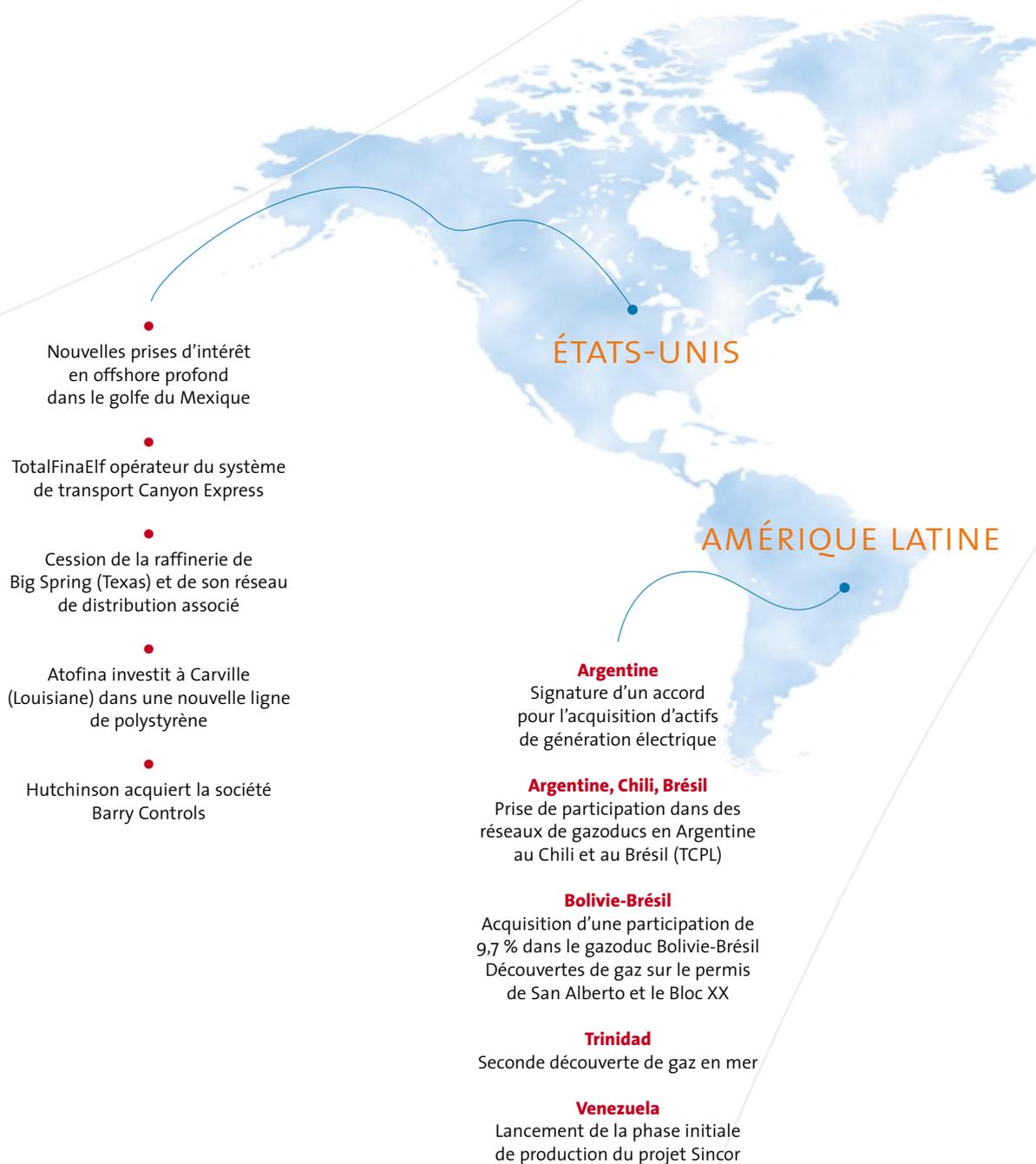
Le Groupe ne présentera aucune demande de remboursement auprès du Fipol (Fonds international d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures). Il permet ainsi que la totalité des fonds du Fipol soit consacrée à l'indemnisation des victimes de la marée noire, particuliers et professionnels. La Mission Littoral Atlantique restera mobilisée jusqu'à l'achèvement complet de ses engagements.

**POMPER LA CARGAISON DE L'*ERIKA* :**  
**UN ENGAGEMENT MENÉ À BIEN**  
Sept navires de haute mer, dont trois à positionnement dynamique, jusqu'à 300 hommes mobilisés, un budget de 500 millions de francs : tels ont été les moyens mis en œuvre par TotalFinaElf pour pomper le reste de la cargaison.

En juillet 2000, en l'espace de 4 semaines, le pompage principal des épaves de l'*Erika* a permis de récupérer 90 % de la cargaison reposant par 120 m de fond. Cinq semaines supplémentaires ont ensuite été nécessaires pour récupérer les 10 % de la cargaison disséminés dans les 2 épaves, en utilisant les techniques de pompage de finition. 11 245 tonnes de fioul lourd ont ainsi été pompées.

Préparation minutieuse, procédé de pompage innovant par le mélange du fioul à un solvant d'origine végétale et mobilisation massive ont permis de réaliser l'ensemble des opérations en évitant tout accident avec près de 4 semaines d'avance, avant le retour de la mauvaise saison.

# Faits marquants



**Royaume-Uni**

Installation de la plate-forme "production, utilités, quartiers" du champ d'Elgin

**Norvège**

Nouvelles participations dans quatre permis, dont une assortie du rôle d'opérateur

**Pays-Bas**

Démarrage d'une production de gaz sur le bloc K4a en zone néerlandaise de la mer du Nord

**France**

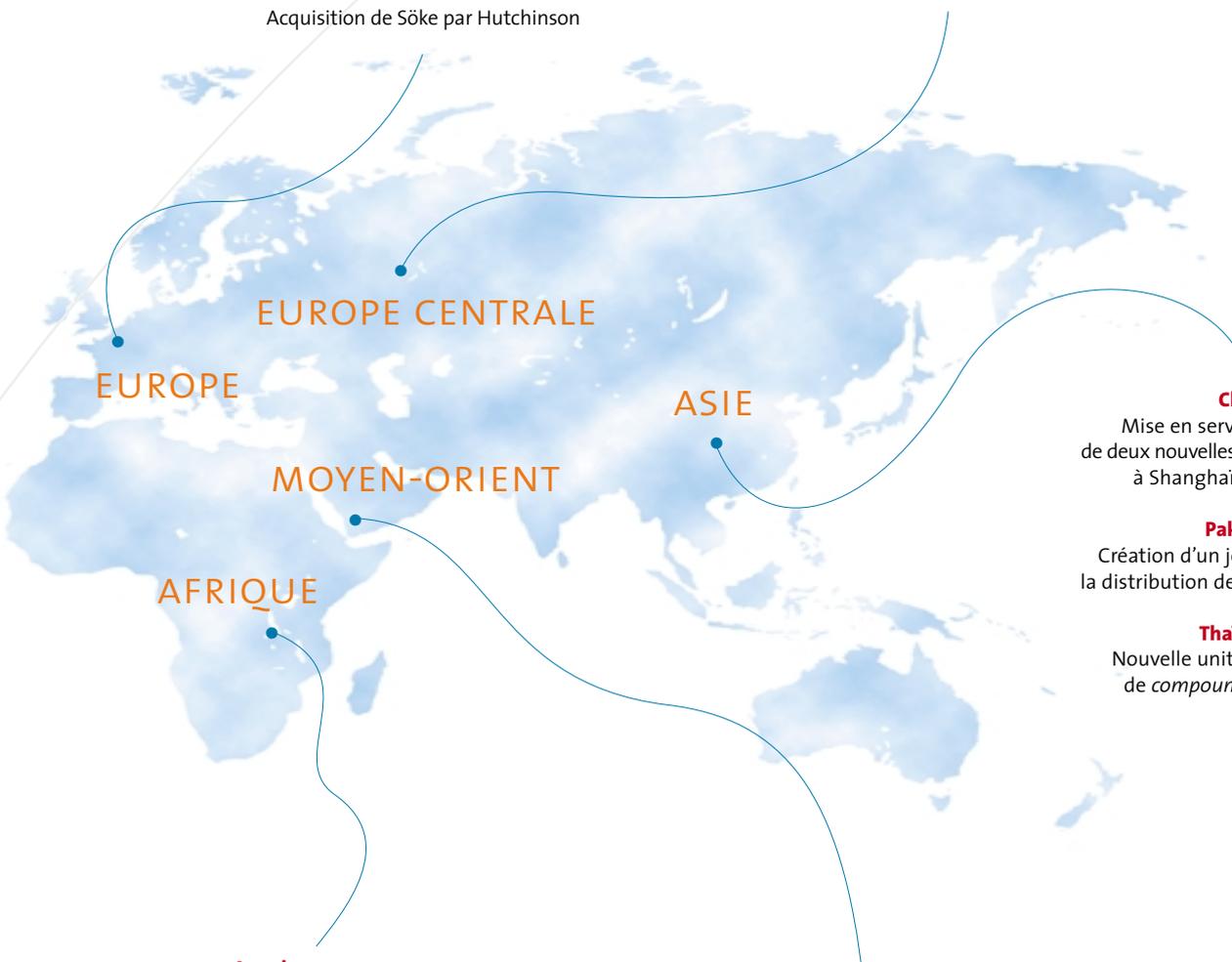
Pompage du fioul contenu dans l'épave de l'*Erika*

**Autriche**

Acquisition de Söke par Hutchinson

**Kazakhstan**

Découverte majeure d'hydrocarbures sur le puits Kashagan Est 1, dans le Nord-Est de la mer Caspienne



**Chine**  
Mise en service par Atofina de deux nouvelles unités industrielles, à Shanghai et Changshu

**Pakistan**  
Création d'un joint-venture pour la distribution de produits pétroliers

**Thaïlande**  
Nouvelle unité de production de *compounds* polystyrène

**Angola**  
Découvertes de Jasmim et de Perpetua (Bloc 17), de Lobito et Tomboco (Bloc 14). Lancement des études de base du développement de Dalia

**Abu Dhabi**  
Acquisition et extension de la centrale électrique et de l'usine de dessalement de Taweelah

**Libye**  
Nouvelle découverte d'huile dans le bassin de Murzuk

**Oman**  
Démarrage de la production de gaz naturel liquéfié d'Oman LNG

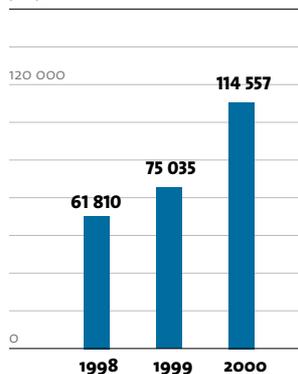
**Nigeria**  
Lancement du développement du champ offshore d'Amenam/Kpono. Découverte d'Apko 1 sur l'OPL 246

# Panorama financier

Les données 1998 et 1999 sont pro forma

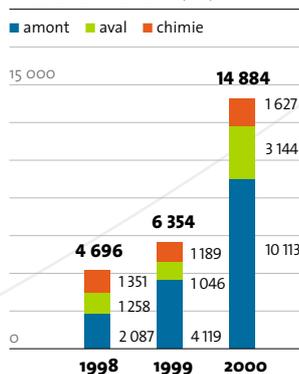
## CHIFFRE D'AFFAIRES

(M€)



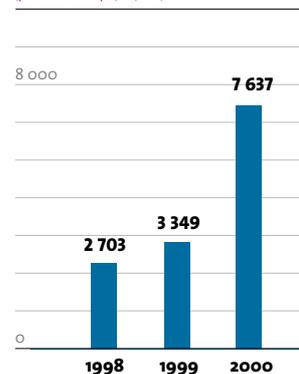
## RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS\*

(M€)



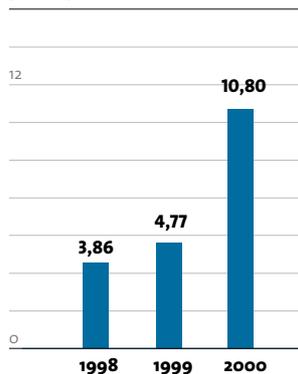
## RÉSULTAT NET\*

(part du Groupe) (M€)



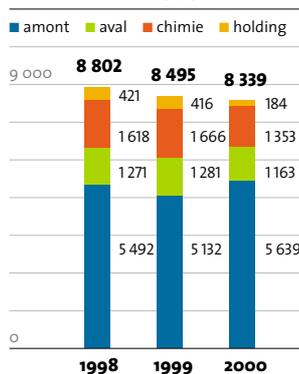
## RÉSULTAT NET PAR ACTION\*

(€/action)



## INVESTISSEMENTS BRUTS PAR ACTIVITÉ

(M€)

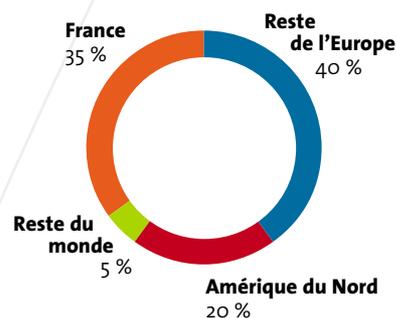
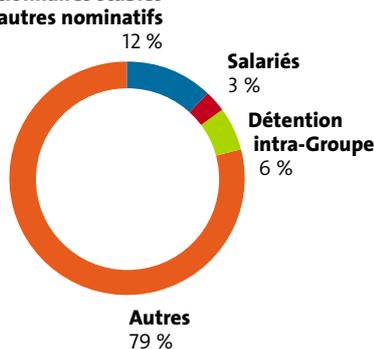


\* hors éléments non-récurrents

# Structure de l'actionnariat

Les estimations de l'actionnariat à fin 2000 sont les suivantes :

### Actionnaires stables et autres nominatifs

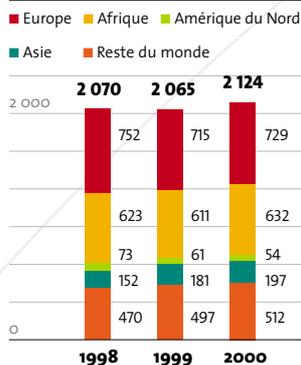


Le nombre des actionnaires de TotalFinaElf est approximativement de 500 000.

# Activité des secteurs

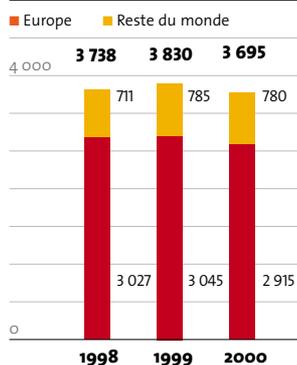
## AMONT

### PRODUCTION DE LIQUIDES ET DE GAZ (en kbep/j)



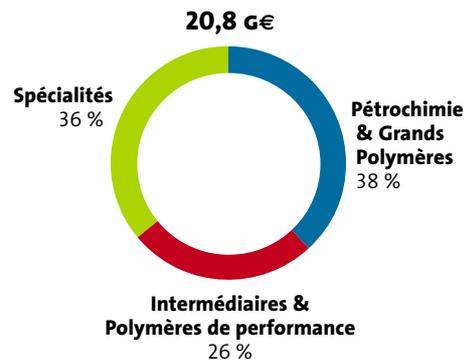
## AVAL

### VENTES DE PRODUITS RAFFINÉS\* (en kb/j)

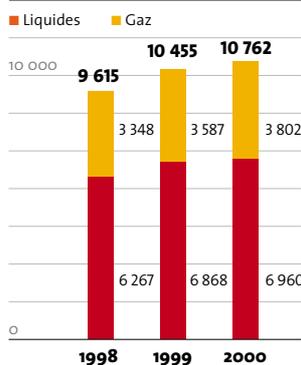


## CHIMIE

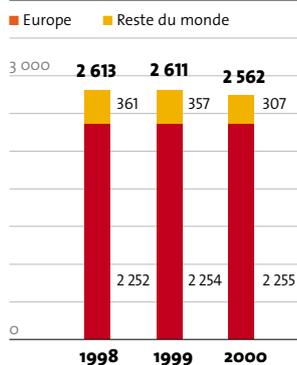
### CHIFFRE D'AFFAIRES 2000 PAR ACTIVITÉ



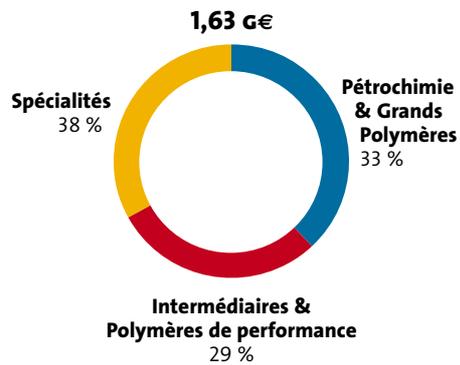
### RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ (en Mbep)



### CAPACITÉ DE RAFFINAGE (en fin d'année) (en milliers de b/j)



### RÉSULTAT OPÉRATIONNEL 2000 PAR ACTIVITÉ\*

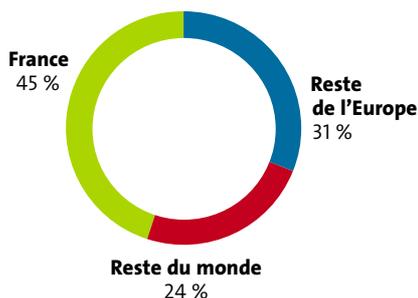


\* y compris Trading

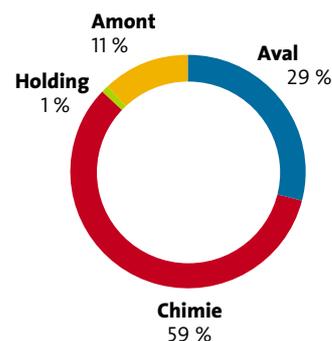
\* hors éléments non-récurrents

# Ressources humaines

### RÉPARTITION DES EFFECTIFS 2000 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



### RÉPARTITION DES EFFECTIFS 2000 PAR ACTIVITÉ



Sociétés consolidées. Effectifs au 31/12/2000 : 123 303

# Les secteurs du Groupe

## Amont

**Exploration et Production d'hydrocarbures  
gaz naturel liquéfié, Aval gazier,  
électricité, charbon et autres énergies**

TotalFinaElf **4<sup>e</sup>** producteur mondial  
d'hydrocarbures\*

**1<sup>er</sup>** en Afrique ; **2<sup>e</sup>** au Moyen-Orient :

Exploration & production  
dans plus de **40** pays

**2,12** Mbep/j<sup>(1)</sup> produits en 2000

**10,76** Gbep<sup>(2)</sup> de réserves au 31/12/2000

Investissements 2000 : **5,6** milliards d'euros

**14 142** collaborateurs

\* parmi les compagnies pétrolières internationales au 31/12/2000

(1) millions de barils équivalent pétrole par jour

(2) milliards de barils équivalent pétrole





# Aval

**Raffinage-Marketing**  
**Trading et transports maritimes**

**1<sup>er</sup>** en Europe et **co-leader** en Afrique  
Présence forte dans le trading  
de pétrole et de produits pétroliers  
**2,6** Mb/j de capacité de raffinage  
**17 700** stations-service,  
aux marques Total, Elf et Fina  
**3,7** Mb/j de produits vendus<sup>(1)</sup> en 2000  
Investissements 2000 : **1,2** milliard d'euros  
**35 815** collaborateurs

(1) y compris Trading

# Chimie

**Pétrochimie et Grands Polymères**  
**Intermédiaires et Polymères de performance**  
**Spécialités**

Atofina, branche Chimie de TotalFinaElf,  
est né en avril 2000 de la fusion  
des activités chimiques de Totalfina  
et d'Elf Aquitaine.

**5<sup>e</sup>** chimiste mondial

Chiffre d'affaires 2000 hors Groupe :

**20,8** milliards d'euros

(65 % en Europe, 25 % aux Etats-Unis,  
10 % en Asie)

Investissements 2000 : **1,4** milliard d'euros

**5 000** chercheurs dans le monde

**72 253** collaborateurs

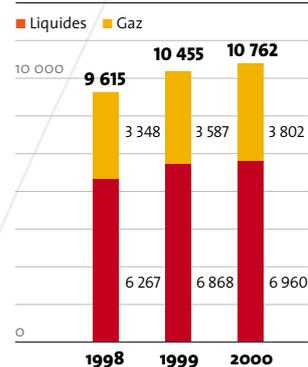


# Poursuite de la croissance

**14 ans de réserves, soit 10,76 milliards de barils équivalent pétrole** avec une production de 2,12 millions de bep/jour en 2000 qui doit croître de plus de 30 % à horizon 2005 ; des coûts techniques en baisse à 7,2 \$ par baril : le secteur Amont de TotalFinaElf est engagé dans un processus de croissance rapide et rentable. Opérateur dans l'exploration-production dans plus de 30 pays, TotalFinaElf est l'une des rares compagnies à disposer d'une production très diversifiée géographiquement, avec, en particulier, une bonne complémentarité entre pays de l'OCDE et pays émergents. Le renouvellement des réserves est, pour sa part, assuré grâce à des participations dans de grands projets à bas coût technique et sur des blocs très prometteurs en offshore.



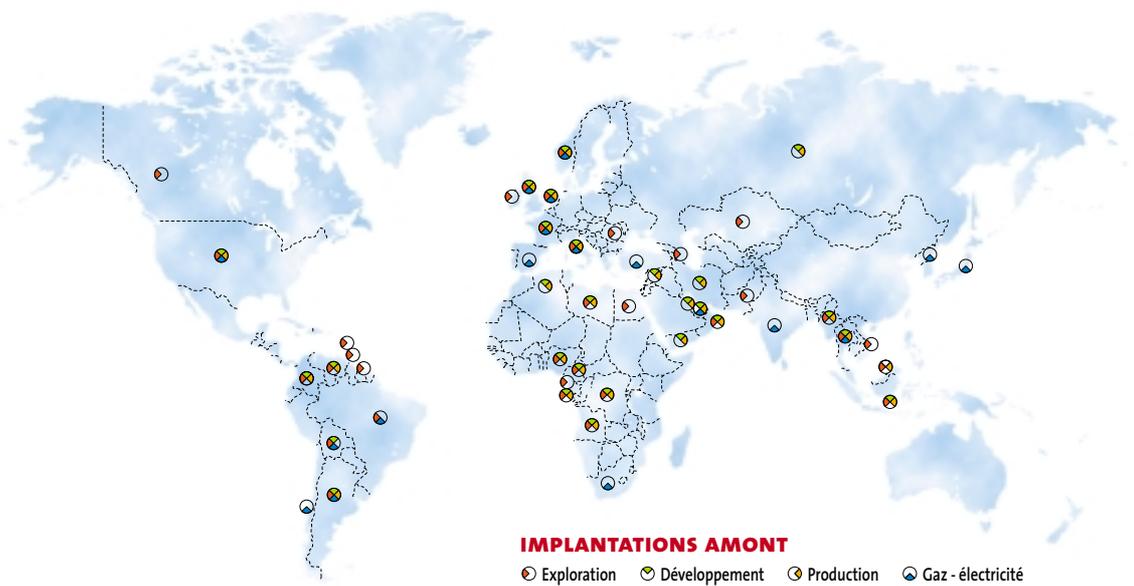
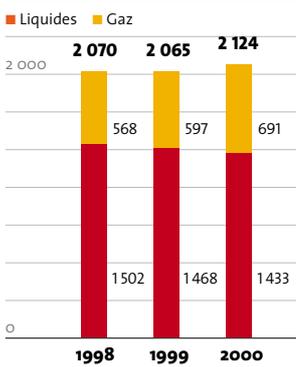
**RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ** (en Mbep)





Installations de Sincor pour la valorisation des bruts ultra-lourds (Venezuela)

**PRODUCTION DE LIQUIDES ET DE GAZ (en kbep/j)**



# Poursuite de la croissance



## EUROPE

**L'Europe du Nord demeure, avec près de 35 % du total, la principale zone de production amont du Groupe. Mature, elle présente un environnement industriel et pétrolier fortement développé et compétitif. TotalFinaElf est l'un des acteurs majeurs dans cette région pétrolière qui offre encore de belles perspectives. Le Groupe poursuit en particulier le développement d'Elgin Franklin, avec un début de production prévu à la fin du premier trimestre 2001.**

**La Norvège** est le premier pays de production d'hydrocarbures du Groupe avec 331 100 bep/j en 2000 en progression de 10 % par rapport à 1999, soit 15,6 % de la production totale du Groupe. Lors de la récente attribution de permis d'exploration en mer de Norvège (16<sup>e</sup> round), la filiale a obtenu des participations dans 4 permis dont une avec le rôle d'opérateur. La plate-forme semi-submersible d'Asgard a été mise en place fin avril 2000 et la production de gaz a débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2000.

**Au Royaume-Uni**, la production 2000 s'est élevée à 279 000 bep/j, soit 13,2 % de la production du Groupe, dont près de la moitié en gaz. Les prix du gaz spot se sont nettement raffermis, essentiellement sous l'influence de l'accroissement des prix des produits pétroliers concurrents. Le projet de développement des champs haute pression/haute température d'Elgin et de Franklin et des systèmes de transport associés (TotalFinaElf opérateur via EFOG 46,2 %) s'est poursuivi avec l'installation en mer, en juillet, de la plate-forme "production, utilités, quartiers"; les opérations de finitions, de raccordements aux plates-formes "puits" et aux réseaux d'évacuation ainsi que de préparations à la mise en route, se poursuivent.

Dans la zone d'Alwyn (TotalFinaElf opérateur 100 %), un important projet de rénovation des systèmes de contrôle a été lancé; de plus, le développement en grappe de trois des quatre satellites d'Alwyn appelés "Nuggets" (TotalFinaElf opérateur 100 %) a été engagé pour une première mise en production en 2001.

Le Groupe a poursuivi la rationalisation de ses actifs au Royaume-Uni: ont été cédés principalement des champs en phase de déclin, ainsi que les participations dans les systèmes de transport associés, tels que les champs du 4<sup>e</sup> round (Piper, Claymore, Scapa...) et Caister; la rationalisation du portefeuille des champs marginaux a continué avec des cessions de participations mineures.

**Aux Pays-Bas**, le gouvernement néerlandais a arrêté plusieurs dispositions visant à améliorer les conditions fiscales de l'activité offshore. Elles auront un impact sur les résultats financiers de la filiale dès 2001. En offshore, les développements se sont poursuivis à un rythme soutenu et ont conduit à la mise en production de l'ensemble Pôle du Nord (TotalFinaElf, 57 %); ses réserves sont réparties sur quatre champs dont trois mis en production en 2000.

**En France**, le Groupe a produit 44 300 bep/j en 2000, dont 1,7 Gm<sup>3</sup> de gaz commercial dans le Sud-Ouest de la France (Lacq-Meillon) en ligne avec la production 1999.

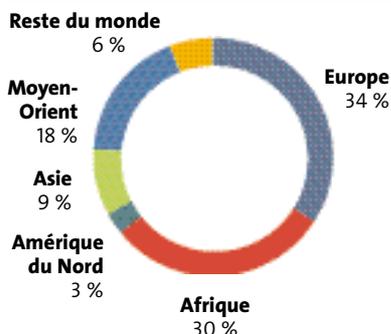
## TOTALFINAELF AU NIGERIA : À L'ÉCOUTE DES POPULATIONS RIVERAINES

Comme dans tous les pays où il est implanté, TotalFinaElf inscrit son action au Nigeria dans une perspective de développement intégrant les populations concernées par ses opérations. Des comités consultatifs rassemblant les divers acteurs ont été institués sur chacun des permis d'exploitation à terre du Groupe, au sein desquels les projets de développement et les problèmes des communautés sont discutés.

Aux termes d'un accord conclu avec les communautés vivant près du champ d'Obagi, sur l'OML 58, TotalFinaElf procède ainsi à des embauches de personnel local et consacre 25 millions US\$ à des travaux d'infrastructure, de rénovation et d'équipement d'un hôpital et à des aides à la formation. TotalFinaElf finance par ailleurs l'électrification d'une zone comportant une population de 80 000 personnes.



## PRODUCTION D'HYDROCARBURES EN 2000 : 2 124 kbep/j





## AFRIQUE

**TotalFinaElf est au premier rang des compagnies pétrolières exerçant des activités d'exploration-production en Afrique.**

**La production d'hydrocarbures de la zone se maintient à près de 30 % du total des productions du Groupe. En exploration, les succès importants en Angola et au Nigeria ouvrent de très belles perspectives. Le développement de Girassol en Angola se poursuit. Le début de production est prévu pour la fin de l'année 2001.**

**Au Nigeria**, la production opérée de près de 180 000 bep/j enregistre une augmentation de plus de 45 % par rapport à 1999, grâce à l'effet conjugué de l'augmentation de ses capacités de production et à la majoration des quotas OPEP. En quote-part, la production de TotalFinaElf au Nigeria a crû également à plus de 160 000 bep/j et représente 7,6 % de la production du Groupe. L'année 2000 a été marquée par la découverte majeure d'Akpo et le lancement du projet Amenam/Kpono. La découverte d'Akpo sur le permis OPL 246 (TotalFinaElf opérateur délégué, 24 %) dans l'offshore profond a déjà fait l'objet de deux puits d'appréciation qui en ont confirmé l'intérêt. Les principaux contrats pour le développement du gisement d'Amenam/Kpono, situé dans l'offshore conventionnel, ont été signés. Ce gisement, opéré par TotalFinaElf, fait l'objet d'un accord d'unitisation, en cours de finalisation, avec NNPC et ExxonMobil. L'usine de liquéfaction de gaz de la Nigerian LNG Company (NLNG), dont le Groupe détient 15 %, monte en puissance. Les deux premiers trains, mis en service respectivement fin 1999 et en février 2000, fonctionnent désormais à pleine capacité (9 000 t/j par train). La production des champs, pour 2000 est estimée à 4,9 Mt de GNL et 1,5 million de barils de condensats. La construction du 3<sup>e</sup> train de liquéfaction, dont l'achèvement est prévu fin 2002, se poursuit.

*L'Afrique contribue à hauteur de 30 % à la production amont du Groupe. En exploration, les succès importants en Angola et au Nigeria ouvrent de très belles perspectives*

**En Angola**, sur le bloc 17 (TotalFinaElf opérateur : 40 %), deux nouvelles découvertes ont été réalisées en 2000, avec les puits Jasmim et Perpetua, portant à 10 le nombre de découvertes faites sur ce permis depuis l'origine. Le développement du gisement de Girassol se poursuit ; sa mise en production est prévue pour la fin 2001 avec un objectif de production en plateau de 200 000 barils par jour qui devra être atteint au cours de l'année 2002. TotalFinaElf a lancé en décembre 2000 les études d'ingénierie pour le développement du champ de Dalia. Découvert en 1997, le gisement de Dalia, d'un potentiel de production équivalent à Girassol, devrait être mis en production en 2005. Sur le bloc 14, le champ de Kuito entré en production fin 1999, poursuit sa montée en puissance avec le lancement de la phase 1C du projet. Deux nouvelles découvertes ont été faites sur ce bloc : Tomboco et Lobito. Par ailleurs, les partenaires évaluent un projet de développement des champs de Benguela et Belize. Le projet de recyclage de gaz et d'extraction de condensats sur le champ de Sanha (Bloc 0, Chevron opérateur, TotalFinaElf 10 %) est à l'étude et devrait être décidé en 2001. Il permettra en outre de réduire les volumes de gaz brûlés sur ce bloc. Sur les blocs du très grand offshore angolais, où le Groupe est présent (31, 32, 33), les campagnes d'acquisition de sismique 3D sont terminées. L'interprétation qui a commencé confirme la présence de prospectifs de grande taille ; des forages d'exploration sont prévus en 2001 sur les blocs 31 et 33.

## Poursuite de la croissance



### AFRIQUE (suite)

**Au Congo**, la quote-part de production du Groupe s'est élevée à 120 800 bep/j (+ 6 % par rapport à 1999). Un tiers de cette production provient du gisement de Nkossa.

**Au Gabon**, la production revenant au Groupe est en baisse de 18 % par rapport à l'année précédente.

Avec 120 200 barils par jour, la production au Gabon représente 5,7 % de la production du Groupe. La baisse a été très sensible sur l'activité non opérée : 25 % pour le champ de Rabi (opéré par Shell, TotalFinaElf 47,5 %). Elle a été limitée à 7 % pour la partie opérée. Des travaux visant à ralentir ce déclin et à optimiser les réserves sont en cours sur la partie opérée.

Sur les permis offshore profond (Anton-Astrid), la campagne de forages démarrera en 2001.

**En Algérie**, la quote-part de production revenant au Groupe s'est établie en moyenne à près de 92 000 bep/j en 2000 répartie essentiellement entre les activités sur Hamra et Tin Fouyé Tabankort. Elle est en progression de 28 % par rapport à l'année précédente.

**En Libye**, le plan de développement du projet offshore sur la structure B du C137 a été approuvé au mois de juillet 2000 pour une mise en production prévue en 2003.

Par ailleurs, TotalFinaElf a obtenu deux nouveaux permis d'exploration dont il est l'opérateur : l'un dans le bassin de Murzuk (M2) et l'autre dans le bassin de Sirte (S29). Le Groupe a réalisé une découverte d'huile dans le bassin de Murzuk.

*Aux Etats-Unis  
l'essentiel  
des productions  
futures  
sera situé dans  
le golfe du Mexique*

### AMÉRIQUE DU NORD

**La plus grande partie de la production actuelle de TotalFinaElf dans la zone provient de permis terrestres situés aux Etats-Unis, principalement dans l'Etat du Texas. Le démarrage de la production de Virgo et la délinéation de plusieurs découvertes en mer devraient inverser cette situation. L'essentiel des productions futures sera situé en offshore, dans le golfe du Mexique, par des profondeurs d'eau de 200 à 3 000 mètres.**

**Aux Etats-Unis**, dans le golfe du Mexique, TotalFinaElf a renforcé sa présence dans un domaine minier de qualité en offshore profond avec des prises de participation dans les zones de Walker Ridge, Alaminos Canyon / Keathley Canyon, par des profondeurs d'eau supérieures à 2 000 m. Un programme d'exploration important a été engagé fin 2000 pour des premiers résultats en 2001.

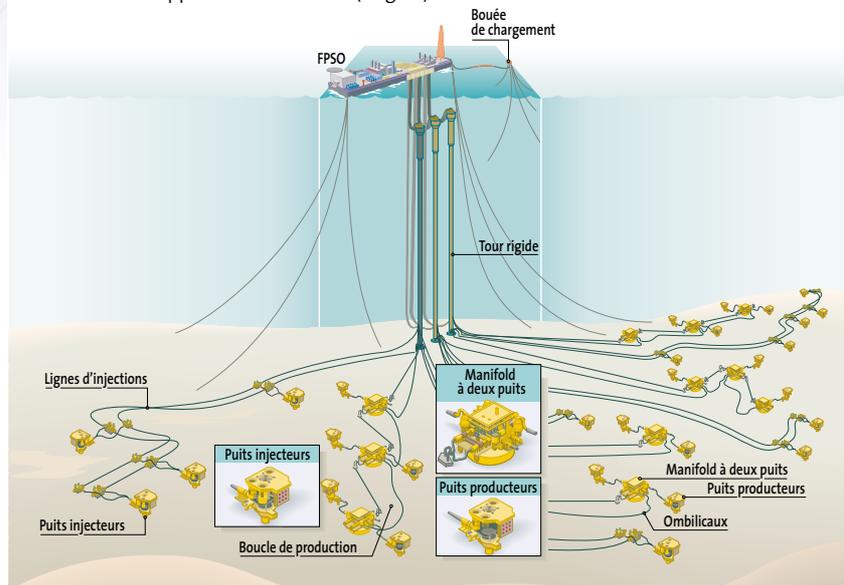
Au début 2000, deux découvertes ont été confirmées en offshore très profond dans le Mississippi Canyon Corridor, celles d'Aconagua (TotalFinaElf opérateur, 50 %) et de Camden Hills (TotalFinaElf 16,7 %). Ces gisements de gaz situés par plus de 2 100 m d'eau, associés à celui de King's Peak (BP opérateur), ont fait l'objet d'une décision de développement. TotalFinaElf exploite le système de transport Canyon Express, qui reliera ces champs à Canyon Station.

Le développement du champ de Virgo (TotalFinaElf opérateur 64 %), dont la production a démarré fin 1999, se poursuit. En onshore, dans les Etats de Louisiane, du Texas et du Mississippi, les champs de gaz de TotalFinaElf ont fait l'objet de développements complémentaires, permettant de tirer parti de la conjoncture favorable sur les prix. Un programme important de rationalisation a été poursuivi aussi bien sur les propriétés onshore dans le Sud Louisiane, qu'offshore.



## INTÉGRER L'ENVIRONNEMENT DANS LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES MENÉES PAR GRANDS FONDS (1 000/3 000 MÈTRES DE PROFONDEUR)

Schéma de développement de Girassol (Angola)



Les grands fonds renferment des espèces vivantes constituant des écosystèmes d'une grande variété et particuliers de ces milieux. Chaque projet est l'objet d'une démarche spécifique, articulée autour de quatre points fondamentaux :

- la connaissance des milieux grands fonds. Cette phase consiste à établir une description du milieu naturel, constituant ainsi un état de référence avant tout type d'activité. Les éléments étudiés concernent l'échantillonnage et la caractérisation des milieux dans la colonne d'eau, les sédiments ainsi que la caractérisation des espèces marines spécifiques des zones de grandes profondeurs ;
- l'évaluation de l'impact des activités. Objectif : identifier les types de rejets associés aux activités et quantifier leurs effets potentiels sur l'écosystème naturel et les espèces vivantes en place.

Les informations ainsi obtenues permettent d'optimiser l'ensemble des moyens et équipements qui seront retenus dans la conception des projets ;

- les moyens de réduction de gaz à effet de serre. Les gaz associés à la production de pétrole sont systématiquement valorisés ou réinjectés dans les gisements, permettant une amélioration de la production d'huile, sauf accords ponctuels avec les autorités concernées, dans le cas de champs marginaux ou de situations de courte durée ;
- la prévention des situations accidentelles. Les méthodologies développées consistent à définir des scénarios accidentels et à modéliser les conséquences susceptibles d'en découler. Les résultats obtenus, couplés à la réalisation de cartes de sensibilité environnementale, permettent d'optimiser les plans d'intervention afin de mettre en place les moyens adaptés.

## Poursuite de la croissance



### MOYEN-ORIENT

**La contribution du Moyen-Orient à la production de TotalFinaElf représente 18,2 %, soit 386 300 bep/j, en hausse de 7 % à périmètre comparable par rapport à 1999. Au cours de ses 70 ans d'activité dans le Golfe, le Groupe a noué des relations de qualité avec les gouvernements et l'industrie pétrolière et gazière des pays hôtes. La volonté des Etats de valoriser leurs ressources en gaz, de développer leur production d'électricité ouvre à TotalFinaElf de prometteuses perspectives de développement. Les projets de développement majeurs en Iran se poursuivent.**

**Aux Emirats arabes unis**, le déclin de la production d'huile à Dubaï a été plus que compensé par l'accroissement des productions d'hydrocarbures sur les concessions d'Abu Dhabi. En 2000, la production a atteint 251 100 bep/j et représente 11,8 % de la production du Groupe. TotalFinaElf a signé avec Enron et l'organisme abu dhabien UOG les premiers accords relatifs au projet Dolphin, qui vise à acheminer par gazoduc vers Abu Dhabi et Dubaï du gaz extrait du champ qatari du North Field.

**En Arabie saoudite**, suite à l'invitation lancée par le Royaume aux compagnies pétrolières internationales, le Groupe a été sélectionné pour participer aux trois appels d'offres concernant le développement de l'industrie gazière et la valorisation du gaz produit dans la pétrochimie, la production d'électricité et le dessalement d'eau de mer.

**Au Koweït**, le contrat d'assistance technique qui lie le Groupe à la compagnie d'Etat KOC a été renouvelé pour une durée de trois ans et demi. Par ailleurs, TotalFinaElf a été préqualifié dans le cadre de l'ouverture de l'amont aux sociétés internationales.

*La volonté des Etats  
de valoriser leurs  
ressources en gaz,  
de développer leur  
production d'électricité  
ouvre à TotalFinaElf  
de prometteuses  
perspectives  
de développement*

**En Oman**, le projet Oman LNG (TotalFinaElf 5,54 %) s'est achevé avec la mise en service en cours d'année des deux trains de l'usine de liquéfaction de Qalhat, dont la capacité nominale est de 6,6 Mt/an. La première cargaison de GNL a quitté le terminal en avril à destination de la Corée du Sud.

**Au Qatar**, la seconde phase de développement du champ d'Al-Khalij a été lancée (TotalFinaElf opérateur, 55 %) ; elle permettra d'augmenter la production de 25 000 b/j à 60 000 b/j avant la fin 2001. Les ventes de l'usine de liquéfaction de Qatargas (TotalFinaElf 10 %) ont atteint 6,7 Mt en 2000. Un projet est à l'étude visant à porter à 9 Mt/an la capacité des trois trains existants.

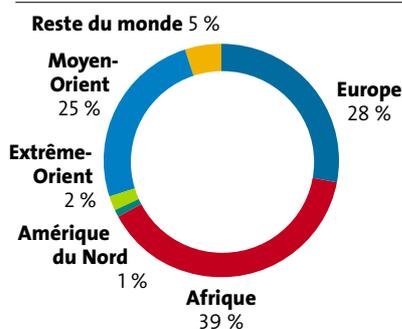
**En Iran**, le Groupe est leader avec quatre projets en cours : Sirri A-E depuis 1995, South Pars 2-3 depuis 1997, Balal et Doroud depuis 1999. Le développement de Sirri A-E (TotalFinaElf opérateur, 60 %) s'est achevé en 2000, et les installations de surface sont en cours de transfert à la compagnie nationale NIOC. Les travaux de développement de South Pars 2-3 (TotalFinaElf opérateur, 40 %) se sont poursuivis. La mise en production est prévue pour le premier trimestre 2002. Le projet Balal (TotalFinaElf opérateur, 47,5 %) est en cours de développement ; les principaux contrats de construction ont été signés. Sur le champ de Doroud (TotalFinaElf opérateur, 55 %) la plate-forme de production a été installée en mer.



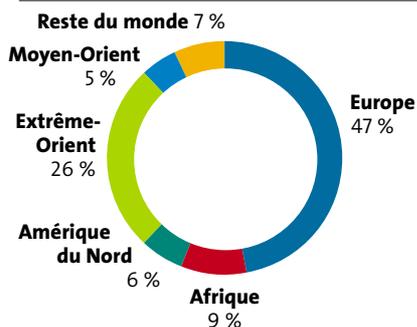
**En Syrie**, la production d'huile s'est élevée à 51 800 b/j en 2000 sur les champs du permis de Deir Ez Zor, exploités par une société mixte dont TotalFinaElf détient 50 %. Le projet gazier de Deir Ez Zor (TotalFinaElf 50 %, co-opérateur avec Conoco) est entré dans sa phase de développement. La mise en service des installations interviendra à partir d'août 2001.

**Au Yémen**, Yemen LNG Company, dont TotalFinaElf est le principal actionnaire (36 %) et à laquelle le gouvernement yéménite a confié la réalisation d'un projet de production et d'exportation de GNL (5,3 Mt/an) à partir des réserves de la région de Marib, a poursuivi ses efforts de prospection commerciale.

### PRODUCTION DE LIQUIDES EN 2000 : 1 433 kbep/j



### PRODUCTION DE GAZ EN 2000 : 3 758 Mpc/j



## EXTRÊME-ORIENT

**La production du Groupe dans le Sud-Est asiatique (197 000 bep/j soit 9,3 % de la production globale) est désormais essentiellement gazière, avec trois pôles majeurs : l'Indonésie, la Thaïlande et le Myanmar. TotalFinaElf est en particulier le principal fournisseur en gaz de l'usine de liquéfaction de Bontang, la plus importante au monde avec 8 trains de liquéfaction et une capacité de production de près de 22 millions de tonnes par an.**

**En Indonésie**, la quote-part de production de la filiale est de 147 kbep/j en 2000. Les quantités de gaz livrées à l'usine de Bontang s'élèvent à environ 58,3 Mm<sup>3</sup>/j, (+ 22 % par rapport à 1999), les hydrocarbures liquides vendus (hors condensats de Bontang) atteignent 69 300 b/j (+ 5 % par rapport à 1999). Sur la zone de la Mahakam, les travaux se sont concentrés sur les études de préparation de la campagne d'exploration-délinéation de 2001/2002.

Le développement des champs de Tunu et Peciko se poursuit, pour maintenir le potentiel et préparer l'augmentation de production prévue en 2003. Sur le champ de Tunu, les phases 6 (3 satellites) et 7 (installations de compressions de 24 millions de mètres cubes par jour sur le sud du champ) ont été terminées en 2000, et la phase 8 (installations de compression sur le nord du champ) a été lancée. Sur Peciko, la phase 2 (3<sup>e</sup> plate-forme) se poursuit, et la phase 3 (4<sup>e</sup> plate-forme et 3<sup>e</sup> train de traitement) a débuté.

**En Thaïlande**, la production moyenne du champ de Bongkot (PTT-EP opérateur - TotalFinaElf 33,3 %) s'est établie à près de 16 Mm<sup>3</sup>/j sur l'année 2000, soit +5 % par rapport aux quantités contractuelles.

**Au Myanmar**, les livraisons du champ de Yadana (TotalFinaElf opérateur, 31,2 %) ont régulièrement augmenté au cours de l'année 2000 pour atteindre 13 Mm<sup>3</sup>/j.

## AMÉRIQUE DU SUD

**TotalFinaElf a une présence affirmée dans cette région du monde, avec un double objectif : valoriser ses réserves très importantes de gaz naturel et capter la forte croissance des marchés locaux. Dans le Cône Sud, TotalFinaElf renforce ses positions sur l'ensemble de la chaîne gazière en participant à l'essor des marchés de l'électricité, dont une part importante de la croissance devrait être assurée à partir de centrales fonctionnant au gaz.**

**En Colombie**, la production du champ de Cusiana-Cupiagua (TotalFinaElf 15,2 %) s'est élevée en 2000 à 340 000 b/j pour l'ensemble des deux champs. Sur le permis de Gaitanas, les résultats de la campagne sismique 1999 ont permis de décider un forage qui sera réalisé en 2001.

**Au Venezuela**, le projet Sincor (TotalFinaElf 47 %) se déroule conformément au calendrier prévu. La phase initiale de production a commencé en décembre 2000. Elle permettra de produire 40 000 b/j de brut extra-lourd qui seront dilués avec un brut plus léger pour être commercialisés sans traitement ultérieur. Cette première phase devrait s'achever fin 2001 lorsque l'usine de traitement (upgrader) sera mise en service (production en plateau totale de 180 000 b/j de brut synthétique de haute qualité). Le permis de Jusepin (TotalFinaElf 55 % opérateur) a produit une moyenne de 30 000 b/j en 2000. Dans le cadre du projet de maintien de pression du gisement lancé en 1999, l'injection d'eau a commencé en août et l'injection de gaz en décembre 2000.

**Au Brésil**, l'année 2000 a été marquée par la réalisation et l'interprétation d'une campagne de sismique 3D de 3 000 km<sup>2</sup> dans le bassin de Campos sur le Bloc BC2 (TotalFinaElf opérateur 35 %) ; le premier forage a démarré en décembre.

## Poursuite de la croissance

### AMÉRIQUE DU SUD (suite)

**En Bolivie**, sur le permis XX Ouest, TotalFinaElf (opérateur 41 %) poursuit la délimitation de la découverte d'Itau par le forage du puits Itau X-2, qui sera achevé début 2001. Sur ce même permis, une campagne sismique a été réalisée en 2000 pour préparer la poursuite de l'exploration sur les autres axes anticlinaux.

Sur le permis San Alberto (TotalFinaElf 15 %), la première phase de développement s'est achevée en décembre 2000, pour une mise en production en janvier 2001. Cette première phase permettra de produire jusqu'à 6 Mm<sup>3</sup>/j de gaz pour exportation vers le Brésil.

Sur le permis San Antonio (TotalFinaElf 15 %), les travaux se poursuivent, suite au puits de découverte Sabalo X1 en 1999. Un second forage, Sabalo X2, est en cours.

**En Argentine**, la production sur le permis de Cuenca Austral a progressé de 9 % en 2000, à 31 000 bep/j, grâce notamment au démarrage des installations d'extraction de GPL et à l'adjonction d'un train de compression supplémentaire à l'usine de Cañadon Alfa. Les GPL (butane et propane) sont exportés vers le Chili et le Brésil.

Dans la province du Neuquen, la production des champs d'Aguada Pichana (TotalFinaElf 27,27 %, opérateur) et de San Roque (TotalFinaElf 24,71 %, opérateur) s'est établie en part filiale à 26 000 bep/j, en progression de 10 % par rapport à 1999. Cette croissance se poursuivra en 2001, suite à la mise en route en octobre 2000 de l'unité de traitement supplémentaire de 5,2 Mm<sup>3</sup>/j de gaz sur le site de San Roque.

**A Trinidad et Tobago**, le puits Aripo (TotalFinaElf, 30 %) a été réalisé en mai 2000. Il a été foré pour apprécier un second compartiment de la structure "Grand Angostura" et a abouti à une découverte de gaz.

*Dans le Cône Sud, TotalFinaElf renforce ses positions sur l'ensemble de la chaîne gazière en participant à l'essor des marchés de l'électricité*



### COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS (CEI)

**Le savoir-faire du Groupe en matière d'exploitation de gisements difficiles lui a permis de s'implanter dans cette région nouvellement ouverte aux compagnies pétrolières étrangères. Là, en coopération avec des entreprises locales et internationales, TotalFinaElf valorise son expérience et prépare son accès à de nouvelles ressources d'hydrocarbures.**

**Au Kazakhstan**, le consortium opérateur OKIOC (TotalFinaElf 14,28 %) a réalisé une découverte majeure d'hydrocarbures sur le puits d'exploration Kashagan Est 1 situé dans le nord-est de la mer Caspienne. Cette découverte est la première réalisée sur le plateau continental kazakh. Un second forage d'exploration, Kashagan Ouest 1, a commencé en octobre 2000. Les résultats de ce puits sont attendus au printemps 2001. Au début de 2001, TotalFinaElf s'est mis d'accord avec BP et Statoil pour racheter leurs parts dans ce champ. Ces parts seront à partager avec les partenaires qui voudront exercer leurs droits de préemption.

**En Azerbaïdjan**, la campagne d'appréciation réalisée après la découverte de Shah Deniz (TotalFinaElf 10 %, BP opérateur), réalisée en 1999, confirme l'importance de ce gisement. Les puits d'exploration sur Lenkoran Talysh (TotalFinaElf opérateur) et sur Absheron (Chevron opérateur) ont démarré au dernier trimestre 2000.

Après la fusion, la situation domaniale du Groupe en Azerbaïdjan a été rationalisée avec la cession de 20 % de ses intérêts à Wintershall sur le permis de Lenkoran Talysh ramenant la participation de TotalFinaElf à 35 %.

**En Russie**, sur le champ de Kharyaga (TotalFinaElf opérateur, 50 %), la décision a été prise de passer à la deuxième phase du plan de développement en vue de porter la production à 30 000 b/j en 2002.



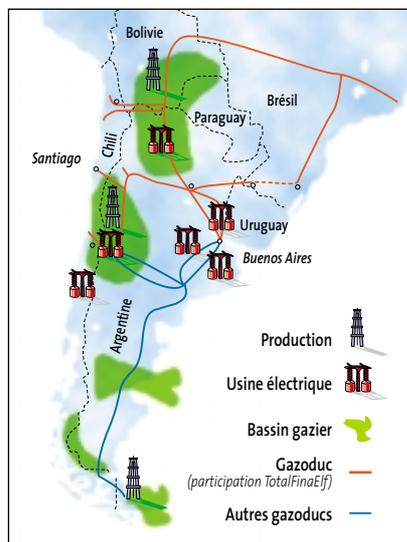
## GAZ/ÉLECTRICITÉ

TotalFinaElf poursuit une stratégie d'intégration dans la filière gaz-électricité. Le gaz naturel et la production d'électricité devraient, au cours des années à venir, continuer à croître plus rapidement que les autres formes d'énergie. Cet environnement devrait permettre à TotalFinaElf de développer ses activités et de mettre en valeur ses réserves.

**En Amérique latine**, TotalFinaElf développe sa présence dans l'Aval Gaz Cône Sud, zone en croissance rapide où il est un des principaux producteurs et détenteurs de réserves gazières. Le Groupe a acquis, en 2000, une participation de 9,7 % dans la partie brésilienne du gazoduc Bolivie-B Brésil qui lui permettra d'approvisionner les marchés en fort développement du Sud-Est et du sud du Brésil, à partir de ses réserves de gaz en Bolivie.

TotalFinaElf a également signé, avec la société canadienne Transcanada Pipelines Ltd., un accord en vue d'acquérir ses participations dans les réseaux de transports du Cône Sud.

Au mois de novembre 2000, TotalFinaElf a conclu un accord avec la société américaine AES Corporation qui lui permet d'acquérir,



pour un montant global d'environ 650 millions de dollars US, l'ensemble des actifs argentins de génération électrique de la société chilienne Gener.

Dans le golfe Arabo-Persique, TotalFinaElf a conforté sa présence dans la chaîne gazière à Abu Dhabi, où le Groupe a remporté, à la suite d'un appel d'offres international, le projet d'acquisition et d'extension de la centrale électrique et de l'usine de dessalement de Taweelah A1, alimentées au gaz naturel. La participation du Groupe sera de 20 %.

Par ailleurs, la première phase du projet Dolphin (TotalFinaElf 24,5 % dans Dolphin Energy Ltd.) visant à alimenter les Emirats Arabes Unis et Oman en gaz naturel du Qatar à hauteur de 2 milliards de pieds cubes/jour a été lancée en mars 2001.

## CHARBON

Déjà actif dans le secteur avec sa filiale TESA, qui exporte 6 Mt/an d'Afrique du Sud, TotalFinaElf a renforcé sa présence dans le commerce international de charbon en acquérant, en septembre 2000, CDF Energie, principal négociant français avec 2 Mt vendues sur le marché industriel.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

TotalFinaElf a poursuivi l'étude et le développement de projets de production d'électricité à partir d'énergie éolienne, en particulier sur le littoral français.

## SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE : APPROVISIONNER EN ÉNERGIE LES SITES ISOLÉS

Parmi les premiers assembleurs mondiaux en systèmes photovoltaïques, Total Energie, filiale de TotalFinaElf, conçoit, installe et opère des systèmes de production d'électricité d'origine photovoltaïque dans un grand nombre de pays et pour une large panoplie d'utilisations.

Dans les Départements et territoires d'outre-mer et dans les pays en développement, Total Energie assure les besoins en électricité pour l'usage domestique et le pompage d'eau dans les sites isolés. Total Energie développe aussi le marché des applications professionnelles, notamment dans le secteur des télécommunications. Ces marchés concernent aussi bien les régions industrialisées que celles en développement.

Un système de pompage photovoltaïque de 5 000 watts peut alimenter en eau potable un millier de personnes à partir



d'un puits profond de 10 à 30 mètres. De même, un système solaire personnel de 50 watts pourra subvenir aux besoins d'éclairage d'une famille.

A ce jour, les systèmes de pompage de Total Energie équipent plus de mille puits ou forages en Afrique et alimentent en eau potable deux millions de villageois.

# Un acteur compétitif présent sur toute la chaîne

**Avec 2,6 Mb/j de capacité de raffinage et 3,7 Mb/j de ventes de produits raffinés, le Groupe se positionne parmi les 5 premiers acteurs dans le monde et au premier rang européen.**

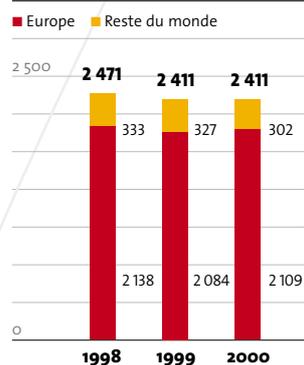
Il exploite un réseau de 17 700 stations sous les marques TOTAL, FINA et ELF et dispose d'une part de marché réseau de 12 % en Europe et de plus de 20 % en Afrique.

Dans un contexte très concurrentiel, TotalFinaElf poursuit l'amélioration de la compétitivité de son secteur Aval. Ses atouts, une présence sur toute la chaîne : trading, transports maritimes, raffinage, distribution, produits de spécialités ; une position de leader en Europe et en Afrique ; des marques de forte notoriété associées à une démarche marketing innovante.



## PÉTROLE BRUT TRAITÉ EN RAFFINERIES\*

(en milliers de b/j)



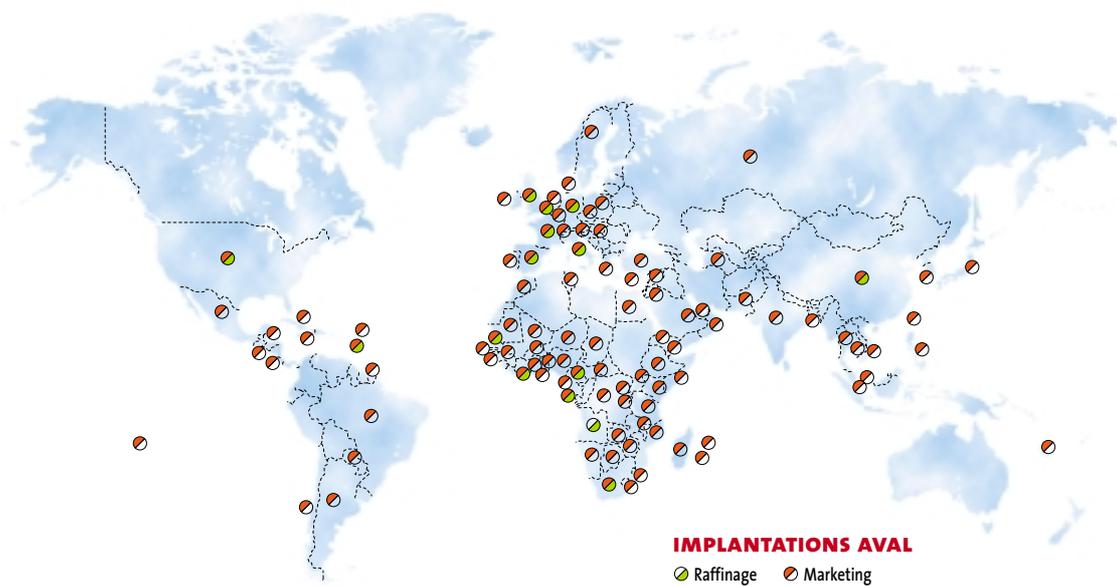
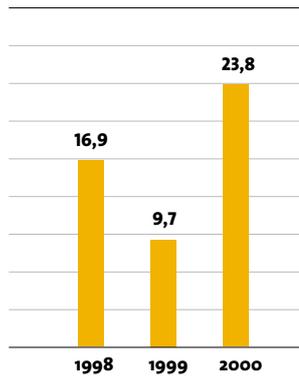
\* les données 1998 et 1999 sont pro forma



La raffinerie d'Anvers est gérée en "hub"

**MARGES DE RAFFINAGE EN EUROPE (TRCV)**

(en \$/t)



# Un acteur compétitif présent sur toute la chaîne



## UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

L'année 2000 a été marquée par la mise en œuvre rapide du rapprochement des activités aval respectives de Totalfina et d'Elf Aquitaine afin de constituer le leader du raffinage-marketing en Europe. Dans le raffinage, le Groupe a accéléré en Europe son programme d'optimisation autour de la constitution de "hubs" conduisant à la gestion intégrée de sites voisins et permettant de rapidement dégager d'importantes synergies. Cette politique conduit à l'optimisation de la logistique sur une base élargie, à l'intégration des processus d'approvisionnement et à des échanges de produits, ainsi qu'à la mise en œuvre des bénéfices de l'intégration du raffinage avec les autres activités du Groupe, et tout particulièrement la pétrochimie. Dans le domaine du marketing (distribution), TotalFinaElf a mené avec succès le rapprochement des activités de Totalfina et d'Elf Aquitaine dans les pays où les deux Groupes étaient présents, avec notamment, pour chacun d'entre eux, le regroupement des sièges des filiales sur un seul site.

### Synergies et productivité

Les activités aval de TotalFinaElf contribuent de façon majeure aux plans de synergies annoncés. Ces plans de synergie et de productivité devraient permettre au secteur Aval d'améliorer son résultat opérationnel d'1,7 G €/an à l'horizon 2003. Parallèlement, le Groupe poursuit les programmes de productivité engagés par l'ensemble des unités opérationnelles. Par ailleurs, le Groupe poursuit une stratégie de croissance sélective des activités aval en Afrique, en Asie et dans les produits de spécialités à haute valeur ajoutée. En 2000, les plans de synergies et de productivité mis en œuvre dans l'aval ont permis de dégager environ 600 M euros d'amélioration du résultat opérationnel, soit 35 % du programme de Synergies/Productivité annoncé pour 2003 conformément au calendrier initial.

*Implanté en Europe  
au cœur des zones  
industrielles,  
intégré avec les usines  
pétrochimiques  
du Groupe, notre outil  
de raffinage s'avère  
des plus compétitifs*

### Maintien d'une stricte discipline d'investissement

Depuis plusieurs années, TotalFinaElf a maintenu une stricte discipline d'investissement dans ses activités aval, et la poursuite de cette politique aux bornes du nouveau Groupe doit conduire au maintien à un niveau constant des capitaux employés. Ainsi, dans le raffinage, le Groupe s'est fixé l'objectif de contenir ses investissements à 3\$, par tonne de capacité de raffinage et par an, y compris les investissements d'adaptation aux nouvelles spécifications prévues en 2005 en Europe. En 2000, TotalFinaElf a continué dans les limites de cette stricte discipline l'adaptation de son outil de raffinage et figure parmi les raffineurs les mieux placés en Europe pour faire face à l'entrée en vigueur des spécifications Auto-Oil I. Le Groupe dispose aujourd'hui d'un outil intégré en mesure de soutenir sa politique environnementale et sa politique d'amélioration constante de la qualité de ses produits.

### Forte amélioration du Résultat Opérationnel en 2000

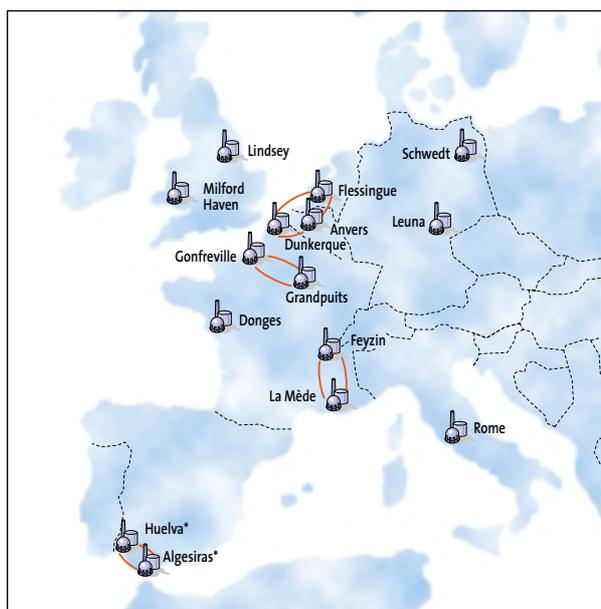
L'environnement dans lequel les activités aval de TotalFinaElf ont évolué en 2000 a été caractérisé par une amélioration sensible des marges de raffinage en Europe. Les marges de marketing, en revanche, ont été pénalisées par les prix élevés du pétrole et des produits. L'appréciation du dollar par rapport à l'euro au cours de l'année 2000 a également eu un impact positif significatif sur le résultat opérationnel de l'Aval. L'impact globalement positif de l'évolution des conditions environnementales, combiné aux plans d'actions propres menées par TotalFinaElf au titre des synergies, de la productivité et de la croissance, ont contribué à l'amélioration du résultat opérationnel de l'Aval, hors éléments non récurrents, qui a triplé entre 1999 (pro forma) et 2000, à 3,1 milliards d'euros.



## Une gestion dynamique des actifs

TotalFinaElf a signé en août 2000 un accord pour la vente de la raffinerie de Big Spring au Texas et des actifs de logistique et de distribution associés. Par ailleurs, dans le cadre de la décision de la Commission européenne du 9 février 2000, qui a autorisé le rapprochement entre Totalfina et Elf Aquitaine, TotalFinaElf a pris un certain nombre d'engagements de cessions d'actifs en France qui ont été remplis au cours de l'année. Ainsi, les opérations suivantes ont reçu l'agrément de la Commission européenne : la cession d'intérêts dans des oléoducs et certains dépôts de produits finis, l'ouverture des infrastructures d'avitaillement des aéroports de Lyon et de Toulouse, la cession de 70 stations-service autoroutières aux enseignes Total, Fina et Elf ainsi que la cession en France métropolitaine de la société Elf Antargaz et de la logistique GPL associée de Elf Aquitaine.

## TOTALFINAELF, PREMIER RAFFINEUR EUROPÉEN



\* Cepsa

Les "hubs"  
La proximité de certaines raffineries crée en Europe une possibilité accrue de gestion intégrée qui permet de faire jouer la complémentarité entre les sites.

## "TOP SERVICES"

L'accueil du client, la personnalisation de la relation, la qualité des services et des produits sont au cœur de la politique commerciale des réseaux. Toutes les stations de TotalFinaElf en Europe appliquent désormais une charte qualité qui garantit une base commune de services.



## Leader en Europe

L'Europe de l'Ouest représente plus de 80 % de la capacité de raffinage de TotalFinaElf et de ses ventes de produits. Premier raffineur en Europe avec 16 % de la capacité de raffinage, le Groupe est également le leader du marketing dans l'ensemble constitué par les six premiers marchés européens. Le Groupe peut compter sur un maillage bien réparti, associé à une pétrochimie de qualité, implantée à proximité ou reliée aux raffineries par des pipelines.

## Optimisation de l'outil de raffinage

Sur 12 raffineries opérées en Europe, 9 sont détenues à 100 % et 3 en participation. TotalFinaElf détient par ailleurs des participations dans deux autres raffineries en France et en Allemagne sans y être opérateur. Le Groupe est également présent dans 4 raffineries en Espagne, par l'intermédiaire de sa participation de 45,3 % dans Cepsa. En 2000, la capacité de raffinage de TotalFinaElf en Europe, hors quote-part dans Cepsa, s'élève à 2,1 Mb/j. 2 Mb/j de brut ont été traités, en tenant compte des arrêts, le taux d'utilisation des unités atteignant un niveau élevé. 7 raffineries (hors Cepsa) sont gérées de façon intégrée en "hub". D'importantes synergies liées aux échanges de produits et à l'intégration raffinage/pétrochimie ont pu y être mises en œuvre au cours de l'année 2000. En 2000, le point mort du raffinage s'est établi à 10\$/t en baisse constante depuis dix ans. L'impact des synergies du rapprochement de Total et de PetroFina, ainsi que les premiers effets des synergies du rapprochement de Totalfina et d'Elf Aquitaine ont contribué à cette amélioration.

# Un acteur compétitif présent sur toute la chaîne



## Consolidation de la taille critique en marketing

TotalFinaElf est aujourd'hui le leader du marketing dans l'ensemble constitué des six premiers marchés européens (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Benelux) comptant pour 85 % de la demande de produits pétroliers de l'Union européenne et où ses ventes de produits pétroliers représentent une fois et demi celles de ses concurrents immédiats. TotalFinaElf dispose par ailleurs de 12 % de part de marché réseau en Europe, avec des positions significatives en France, au Benelux, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne à travers sa participation dans Cepsa. Le Groupe est également présent en Italie, en Suisse, au Portugal et en Europe centrale, sur les marchés tchèque et hongrois.

En 2000, la consolidation de cette nouvelle taille de leader a permis au Groupe, par la mise en œuvre de plans de synergies et de productivité ambitieux, de compenser l'impact négatif de la baisse des marges de marketing, notamment en Allemagne. Ainsi, la recherche de l'optimisation des réseaux sur une base élargie, l'unification des campagnes de promotion et les moindres investissements requis, ainsi que le regroupement rapidement mis en œuvre des sièges dans les différents pays d'Europe ont permis d'accroître la résistance des activités de marketing de TotalFinaElf aux aléas de l'environnement.

Dans ce contexte, TotalFinaElf a choisi d'être reconnu par ses clients, et de se différencier de ses concurrents, pour la qualité de ses services, de ses produits et ses capacités d'innovation.

## Capitaliser la diversité des marques

Le Groupe, riche de la diversité de ses marques fortement implantées dans leurs marchés, et soucieux de minimiser les coûts

*Leader de la  
distribution en Europe,  
TotalFinaElf capitalise  
la complémentarité  
de ses marques  
à forte notoriété  
Total, Fina et Elf  
et la fidélisation  
de sa clientèle*

liés à la mise en œuvre des rapprochements, a adopté une approche pragmatique :

- le maintien des marques à forte notoriété sur leur marché, telles que les marques Total et Elf en France, Fina en Belgique et en Italie ;
- le renforcement de la notoriété du Groupe par la convergence vers une marque unique dans les marchés à plus faibles parts de marché individuelles, ainsi, au Royaume-Uni et en Allemagne, la convergence vers la marque Total ;
- dans les spécialités, le choix de la marque disposant de la plus grande notoriété sur son segment.

Sur cette base, TotalFinaElf a lancé, en 2000 le programme Osmose de mise aux couleurs de son réseau en Europe. Fin 2001, l'ensemble des stations concernées par ce programme aura bénéficié d'un changement de couleurs.

## Fidéliser nos clients

Avec plus de deux millions de détenteurs de cartes pétrolières du Groupe dans 13 pays en Europe, TotalFinaElf est en position de leader. En 2000, plus de 5 millions de mètres cubes de carburants ont été vendus et réglés par cartes, un chiffre en constante croissance. En outre, le Groupe recense 6,7 millions de détenteurs de cartes de fidélité grand public en Europe, avec de forts potentiels de croissance. Ainsi, en Italie, le Groupe compte 1,2 million de détenteurs de cartes de fidélité fin 2000 après un lancement au premier janvier 1999. TotalFinaElf peut également s'appuyer sur la richesse et la diversité des savoir-faire acquis dans le domaine des ventes non pétrolières en station et entend poursuivre de manière prioritaire le développement rapide de ces activités à travers notamment les ventes en boutiques, le développement des cartes de lavage et de nouveaux concepts de restauration rapide.



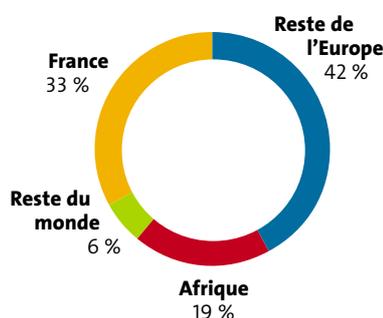
## Leader en Afrique, sur le pourtour méditerranéen et aux Antilles

**En Afrique,** TotalFinaElf est présent dans plus de 40 pays et dispose, dans plus de 30 pays, d'une part de marché réseau dépassant 10 %. Le total des ventes tous produits réalisé par le Groupe y a dépassé 10 millions de tonnes en 2000, le mettant en position de co-leader sur le continent. La part de marché réseau de TotalFinaElf en Afrique s'établit à plus de 20 %. Le nouveau Groupe dispose par ailleurs de participations dans 6 raffineries (au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Gabon, en Angola et en Afrique du Sud), totalisant une capacité d'environ 5 Mt/an.

**En Méditerranée,** le Groupe est par ailleurs implanté en Turquie aux côtés d'actionnaires minoritaires avec 10 % de part de marché réseau et 7 % de part de marché GPL et au Liban avec 6 % de part de marché tous produits.

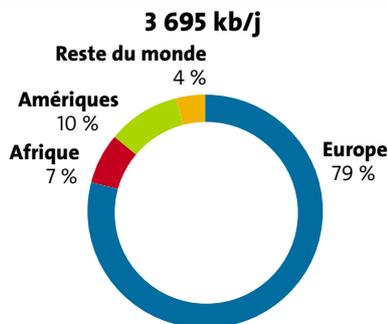
**Aux Antilles,** TotalFinaElf est présent en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane française. Il est co-actionnaire de la Raffinerie des Antilles et entend poursuivre, sur cette base, ses développements dans les Caraïbes et en Amérique centrale. Ainsi, le Groupe accélère le développement de ses activités de distribution, dans ses filiales en Haïti, au Costa-Rica, et la commercialisation du GPL et des lubrifiants à Cuba.

### RÉPARTITION DU RÉSEAU DE STATIONS-SERVICE\* EN 2000 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



\* 17 695 stations, y compris nombre total de stations-service Cepsa

### VENTES DE PRODUITS EN 2000 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



## METTRE AU POINT DES PRODUITS PLUS PERFORMANTS POUR RÉDUIRE LES ÉMISSIONS



Une façon de réduire les émissions consiste à proposer à nos clients des produits plus performants. Dans cette direction, des réponses significatives ont été apportées par la mise au point de la gamme de carburants "Evolution", de l'"Aquazole" ou du "Xeol". Nos équipes de recherche poursuivent le travail d'adaptation de nos carburants aux nouvelles technologies moteurs, ainsi qu'aux exigences des catalyseurs de traitement des gaz d'échappement. Le Groupe a largement participé aux discussions préparant le programme européen Auto Oil et veille à apporter des solutions adaptées aux besoins des pays en développement.

# Un acteur compétitif présent sur toute la chaîne



## Développement de positions ciblées en Asie

TotalFinaElf a poursuivi, en 2000 sa politique de développement sélectif de ses activités de spécialités et de réseau en Asie.

Le Groupe exploite plusieurs sociétés de stockage et de distribution de GPL, à Zhenjiang en Chine, à Ho Chi Minh-Ville, Can Tho, Haiphong et Danang, au Vietnam où TotalFinaElf détient environ 20 % de part de marché, au Cambodge avec 35 % de part de marché national. En 2000, TotalFinaElf a développé ses activités de GPL à Mangalore, au sud de l'Inde, et aux Philippines avec une participation dans le terminal GPL réfrigéré de Tabangao.

Le Groupe possède également des intérêts dans trois autres sociétés de GPL en Chine, à Yantai, à Shenzhen et à Zhenjiang. De même, TotalFinaElf exploite plusieurs sociétés de mélange et de distribution de lubrifiants ; deux en Chine, situées à Canton et à Zhenjiang, une au Vietnam à Haiphong, deux en Inde à Bombay et à Delhi.

Le Groupe développe sa présence et exploite un réseau de 25 stations-service aux Philippines, et de 23 stations au Cambodge.

En Chine, 3 nouvelles stations-service ont été ouvertes à Wuhan en 2000.

TotalFinaElf détient également, en Chine, une participation de 20 % dans la raffinerie de Wepec, à Dalian, où la significative amélioration des marges de raffinage ainsi que la croissance des traitements de plus de 40 % ont contribué aux bons résultats enregistrés en 2000.

*Poursuite de la stratégie  
de développement  
international dans  
le domaine des produits  
de spécialités :  
lubrifiants,  
carburants aviation  
et gaz de pétrole liquéfiés*

## Etats-Unis : des activités intégrées à la pétrochimie

Aux Etats-Unis, TotalFinaElf exploite la raffinerie de Port Arthur bénéficiant de son intégration avec les activités pétrochimiques du Groupe. L'investissement conjoint (40/60) de TotalFinaElf et de BASF dans un vapocraqueur figurant au premier rang mondial s'inscrit dans cette stratégie de valorisation de l'intégration.

## Un leadership fort dans les produits de spécialités

TotalFinaElf devient un leader européen des lubrifiants, des carburants aviation, des bitumes et des fluides spéciaux. En Afrique, le Groupe est également le leader des lubrifiants, des carburants aviation et des bitumes. Le Groupe poursuit sa stratégie de développement international dans le domaine des spécialités avec notamment une présence mondiale dans les lubrifiants dans 112 pays et dans les GPL dans près de 50 pays avec plus de 75 % des ventes hors France. Par ailleurs, des points d'avitaillement de carburants aviation sont répartis dans 438 aéroports dans le monde entier. La bonne intégration des activités de spécialités au raffinage permet la mise en œuvre d'une politique de développement dynamique de nouveaux produits de haute valeur ajoutée et à haut contenu technologique. Ainsi, le Groupe a développé une gamme de carburants spéciaux (essais, compétition...) répondant aux besoins spécifiques de ses partenaires constructeurs, et s'affirme comme leader mondial des fluides de forage. Il propose par ailleurs des solutions innovantes avec les lubrifiants Elf fuel eco, permettant de réduire la consommation des carburants, ainsi qu'avec les bitumes de la gamme Ornital, anti-ornières, ou de la gamme Styrelf, dont les propriétés et les performances restent excellentes dans des conditions d'utilisation extrêmes.



## LOUDALLE, UNE USINE CERTIFIÉE



TotalFinaElf est aujourd'hui un leader en Europe dans le domaine de la recherche, de la production et de la commercialisation de fluides spéciaux hydrocarbonés, avec une gamme de produits étendue et combinant l'excellence en termes de performances techniques ainsi que d'environnement.

Ainsi, le Groupe dispose en Normandie, à Loudalle, d'un outil de production à la pointe en termes de qualité, de sécurité et de protection de l'environnement, certifié ISO 9001 depuis 1992, ISO 14001 depuis 1997 et suivant le référentiel EAQF depuis 1998.

Depuis 1999, un Système de Management de la Sécurité (SMS) a également été adopté et mis en place, associant tout le personnel de l'usine ainsi que l'ensemble des contractants intervenant sur le site.

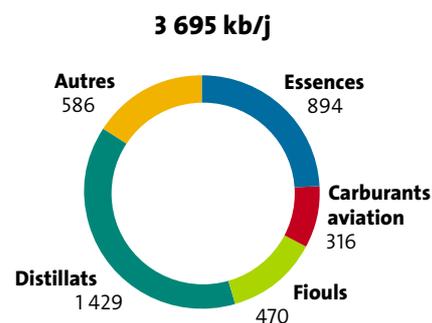
## TRADING & SHIPPING

TotalFinaElf se situe parmi les premiers opérateurs mondiaux du négoce international de pétrole brut et de produits raffinés avec des volumes négociés supérieurs à 5 Mb/j. L'objectif du Groupe est à la fois d'optimiser la commercialisation de ses productions et d'approvisionner ses raffineries dans les meilleures conditions de sécurité, de flexibilité et de coût.

Cet objectif conduit le Trading à diversifier les ressources et débouchés du Groupe à travers des transactions spot et des contrats à terme conclus avec des tiers, au moyen d'un réseau international présent sur l'ensemble des places pétrolières mondiales.

Concernant l'amélioration de la sécurité des transports maritimes, le Groupe a confirmé les engagements pris en début d'année concernant, par exemple, l'interdiction à l'affrètement des navires de plus de 20 ans et de plus de 80 000 tonnes et, en matière de contrôle et de sélection des navires affrétés, a appliqué strictement les dispositions de la Charte du 10 février 2000 sur la sécurité des transports pétroliers, dite "Charte Gayssot". Dans le domaine des transports maritimes, l'année 2000 a été marquée par une forte hausse des taux de frets, dans toutes les tailles et tous les types de navires. Cette hausse, qui devrait se poursuivre à moyen terme, est due à l'apparition de

## VENTES EN 2000 PAR CATÉGORIE DE PRODUITS



fortes tensions entre l'offre et la demande de navires. Ces tensions sont elles-mêmes consécutives à une augmentation importante de la demande de transport par rapport à 1999 et au durcissement des critères de sélection et d'affrètement des navires. Les efforts de modernisation et de rajeunissement de la flotte ont été poursuivis pendant l'année 2000 : ainsi, le *Berge Tokyo*, navire neuf de 300 000 tonnes immatriculé sous pavillon français, a été affrété à temps, au mois de mars, en remplacement d'un navire plus ancien, le *Berge Ingerid*. De même, quatre navires très récents, affectés au transport de produits raffinés, sont entrés en flotte pendant l'exercice considéré.

# Une chimie compétitive de classe mondiale

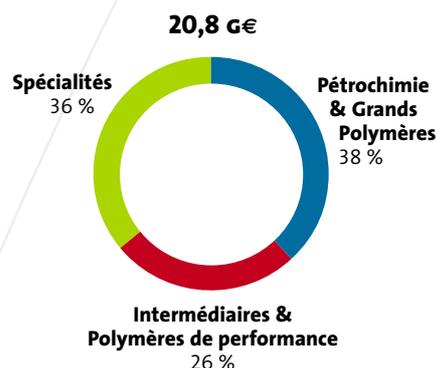
**Avec un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards d'euros en 2000, la Chimie, constituée autour d'Atofina, est un secteur d'activité majeur pour le Groupe.**

Dans ses trois grands métiers – la Pétrochimie et les Grands Polymères, les Intermédiaires et les Polymères de performance, et les Spécialités –, les investissements et les efforts de recherche sont les deux moteurs d'une croissance ciblée sur les secteurs les plus porteurs.

Forte de positions qui lui permettent de figurer en bonne place parmi les leaders mondiaux, la Chimie de TotalFinaElf dispose de tous les moyens, tant industriels qu'humains, pour renforcer ses positions et sa compétitivité.

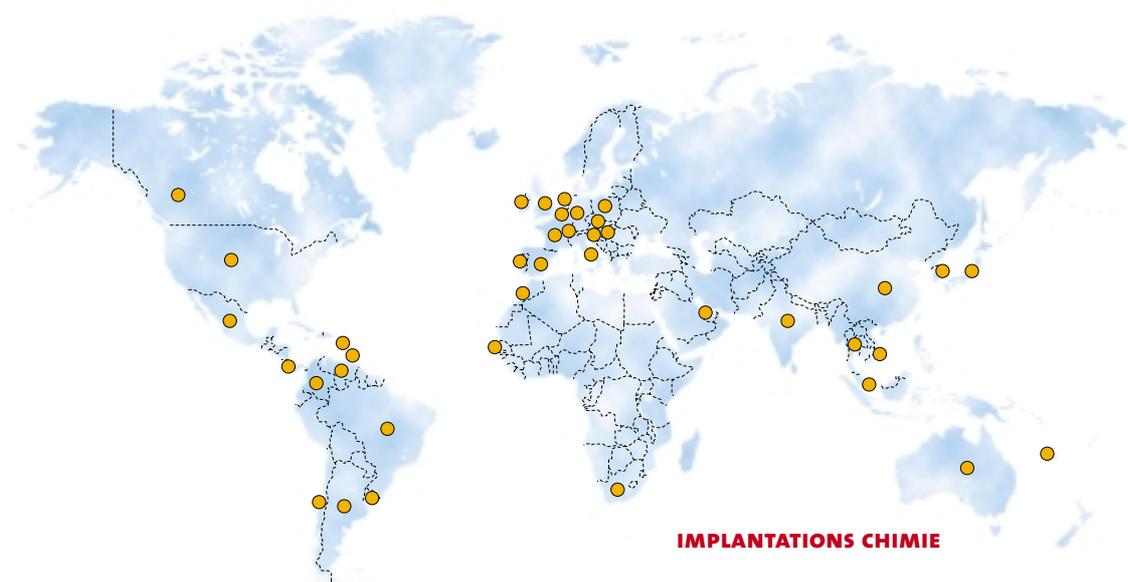


**CHIFFRE D'AFFAIRES 2000  
PAR ACTIVITÉ**





Unité de production d'oléfines, Belgique



# Une chimie compétitive de classe mondiale



## L'ANNÉE 2000

Au premier semestre 2000, la Chimie du Groupe, constituée sous la dénomination d'Atofina, a bénéficié de conditions économiques favorables : une activité soutenue en Asie et en Europe, et une croissance persistante aux Etats-Unis. La seconde partie de l'année a enregistré un début de ralentissement, qui a pesé sur certains secteurs, notamment les polymères. La Chimie a également dû subir une hausse importante des prix de ses matières premières et n'a pu répercuter sur sa clientèle qu'une partie de cette augmentation.

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel en forte croissance, de + 21 % et + 37 % par rapport à 1999, marquent une progression significative, axée sur la recherche d'une croissance durable, la globalisation des activités et la mise en œuvre de synergies entre les différents métiers.

### La Pétrochimie et les Grands Polymères

**La Pétrochimie et les Grands Polymères contribuent pour 38 % au chiffre d'affaires de la Chimie. Présente dans l'ensemble de la chaîne, par la production d'aromatiques, d'oléfines, de polyoléfines, de styréniques, de polymères et compounds vinyliques, et de tubes et profilés, l'activité bénéficie d'une forte intégration avec le raffinage, d'un dispositif de taille mondiale et d'une nette avance technologique, importants vecteurs de croissance. Ses pôles d'excellence se situent en Europe – en Belgique, à Anvers et Feluy en France, à Carling, Gonfreville, Balan, St-Fons, Fos et Lavéra – et au sud des Etats-Unis, à Port Arthur, Houston, Bayport (Texas) et Carville (Louisiane).**

**Le chiffre d'affaires à 8 milliards d'euros, soit + 45 % par rapport à 1999 et les résultats, 0,55 milliard d'euros et + 244 % par rapport à 1999 marquent une très forte progression.**

*Le secteur Pétrochimie et Grands Polymères bénéficie d'importants vecteurs de croissance : forte intégration avec le raffinage et nette avance technologique*

**En Chimie de Base**, les grands projets initiés en 1999, en Europe et aux Etats-Unis, sont entrés dans leur phase active de réalisation. Tel est le cas du vapocraqueur de Port Arthur (Texas), et du pipe d'éthylène reliant le vapocraqueur de Carling au stockage de Viriat (France). Aux Etats-Unis, la construction des unités connexes au vapocraqueur et à la raffinerie de Port Arthur (Texas) – extraction du butadiène, alkylation indirecte –, dans le cadre d'un joint-venture associant TotalFinaElf (16 %), BASF (23 %) et Shell (61 %), a été confirmée. Ce projet comprend aussi une unité de production d'oléfines par métathèse, réalisée avec BASF dans le cadre d'un joint-venture dans lequel TotalFinaElf détient 40 %. La mise en service des unités est prévue en 2003. En Europe, le projet d'extension du vapocraqueur de Carling (France) à 570 000 tonnes par an a été lancé. Cette extension entrera en service fin 2001. Elle confortera les positions du Groupe qui se situe au premier rang européen, avec un peu plus de 2,5 millions de tonnes de capacité d'éthylène installée. Des développements majeurs ont également été conduits dans le domaine des polymères, dont les ventes ont crû de 5 % par rapport à 1999.

**En polyéthylène**, TotalFinaElf a lancé la construction, sur le site d'Anvers, d'une nouvelle ligne de polyéthylène haute densité bi-modal, dont la mise en service doit intervenir mi-2002. Les produits issus de cette unité renforceront les positions commerciales du Groupe dans le secteur de tubes et tuyaux PE.

**En polypropylène**, TotalFinaElf a procédé au partage du joint-venture développé avec BP sous le nom d'Appryl. Aux termes de l'accord conclu avec BP, TotalFinaElf reprend le site de Gonfreville, dont la capacité a été portée à 200 000 tonnes fin 2000, et les activités de *compounds*,



destinés à l'automobile. TotalFinaElf et BP créent par ailleurs une coopérative de production sur le site de Lavéra, dont la production sera répartie entre les deux partenaires. Enfin, BP reprend intégralement le site de Grangemouth. TotalFinaElf est le troisième producteur mondial de polypropylène, avec une capacité totale de production, répartie entre les Etats-Unis et l'Europe, de plus de 2 millions de tonnes dès la mise en service de la nouvelle unité de Feluy, au second semestre 2001.

**Dans les dérivés styréniques,** TotalFinaElf a mis en place un programme d'augmentation de ses capacités de polystyrène, qui renforcera sa place de quatrième producteur mondial. Ce programme comporte l'extension de plus de 100 000 tonnes des capacités européennes à Carling (France) et à Prat (Espagne) et la construction d'une nouvelle ligne d'une capacité de 230 000 tonnes par an, la plus grande dans le monde, sur le site de Carville (Louisiane). A ces capacités, s'ajoutent la nouvelle unité de *compounds* PS ignifugés mise en service en Thaïlande mi-2000 pour l'électronique grand public, et le doublement de la capacité d'élastomères styréniques FINACLEAR, à Anvers, qui sera opérationnelle mi-2001.

**En chlorochimie,** l'intégration, dès janvier 2000, des activités PVC reprises à Shell sur le site de Berre (France), positionne le Groupe au troisième rang européen du secteur. La nouvelle unité de production de Balan (France) a été mise en service à l'automne 2000. TotalFinaElf a adhéré à l'Engagement des Producteurs européens de PVC, présenté en octobre 2000 à la Commission européenne.

## DÉVELOPPER LA RECHERCHE

**Partie prenante de l'innovation, et donc de la croissance future, la Recherche d'Atofina mobilise 5 000 de ses collaborateurs autour de grands projets, dans une quinzaine de centres de recherche situés en France, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Japon. L'investissement Recherche et Développement annuel, de l'ordre de 500 millions d'euros, concerne les trois métiers de la branche : Pétrochimie et Grands Polymères (100 M€), Intermédiaires et Polymères de performance (180 M€) et Spécialités (220 M€).**

- **En Pétrochimie et Grands Polymères, Atofina s'appuie sur ses propres technologies. La recherche, principalement conduite en Belgique, en France et aux Etats-Unis, porte notamment sur les catalyseurs métallocènes en polypropylène et en polyéthylène et sur la technologie de polymérisation radicalaire en polystyrène.**
- **En Intermédiaires et en Polymères de performance, les programmes se focalisent sur l'amélioration des procédés et l'enrichissement des applications de produits dans lesquels Atofina a développé un leadership. Parmi les secteurs bénéficiant de ces innovations, on peut citer l'automobile, la construction et l'emballage.**

- **En Spécialités, la collaboration technique avec les industriels est également le moteur d'une activité de recherche focalisée notamment chez Hutchinson, sur les domaines de l'acoustique et de l'anti-vibratoire et, chez SigmaKalon, sur la mise au point de peintures sans étain et d'antifouling écologiques. Les programmes de recherche d'Atotech portent notamment sur le remplacement du cuivre par l'aluminium dans les puces électroniques. Enfin, Cray Valley obtient des résultats très encourageants sur de nouvelles résines photoréticulables pour applications dans les vernis pour encres, bois, adhésifs, électronique ou fibre optique.**



## Une chimie compétitive de classe mondiale



### Les Intermédiaires et Polymères de performance

**Les Intermédiaires et Polymères de performance, qui assurent 26 % du chiffre d'affaires de la Chimie, focalisent leur développement sur l'excellence technologique. Six métiers principaux continuent ce pôle : les acryliques, la fluorochimie, les peroxydes, la thiochimie, les additifs plastiques et les polymères de performance.**

**Les Intermédiaires et Polymères de performance servent des marchés diversifiés et en pleine évolution : les superabsorbants, la construction, l'automobile, la chaîne du froid, le papier, les cosmétiques, les catalyseurs de polymérisation. Leader technologique, TotalFinaElf a développé des positions mondiales dans chacune de ces activités. La notoriété de certains de ses produits a fait le tour du monde : c'est le cas du polyamide Rilsan®, du polymère fluoré Kynar® ou des panneaux translucides Plexiglas® et Altuglas®.**

Ce secteur enregistre une progression continue en chiffre d'affaires et en résultats. Ils s'établissent respectivement à 5,3 milliards d'euros soit, + 15 % par rapport à 1999, et à 0,48 milliard d'euros, en ligne avec les résultats de l'année précédente.

**Dans les Acryliques,** TotalFinaElf a pris une part majeure dans l'extension des capacités de production de méthacrylate de méthyle de Rohm & Haas, sur son site de Deer Park (Texas), déjà le plus important au plan mondial. Avec ce projet, le Groupe prend pied sur le marché nord-américain et consolide l'approvisionnement de ses unités de production de PMMA sur ce continent.

*Le pôle Intermédiaires et Polymères de performance sert des marchés diversifiés et en pleine évolution : les revêtements, la construction, l'automobile, la chaîne du froid, le papier, les cosmétiques, les catalyseurs de polymérisation*

TotalFinaElf a également entrepris la construction d'une nouvelle unité de monomères acryliques de spécialités, destinés aux produits pour le traitement de l'eau et les résines. Cette nouvelle unité, située à Carling, démarrera fin 2001.

**Dans les Fluorés,** TotalFinaElf a conforté sa croissance dans les segments du Froid et des Mousses et poursuivi son programme de développement des substituts des CFC en lançant trois nouveaux projets industriels à Pierre-Bénite (France) Zaramillo (Espagne) et Changshu (Chine).

**Dans les Oxygénés,** le Groupe a démarré sa nouvelle unité de production de peroxyde d'hydrogène à Shanghai, renforçant ainsi sa position de numéro quatre mondial de ce secteur.

Les ventes de **Polymères Techniques** ont progressé, en 2000, de 15 % en volume. Pour renforcer ses positions, le Groupe a confirmé le dégoullottage de ses unités de monomères pour polyamides spéciaux sur les sites de Marseille et Mont et la construction, en Europe, d'une nouvelle unité de polymère fluoré Kynar®, dont il est le premier producteur mondial.

Dans le cadre de la mise en place de sa nouvelle organisation, TotalFinaElf a procédé à la création de Cerexagri, qui regroupe ses activités agrochimiques. Le recentrage du portefeuille d'activités Chimie a été engagé avec la cession des activités Oléochimie, regroupées dans Oleofina, des activités Fluorés minéraux spéciaux d'Ozark Mahoning et de Traitement des métaux.



## DES PRODUITS QUI CHANGENT LA VIE

En termes de développement durable, la chimie apporte des solutions nobles : la légèreté des produits, donc l'économie de ressources ; la performance, donc la durabilité ; la recyclabilité donc la propreté. Grâce à la qualité de ses efforts de Recherche et Développement, la chimie de TotalFinaElf est en mesure d'offrir aux utilisateurs les solutions les mieux adaptées à leurs besoins.

### Préservation de l'environnement

- L'Opticoat 140 ravive l'éclat des bouteilles usées, ce qui permet d'en prolonger la durée de vie avec un impact énergétique positif.
- Le KYNAR® PVDF accompagne

la croissance des piles lithium-ion, en prolonge la durée de vie et renforce ainsi l'autonomie des téléphones portables, ordinateurs... ainsi que celle des voitures électriques !

- Les coagulants WAC HBA® interviennent dans la purification des eaux industrielles et résiduaires.

- ISEA est une gamme de décapants peintures pour façades destinée aux professionnels du bâtiment. Non toxique, elle n'a aucune action sur les matériaux de construction.

- Atotech développe des produits de revêtement des cylindres des moteurs pour augmenter leur longévité. Un partenariat est en cours avec Daimler Chrysler.

- Atofina a mis au point des matériaux barrières pour réservoirs multicouches et lignes

essence permettant de diminuer les émissions de carburant.

### Qualité de vie

- Foraperle 325 est un film imperméabilisé qui, appliqué sur les murs, les protège contre les dégradations (graffiti, chewing gum...) sans changer leur aspect, et tout en leur permettant de "respirer". Ce produit est également utilisé pour protéger le papier. D'autres films PMMA, développés aux Etats-Unis, assurent la protection des façades.

- PEBAX® est une fibre intervenant dans les textiles (type Goretex) et assurant à la fois l'imperméabilité à l'humidité et aux bactéries, sans empêcher la circulation de l'air. D'où son intérêt dans le domaine de la chirurgie ou, également,

dans l'emballage des produits frais. Divers produits d'Atofina interviennent dans la fabrication des couches-culottes pour bébés, et les innovations sont nombreuses, tant dans les adhésifs que dans les couches absorbantes. Le développement d'un film coextrudé ou laminé en Kynar® (polyfluorure de vinylidène), PMMA Oroglas et polypropylène améliore le design des véhicules et permet la protection et le revêtement des pièces plastiques extérieures. Dans le secteur de la communication, un des développements majeurs porte sur le PMMA Oroglas VOD 100® pour la fabrication de DVD – Digital Versatile Disc.

## GÉRER LES DÉCHETS

**La meilleure façon de bien gérer les déchets est d'en minimiser la production. Pour cela, tous les nouveaux procédés sont aujourd'hui conçus en termes de "technologies propres". Cela étant, il reste et restera toujours des déchets fatals à éliminer. Ceux-ci sont traités par les sociétés spécialisées les plus performantes.**

**Atofina, pour sa part, a décidé de ne plus procéder à la mise en décharge interne de produits dangereux à la fin de l'année 2000. Une assistance est également apportée aux clients pour certains produits qui peuvent devenir des déchets. C'est le cas pour les solvants usagés qui seraient récupérés pour les recycler ou les éliminer, tandis qu'Hutchinson adhère au concept "95 % recyclable" appliqué aux véhicules automobiles en fin de vie.**

**Un logiciel de gestion des déchets (Gedi) a été développé pour les sites qui peuvent ainsi connaître rapidement les solutions disponibles pour traiter dans les meilleures conditions les déchets qu'ils produisent.**



## Une chimie compétitive de classe mondiale



### Les Spécialités

**Les Spécialités réalisent 36 % du chiffre d'affaires de la branche, au travers de cinq sociétés organisées sur une base mondiale, et présentes dans des marchés diversifiés, caractérisés par une forte sensibilité au consommateur et à l'innovation.**

**Le potentiel de croissance de ce pôle s'appuie sur l'excellence du marketing et le développement de partenariats technologiques et de service avec les clients.**

**Hutchinson**, qui produit et commercialise des caoutchoucs destinés à l'industrie automobile, à l'aéronautique, et des produits grand public, a réalisé un chiffre d'affaires de 2,6 milliards d'euros, en progression de 18 % par rapport à 1999.

Hutchinson a procédé à la mise en service de sa nouvelle unité de production d'Amilly (France) et inauguré, mi-2000, son nouveau Centre de Recherche de Montargis, doté d'équipements de pointe, notamment dans le domaine de la conception assistée par ordinateur et de la modélisation acoustique. Hutchinson a, en outre, réalisé deux acquisitions. La première se situe dans le secteur de l'Antivibratoire Industriel et Aéronautique. Avec un chiffre d'affaires de 120 M\$ en 1999, Barry Controls permet à Hutchinson d'accéder à des positions de premier ordre sur les marchés américain et mondial. La seconde opération renforce la part de marché d'Hutchinson sur les marchés Grand Public d'Europe centrale, avec l'acquisition de Söke.

*Les Spécialités ont enregistré en 2000 une forte croissance, tirée par le dynamisme des marchés tels que l'Electronique, l'Automobile et les Transports, mais également par une politique de croissance interne et externe*

**Cray Valley et Sartomer**, producteurs de résines pour encres, peintures, adhésifs et revêtements, ont bénéficié d'un contexte économique favorable, soutenu par la demande américaine et par la reprise en Europe. Leur chiffre d'affaires s'est établi à 1,6 milliard d'euros, en progression de 29 % sur l'année précédente.

Le démarrage, au second semestre 2000, d'une nouvelle unité de Gel Coats sur le site de Miranda de Ebro (Espagne) consolide la position de numéro un mondial de Cray Valley dans ce secteur.

La croissance externe a été poursuivie, avec l'acquisition des Résines Polybutadiène de Ricon aux Etats-Unis et la reprise des activités Polyesters insaturés de Borden en Europe. En outre, Cray Valley a procédé à la dissolution de Telenor, société commune entre Cray Valley et BF Goodrich dans le secteur des résines Telene, destinées au marché des plaques composites.

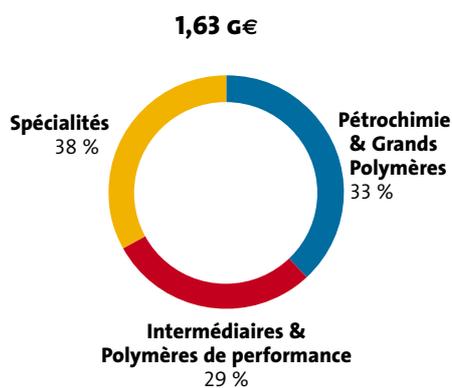
**BostikFindley**, né du rapprochement des activités Adhésifs de Totalfina (Bostik) et d'Elf (Ato Findley), constitue un ensemble dont le chiffre d'affaires a atteint 1,1 milliard d'euros en 2000, en progression de 10 % par rapport à l'année précédente. BostikFindley se situe au deuxième rang mondial, avec des positions de premier plan dans les Adhésifs Grand Public, les Non-Tissés et les Adhésifs Industriels. En 2000, BostikFindley a acquis les activités Adhésifs Poudres d'ASA en Australie et repris la société Loral Leman, qui produit des systèmes originaux de collage et de fixation rapide.

**Les Peintures**, avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'euros en 2000, ont réalisé une progression de 3 % par rapport à 1999. L'intégration des activités de Polifarb en Pologne et en Hongrie a été menée à bien et la nouvelle organisation résultant du rapprochement de Sigma et Kalon a été mise en place.



**En métallisation**, AtoTech a poursuivi, dans un contexte porteur, ses développements internes, notamment en Asie. Le nouveau site de Singapour a été mis en service, et une nouvelle extension des unités du site de Koda au Japon a été décidée. Cette extension précédera de quelques mois le démarrage d'une nouvelle unité de production à Taiwan. Aux Etats-Unis, AtoTech a acquis les actifs de la société américaine McGean Rohco dans le domaine de la métallisation et de l'anti-corrosion. Cette opération lui permet de prendre le leadership sur ce segment aux Etats-Unis et de conforter ses positions mondiales.

### RÉSULTAT OPÉRATIONNEL 2000 PAR ACTIVITÉ\*



\* hors éléments non-récurrents

## LE PROGRAMME "RESPONSIBLE CARE" : PRENDRE EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT



Dans la chimie, la qualité et la performance des produits est une préoccupation permanente et l'adhésion au programme "Responsible Care" confirme cet engagement. Pour rechercher la meilleure solution environnementale, l'analyse du cycle de vie est un outil fréquemment employé. Les propriétés toxicologiques et écotoxicologiques sont systématiquement étudiées avant toute mise sur le marché. Une coopération active avec les clients conduit au développement de nouvelles formulations qui leur permettent de réaliser à la fois des progrès techniques et de réduire leurs émissions et leur consommation énergétique.



<b>50</b>	Carnet de l'actionnaire
<b>54</b>	Rapport de gestion du conseil d'administration
<b>59</b>	Risques de marché
<b>61</b>	Comptes consolidés pro forma
<b>85</b>	Informations complémentaires
<b>92</b>	Dividendes
<b>93</b>	Actionnariat
<b>100</b>	Renseignements généraux
<b>104</b>	Administration - Direction - Contrôle
<b>105</b>	Comptes consolidés
<b>144</b>	Perspectives
<b>145</b>	Société mère



## L'action TotalFinaElf

	2000	1999	1998	1997
<b>Cours de l'action (€)</b>				
Plus haut	189,00	141,00	123,48	108,70
Plus bas	118,50	85,95	82,93	62,05
Dernier de l'année	158,40	132,50	86,29	99,85
<b>Volume de transactions (moyenne par séance)</b>				
Bourse de Paris	1 759 658	1 317 580	754 397	695 452
SEAO International <sup>(a)</sup>	1 963 004	1 559 303	592 028	594 666
New York Stock Exchange <sup>(b)</sup> (nombre d'ADS)	441 063	308 228	230 624	208 024
<b>Dividende brut par action (€)</b>	3,30 + 1,65 <sup>(c)(d)</sup>	2,35 + 1,175 <sup>(c)</sup>	2,0 + 1,0 <sup>(c)</sup>	1,98 + 0,99 <sup>(c)</sup>

(a) Pour rendre le volume des transactions sur le SEAO International comparable au volume de transactions à Paris, il est usuel de diviser par deux le nombre de transactions enregistrées à Londres pour prendre en compte l'effet de l'intervention des market makers à Londres. Toutefois, les volumes présentés dans le tableau ci-dessus n'ont pas été divisés par deux.

(b) Deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf.

(c) Sur la base d'un avoir fiscal de 50 %. Pour les personnes physiques, l'avoir fiscal est égal à 50 % du dividende net. En revanche, pour certaines catégories d'actionnaires personnes morales, le taux de l'avoir fiscal a été ramené de 50 % à 45 % pour les dividendes mis en paiement en 1998, puis à 40 % pour ceux mis en paiement en 1999. Puis, en application de la loi de finances pour 2001, le taux de l'avoir fiscal a encore été réduit à 25 % pour les dividendes mis en paiement en 2000 et à 15 % pour ceux mis en paiement en 2001.

(d) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 17 mai 2001.

## Places de cotation de l'action TotalFinaElf

L'action TotalFinaElf est cotée à la Bourse de Paris (Code EUROCLEAR 12027, premier marché, éligible au Service de Règlement Différé - SRD - mis en place par Euronext Paris SA\*), à la Bourse de Bruxelles (depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999) et à la Bourse de Londres. Elle fait également l'objet d'échanges sur le SEAO International. Depuis le 25 octobre 1991, les American Depositary Shares (deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf) sont cotées au

New York Stock Exchange (NYSE).

Les warrants US TotalFinaElf sont négociés quotidiennement au NYSE.

L'action TotalFinaElf fait également l'objet d'options négociables de type court terme ou long terme échangées sur le MONEP à Paris ainsi que sur le Belgian Futures and Options Exchange (BELFOX) à Bruxelles. De même, depuis décembre 1992, des options sur les ADS TotalFinaElf sont échangées sur

le Chicago Board of Exchange (CBOE), le NYSE et l'American Stock Exchange (ASE).

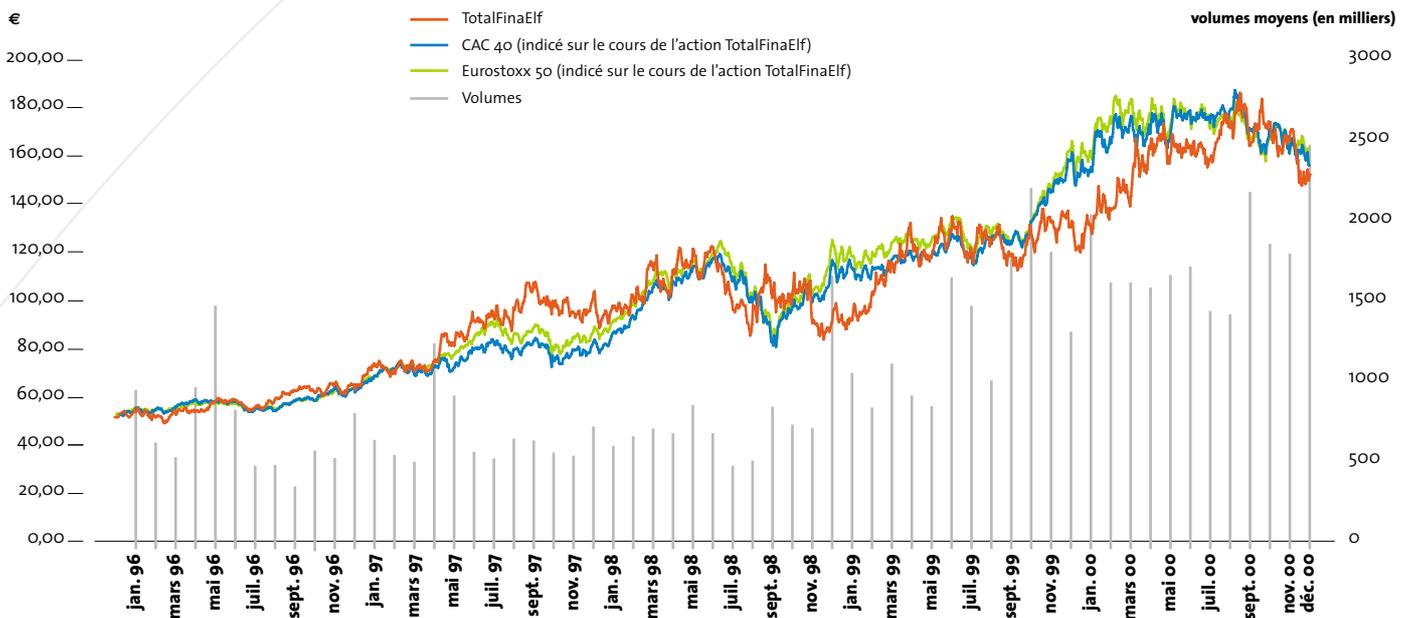
Par ailleurs, TotalFinaElf fait notamment partie de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris et des indices européens Dow Jones Stoxx 50 et Euro Stoxx 50. Au 31 décembre 2000, TotalFinaElf représentait 9,95 % de l'indice CAC 40.

\*ex-PARISBOURSE SBF SA

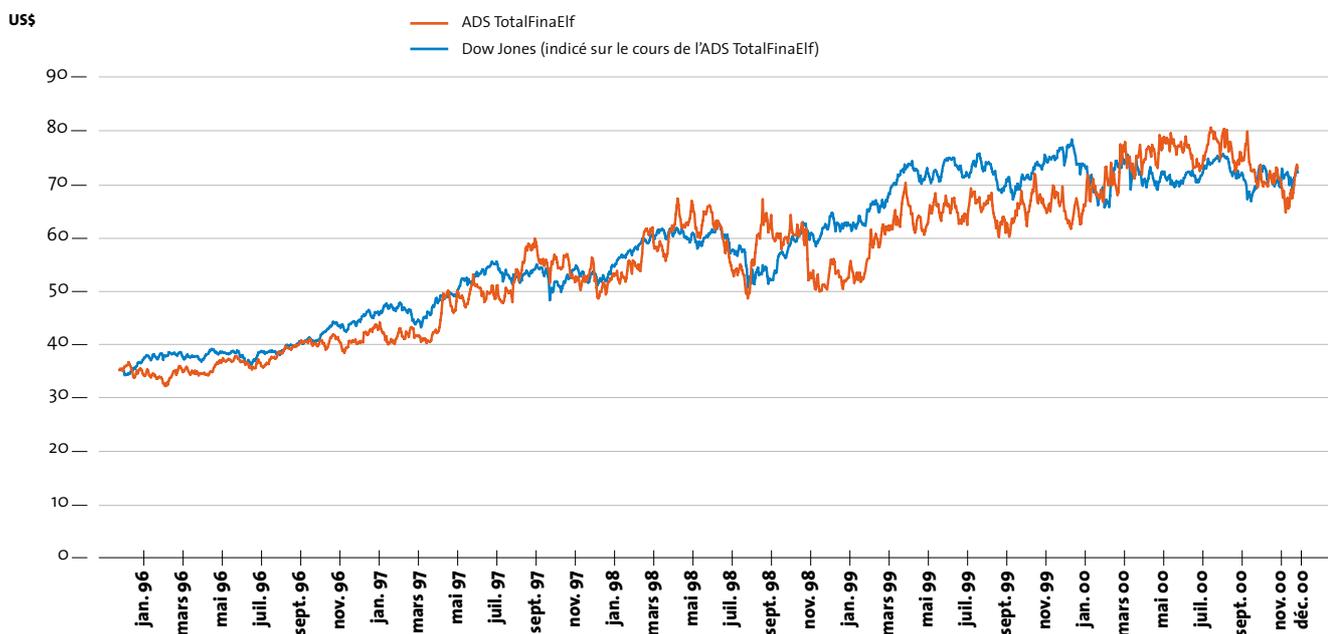
## Evolution de l'action TotalFinaElf sur les 18 derniers mois (à la Bourse de Paris)

	Plus haut en séance	Plus bas en séance	Volumes quotidiens moyens
Octobre 1999	131,00	111,80	2 175 556
Novembre 1999	141,00	119,20	1 795 200
Décembre 1999	140,80	123,60	1 285 671
Janvier 2000	137,50	118,50	2 009 561
Février 2000	148,80	126,50	1 604 245
Mars 2000	164,80	133,00	1 590 565
Avril 2000	167,40	148,50	1 580 668
Mai 2000	175,00	154,60	1 648 789
Juin 2000	170,40	158,10	1 701 377
Juillet 2000	171,80	151,60	1 425 516
Août 2000	180,40	155,00	1 403 864
Septembre 2000	189,00	162,80	2 154 955
Octobre 2000	184,90	160,30	1 828 200
Novembre 2000	172,90	158,20	1 778 814
Décembre 2000	164,00	143,90	2 466 353
Janvier 2001	162,40	145,00	1 992 864
Février 2001	162,70	151,50	2 007 908
Mars 2001	157,10	145,00	2 061 237

## Cours de Bourse et volumes de l'action TotalFinaElf à Paris du 2 janvier 1996 au 29 décembre 2000



## ADS TotalFinaElf à New York du 2 janvier 1996 au 29 décembre 2000



## Offre Publique de Retrait sur Elf Aquitaine

Le 24 mai 2000, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine.

A l'issue de l'offre, qui s'est déroulée entre le 15 juin 2000 et le 1<sup>er</sup> septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

A l'issue de cette opération, TotalFinaElf détenait au 31 décembre 2000, directement et indirectement, 275 979 458 actions Elf Aquitaine, soit 99,43 % du capital (277 552 492 actions).

A compter du 6 novembre 2000, les actions Elf Aquitaine ont été admises au compartiment des valeurs radiées des marchés réglementés, lequel prévoit un fixing quotidien à 15h00.

De plus, la suspension provisoire à compter du 5 septembre 2000 de la cotation des American Depositary Shares Elf Aquitaine au New York Stock Exchange (NYSE), telle que décidée par le NYSE, est devenue définitive le 18 octobre 2000 à l'ouverture du marché, après avoir été approuvée par la Securities and Exchange Commission.

## Offre complémentaire sur PetroFina

Le 5 septembre 2000, le Conseil d'Administration a approuvé le lancement d'une offre publique d'échange sur les titres PetroFina non encore détenus par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux Etats-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf.

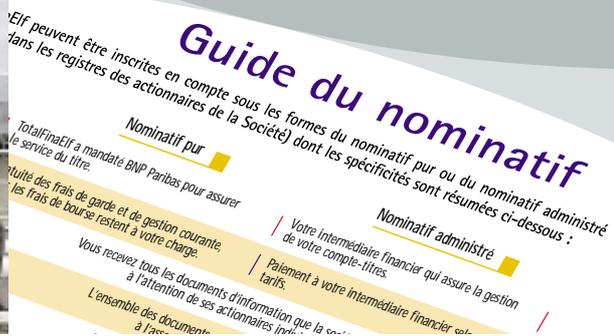
A l'issue de ces opérations, TotalFinaElf détenait, au 31 décembre 2000, 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % des 23 570 739 actions formant le capital de PetroFina. L'action PetroFina est échangée depuis le 2 janvier 2001 sur le marché des ventes publiques organisées par la Bourse de Bruxelles chaque vendredi, lequel prévoit une fixation du prix à 13 h 00. Euronext Paris a prononcé la décision de radiation des actions PetroFina du premier marché d'Euronext Paris et de la SICOVAM à compter du 28 décembre 2000.

## Augmentation de capital réservée aux salariés

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998, le Conseil d'Administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe. Près de 2 millions d'actions ont été souscrites par les salariés. A l'issue de cette opération, la part du capital de TotalFinaElf détenue par les salariés s'élève à près de 3 % ce qui témoigne de l'attachement du personnel à son entreprise et de sa confiance dans ses perspectives de développement.

## Rachat d'actions

Compte tenu d'un environnement pétrolier favorable en 2000, le Groupe a procédé au rachat de 11,9 millions d'actions entre septembre et décembre 2000. En 2001, le programme de rachat d'actions est porté à 2 % du capital. Il sera modulé en fonction de l'évolution de l'environnement économique et pétrolier.



## Politique d'information des actionnaires de TotalFinaElf

TotalFinaElf s'est donné pour objectif d'informer clairement et complètement l'ensemble de ses actionnaires, français et étrangers, individuels et institutionnels. Le dispositif mis en place utilise donc un grand nombre de vecteurs d'information.

Les supports d'information communs à tous les actionnaires de TotalFinaElf sont :

- le rapport annuel, édité en français et en anglais dans une version complète et dans une version simplifiée ;
- l'Assemblée Générale annuelle, qui aura lieu en 2001, le 17 mai ;
- la "Lettre à nos Actionnaires" éditée, en français, 4 fois par an ;
- un Fact Book, publié en anglais, qui présente des séries historiques de données financières et opérationnelles ;
- les communiqués de presse et avis financiers ;
- le site Internet de TotalFinaElf : <http://www.totalfinaelf.com>
- l'ensemble des publications légales paraissant au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO).

Les vecteurs d'information plus spécifiquement dédiés aux actionnaires individuels sont :

- le guide de l'actionnaire au nominatif (version 2000, tirée à 20 000 exemplaires) ;
- un numéro vert réservé aux actionnaires au nominatif ;
- un numéro vert à l'attention de tous les actionnaires individuels (0 800 039 039) ;
- un numéro vert dédié aux membres du Club des Actionnaires (0 800 300 948).

Par ailleurs, le Groupe rencontre régulièrement ses actionnaires, des gérants de portefeuille et des analystes financiers sur les principales places financières en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

## Le Club des Actionnaires

Lancé en septembre 2000, le Club des Actionnaires est ouvert à tous les actionnaires individuels détenant au minimum 30 actions TotalFinaElf inscrites au porteur ou 15 actions inscrites au nominatif. Le Club des Actionnaires comptait dès le 31 décembre 2000 plus de 15 000 membres, traduisant ainsi l'intérêt que les actionnaires portent à leur société.

### Le Club des Actionnaires

2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris La Défense Cedex  
Numéro vert : 0800 300 948

## Le Comité Consultatif des Actionnaires de TotalFinaElf

Composé de 16 membres, le Comité Consultatif des Actionnaires de TotalFinaElf est destiné à améliorer le dialogue entre TotalFinaElf et ses actionnaires individuels. Il se réunit, au moins, trois fois par an. Les membres du Comité sont nommés pour une durée de trois ans à partir de candidatures spontanées. La composition du Comité s'efforce de refléter celle de l'actionnariat individuel du Groupe. En 2000, le Comité Consultatif des Actionnaires a notamment fait porter sa réflexion et ses recommandations sur la mise en place du Club des Actionnaires de TotalFinaElf ainsi que sur l'enrichissement du contenu et de la forme des publications destinées aux actionnaires, notamment le guide de l'actionnaire, en cours d'élaboration.

### Le Comité Consultatif des Actionnaires

2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris La Défense Cedex

## Vos contacts chez TotalFinaElf

### Analystes et investisseurs institutionnels

Direction de la Communication Financière à Paris

2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris La Défense Cedex  
Tél. : (33) (0) 1 47 44 58 53  
Fax : (33) (0) 1 47 44 58 24  
E-mail : [investorel@psinet.fr](mailto:investorel@psinet.fr)

### à New York

TotalFinaElf Services, Inc.  
444, Madison Avenue, 42nd floor  
New York, NY 10022-6903  
Tél. : (001) (212) 922 - 3065  
Fax : (001) (212) 922 - 3074  
E-mail : [ir.nyc@totalfinaelf.com](mailto:ir.nyc@totalfinaelf.com)

### Actionnaires individuels

Service des Relations

avec les actionnaires individuels

2, place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris La Défense Cedex  
Tél. : (33) (0) 1 47 44 59 86  
Fax : (33) (0) 1 47 44 20 14  
Un Numéro vert est mis à la disposition des actionnaires individuels : 0800 039 039

- Pour toute question d'ordre général sur le Groupe : Direction de la Communication  
2 place de la Coupole – La Défense 6 – 92078 Paris La Défense Cedex  
Internet : <http://www.totalfinaelf.com>

## INFORMATIONS CONCERNANT LE SERVICE DU TITRE ET DU DIVIDENDE DE TOTALFINAELF

Banque assurant le service du titre :

BNP Paribas  
Securities Services  
GIS Emetteurs  
Les Collines de l'Arche  
75450 Paris Cedex 09  
Tél. : (33) (0) 1 58 13 51 45  
Fax : (33) (0) 1 55 77 49 27

## Rapport de gestion du conseil d'administration

### Panorama de l'exercice pour TotalFinaElf

Le résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents s'établit en 2000 à 7 637 millions d'euros, en hausse de 128 % par rapport à 1999 (pro forma). Le résultat net part du Groupe ressort à 6 904 millions d'euros, en progression de 97 %.

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

- l'Amont, qui regroupe l'exploration, la production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;
- l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les Spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;
- la Chimie, qui regroupe la Pétrochimie & Grands Polymères, les Intermédiaires & Polymères de performance et les Spécialités.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents s'élève à 14 884 millions d'euros, en progression de 134 % par rapport à 1999 (pro forma).

Le résultat opérationnel net<sup>(1)</sup> des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents ressort à 8 035 millions d'euros en 2000.

L'année 2000 a été marquée par un environnement pétrolier favorable : une forte hausse des prix du brut, des marges de raffinage et du taux de change du dollar. Le prix moyen du baril de Brent a augmenté de 58 % à 28,5 \$/b en 2000 contre 18,0 \$/b en 1999. Les marges de raffinage ont progressé de 145 % à 23,8 \$/t en 2000 contre 9,7 \$/t en 1999. Le dollar s'est apprécié de 16 % par rapport à l'euro en 2000, la parité moyenne euro/dollar s'établissant à 0,92 sur la période.

L'ensemble des paramètres d'environnement pétrolier a eu un impact positif global de 7,3 milliards d'euros sur le résultat opérationnel des secteurs.

La croissance et les programmes de synergies/productivité ont permis d'augmenter le résultat opérationnel en 2000 de 1,2 milliard d'euros, en ligne avec le programme annoncé d'amélioration du résultat opérationnel sur la période 1999-2003 de 4,4 milliards d'euros par an à l'horizon 2003.

En 2000, la rentabilité des capitaux employés des secteurs est de 21 % contre 11,5 % en 1999 (pro forma).

### Croissance de l'Amont

Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents de l'Amont s'établit à 10 113 millions d'euros, en hausse de 146 % par rapport à 1999 (pro forma). Le secteur Amont a pleinement bénéficié de la forte hausse des prix du brut et du dollar.

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de l'Amont en 2000 est de 4 841 millions d'euros.

La rentabilité des capitaux employés de l'Amont est de 29 % en 2000, en forte hausse par rapport à 1999.

La production du secteur Amont s'élève à 2 124 milliers de barils équivalent pétrole par jour (kbep/j) en 2000 contre 2 065 kbep/j en 1999 (pro forma), soit une croissance apparente de 3 %. Le rythme réel de la croissance des productions est de 6 % si l'on corrige de l'effet des cessions et de l'impact mécanique négatif que les variations des prix du brut ont eu sur le volume des productions obtenues dans le cadre des contrats de type "PSC" et "buy-back".

La production d'hydrocarbures liquides a baissé de 2 % en 2000 à 1 433 kb/j et la production de gaz a augmenté de 13 % à 3 758 millions de pieds cubes par jour.

Les réserves continuent de croître en 2000 et s'élèvent à 10 762 millions de bep, contre 10 455 millions de bep en 1999 (pro forma), soit une hausse de 3 %. Au rythme actuel de production, elles représentent près de 14 ans de durée de vie. Le taux de renouvellement des réserves pour les filiales consolidées a atteint 189 % sur la période 1998-2000, ce qui se compare favorablement aux performances réalisées par les autres majors pétroliers.

Les coûts de renouvellement des réserves consolidées ont été maintenus à un niveau bas et compétitif sur la période 1998-2000, soit 3,7 \$/bep.

Grâce aux bons résultats de l'exploration, le coût de découverte des réserves consolidées (moyenne 1998-2000) s'est situé au niveau très compétitif de 0,7 \$/bep.

**En Europe**, l'année a été marquée par la poursuite du développement des champs d'Elgin Franklin (TotalFinaElf opérateur 46,2 %). Suite à l'installation en mer, en juillet dernier, de la plate-forme "production, utilités, quartiers", les opérations de finition, de raccordement aux plates-formes "puits" et de préparation à la mise en route se poursuivent pour un début de production prévu à la fin du premier trimestre de 2001.

Dans la CEI, le consortium Opérateur OKIOC (TotalFinaElf 14,28 %) au Kazakhstan a réalisé une découverte majeure d'hydrocarbures sur le puits d'exploration Kashagan Est 1 situé dans le nord-est de la mer Caspienne. Un second forage d'exploration, Kashagan Ouest 1, a commencé en octobre 2000. Les résultats de ce puits sont attendus au printemps 2001.

**En Afrique**, la découverte d'Akpo, en 2000, sur le permis OPL 246 (TotalFinaElf opérateur 24 %) au Nigeria dans l'offshore profond a déjà fait l'objet de deux puits d'appréciation qui en ont confirmé l'intérêt.

En Angola, sur le Bloc 17 (TotalFinaElf opérateur 40 %), deux nouvelles découvertes ont été réalisées en 2000, avec

(1) Résultat opérationnel net : résultat opérationnel + résultat des sociétés mises en équivalence + dividendes reçus + autres produits et charges + augmentation des frais financiers capitalisés – impôts (hors impact des frais financiers) – amortissement des goodwill et incorporels.

les puits Jasmim et Perpetua, portant à 10 le nombre de découvertes faites sur ce permis depuis l'origine. Le développement du gisement de Girassol se poursuit ; sa mise en production est prévue pour la fin 2001 avec un objectif de production en plateau de 200 000 b/j qui devrait être atteint au cours de l'année 2002. Les études d'ingénierie de base pour le développement du champ de Dalia sur le Bloc 17 ont été lancées en décembre 2000. Sur le Bloc 14 (TotalFinaElf 20 %), le champ de Kuito, entré en production fin 1999, poursuit sa montée en puissance avec le lancement de la phase 1C du projet. Une nouvelle découverte a été faite sur ce bloc (Lobito).

**Au Moyen-Orient**, le projet Oman LNG (TotalFinaElf 5,54 %) s'est achevé avec la mise en service en cours d'année des deux trains de l'usine de liquéfaction de Qalhat dont la capacité nominale est de 6,6 Mt/an. La première cargaison de GNL a quitté le terminal en avril à destination de la Corée du Sud.

En Iran, les travaux de développement de South Pars 2-3 (TotalFinaElf opérateur 40 %) se sont poursuivis. La mise en production est prévue pour le premier trimestre 2002.

**En Extrême-Orient**, le développement des champs de Tunu et de Peciko (TotalFinaElf opérateur 50 %) en Indonésie s'est poursuivi et a permis d'augmenter la production opérée de ces deux champs d'environ 340 000 à 440 000 bep/j entre 1999 et 2000.

**En Amérique du Sud**, le projet Sincor (TotalFinaElf 47 %) au Venezuela se déroule conformément au calendrier prévu. La phase initiale de production a commencé en décembre 2000. Elle permet de produire 40 000 b/j de brut extra-lourd qui est dilué avec un brut plus léger avant d'être commercialisés. L'usine de traitement (upgrader) devrait être mise en service fin 2001 pour permettre une production en plateau de 180 000 b/j de brut synthétique de haute qualité.

En Bolivie, sur le permis XX Ouest, TotalFinaElf (opérateur 41 %) a poursuivi la délinéation de la découverte d'Itau par le forage du puits Itau X2 qui a conduit à une découverte de nouvelles réserves de gaz au début de 2001. Sur le permis San Alberto (TotalFinaElf 15 %), la première phase de développement s'est achevée en décembre 2000, pour une mise en production en janvier 2001. Cette première phase permettra de produire jusqu'à 6 Mm<sup>3</sup>/j de gaz en vue d'exportation vers le Brésil.

**En Amérique du Nord**, dans le Mississippi Canyon Corridor, les gisements de gaz d'Aconcagua (TotalFinaElf opérateur 50 %) et Camden-Hills (TotalFinaElf 16,67 %) situés par plus de 2 100 m d'eau, associés à celui de King's Peak, ont fait l'objet d'une décision de développement. TotalFinaElf est l'opérateur du système de

transport, le Canyon Express, qui reliera ces champs à Canyon Station.

**Dans l'Aval-Gaz**, TotalFinaElf a développé sa présence dans le Cône Sud, zone en croissance rapide où il est l'un des principaux producteurs et détenteurs de réserves gazières. Le Groupe a acquis, en 2000, une participation de 9,7 % dans la partie brésilienne du gazoduc Bolivie-Brésil qui lui permettra d'approvisionner les marchés en fort développement du sud-est et du sud du Brésil, à partir de ses réserves de gaz en Bolivie. TotalFinaElf a également acquis auprès de la société canadienne Transcanada Pipelines Ltd ses participations dans les réseaux de transport du Cône Sud. Enfin, au mois de novembre 2000, un accord a été conclu avec la société américaine AES Corporation qui permettra à TotalFinaElf d'acquérir l'ensemble des actifs argentins de génération électrique de la société chilienne GENER, soit une puissance installée d'environ 4 200 mégawatts.

Par ailleurs, dans l'Amont, le Groupe a procédé à des cessions d'actifs non stratégiques tels que les champs du 4<sup>e</sup> Round au Royaume-Uni et le champ d'Émeraude au Congo.

### Triplement du résultat opérationnel de l'Aval

Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents de l'Aval a triplé à 3 144 millions d'euros contre 1 046 millions en 1999 (pro forma). Le secteur Aval a pleinement bénéficié de la forte hausse des marges de raffinage et du dollar par rapport à l'euro. En revanche, les marges de commercialisation des produits ont été pénalisées par la remontée des prix.

La progression du résultat opérationnel de 2,1 milliards d'euros s'explique pour 70 % par l'impact des paramètres de marché et pour 30 % par les actions propres à TotalFinaElf (programmes de synergies et de productivité).

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de l'Aval en 2000 est de 2 232 millions d'euros.

La rentabilité des capitaux employés de l'Aval est de 19 % en 2000, en forte hausse par rapport à 1999.

Les volumes raffinés restent stables en 2000 à 2 411 kb/j dont 2 109 kb/j en Europe.

Les ventes de produits sont en légère baisse à 3 695 kb/j contre 3 830 kb/j en 1999 (pro forma).

Dans le **raffinage en Europe**, la mise en place en 2000 des "hubs", qui conduit à la gestion intégrée de sites voisins, permettra de continuer à dégager d'importantes synergies. Cette gestion permet l'optimisation de la logistique sur une base élargie,

l'intégration des processus d'approvisionnement et des échanges de produits, ainsi que la mise en œuvre des bénéfices de l'intégration du raffinage avec les autres activités du Groupe, et tout particulièrement la Pétrochimie.

La mise en place de la gestion commune des raffineries en Europe et la poursuite des efforts de réduction des coûts ont permis de continuer à réduire le point mort des raffineries, qui s'est établi pour 2000 à 10\$/t (grands produits).

Dans le **marketing**, grâce aux rapprochements, TotalFinaElf est aujourd'hui le leader dans l'ensemble constitué des six premiers marchés européens (France, Espagne, Benelux, Royaume-Uni, Allemagne et Italie).

**En Afrique**, TotalFinaElf est désormais co-leader avec une présence dans plus de 40 pays et une part de marché réseau dépassant 10 % dans plus de 30 pays. La part de marché réseau de TotalFinaElf en Afrique s'établit à plus de 20 %.

TotalFinaElf a poursuivi en 2000 sa politique de développement sélectif de ses activités de Spécialités et de réseau en Asie.

Par ailleurs, le Groupe a cédé, en août 2000, la raffinerie de Big Spring au Texas et ses actifs associés, et a conclu des accords à la fin de l'année 2000 pour satisfaire les engagements de cessions d'actifs en France, pris auprès de la Commission européenne dans le cadre du rapprochement entre Totalfina et Elf Aquitaine. Ces accords concernent la cession d'intérêts dans des oléoducs et certains dépôts de produits finis, l'ouverture des infrastructures d'avitaillement des aéroports de Lyon et de Toulouse, la cession de 70 stations-service autoroutières aux enseignes Total, Fina et Elf ainsi que la cession en France de la société Elf Antargaz et de la logistique GPL associée.

## Poursuite de la croissance de la Chimie

Le chiffre d'affaires hors Groupe du secteur Chimie atteint 20 843 millions d'euros, en progression de 21 % par rapport à 17 268 millions d'euros en 1999 (pro forma). Le résultat opérationnel hors éléments non-récurrents est en hausse de 37 % à 1 627 millions d'euros. Sur l'ensemble de l'année, l'amélioration des marges pétrochimiques a eu un impact positif de 0,2 milliard d'euros sur le résultat opérationnel.

Au premier semestre 2000, la Chimie du Groupe a bénéficié de conditions économiques favorables : une activité soutenue en Asie et en Europe et une croissance persistante aux Etats-Unis. La seconde partie de l'année a enregistré un début de ralentissement, qui a pesé sur certains secteurs, notamment

les polymères. La Chimie a également dû subir une hausse importante des prix de ses matières premières et n'a pu répercuter sur sa clientèle qu'une partie de cette augmentation. Les résultats des Intermédiaires & Polymères de performance ont bien résisté à la dégradation des marges. Les Spécialités ont continué leur développement dans une conjoncture économique porteuse.

Le résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents de la Chimie en 2000 est de 962 millions d'euros.

La rentabilité des capitaux employés de la Chimie est de 10 % (hors impact de l'amortissement des goodwill de 143 millions d'euros) en 2000, en hausse par rapport à 1999.

Dans le sous-secteur **Pétrochimie & Grands Polymères**, les grands projets initiés en 1999, en Europe et aux Etats-Unis, sont entrés dans leur phase active de réalisation. Tel est le cas du vapocraqueur de Port Arthur (Texas), et du pipe éthylène reliant le vapocraqueur de Carling au stockage de Viriat. Aux Etats-Unis, la construction des unités connexes au vapocraqueur et à la raffinerie de Port Arthur – extraction du butadiène, alkylation indirecte... –, dans le cadre d'un joint-venture associant TotalFinaElf, BASF et Shell, a été confirmée.

En Europe, le projet d'extension du vapocraqueur de Carling (France) a été lancé. Cette extension, couplée à une amélioration de l'efficacité énergétique du vapocraqueur, entrera en service fin 2001.

TotalFinaElf a procédé au partage des activités d'Appryl dans le polypropylène. Aux termes de l'accord conclu avec BP, TotalFinaElf reprend le site de Gonfreville, dont la capacité a été portée à 200 000 tonnes fin 2000, et les activités de compounds, destinées à l'automobile. TotalFinaElf et BP créent par ailleurs une coopérative de production sur le site de Lavéra, dont la production sera répartie entre les deux partenaires.

Les **Intermédiaires & Polymères de performance** ont poursuivi la croissance de leurs activités. Ils enregistrent une progression régulière en chiffre d'affaires et en résultat opérationnel.

Les **Spécialités** ont enregistré en 2000 une forte croissance, tirée par le dynamisme des marchés tels que l'électronique, l'automobile et les transports et par des opérations de croissance externe ciblées.

Hutchinson a réalisé deux acquisitions en 2000. La première se situe dans le secteur de l'Anti-Vibratoire Industriel et Aéronautique avec Barry Controls, qui lui permet d'accéder à des positions de premier ordre sur le marché américain mais également au plan mondial. La seconde renforce sa part de marché dans le domaine grand public en Europe centrale,

avec l'acquisition de Söke.

ATOTECH (métallisation) a acquis les actifs de la société américaine McGean Rohco dans le domaine de la métallisation et de l'anticorrosion. Cette opération lui permet de prendre le leadership sur ce segment aux Etats-Unis et de conforter ses positions mondiales.

Dans les peintures et les adhésifs, les nouvelles organisations résultant des rapprochements ont été mises en place.

Par ailleurs, dans la Chimie, le Groupe a procédé à des désinvestissements, notamment les activités Oléochimie et Métal & Aviation.

## Offres complémentaires sur Elf Aquitaine et PetroFina

Le 24 mai 2000, le conseil d'administration a approuvé le lancement d'une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf

### COMPTES CONSOLIDÉS TOTALFINAELF

(en millions d'euros)	2000	1999 pro forma	1998 pro forma
Chiffre d'affaires	114 557	75 035	61 810
Résultat opérationnel des secteurs d'activité <sup>(1)</sup>	14 884	6 354	4 696
Résultat opérationnel net des secteurs d'activité <sup>(1)</sup>	8 035	n.d.	n.d.
Résultat net part du Groupe <sup>(1)</sup>	7 637	3 349	2 703
Résultat net part du Groupe y compris éléments non-récurrents	6 904	3 496	1 810
Bénéfice net par action <sup>(1)</sup> (euros) sur la base d'un capital dilué	10,80	4,77	3,86
Flux de trésorerie d'exploitation <sup>(2)</sup>	13 389	7 012	7 716

(1) Hors éléments non-récurrents.

(2) Y compris impact négatif de l'externalisation de passifs sociaux pour 494 M€.

Le chiffre d'affaires hors Groupe s'établit à 114 557 millions d'euros, en hausse de 53 % par rapport à 1999 pro forma.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents s'élève à 14 884 millions d'euros, en progression de 134 % par rapport à 1999 pro forma.

Le résultat opérationnel net des secteurs d'activité hors éléments non-récurrents ressort à 8 035 millions d'euros en 2000, dont 4 841 millions d'euros dans l'Amont, 2 232 millions d'euros dans l'Aval et 962 millions d'euros dans la Chimie.

pour 3 actions Elf Aquitaine.

À l'issue de cette opération, TotalFinaElf détient, au 31 décembre 2000, directement et indirectement, 275 979 458 actions Elf Aquitaine, soit 99,43 % du capital.

Le 5 septembre 2000, le conseil d'administration a approuvé le lancement d'une offre publique d'échange sur les titres PetroFina non encore détenus par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. À l'issue de cette opération, TotalFinaElf détient, au 31 décembre 2000, 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % du capital de PetroFina.

## Situation financière

Les principaux éléments des comptes consolidés du Groupe sont résumés dans le tableau suivant :

Le résultat net part du Groupe s'établit à 6 904 millions d'euros, en progression de 97 % par rapport à 1999 pro forma. Hors éléments non-récurrents, il est de 7 637 millions d'euros, en hausse de 128 % par rapport à 1999 pro forma.

Le bénéfice net par action hors éléments non-récurrents, calculé sur la base d'un capital dilué moyen de 707,1 millions d'actions, s'élève à 10,80 euros, en hausse de 126 % par rapport à 1999 pro forma.

Le flux de trésorerie d'exploitation s'élève à 13 389 millions d'euros contre 7 012 millions d'euros pro forma en 1999.

Les éléments non-récurrents pèsent :

– sur le résultat opérationnel des secteurs à hauteur de 382 millions d'euros et correspondent à des charges de restructuration liées au rapprochement avec Elf Aquitaine, à l'application de la norme n° 121 du FASB et à d'autres éléments,

– sur le résultat net à hauteur de 733 millions d'euros et correspondent à des charges de restructuration liées au rapprochement avec Elf Aquitaine, à des amortissements exceptionnels, au plan de préretraite interne et à d'autres provisions. Par ailleurs, des plus-values de cessions sont venues réduire cet impact négatif.

## RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS HORS ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS

(en millions d'euros)	2000	1999 pro forma	Variation en %
Amont	10 113	4 119	+ 146 %
Aval	3 144	1 046	+ 201 %
Chimie	1 627	1 189	+ 37 %
<b>Résultat opérationnel des secteurs</b>	<b>14 884</b>	<b>6 354</b>	<b>+ 134 %</b>

### Synthèse

En 2000, les investissements bruts des secteurs ont été maintenus à un niveau élevé à 8 155 millions d'euros, contre 8 079 millions d'euros en 1999 pro forma.

- Le niveau d'investissement du secteur Amont est en hausse de 10 % à 5 639 millions d'euros, contre 5 132 millions d'euros en 1999 pro forma.
- Les investissements de l'Aval sont en baisse de 9 % à 1 163 millions d'euros contre 1 281 millions d'euros en 1999 pro forma.
- Les investissements du secteur Chimie s'élèvent à 1 353 millions d'euros, contre 1 666 millions d'euros en 1999 pro forma, soit une baisse de 19 %.

En 2000, les désinvestissements calculés au prix de cession ont représenté 3 241 millions d'euros (y compris remboursement de prêts long terme pour 606 millions d'euros).

La rentabilité des capitaux employés des secteurs est de 21 % contre 11,5 % en 1999 pro forma.

Le Groupe a procédé au rachat de 11,9 millions d'actions entre septembre et décembre 2000. Le nombre moyen pondéré dilué d'actions sur l'année 2000 a été de 707,1 millions.

Le ratio de dettes nettes sur fonds propres s'établit à 32,9 % à fin 2000, contre 49,7 % à fin 1999 pro forma.

La rentabilité des fonds propres est en nette progression à 27 % en 2000 contre 13 % en 1999 pro forma.

### Comptes de TOTAL FINA ELF S.A. et proposition de dividende

Le bénéfice de TOTAL FINA ELF S.A., s'établit à 3 012 millions d'euros en 2000 contre 916 millions d'euros en 1999. Le conseil d'administration de TotalFinaElf, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2001, la distribution d'un dividende de 3,3 euros par action, en progression de 40,4 % par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera payé en espèces le 29 mai 2001.

### Perspectives d'avenir

Le budget d'investissement de 2001 est en hausse par rapport à 2000 et s'établit à 9,4 milliards d'euros avec une priorité donnée à la croissance du secteur Amont, un maintien d'une stricte discipline d'investissement dans l'Aval et une croissance sélective dans la Chimie. Il se répartit à raison de 71 % dans l'Amont (y compris environ 1 milliard d'euros pour l'acquisition d'actifs Aval-Gaz en Amérique latine), 12 % dans l'Aval et 17 % dans la Chimie.

Le Groupe maintiendra un programme soutenu de désinvestissement à un rythme moyen de 2,5 milliards d'euros par an.

Le programme 2001 de rachat d'actions est fixé à 2 % du capital, ce programme pouvant être modulé en fonction de l'évolution de l'environnement pétrolier.

Au cours des premiers mois de l'année 2001, l'environnement pétrolier reste favorable, les prix du brut et le dollar demeurant à des niveaux relativement élevés. Dans ce contexte, les activités du Groupe continuent à se développer de façon satisfaisante.

## Risques de marché

### Risques généraux d'exploitation

Les résultats de TotalFinaElf sont sensibles à différents facteurs parmi lesquels les plus significatifs sont le prix du pétrole, généralement exprimé en dollars, et les taux de change, notamment celui du dollar par rapport à l'euro.

D'une manière générale, une hausse des prix du pétrole a un effet positif sur les résultats du Groupe du fait de la meilleure valorisation de la production pétrolière. Inversement, une baisse des prix du pétrole se traduit par une dégradation des résultats. Le Groupe estime ainsi qu'une appréciation du cours du pétrole Brent de 1 dollar entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 200 millions d'euros, et inversement. L'impact d'une variation des prix du pétrole sur les activités de l'Aval et de la Chimie de base dépend de la rapidité avec laquelle s'ajustent les prix des produits finis de ces deux secteurs. Le Groupe estime qu'une appréciation des marges de raffinage TRCV Europe Ouest de 1 \$ par tonne entraînerait une amélioration du résultat net de l'année de 60 millions d'euros.

Toutes les activités du Groupe sont sensibles à des titres divers et dans des proportions variables aux évolutions de la parité du dollar contre l'euro. Une appréciation du dollar par rapport à l'euro de 0,10 dollar par euro engendrerait une amélioration du résultat net de l'année de l'activité Amont d'environ 490 millions d'euros, et inversement.

Les résultats du Groupe, notamment dans la Chimie, sont également sensibles à la conjoncture économique.

### Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de nos raffineries.

L'activité de négoce d'hydrocarbures a porté en 2000 sur un peu plus de 5,5 millions de barils équivalent pétrole par jour de mouvements physiques dont 4,2 ont concerné du pétrole brut. Le Groupe n'a pas pour politique de vendre à terme des productions futures d'hydrocarbures. Dans son activité de négoce, le Groupe est amené à utiliser des instruments dérivés tels que les futures, forwards, swaps et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré. Compte tenu de la politique mise en œuvre par le Groupe, les risques de marché encourus s'analysent essentiellement comme des risques de prix relatifs, résultant de positions adossées portant sur des qualités, des indices ou des échéances. La valeur notionnelle des instruments dérivés ainsi que leur valeur de marché au 31 décembre 2000 sont présentées en note annexe aux Etats financiers consolidés.

Pour la mesure du risque de marché relatif aux prix d'hydrocarbures

découlant des activités décrites ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre une méthode d'évaluation de "valeur en risque". Selon cette méthode, la probabilité est de 97,5 % que la variation journalière de résultat induite par les fluctuations favorables ou défavorables du marché soit inférieure à 3,5 millions d'euros sur la base des positions au 31 décembre 2000.

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités. Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité Exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres sociétés pétrolières, les grands consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des en-cours par contrepartie est effectué.

### Risques relatifs aux activités de trésorerie

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes définies par la direction du Groupe et qui prévoient la centralisation systématique en direction centrale des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers.

La gestion s'organise autour de services spécialisés d'intervention sur les marchés et de contrôle des opérations de trésorerie. Le service "Contrôle" assure la surveillance quotidienne des limites, des positions, et effectue la validation des résultats. Il procède à la valorisation des instruments financiers et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité. Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples.

### Gestion du risque de change

Le Groupe a pour politique de couvrir systématiquement ses positions de change bilantielles par rapport aux monnaies fonctionnelles de chacune des entités concernées qui sont principalement l'euro, le dollar US, la livre sterling et la couronne norvégienne.

Pour l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et, dans ce cas, peut avoir recours à des options.

Quant aux actifs à long terme en devises étrangères, le Groupe s'efforce de réduire le risque de change associé en adossant un financement dans la même devise. La dette à long terme en devises

compense alors partiellement la position économique générée. L'exposition nette au risque de change est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction générale.

## Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités

La position courante, principalement constituée d'euros et de dollars américains, est gérée avec les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de swaps de taux court terme.

Compte tenu de l'importance de la position courante en euros, les disponibilités sont placées soit directement en euros, soit en devises, par l'intermédiaire de swaps de devises court terme, sans modification de la position de change.

## Gestion du risque de taux sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise à s'endetter majoritairement à taux variable afin de faire face aux variations importantes des cash-flows dues aux effets de l'environnement (prix du pétrole et parité du dollar contre l'euro).

Les exceptions à cette règle font l'objet d'une autorisation du comité exécutif.

Des swaps de taux et de change long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TotalFinaElf peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme.

## Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel sur la valeur de marché des instruments financiers en vie au 31 décembre 2000 d'une translation d'une amplitude de 10 % des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises.

(en millions d'euros)	31 décembre 2000			
	Valeur comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de + 10 % <sup>(1)</sup>	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de - 10 % <sup>(2)</sup>
<b>Bilan</b>				
Emprunts obligataires (avant swaps)	7 239	6 813	(166)	172
Swaps d'émission <sup>(1)</sup>	-	403	142	(147)
Emprunts bancaires à taux fixes	587	580	(10)	11
Part à moins d'un an des dettes financières long terme (hors crédit-bail)	1 152	1 154	(1)	2
<b>Hors bilan</b>				
Garanties bancaires	-	(13)	-	-
Swaps de couverture d'emprunts obligataires	-	(19)	(24)	25
Swaps de taux et de change long terme	-	(3)	(2)	2
Swaps de taux long terme	-	2	(3)	3
Swaps de taux court terme	-	-	1	(1)
Swaps de change	-	28	8	3
Contrats à terme de devises	-	2	1	1

<sup>(1)</sup> Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

<sup>(2)</sup> Non audité.

Une part très significative de ses actifs et de sa dette étant libellée en dollars, la sensibilité du Groupe au cours des devises étrangères est essentiellement affectée par l'évolution de cette devise. Sur la base des comptes à fin 2000 et après effet des contrats de swaps de devises, une hausse de 10 % du dollar contre euro augmenterait l'endettement long terme du Groupe d'environ 741 millions d'euros.

## Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de la solidité financière de la contrepartie et de sa notation (Standard & Poor's, Moody's), qui doit être de première qualité.

Une limite globale d'en-cours autorisée est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et la trésorerie Groupe en fonction de leurs besoins.

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pro forma

Exercice clos le 31 décembre 2000

Monsieur le Président du conseil d'administration de la Société TOTAL FINA ELF S.A.,

Vous nous avez demandé d'examiner les comptes pro forma couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1998 au 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport, établis à l'occasion de la publication du document de référence relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2000.

Ces comptes pro forma ont été établis sous votre responsabilité à partir des comptes historiques annuels consolidés des exercices 1998 et 1999 des entités Total, PetroFina et Elf. Les comptes consolidés de l'exercice 1998 du Groupe Total, de l'exercice 1999 du Groupe Totalfina et de l'exercice 2000 du Groupe TotalFinaElf ont fait l'objet d'un audit de notre part selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir une assurance raisonnable que ces comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Notre audit nous a conduits à exprimer une opinion sans réserve ni observation sur ces comptes.

Les comptes annuels 1998 et 1999 du Groupe Elf ont fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes. Il en est de même pour les comptes historiques annuels 1998 du Groupe PetroFina.

Les comptes pro forma ont été établis afin de refléter la situation financière du Groupe TotalFinaElf sur une base comparable pour les trois exercices passés, même si le contrôle n'est effectif qu'en 1999 pour PetroFina et en 2000 pour Elf Aquitaine.

Ces comptes ont été établis par l'addition des données financières des Groupes Total, PetroFina et Elf Aquitaine de chaque exercice, après retraitement préalable des états financiers des Groupes PetroFina et Elf Aquitaine selon les principes et la présentation comptables utilisés par le Groupe Total.

Comme le précise la Note 1, seuls les comptes 2000 présentés incluent des écritures d'harmonisation des principes comptables des groupes Totalfina et Elf dont l'impact sur la situation financière et les résultats n'est pas significatif.

Nous avons effectué notre examen des comptes pro forma selon les normes de la profession. Ces normes requièrent une évaluation des procédures mises en place pour le choix des conventions et l'établissement des comptes pro forma ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les conventions retenues sont cohérentes, de vérifier la traduction chiffrée de ces dernières et de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes historiques mentionnés ci-dessus.

Les comptes pro forma ont vocation à traduire l'effet sur des informations financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée, d'une opération ou d'un événement donné. Ils ne sont toutefois pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

À notre avis, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter les comptes pro forma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes historiques au 31 décembre 2000.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 mars 2001

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Autres  
Membre d'Arthur Andersen  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros <sup>(1)</sup>		
	2000 <sup>(2)</sup>	1999 pro forma	1998 pro forma
Chiffre d'affaires (Note 4)	114 557	75 035	61 810
Charges d'exploitation	(95 485)	(65 117)	(53 777)
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 859)	(4 399)	(5 000)
Résultat opérationnel (Note 4)			
	Holding	(289)	(240)
	Secteurs d'activité*	14 502	5 759
<b>Total résultat opérationnel</b>	<b>14 213</b>	<b>5 519</b>	<b>3 033</b>
Frais financiers nets (Note 18)	(440)	(559)	(429)
Dividendes reçus des participations non consolidées	152	183	159
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 13)	(28)	(54)	(76)
Autres charges et produits, nets (Note 19)	(740)	120	158
Éléments exceptionnels, nets	–	691	–
Impôt sur les sociétés (Note 20)	(6 322)	(2 185)	(1 138)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 7)	676	377	380
<b>Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>7 511</b>	<b>4 092</b>	<b>2 087</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	(303)	(406)	(159)
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>	<b>7 208</b>	<b>3 686</b>	<b>1 928</b>
Part des minoritaires dans le résultat	304	190	118
<b>Résultat net**</b>	<b>6 904</b>	<b>3 496</b>	<b>1 810</b>
<b>Résultat net moyen dilué par action (euro)*** (Note 1-P)</b>	<b>9,76</b>	<b>4,98</b>	<b>2,58</b>
*Résultat opérationnel des secteurs d'activité, hors éléments non-récurrents	14 884	6 354	4 696
Résultat opérationnel net des secteurs d'activité, hors éléments non-récurrents	8 035	N.D.	N.D.
**Résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents	7 637	3 349	2 703
***Résultat net par action hors éléments non-récurrents (euros)	10,80	4,77	3,86

(1) Excepté pour le résultat net moyen dilué par action.

(2) Le compte de résultat de l'exercice 2000 est identique à celui qui figure dans les comptes consolidés présentés plus loin.

## BILAN CONSOLIDÉ

31 décembre	Montants en millions d'euros			
	2000 <sup>(1)</sup>	1999 <sup>(1)</sup>	1998	
	Pro forma			
<b>Actif</b>				
<b>Actif long terme</b>	Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 5)	2 914	3 112	3 037
	Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 6)	37 699	35 797	31 232
	Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 7)	7 752	7 482	5 427
	Autres titres de participation (Note 8)	1 714	1 866	1 698
	Autres actifs long terme (Note 9)	3 781	3 101	2 741
<b>Total actif long terme</b>		<b>53 860</b>	<b>51 358</b>	<b>44 135</b>
<b>Actif circulant</b>	Valeurs d'exploitation (Note 10)	9 400	7 863	5 476
	Clients et comptes rattachés (Note 11)	14 307	13 330	9 042
	Autres créances (Note 11)	4 955	3 853	3 526
	Valeurs mobilières de placement	641	637	797
	Disponibilités	4 600	3 941	2 949
<b>Total actif circulant</b>		<b>33 903</b>	<b>29 624</b>	<b>21 790</b>
<b>Total actif</b>		<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>65 925</b>
<b>Passif</b>				
<b>Capitaux propres (Note 12)</b>	Capital	7 039	6 975	2 671
	Primes et réserves consolidées	24 695	20 424	22 914
	Ecart de conversion	667	270	(306)
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>32 401</b>	<b>27 669</b>	<b>25 279</b>
<b>Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (Note 13)</b>		<b>537</b>	<b>597</b>	<b>882</b>
<b>Intérêts minoritaires (Note 13)</b>		<b>755</b>	<b>1 481</b>	<b>1 206</b>
<b>Provisions pour risques et charges et autres passifs long terme</b>	Provision pour régulation des cours (Note 10)	2 589	1 728	–
	Provisions pour impôts différés (Note 20)	6 222	4 675	3 126
	Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 14)	3 719	3 649	3 416
	Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme (Note 15)	4 882	4 815	4 126
<b>Total provisions pour risques et charges et autres passifs long terme</b>		<b>17 412</b>	<b>14 867</b>	<b>10 668</b>
<b>Emprunts et dettes financières à long terme (Note 16)</b>		<b>11 509</b>	<b>10 172</b>	<b>8 694</b>
<b>Dettes à court terme :</b>	Fournisseurs et comptes rattachés	9 882	9 400	6 948
	Autres créditeurs et dettes diverses (Note 17)	11 214	8 335	7 046
	Emprunts et dettes financières à court terme (Note 16)	4 053	8 461	5 202
<b>Total dettes à court terme</b>		<b>25 149</b>	<b>26 196</b>	<b>19 196</b>
<b>Total passif</b>		<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>65 925</b>

(1) Les bilans consolidés au 31 décembre 2000 et 31 décembre 1999 sont identiques aux bilans consolidés présentés plus loin.

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros		
	2000 <sup>(1)</sup>	1999 pro forma	1998 pro forma
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
Résultat de l'ensemble consolidé	7 208	3 686	1 928
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	5 561	4 998	5 345
Autres provisions long terme et impôts différés	1 522	1 119	624
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	(494)	–	–
Exploration passée en charges	514	477	604
(Plus) moins-value sur cessions d'actifs	(445)	(1 667)	(408)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(406)	(174)	(217)
Autres, nets	(3)	86	88
<b>Flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>13 457</b>	<b>8 525</b>	<b>7 964</b>
Variation de la provision pour régulation des cours	840	1 790	(420)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	(908)	(3 303)	172
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>13 389</b>	<b>7 012</b>	<b>7 716</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Investissements corporels et incorporels	(6 591)	(6 600)	(6 662)
Investissements d'exploration passés en charges	(454)	(422)	(551)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(198)	(530)	(367)
Coût d'acquisition de titres	(297)	(385)	(594)
Augmentation des prêts long terme	(799)	(558)	(628)
<b>Investissements</b>	<b>(8 339)</b>	<b>(8 495)</b>	<b>(8 802)</b>
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	957	499	392
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	68	457	201
Produits de cession d'autres titres	1 610	374	397
Remboursement de prêts long terme	606	420	431
<b>Désinvestissements</b>	<b>3 241</b>	<b>1 750</b>	<b>1 421</b>
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	(41)	178	(309)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(5 139)</b>	<b>(6 567)</b>	<b>(7 690)</b>
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Variation de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	221	46	17
Rachat d'actions propres	(1 948)	–	–
Actionnaires minoritaires	22	(424)	(30)
Autres fonds propres <sup>(2)</sup>	(108)	(406)	(243)
Dividendes payés :			
Aux actionnaires de la société mère	(1 631)	(687)	(479)
Aux actionnaires minoritaires	(200)	(908)	(971)
Emission nette d'emprunts	1 133	2 478	1 508
Variation des dettes financières à court terme	(4 952)	698	(189)
Autres, nets	(28)	(55)	(76)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(7 491)</b>	<b>742</b>	<b>(463)</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie	759	1 187	(437)
Incidence des variations de change et de périmètre	(100)	(195)	44
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	3 941	2 949	3 342
<b>Trésorerie à fin de période</b>	<b>4 600</b>	<b>3 941</b>	<b>2 949</b>

(1) Le tableau de flux de l'exercice 2000 est identique à celui qui figure dans les comptes consolidés présentés plus loin.

(2) Actions privilégiées émises par les filiales consolidées.

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Ecart de conversion	Capitaux propres
	Nombre <sup>(1)</sup>	Montant			
<b>Au 31 décembre 1998 (pro forma)</b>		2 671	22 914	(306)	25 279
Dividendes payés par Total		-	(687)	-	(687)
Dividendes payés par PetroFina		-	(264)	-	(264)
Dividendes payés par Elf		-	(546)	-	(546)
Effets des variations de situation nette Elf		3 958	(1 133)	-	2 825
Résultat net 1999		-	3 496	-	3 496
Conversion nominal en euros		582	(582)	-	-
Autres émissions d'actions		11	35	-	46
Annulation actions d'autodétention Elf		(247)	(2 759)	-	(3 006)
Variation des écarts de conversion		-	-	576	576
Autres		-	(50)	-	(50)
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>697 521 550</b>	<b>6 975</b>	<b>20 424</b>	<b>270</b>	<b>27 669</b>
Dividendes payés	-	-	(1 631)	-	(1 631)
Résultat net 2000	-	-	6 904	-	6 904
Opérations 2000 sur Elf et PetroFina	15 729 596	158	229	-	387
Autres émissions d'actions	2 532 523	25	196	-	221
Rachat d'actions propres	(11 900 000)	(119)	(1 829)	-	(1 948)
Variation des écarts de conversion	-	-	-	397	397
Plus-values de cessions d'actifs (Note 2)	-	-	549	-	549
Autres <sup>(2)</sup>	-	-	(147)	-	(147)
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>703 883 669</b>	<b>7 039</b>	<b>24 695</b>	<b>667</b>	<b>32 401</b>

(1) La variation en nombre d'actions n'est pas pertinente en approche pro forma.

(2) Principalement, effet des harmonisations comptables.

## Annexe aux comptes consolidés pro forma

(montants en millions d'euros)

### 1. Principes comptables

Les comptes consolidés de TotalFinaElf sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France, et en particulier avec l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement n° 99-02 du Comité de réglementation comptable (CRC). Par ailleurs, le Groupe applique les normes du Financial Accounting Standard Board (FASB), qui sont en conformité avec la réglementation française. Les exceptions à la mise en œuvre des normes FAS concernent l'APB 16 pour les acquisitions de PetroFina et d'Elf (comptabilité des rapprochements d'entreprises), le FAS 115 (titres et valeurs mobilières cotées), le FAS 123 (comptabilisation des plans de stock-options) et l'APB 6 (autodétention). La mise en œuvre de ces normes n'aurait pas d'impact significatif à l'exception de celle de l'APB 16, du fait de l'application aux rapprochements entre Total, PetroFina et Elf de la méthode de comptabilité d'acquisition (purchase accounting).

#### Méthode d'établissement des comptes pro forma

Les comptes consolidés pro forma respectent les principes comptables décrits ci-dessous, sous réserve des commentaires suivants :

Le compte de résultat consolidé pro forma, le bilan consolidé pro forma, le tableau de flux de trésorerie pro forma de l'exercice 2000 sont identiques aux tableaux présentés au titre des comptes consolidés.

Les comptes pro forma des exercices 1999 et 1998 ont été établis afin de refléter la situation financière du Groupe TotalFinaElf sur une base comparable à celle de l'exercice 2000 alors que le contrôle de PetroFina et de Elf Aquitaine par le Groupe a été effectif respectivement en 1999 et en 2000. Les comptes ont été établis par l'addition des données financières des Groupes Total, PetroFina et Elf Aquitaine de chaque exercice, après retraitement des états financiers des Groupes PetroFina et Elf Aquitaine selon la présentation comptable utilisée jusqu'en 1999 par Total.

Afin de refléter de manière homogène les capitaux propres consolidés, les intérêts minoritaires des Groupes PetroFina et Elf Aquitaine ont été reconnus sur les années 1998 et 1999 à un niveau correspondant à la détention de Total au 31 décembre 1999 (98,8 % pour PetroFina et 95,4 % pour Elf Aquitaine).

Les principes et les pratiques comptables ont été ultérieurement harmonisés au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et les résultats, et ont été pris en compte en ajustements des fonds propres consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2000, sans modification des comptes pro forma de l'exercice 1999 et 1998.

Sur toutes les années sous revue (2000, 1999, 1998), les augmentations de capital liées aux offres publiques d'échange de PetroFina et de Elf Aquitaine apparaissent après application de la méthode de la mise en commun d'intérêts (art. 215 du règlement n°99-02). Selon cette méthode, la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres des entreprises acquises est substituée, après retraitement aux normes comptables du Groupe, au coût des titres acquis.

Certaines informations relevant normalement des annexes pro forma pour 1999 et 1998 ont été omises dans les cas où elles n'étaient pas disponibles ou quand la présentation d'informations combinées n'aurait pas été pertinente pour les exercices concernés.

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non-récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

Jusqu'en 1999, le Groupe utilisait en parallèle un concept d'éléments exceptionnels définis comptablement et pouvant différer du concept de communication d'éléments non-récurrents. Cette distinction n'est plus retenue en 2000. La présentation des comptes 1999 et 1998 a été maintenue dans l'état des pro forma publiés pour ces exercices.

### A) Principes de consolidation

Les états financiers des sociétés jugées significatives dont le Groupe TotalFinaElf détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale. Le Groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier sous contrôle conjoint. Les entreprises sous influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 et 50 %.

Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence ne s'applique que dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

### B) Méthodes de conversion

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle. Pour la conversion en euros, les comptes en francs français ont été convertis sur la base du taux définitivement fixé, soit 1 euro égale 6,55957 francs français.

## **I Eléments monétaires**

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion".

## **II Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère**

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en francs français sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

## **C) Instruments dérivés financiers et pétroliers**

### **I Risque de taux d'intérêt et de change**

Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but quasiment exclusif de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises. Les différentiels d'intérêts ou les reports et déports attachés à ces swaps sont constatés, *pro rata temporis*, au compte de résultat, en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des contrats de futures, caps, floors et options. La variation des valeurs de marché des futures constituant des opérations de couverture est constatée au compte de résultat en charges ou produits financiers de façon symétrique aux produits et charges enregistrés sur l'élément couvert. Pour les contrats optionnels, ce même principe de symétrie s'applique aux primes.

Dans tous les cas d'instruments utilisés à des fins de couverture, le profit ou la perte qui résulte d'une résiliation anticipée de l'instrument est étalé sur la durée de vie résiduelle de l'instrument couvert.

Les éventuelles pertes latentes associées aux opérations, pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

## **II Matières premières**

Dans le cadre de son activité de négoce international, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel.

Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que futures forwards, swaps et options.

L'ensemble des positions, qu'il s'agisse des livraisons physiques ou des instruments dérivés, est évalué à la valeur de marché, et les gains et pertes latents sont enregistrés en résultat. Les gains et les pertes relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

## **D) Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition, les brevets, marques, fonds de commerce et droits au bail. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre 10 et 40 ans en fonction de l'appréciation portée sur la nature et la durée de vie des actifs concernés.

## **E) Immobilisations corporelles**

### **I Actifs d'exploration et de production d'hydrocarbures**

Le Groupe applique la méthode des "successful efforts" :

#### **Exploration**

Les dépenses de géologie et géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation en l'absence de découverte commercialisable. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés ("permis prouvés"), et en l'absence de découverte ou d'exploration planifiée ("permis non prouvés") dans un délai d'un an, sont comptabilisés en charges.

#### **Immobilisations de production pétrolière**

Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production pétrolière de l'exercice sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures.

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction de clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration et d'investissement (cost oil) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures (profit oil).

## II Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, qui inclut les frais financiers supportés jusqu'à leur mise en service.

Les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement, et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimée :

Mobilier, matériel de bureau, machine et outillage	5-10 ans
Matériel de transport	5-20 ans
Dépôts et pipelines et équipements associés	10-15 ans
Installations complexes spécialisées	8-20 ans
Constructions	10-50 ans

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées. Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

## F) Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels ou corporels, font l'objet d'un amortissement pour dépréciation lorsque leur valeur économique apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable.

L'existence d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs représentant une entité économique autonome par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction générale du Groupe ou par référence à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

La dépréciation éventuelle est comptabilisée sous la forme d'un amortissement qui ajuste la valeur historique de façon irréversible.

## G) Autres titres de participation

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 %) ou qui ont été exclues du périmètre

de consolidation, en application des principes expliqués ci-dessus, sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique, essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés.

## H) Stocks et provisions pour régulation des cours

Les stocks pétroliers sont évalués à leur prix de revient selon la méthode premier entré - premier sorti (FIFO) ou à leur valeur de marché si elle est inférieure. Les autres stocks sont généralement évalués au prix de revient moyen pondéré.

Le résultat du Groupe est défini selon la méthode du coût de remplacement. À la valeur de la consommation des stocks pétroliers calculés mois par mois aux coûts historiques se substitue une valeur de remplacement qui est fonction du coût du pétrole brut et des produits pétroliers sur la période considérée. Quand le coût de remplacement est supérieur au coût historique (effet prix sur stocks positif), une provision pour régulation des cours est constituée et affecte les charges d'exploitation.

Cette provision est inscrite en provisions pour risques et charges. Lorsque l'effet prix sur stocks devient négatif, la provision pour régulation des cours est reprise en réduction des charges d'exploitation dans la limite des montants antérieurement comptabilisés.

## I) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

## J) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté net de droits de douane et d'accises perçus pour le compte des administrations douanières.

Il comprend les livraisons de pétrole brut au titre des redevances à la production et des impôts payables en trésorerie. Les opérations de négoce de pétrole brut et de produits pétroliers sont comptabilisées en achats et ventes lorsqu'il y a livraison physique. Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers, conclues dans le cadre d'accords professionnels, sont exclues du chiffre d'affaires.

### **K) Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

### **L) Provisions pour remise en état des sites et pour risques et charges liés à l'environnement**

Le Groupe constitue des provisions pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures par un calcul à l'unité de production. Les risques liés à l'environnement des activités autres que la production d'hydrocarbures sont provisionnés lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme probables et raisonnablement estimables. Elles sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle. Les coûts futurs ne sont pas actualisés.

### **M) Impôts et impôts différés**

Le Groupe applique la méthode du report variable. Les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan ainsi que les reports déficitaires et les crédits d'impôt donnent lieu à la détermination d'impôts différés aux derniers taux d'imposition connus. Les impôts différés actifs sont provisionnés en fonction de leur probabilité de réalisation.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient, au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi – offshore et onshore, Dubaï – offshore, Oman et Abu Al-Bu Khoosh), sont inclus dans les charges d'exploitation.

### **N) Engagements de retraites et engagements sociaux autres que les retraites**

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et, dans ce cas, être totalement ou partiellement préfinancés par des placements diversifiés en actions hors Groupe, fonds commun de placement, contrats d'assurances et autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les gains et pertes actuariels résultant notamment de changements dans les hypothèses sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné. Lorsque de tels régimes sont accordés ou étendus à de nouvelles catégories de personnel, le passif actuariel, correspondant à la validation de droits antérieurs à la date d'extension ou de l'accord du nouveau régime, est réparti linéairement sur une durée n'excédant pas le nombre moyen d'années d'activité restant à courir avant l'âge de la retraite de ce personnel.

Pour les retraites complémentaires dont la gestion est confiée à des organismes extérieurs, la différence entre le passif actuariel et le fonds de garantie figure au bilan en autres actifs ou passifs à long terme.

### **O) Actions propres**

Les actions de la société mère TOTAL FINA ELF S.A. détenues par les filiales ou par elle-même, classées en titres immobilisés, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Celles inscrites en valeurs mobilières de placement sont maintenues à l'actif consolidé.

### **P) Résultat net par action**

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription d'actions et augmentations de capital.

### **Q) Eléments non-récurrents et exceptionnels**

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non-récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

Jusqu'en 1999, le Groupe utilisait en parallèle un concept d'éléments exceptionnels définis comptablement et pouvant différer du concept de communication d'éléments non-récurrents.

## R) Principaux indicateurs comptables et financiers – informations sectorielles

### Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation) :

Produits et charges d'exploitation, y compris amortissements des immobilisations corporelles, à l'exclusion des amortissements des immobilisations incorporelles et des goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession d'actifs.

### Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux mis en œuvre) :

Résultat opérationnel après déduction des amortissements des immobilisations incorporelles et des goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux mis en œuvre (dividendes des sociétés non consolidées, frais financiers capitalisés), et après impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges en rapprochement entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette).

### Résultat hors éléments non-récurrents

Résultat opérationnel, opérationnel net ou résultat net après exclusion des éléments non-récurrents décrits en note Q ci-dessus.

### Capitaux mis en œuvre

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement net des impôts différés et provisions long terme.

### Capital employé

Capitaux propres et dettes financières nettes de la trésorerie. Il est égal aux capitaux mis en œuvre.

### ROCE (Return on Capital Employed) : retour sur capitaux mis en œuvre

Rapport du résultat opérationnel net aux capitaux mis en œuvre en début de période.

### Dettes financières nettes

Emprunts et dettes financières long terme, y compris part à moins d'un an, dettes financières court terme, concours bancaires courants moins les disponibilités et dépôts court terme, et les valeurs mobilières de placement.

## 2. Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

En 2000, le Groupe a annoncé des accords de prise de participation dans des actifs de transport de gaz naturel et de production d'électricité en Amérique du Sud pour un montant global d'environ 1 milliard de dollars US. L'accord relatif aux réseaux de transport de gaz naturel en Argentine et au Chili a été finalisé avec la société canadienne TCPL le 4 février 2001, pour un montant de 440 millions de dollars US. L'accord portant sur l'acquisition des actifs de génération et de transmission électrique en Argentine de la société GENER a été signé le 2 mars 2001. Ces accords sont sans impact sur les comptes 2000.

En application de la méthode de la mise en commun d'intérêts décrite en note 1 (art. 215), les résultats sur les cessions de certains actifs de nature non opérationnelle et d'origine PetroFina et Elf intervenues après le 31 décembre 1999, sont enregistrés en capitaux propres pour la plus-value latente à cette date et en résultat pour la plus-value postérieure à cette date. Cette méthode sera applicable pour les cessions d'actifs Elf devant intervenir d'ici à fin 2001.

Elle trouve à s'appliquer pour les cessions partielles de titres Sanofi-Synthélabo, BNP Paribas et BSCH intervenues en 2000 et dont l'impact sur les comptes se résume comme suit :

(en millions d'euros)		En capitaux propres	En résultat	Total
Cessions Sanofi-Synthélabo (voir Note 7)	Plus-value avant impôt	468	231	699
	Plus-value après impôt	383	183	566
Autres cessions	Plus-value avant impôt	218	47	265
	Plus-value après impôt	166	35	201

Au premier trimestre 2001, le Groupe a finalisé les accords de cessions des activités en France de Elf Antargaz et de la logistique associée d'origine Elf imposées par la Commission européenne.

### 3. Éléments non-récurrents – Informations sectorielles

Les éléments non-récurrents du compte de résultat, selon la définition donnée en Note 1Q, sont les suivants :

#### ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>Exercice 2000</b>	Charges de restructuration	(62)	-	(2)	-	(64)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(29)	(90)	(150)	-	(269)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	-	(48)	-	(48)
	Plus-values de cession	(1)	-	-	-	(1)
<b>Total</b>		<b>(92)</b>	<b>(90)</b>	<b>(200)</b>	<b>-</b>	<b>(382)</b>
<b>Exercice 1999</b>	Charges de restructuration	(200)	-	(52)	-	(252)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(128)	(112)	(103)	-	(343)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	-	-	-	-	-
	Plus-values de cession	-	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>(328)</b>	<b>(112)</b>	<b>(155)</b>	<b>-</b>	<b>(595)</b>
<b>Exercice 1998</b>	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(961)	-	-	-	(961)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	(21)	(349)	(55)	-	(425)
	Plus-values de cession	-	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>(982)</b>	<b>(349)</b>	<b>(55)</b>	<b>-</b>	<b>(1 386)</b>

#### ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS DU RÉSULTAT NET

		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>Exercice 2000</b>	Charges de restructuration	(47)	(122)	(78)	-	(247)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(28)	(242)	(189)	-	(459)
	Plan de préretraite interne	(84)	(114)	-	(24)	(222)
	Autres éléments	-	(19)	(44)	(100)	(163)
	Plus-values de cession	86	54	-	218	358
<b>Total</b>		<b>(73)</b>	<b>(443)</b>	<b>(311)</b>	<b>94</b>	<b>(733)</b>
<b>Exercice 1999</b>	Charges de restructuration	(155)	(97)	(43)	-	(295)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(84)	(216)	(153)	-	(453)
	Plan de préretraite interne	-	(31)	-	-	(31)
	Autres éléments	-	-	-	(206)	(206)
	Plus-values de cession	18	-	2	1 112	1 132
<b>Total</b>		<b>(221)</b>	<b>(344)</b>	<b>(194)</b>	<b>906</b>	<b>147</b>
<b>Exercice 1998</b>	Charges de restructuration	-	-	-	-	-
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(814)	-	-	-	(814)
	Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
	Autres éléments	(14)	(300)	(55)	-	(369)
	Plus-values de cession	87	-	-	203	290
<b>Total</b>		<b>(741)</b>	<b>(300)</b>	<b>(55)</b>	<b>203</b>	<b>(893)</b>

## 4. Informations par secteur et par zone géographique

Pour l'exercice 2000, l'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du nouveau reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de l'entreprise.

La présentation des informations pro forma pour 1999 et 1998 est celle en vigueur pour ces deux années et dans le format du rapport annuel publié de Totalfina pour ces exercices. Elle n'a pas été modifiée pour être conforme à la nouvelle présentation 2000.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs opérationnels : Amont, Aval et Chimie.

- L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités gaz, électricité et autres énergies.
- L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le trading pétrolier et les transports maritimes.
- La Chimie comprend la Pétrochimie et les Polymères, les intermédiaires de performance et les Spécialités.

Le secteur Holding regroupe les activités fonctionnelles et financières des holdings ainsi que l'activité de santé (Sanofi-Synthelabo).

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation inter-secteurs et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

### INFORMATIONS PAR SECTEUR

Exercice 2000	Amont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
<b>(hors éléments non-récurrents)</b>						
• Chiffre d'affaires hors Groupe	11 108	82 531	20 843	75	-	114 557
• Chiffre d'affaires Groupe	14 969	2 111	403	376	(17 859)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>26 077</b>	<b>84 642</b>	<b>21 246</b>	<b>451</b>	<b>(17 859)</b>	<b>114 557</b>
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 729)	(988)	(815)	(58)	-	(4 590)
<b>Résultat opérationnel hors éléments non-récurrents</b>	<b>10 113</b>	<b>3 144</b>	<b>1 627</b>	<b>(289)</b>	<b>-</b>	<b>14 595</b>
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(12)	(127)	(161)	(12)	-	(312)
Quote-part des résultats des sociétés en équivalence	193	156	16	311	-	676
Autres éléments du résultat opérationnel net	314	22	(62)	295	-	569
Impôts sur résultat opérationnel net	(5 767)	(963)	(458)	299	-	(6 889)
<b>Résultat opérationnel net hors éléments non-récurrents</b>	<b>4 841</b>	<b>2 232</b>	<b>962</b>	<b>604</b>	<b>-</b>	<b>8 639</b>
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(648)
Intérêts minoritaires et rémunérations des actions privilégiées	-	-	-	-	-	(354)
<b>Résultat net hors éléments non-récurrents</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 637</b>
<b>ROCE en pourcentage</b>	<b>29 %</b>	<b>19 %</b>	<b>10 %<sup>(1)</sup></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Investissements bruts	5 639	1 163	1 353	184	-	8 339
Désinvestissements au prix de cession	820	685	120	1 616	-	3 241
Flux de trésorerie d'exploitation	8 059	3 145	1 768	417	-	13 389
<b>Bilan au 31 décembre 2000</b>						
Immobilisations corporelles, valeur nette	23 463	7 835	6 059	342	-	37 699
Immobilisations incorporelles, valeur nette	53	470	2359	32	-	2 914
Total actifs long terme	26 973	11 696	9 553	5 638	-	53 860
Capitaux employés	17 202	10 664	11 461	4 687	-	44 014

(1) Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 143 millions d'euros.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

	Analyse par secteur d'activité	Eléments non-récurrents	Etats financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 590)	(269)	(4 859)
Impôt sur résultat opérationnel	(6 889)	366	n/a
Impôt imputable à la dette nette	201	-	n/a
Impôt total	(6 688)	366	(6 322)
Résultat opérationnel	14 595	(382)	14 213
Résultat net	7 637	(733)	6 904

Exercice 1999	Amont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	6 434	51 252	17 268	81	-	75 035
• Chiffre d'affaires Groupe	7 744	924	234	335	(9 237)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>14 178</b>	<b>52 176</b>	<b>17 502</b>	<b>416</b>	<b>(9 237)</b>	<b>75 035</b>
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 375)	(1 102)	(888)	(34)	-	(4 399)
<b>Résultat opérationnel hors éléments non-récurrents</b>	<b>4 119</b>	<b>1 046</b>	<b>1 189</b>	<b>(240)</b>	-	<b>6 114</b>
Eléments non-récurrents du résultat opérationnel	(328)	(113)	(154)	-	-	(595)
<b>Résultat opérationnel, y compris éléments non-récurrents</b>	<b>3 791</b>	<b>933</b>	<b>1 035</b>	<b>(240)</b>	-	<b>5 519</b>
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(10)	(249)	(261)	(17)	-	(537)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	54	123	23	177	-	377
Eléments non-récurrents du résultat net	(221)	(344)	(194)	906	-	147
Investissements bruts	5 132	1 281	1 666	416	-	8 495
<b>Bilan au 31 décembre 1999</b>						
Immobilisations corporelles, valeur nette	21 494	8 304	5 638	361	-	35 797
Immobilisations incorporelles, valeur nette	63	722	2 345	(18)	-	3 112
Total actifs long terme	24 463	11 718	9 327	5 850	-	51 358
Capitaux mis en œuvre	16 848	11 563	10 755	4 636	-	43 802

Exercice 1998	Amont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	6 263	39 335	16 132	80	-	61 810
• Chiffre d'affaires Groupe	5 823	667	205	290	(6 985)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 086</b>	<b>40 002</b>	<b>16 337</b>	<b>370</b>	<b>(6 985)</b>	<b>61 810</b>
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 157)	(996)	(806)	(41)	-	(5 000)
<b>Résultat opérationnel hors éléments non-récurrents</b>	<b>2 087</b>	<b>1 258</b>	<b>1 351</b>	<b>(277)</b>	-	<b>4 419</b>
Eléments non-récurrents du résultat opérationnel	(982)	(349)	(55)	-	-	(1 386)
<b>Résultat opérationnel, y compris éléments non-récurrents</b>	<b>1 105</b>	<b>909</b>	<b>1 296</b>	<b>(277)</b>	-	<b>3 033</b>
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(25)	(109)	(165)	(27)	-	(326)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	78	117	28	157	-	380
Eléments non-récurrents du résultat net	(741)	(300)	(55)	203	-	(893)
Investissements bruts	5 492	1 271	1 618	421	-	8 802
<b>Bilan au 31 décembre 1998</b>						
Immobilisations corporelles, valeur nette	17 375	8 292	5 229	336	-	31 232
Immobilisations incorporelles, valeur nette	47	827	2 171	(8)	-	3 037
Total actifs long terme	20 044	11 522	8 432	4 137	-	44 135

## INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

		France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Extrême-Orient et reste du monde	Total
<b>Exercice 2000</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	25 858	35 911	10 389	4 121	38 278	114 557
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 020	16 406	4 844	7 361	6 982	40 613
	Investissements bruts	1 089	2 151	1 022	1 562	2 515	8 339
<b>Exercice 1999</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	17 507	22 825	7 718	2 747	24 238	75 035
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 060	17 109	4 659	6 660	5 421	38 909
	Investissements bruts	1 271	2 786	896	1 633	1 909	8 495
<b>Exercice 1998</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	15 880	19 286	6 941	2 430	17 273	61 810
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 439	15 746	4 173	5 190	3 721	34 269
	Investissements bruts	1 263	2 888	1 516	1 449	1 686	8 802

## 5. Immobilisations incorporelles

31 décembre	2000			1999	1998
(en millions d'euros)	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net
Ecarts d'acquisition	3 991	(1 701)	2 290	2 334	2 332
Autres immobilisations incorporelles	2 148	(1 524)	624	778	705
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>6 139</b>	<b>(3 225)</b>	<b>2 914</b>	<b>3 112</b>	<b>3 037</b>

## 6. Immobilisations corporelles

31 décembre	2000			1999	1998
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net
<b>Immobilisations de l'Amont</b>					
• Sur permis prouvés	48 440	(31 431)	17 009	16 765	13 106
• Sur permis non prouvés	1 046	(533)	513	577	660
• Travaux en cours	6 049	(107)	5 942	4 152	3 609
<b>Sous-total</b>	<b>55 535</b>	<b>(32 071)</b>	<b>23 464</b>	<b>21 494</b>	<b>17 375</b>
<b>Autres immobilisations</b>					
• Terrains	1 719	(352)	1 367	1 416	1 410
• Immobilisations techniques (y compris transport)	19 350	(13 011)	6 339	6 234	6 629
• Constructions	6 078	(3 337)	2 741	2 605	2 504
• Immobilisations en cours	1 369	-	1 369	1 390	880
• Autres immobilisations	6 925	(4 506)	2 419	2 658	2 434
<b>Sous-total</b>	<b>35 441</b>	<b>(21 206)</b>	<b>14 235</b>	<b>14 303</b>	<b>13 857</b>
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>90 976</b>	<b>(53 277)</b>	<b>37 699</b>	<b>35 797</b>	<b>31 232</b>

## 7. Sociétés mises en équivalence : titres et prêts

Quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence :

	31 décembre				Exercice		
	2000	1999	2000	1999	2000	1999	1998
	% de détention	% de détention	Valeur d'équivalence	Valeur d'équivalence	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)
Sanofi-Synthélabo	32,73 %	35,23 %	3 897	3 983	289	160	157
Cepsa	45,28 %	45,28 %	1 057	950	154	108	94
Cogema	14,52 %	14,52 %	404	388	26	32	17
Autres		n/a	1 286	1 110	207	77	112
Titres mis en équivalence			6 644	6 431	676	377	380
Prêts aux sociétés mises en équivalence			1 108	1 051			
<b>Total titres et prêts</b>			<b>7 752</b>	<b>7 482</b>			

Les autres sociétés mises en équivalence concernent des participations minoritaires dans des activités industrielles telles que la liquéfaction de gaz ou le transport de gaz naturel pour des montants inférieurs à 150 millions d'euros.

La valeur boursière de Cepsa s'élève à 1 115 millions d'euros au 31 décembre 2000. La valeur boursière de Sanofi-Synthélabo s'élève à 16 997 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Les bilans simplifiés des principales sociétés mises en équivalence se présentent comme suit :

### BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE CEPESA AU 31 DÉCEMBRE 2000

Actifs immobilisés	2 761	Capitaux propres	1 966
Actifs circulants	2 278	Dettes et autres passifs à long terme	1 225
		Dettes et autres passifs à court terme	1 848
<b>Total</b>	<b>5 039</b>	<b>Total</b>	<b>5 039</b>

### BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE SANOFI-SYNTHÉLABO AU 31 DÉCEMBRE 2000

Actifs immobilisés	2 045	Capitaux propres	4 304
Actifs circulants	5 800	Intérêts minoritaires	28
		Dettes et autres passifs à long terme	1 255
		Dettes et autres passifs à court terme	2 258
<b>Total</b>	<b>7 845</b>	<b>Total</b>	<b>7 845</b>

Le 18 septembre 2000, le Groupe a cédé 2,5 % du capital de Sanofi-Synthélabo, soit 18,2 millions d'actions détenues par Elf Aquitaine.

La participation d'Elf Aquitaine dans Sanofi-Synthélabo, qui était de 35,23 % du capital avant cette opération, est ramenée à 32,73 %.

En application de la méthode de la mise en commun d'intérêts, décrite en note 1, le résultat de cette cession partielle de titres est enregistré en capitaux propres pour la plus-value latente au 31 décembre 1999, soit 383 millions d'euros, et en résultat pour la plus-value postérieure à cette date, soit 183 millions d'euros.

## 8. Autres titres de participation

31 décembre		2000		1999	1998
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Titres cotés					
Ultramar Diamond Shamrock	251	–	251	232	200
BNP Paribas	235	–	235	336	261
Banco Santander Central Hispano	94	(44)	50	68	74
Autres	99	–	99	119	173
<b>Total titres cotés</b>	<b>679</b>	<b>(44)</b>	<b>635</b>	<b>755</b>	<b>708</b>
Valeur de marché des titres cotés	–	–	1 173	1 382	1 123
Autres titres					
BBPP	75	–	75	–	–
Wepec	47	(2)	45	45	45
Oman LNG LLC	23	–	23	27	25
Gasandes Argentina	25	–	25	23	12
CGES (CIM)	–	–	–	25	25
Elf Atochem Investments	–	–	–	71	30
Autres	1 603	(692)	911	920	853
<b>Total des autres titres</b>	<b>1 773</b>	<b>(694)</b>	<b>1 079</b>	<b>1 111</b>	<b>990</b>
<b>Total des autres titres de participation</b>	<b>2 452</b>	<b>(738)</b>	<b>1 714</b>	<b>1 866</b>	<b>1 698</b>

La variation de l'exercice 2000 des titres cotés correspond principalement aux cessions de titres BNP Paribas et BSCH (voir Note 2).

## 9. Autres actifs long terme

31 décembre		2000		1999	1998
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Impôts différés actifs	1 173	–	1 173	668	528
Prêts et avances <sup>(1)</sup>	2 074	(554)	1 520	1 392	1 254
Autres	1 092	(4)	1 088	1 041	959
<b>Total</b>	<b>4 339</b>	<b>(558)</b>	<b>3 781</b>	<b>3 101</b>	<b>2 741</b>

(1) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

## 10. Valeurs d'exploitation

31 décembre	2000	1999	1998
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 297	2 034	995
Produits raffinés	3 635	3 037	1 749
Produits de la chimie	3 000	2 333	2 289
Autres stocks	468	459	443
<b>Total</b>	<b>9 400</b>	<b>7 863</b>	<b>5 476</b>

Compte tenu de la méthode du coût de remplacement décrite en Note 1H, l'impact combiné de la valeur des stocks et de la provision pour régulation des cours s'analyse comme suit :

31 décembre	2000	1999	1998
Stock à l'actif du bilan (méthode premier entré - premier sorti)	9 400	7 863	5 476
Provision pour régulation des cours	(2 589)	(1 728)	–
<b>Montant net</b>	<b>6 811</b>	<b>6 135</b>	<b>5 476</b>

Le montant net ci-dessus présente une valeur des stocks, hors effet des prix, proche d'une valorisation avec une méthode de type dernier entré - premier sorti (LIFO).

## 11. Clients et comptes rattachés, autres créances

31 décembre	2000		1999	1998
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Clients et comptes rattachés <sup>(1)</sup>	14 853	(546)	14 307	13 330
Autres Créances	5 005	(50)	4 955	3 853
				9 042
				3 526

(1) Au 31 décembre 1999, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation s'élevaient respectivement à 13 781 d'euros et 451 millions d'euros.

Les autres créances sont constituées principalement de comptes courants, de créances fiscales sur les Etats, de charges constatées d'avance et des impôts différés actifs à court terme.

Les variations des créances clients et autres créances sont attribuables principalement aux effets du prix du pétrole et du gaz.

## 12. Capitaux propres

Les variations du nombre d'actions comprenant le capital social s'analysent comme suit :

### Nombre d'actions TotalFinaElf

<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 1998</b>		<b>244 333 176</b>
Actions émises en raison de :	• Exercice d'options de souscription d'actions	454 462
<b>Au 31 décembre 1998</b>		<b>244 787 638</b>
Actions émises en raison de :	• Apport des 41 % de PetroFina	43 263 855
	• OPE sur PetroFina – 1 <sup>re</sup> phase	56 322 477
	• OPE sur PetroFina – 2 <sup>e</sup> phase	4 671 864
	• OPE sur PetroFina – 3 <sup>e</sup> phase	361 602
	• OPE sur Elf Aquitaine	371 735 114
	• Exercice d'options de souscription d'actions	1 059 185
	• Exercice de warrants US	1 944
<b>Au 31 décembre 1999</b>		<b>722 203 679</b>
Actions émises en raison de :	• Augmentation de capital réservée aux salariés	1 977 193
	• Offre aux porteurs de warrants personnels PetroFina	129 762
	• OPE sur PetroFina	913 185
	• OPR sur Elf Aquitaine	14 437 768
	• Exercice d'options de souscription d'actions	552 255
	• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	248 881
	• Exercice de warrants US	3 075
<b>Au 31 décembre 2000 <sup>(1)</sup></b>		<b>740 465 798</b>

(1) Dont 36 582 129 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres.

### Augmentation de capital consécutive à l'OPR sur Elf Aquitaine

Le 24 mai 2000, le conseil d'administration a décidé de procéder à une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine.

À l'issue de l'offre qui s'est déroulée entre le 15 juin 2000 et le 1<sup>er</sup> septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

## Augmentations de capital consécutives aux offres complémentaires sur PetroFina

Conformément aux engagements pris par la Société lors du lancement en 1999 de l'offre publique sur PetroFina, les porteurs de warrants du personnel de PetroFina, exerçables à la date du 30 juin 2000, ont pu bénéficier d'une nouvelle offre réservée ouverte entre le 30 juin et le 28 juillet 2000 à la même parité que l'offre publique menée en 1999 (9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina). Sur les 30 302 warrants du personnel restant en circulation à l'issue de la première offre réservée, 28 838 ont été exercés au 30 juin 2000 en autant d'actions PetroFina, 1 464 warrants n'ayant pas été exercés à leur échéance finale. Dans le cadre de cette deuxième offre, 28 836 actions PetroFina ont été échangées contre 129 762 actions TotalFinaElf nouvellement créées.

Le 5 septembre 2000, le conseil d'administration a lancé une offre publique d'échange sur les actions PetroFina non encore détenues par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux Etats-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf.

## Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission.

Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Le total des actions souscrites dans l'exercice est de 1 977 193 actions.

## Droits particuliers de l'Etat dans le capital d'Elf Aquitaine

Le capital social d'Elf Aquitaine comprend une action spécifique résultant de la transformation d'une action ordinaire décidée par décret du 13 décembre 1993 qui confère à la République française des droits particuliers. Ce décret prévoit notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse

de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert. L'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec Elf Aquitaine donnée le 16 juillet 1999 prévoit que celle-ci devra être renouvelée dans certains cas, en particulier si TotalFinaElf vient à subir un changement de contrôle.

## Autodétention (actions TotalFinaElf détenues par elle-même)

Au 31 décembre 2000, TOTAL FINA ELF S.A. détenait 16 834 500 de ses propres actions, soit 2,27 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 4 934 500 actions affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe et qui sont traités en titres de placement et maintenus à l'actif du bilan consolidé ;
- 11 900 000 actions achetées en 2000 en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000 et déduites des capitaux propres consolidés.

## Autocontrôle (actions TotalFinaElf détenues par des filiales du Groupe)

Au 31 décembre 2000, TOTAL FINA ELF S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 25 187 447 de ses propres actions, soit 3,40 % du capital, réparties de la façon suivante :

- une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement par TOTAL FINA ELF S.A., détenait 505 318 actions TotalFinaElf. Ces actions ont été initialement acquises dans le but d'effectuer des placements de trésorerie et sont classées en titres de placement dans les comptes consolidés ;
- aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'est engagée pour le compte de ses filiales Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et Elf Atochem North America à apporter à l'offre publique d'échange initiée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés détenaient au 31 décembre 2000 respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TotalFinaElf, soit un total de 24 682 129 actions TotalFinaElf. Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

### Warrants US TotalFinaElf

En rémunération de l'opération de fusion du 5 août 1998, négociée entre PetroFina et Fina Inc., 4 451 060 warrants US PetroFina avaient été émis, lesquels donnent droit à souscrire des ADS PetroFina, à raison de 9 ADS PetroFina pour 10 warrants US PetroFina à un prix d'exercice de 42,25 USD par ADS PetroFina. Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur PetroFina menée en 1999 aux Etats-Unis, TotalFinaElf avait offert d'échanger 100 warrants US PetroFina contre 81 warrants US TotalFinaElf à créer, chaque warrant US TotalFinaElf donnant droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS. 4 140 500 warrants US PetroFina ont été apportés à l'offre, entraînant la création de 3 353 805 warrants US TotalFinaElf.

Le 8 novembre 2000, la Société TOTAL FINA ELF S.A. et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000, combinée

à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'offre publique d'échange initiale constituait une *Combination* au titre de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf. À l'issue de cette *Combination*, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

Au 31 décembre 2000, 3 579 381 warrants US TotalFinaElf sont en circulation, donnant droit à la souscription de 3 579 381 ADS TotalFinaElf, soit 1 789 690 actions TotalFinaElf.

## 13. Intérêts minoritaires et actions privilégiées émises par les filiales consolidées

### A/ VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

	<b>2000</b>
Solde début de période	1 481
Résultat 2000	304
Dividendes versés	(200)
Autres mouvements <sup>(1)</sup>	(830)
<b>Solde fin de période</b>	<b>755</b>

(1) Cette variation est principalement due en 2000 au rachat d'une partie importante des actions détenues par les actionnaires minoritaires de Elf et de PetroFina suite aux offres publiques réalisées par TOTAL FINA ELF S.A. (cf. Note 12 sur capitaux propres).

### B/ ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

<b>31 décembre 1998</b>	<b>882</b>
Emission nette de remboursement	(406)
Ecart de conversion	121
<b>31 décembre 1999</b>	<b>597</b>
Emission nette de remboursement	(108)
Ecart de conversion	48
<b>31 décembre 2000</b>	<b>537</b>

En 1999, les filiales émettrices Elf Overseas et Elf Petroleum UK ont remboursé l'équivalent de 641 millions d'euros tandis que les filiales émettrices du Groupe Totalfina ont émis l'équivalent de 235 millions d'euros.

En 2000, les filiales Elf Aquitaine Capital et Elf Aquitaine Investment ont remboursé l'équivalent de 108 millions d'euros.

Le montant global de la rémunération de ces actions privilégiées a progressivement décliné sur les trois exercices 1998, 1999 et 2000 du fait des remboursements partiels ou complets des tranches précédemment émises (respectivement 76 millions d'euros en 1998, 54 millions d'euros en 1999 et 28 millions d'euros en 2000).

## 14. Provisions pour pensions et retraites

Les provisions pour pensions et retraites sont constituées par :

	<b>31 décembre 2000</b>
Provisions pour retraites	2 216
Provisions pour autres engagements sociaux	628
Provisions pour restructurations	875
<b>Total</b>	<b>3 719</b>

### Provisions pour retraites et autres engagements sociaux

Les valeurs actuarielles et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit au 31 décembre 2000 :

	<b>Pensions de retraite</b>	<b>Autres engagements sociaux</b>
<b>Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés</b>		
– Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	5 791	546
– Droits accumulés durant l'année	101	9
– Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés	345	36
– Cotisations Employés	12	–
– Prestations payées	(240)	(49)
– (Gains) et pertes actuariels	155	9
– Différences de change, de conversion et autres	80	22
<b>Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période</b>	<b>6 244</b>	<b>573</b>
<b>Variation de la valeur actuelle des placements</b>		
– Valeur actuarielle des placements au début de la période	(3 990)	–
– Revenus financiers réels des placements	(319)	–
– Cotisations Employés	(12)	–
– Cotisations Employeurs	(797) <sup>(1)</sup>	–
– Prestations payées	99	–
– Différences de change, de conversion et autres	(97)	–
<b>Valeur actuarielle des placements à la fin de la période</b>	<b>(5 116)</b>	–
<b>(Excédent) insuffisance des placements sur les droits accumulés avec projection de salaires</b>	<b>1 128</b>	<b>573</b>
– Valeur actuarielle des octrois et extensions de garanties (pertes) et gains actuariels non amortis	191	55
– Ajustement de dette minimale (MLA)	50	–
<b>(Actif net comptabilisé) Passif net comptabilisé</b>	<b>1 369</b>	<b>628</b>
– Provisions	2 216	628
– Autres actifs à long terme	(847)	–

(1) Le Groupe a procédé à la fin de 2000 à l'externalisation de ses engagements vis-à-vis des allocataires de la caisse de retraite Elf Aquitaine (CREA) pour un montant de 794 millions d'euros auprès d'un organisme d'assurance.

<b>Hypothèses</b>	<b>Pensions de retraite</b>	<b>Autres engagements sociaux</b>
	<b>2000</b>	<b>2000</b>
Taux d'intérêt	5,82 %	5,94 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	3,51 %	–
Taux de rentabilité des placements	8,04 %	–
Taux de progression des dépenses de santé		
– Taux initial	–	4,55 %
– Taux ultime	–	5,27 %

Les charges de l'exercice s'analysent comme suit :

	<b>Pensions de retraite</b>	<b>Autres engagements sociaux</b>
	<b>2000</b>	<b>2000</b>
Droits acquis durant l'année	101	9
Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés avec projection de salaires	345	36
Revenus financiers escomptés des placements effectués	(319)	
Amortissement du différé	(173)	(3)
<b>Charges (produits) nets de retraite</b>	<b>(46)</b>	<b>42</b>

Les hypothèses d'évolution des dépenses de santé ont un effet significatif sur les évaluations des engagements en matière de couverture des frais médicaux. La variation de plus ou moins 1 % des taux de progression des dépenses de santé aurait approximativement les effets suivants sur :

	<b>Augmentation de 1 %</b>	<b>Diminution de 1 %</b>
La valeur des droits accumulés au 31 décembre	129	(98)
La charge de l'exercice	12	(9)

Les plans de retraite pour lesquels la dette actuarielle sans augmentations de salaires est supérieure à la valeur vénale des placements s'analysent ainsi :

	<b>31 décembre 2000</b>
Valeur actuarielle des droits accumulés sans augmentations de salaires	2 949
Valeur actuarielle des droits accumulés avec augmentations de salaires	3 290
Valeur actuarielle des placements	(1 335)

#### Provisions pour restructurations

Le Groupe a offert en 2000 à ses salariés, essentiellement des secteurs Amont et Aval en France, un plan de départ volontaire en retraite anticipé. Une provision pour restructuration de 384 millions d'euros a été comptabilisée à ce titre. Les provisions pour restructuration s'analysent comme suit :

	<b>2000</b>
Provisions constituées à la fin de l'exercice	875
Charges comptabilisées dans l'exercice	540

## 15. Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>1999</b>	<b>1998</b>
Provision pour litiges	197	212	177
Provision pour arrêts techniques	279	329	346
Provision pour remise en état des sites et protection de l'environnement	2 378	2 185	1 797
Autres provisions et passifs long terme	2 028	2 089	1 806
<b>Total</b>	<b>4 882</b>	<b>4 815</b>	<b>4 126</b>

## 16. Emprunts et dettes financières

### A/ Dettes financières à long terme

#### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (HORS DETTES FINANCIÈRES À MOINS D'UN AN)

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>%</b>	<b>1999</b>	<b>%</b>	<b>1998</b>	<b>%</b>
2000	-	-	-	-	1 179	14 %
2001	-	-	1 437	14 %	1 425	16 %
2002	952	8 %	1 090	11 %	1 299	15 %
2003	1 130	10 %	1 104	11 %	1 032	12 %
2004	2 181	19 %	1 706	17 %	3 759	43 %
2005	2 700	23 %	4 835	47 %	-	-
2006 et suivantes	4 546	40 %	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100 %</b>	<b>10 172</b>	<b>100 %</b>	<b>8 694</b>	<b>100 %</b>

## RÉPARTITION PAR DEVISE ET PAR TYPE DE TAUX

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux.

31 décembre	2000	%	1999	%	1998	%
Dollar US	7 413	64 %	6 557	64 %	5 519	64 %
Livre sterling	1 805	16 %	1 178	12 %	1 072	12 %
Euro	2 206	19 %	2 219	22 %	1 331	16 %
Couronne norvégienne	15	0 %	135	1 %	650	7 %
Autres devises	70	1 %	83	1 %	122	1 %
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100 %</b>	<b>10 172</b>	<b>100 %</b>	<b>8 694</b>	<b>100 %</b>

31 décembre	2000	%	1999	%	1998	%
Taux fixes	798	7 %	1 536	15 %	1 792	21 %
Taux variables	10 711	93 %	8 636	85 %	6 902	79 %
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100 %</b>	<b>10 172</b>	<b>100 %</b>	<b>8 694</b>	<b>100 %</b>

## B/ Dettes financières à moins d'un an

Les dettes financières à moins d'un an consistent principalement en des tirages sur des programmes de "commercial paper" et de billets de trésorerie, ou en emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

31 décembre	2000	1999
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	1 192	1 511
Dettes financières à court terme	1 644	5 443
Découverts bancaires	1 217	1 507
<b>Total emprunts et dettes financières à court terme</b>	<b>4 053</b>	<b>8 461</b>

## 17. Autres créditeurs et dettes diverses

31 décembre	2000	1999	1998
Dettes d'exploitation	1 338	1 466	1 157
Produits constatés d'avance	369	540	279
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	5 423	3 652	3 054
Dettes sociales	991	979	957
Autres	3 093	1 698	1 599
<b>Total</b>	<b>11 214</b>	<b>8 335</b>	<b>7 046</b>

La variation des autres créditeurs est attribuable principalement aux effets du prix du pétrole et du gaz.

## 18. Frais financiers nets

Exercice	2000	1999	1998
Produits financiers	741	597	521
Charges financières	(1 455)	(1 331)	(1 140)
Charges financières immobilisées	274	175	190
<b>Total</b>	<b>(440)</b>	<b>(559)</b>	<b>(429)</b>

## 19. Autres charges et produits, nets

Exercice	2000	1999	1998
Pertes et profits de change	(9)	(24)	(18)
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	534	262	418
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	(254)	(131)	(166)
Autres	(1 011)	13	(76)
<b>Total</b>	<b>(740)</b>	<b>120</b>	<b>158</b>

La rubrique "Autres" est constituée pour l'exercice 2000 de charges de restructuration et de plans de préretraites internes pour 773 millions d'euros et du coût du naufrage de l'*Erika* pour 160 millions d'euros (voir Note 3 : éléments non-récurrents du résultat net).

## 20. Impôt sur les sociétés

Depuis 1966, les Groupes Total et Elf sont imposés selon le régime du bénéfice consolidé, accordé par agrément du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie en France. L'agrément accordé à Elf s'est terminé au titre de l'année 1999 par une intégration au sein du régime du Groupe Totalfina selon les principes de continuité et de neutralité de ce régime fiscal. L'agrément de TotalFinaElf au régime du bénéfice consolidé a été obtenu jusqu'au 31 décembre 2001.

Les impôts sur les sociétés s'analysent ainsi :

Exercice	2000	1999	1998
Impôts courants	(5 350)	(1 798)	(1 090)
Impôts différés	(972)	(617)	(48)
<b>Total impôt sur les sociétés (y compris éléments exceptionnels)</b>	<b>(6 322)</b>	<b>(2 415)</b>	<b>(1 138)</b>

### Les principales sources d'impôts différés au 31 décembre 2000 sont les suivantes :

Déficits et crédits d'impôts reportables	545
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	1 096
Autres provisions non déductibles temporairement	1 470
<b>Total des impôts différés actifs bruts</b>	<b>3 111</b>
Provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(440)
<b>Impôts différés actifs nets</b>	<b>2 671</b>
Amortissement fiscal accéléré	(3 997)
Autres déductions fiscales temporaires	(3 514)
Provision pour impôts différés passifs	(7 511)
<b>Passif net d'impôt différé</b>	<b>(4 840)</b>

### Les impôts différés sont présentés de la manière suivante dans le bilan au 31 décembre 2000 :

Impôts différés actifs, long terme	1 173
Impôts différés actifs, court terme	209
Impôts différés passifs	(6 222)
<b>Montant net</b>	<b>(4 840)</b>

### Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt

Exercice	2000
Résultat net	6 904
Part des minoritaires	304
Impôt sur les sociétés	6 322
Résultat des sociétés mises en équivalence	(676)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>12 854</b>
Taux d'imposition français	37,8%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(4 859)</b>
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(1 758)
Différences permanentes	147
Variation de la provision pour dépréciation des impôts différés actifs	128
Autres	20
<b>Charge d'impôt au compte de résultat</b>	<b>(6 322)</b>

Les différences permanentes sont principalement dues aux amortissements d'écarts d'acquisition, aux dividendes des sociétés non consolidées et aux différences de modalité de fiscalisation de certaines filiales étrangères dans le cadre du régime du bénéfice consolidé.

## ECHÉANCIER DES CRÉDITS D'IMPÔT

Au 31 décembre 2000, le Groupe dispose de déficits et de crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

2001	14
2002	20
2003	43
2004	13
2005	220
2006 et suivants	147
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	88
<b>Total</b>	<b>545</b>

## 21. Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice			2000	1999	1998
<b>Charges de personnel (en millions d'euros)</b>					
Salaires et traitements (y compris charges sociales)			6 471	6 601	5 975
<b>Effectifs moyens du Groupe</b>	France	• Encadrement	12 056	12 156	12 365
		• Autres personnels	43 406	44 652	44 226
	Etranger	• Encadrement	13 621	14 913	15 262
		• Autres personnels	54 220	56 531	58 102
<b>Total</b>			<b>123 303</b>	<b>127 252<sup>(1)</sup></b>	<b>129 955</b>
<b>Effectifs moyens du Groupe par secteur</b>					
		Amont	14 142	14 872	15 519
		Aval	35 815	38 131	38 642
		Chimie	72 253	72 816	73 673
		Holding	1 093	1 433	1 727
<b>Total</b>			<b>123 303</b>	<b>127 252<sup>(1)</sup></b>	<b>129 955</b>

(1) Hors activité encres cédée en 1999.

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

## 22. Faits exceptionnels et litiges

Au cours de l'exercice 2000, Atofina Chemicals Inc, société de droit américain, filiale du Groupe, a fait l'objet de la part des autorités judiciaires américaines de Californie du nord de trois demandes d'informations relatives à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique. Ces demandes d'information ont pour objet de déterminer si les pratiques en question sont susceptibles de constituer des infractions civiles et/ou pénales à la législation en matière de concurrence.

La Commission européenne a également procédé à des demandes similaires auprès d'Atofina S.A., société de droit français, filiale du Groupe, et auprès d'autres sociétés de l'industrie chimique.

Le Groupe a pris les dispositions nécessaires pour coopérer avec les autorités concernées. Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer l'issue de ces investigations avec précision, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir d'impact significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou sur ses résultats. A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de faits exceptionnels ou litiges susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, le patrimoine, et les activités de la société et de ses filiales.

# Informations complémentaires sur l'activité hydrocarbures (non auditées)

### Réserves d'hydrocarbures

Les tableaux ci-après donnent, pour les réserves d'hydrocarbures liquides et pour les réserves d'hydrocarbures gazeux, une estimation par zone géographique des quantités d'huile et de gaz revenant au Groupe aux 31 décembre 2000, 1999 et 1998.

L'analyse porte sur :

- les réserves prouvées développées et non développées, ainsi que sur les variations correspondantes intervenues durant les exercices 2000, 1999 et 1998 ;
- les réserves prouvées développées.

On entend par :

- “Réserves prouvées développées et non développées”, celles qui correspondent à la part que le Groupe s'attend à produire dans le futur, selon des données techniques déjà éprouvées et dans les conditions économiques en vigueur en fin d'année ;
- “Réserves prouvées développées”, celles qui correspondent aux quantités qui pourraient être produites à partir de puits et d'installations déjà existants s'il n'y avait plus d'investissements après la fin de l'exercice.

Ces quantités s'entendent nettes de toutes redevances.

Le calcul technique de ces réserves fait partie d'un processus continu, où les estimations antérieures sont en permanence

remises en cause à la suite de nouvelles informations ; ce n'est qu'après plusieurs années de production qu'une évaluation plus assurée des réserves peut être effectuée.

Les estimations des réserves ci-dessous ne tiennent pas compte des quantités qui seraient produites, ou non produites, en cas de variation des conditions économiques ou à la suite d'innovations technologiques.

Les réserves prouvées n'incluent pas les quantités supplémentaires récupérables au-delà de la fin des concessions.

Les réserves prouvées incluent les quantités estimées attribuables au titre des contrats de partage de production. Ces estimations de réserves varient en fonction des prix des hydrocarbures en raison du mode de fonctionnement du remboursement des dépenses prévu au contrat.

Les estimations à fin 2000 ont été établies après harmonisation des principes et pratiques au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif et ont été pris en compte sans modification des réserves pro forma de l'exercice 1999 et 1998.

Les cessions de réserves en terre proviennent principalement de la vente d'actifs en Grande-Bretagne et de la cession de la filiale en République démocratique du Congo.

*N.B. : les totaux des tableaux ne correspondent pas à la somme des chiffres mentionnés en raison des arrondis.*

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES

(en millions de barils)

	Filiales consolidées					Total	Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde			
<b>Réserves prouvées développées et non développées</b>								
<b>Au 31 décembre 1997</b>	<b>1 296</b>	<b>2 087</b>	<b>96</b>	<b>115</b>	<b>521</b>	<b>4 115</b>	<b>1 790</b>	<b>5 905</b>
Révisions des estimations antérieures	134	130	3	23	84	374	(24)	350
Découvertes, extensions, autres	67	237	3	–	191	498	83	581
Acquisitions de réserves en terre	13	–	–	–	–	13	–	13
Cessions de réserves en terre	(18)	–	(16)	–	–	(34)	–	(34)
Production de l'année	(157)	(221)	(6)	(10)	(56)	(450)	(98)	(548)
<b>Au 31 décembre 1998</b>	<b>1 335</b>	<b>2 233</b>	<b>80</b>	<b>128</b>	<b>740</b>	<b>4 516</b>	<b>1 751</b>	<b>6 267</b>
Révisions des estimations antérieures	113	275	(31)	(13)	(87)	257	(24)	233
Découvertes, extensions, autres	50	204	30	2	687	973	3	976
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	1	–	1	–	1
Cessions de réserves en terre	–	–	(26)	–	(45)	(71)	(2)	(73)
Production de l'année	(150)	(210)	(5)	(10)	(68)	(443)	(93)	(535)
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>1 348</b>	<b>2 502</b>	<b>48</b>	<b>108</b>	<b>1 227</b>	<b>5 233</b>	<b>1 635</b>	<b>6 868</b>
Révisions des estimations antérieures	(20)	225	(1)	11	112	327	11	338
Découvertes, extensions, autres	29	261	3	1	53	347	–	347
Acquisitions de réserves en terre	3	0	–	–	–	3	–	3
Cessions de réserves en terre	(40)	(22)	(7)	–	(4)	(73)	–	(73)
Production de l'année	(146)	(205)	(3)	(9)	(63)	(426)	(97)	(523)
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>1 174</b>	<b>2 761</b>	<b>40</b>	<b>111</b>	<b>1 325</b>	<b>5 411</b>	<b>1 549</b>	<b>6 960</b>
<b>Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires</b>								
Au 31 décembre 1997	–	81	–	–	–	81	–	81
Au 31 décembre 1998	26	60	–	–	–	86	–	86
Au 31 décembre 1999	36	60	–	–	–	96	–	96
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>35</b>	<b>56</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>91</b>	<b>–</b>	<b>91</b>
<b>Réserves prouvées développées</b>								
Au 31 décembre 1997	802	1 068	35	85	406	2 396	1 775	4 171
Au 31 décembre 1998	845	1 052	22	93	538	2 550	1 661	4 211
Au 31 décembre 1999	975	1 176	14	74	423	2 662	1 570	4 232
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>824</b>	<b>1 156</b>	<b>9</b>	<b>69</b>	<b>416</b>	<b>2 474</b>	<b>1 023</b>	<b>3 497</b>

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties, par exemple.

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE GAZ

(en milliards de pieds cubes)

	Filiales consolidées					Total	Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde			
<b>Réserves prouvées développées et non développées</b>								
<b>Au 31 décembre 1997</b>	<b>7 302</b>	<b>2 360</b>	<b>705</b>	<b>6 139</b>	<b>921</b>	<b>17 427</b>	<b>1 590</b>	<b>19 017</b>
Révisions des estimations antérieures	157	158	66	356	83	820	10	830
Découvertes, extensions, autres	326	–	126	93	13	558	46	604
Acquisitions de réserves en terre	58	–	1	–	24	83	–	83
Cessions de réserves en terre	(59)	–	(216)	–	–	(275)	–	(275)
Production de l'année	(676)	(14)	(120)	(253)	(71)	(1 134)	(43)	(1 177)
<b>Au 31 décembre 1998</b>	<b>7 108</b>	<b>2 504</b>	<b>562</b>	<b>6 335</b>	<b>970</b>	<b>17 479</b>	<b>1 603</b>	<b>19 082</b>
Révisions des estimations antérieures	520	(62)	(85)	654	141	1 168	16	1 184
Découvertes, extensions, autres	553	–	189	25	354	1 121	100	1 221
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	81	–	81	–	81
Cessions de réserves en terre	(24)	–	(28)	–	(50)	(102)	–	(102)
Production de l'année	(625)	(51)	(94)	(312)	(77)	(1 159)	(54)	(1 213)
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>7 532</b>	<b>2 391</b>	<b>544</b>	<b>6 783</b>	<b>1 338</b>	<b>18 588</b>	<b>1 665</b>	<b>20 253</b>
Révisions des estimations antérieures	510	(135)	27	8	176	585	2	587
Découvertes, extensions, autres	97	236	98	109	734	1 274	75	1 349
Acquisitions de réserves en terre	2	–	–	–	–	2	–	2
Cessions de réserves en terre	(66)	–	(45)	–	–	(111)	–	(111)
Production de l'année	(654)	(122)	(88)	(353)	(91)	(1 308)	(67)	(1 376)
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>7 421</b>	<b>2 370</b>	<b>535</b>	<b>6 547</b>	<b>2 157</b>	<b>19 030</b>	<b>1 675</b>	<b>20 705</b>
<b>Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires</b>								
Au 31 décembre 1997	–	9	–	–	–	9	–	9
Au 31 décembre 1998	96	7	–	–	–	103	–	103
Au 31 décembre 1999	138	8	–	–	–	146	–	146
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>142</b>	<b>7</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>149</b>	<b>–</b>	<b>149</b>
<b>Réserves prouvées développées</b>								
Au 31 décembre 1997	4 547	156	483	3 519	457	9 162	597	9 759
Au 31 décembre 1998	4 264	565	308	4 457	671	10 265	857	11 122
Au 31 décembre 1999	5 054	1 824	351	4 664	654	12 547	1 665	14 212
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>5 336</b>	<b>1 555</b>	<b>334</b>	<b>4 089</b>	<b>701</b>	<b>12 015</b>	<b>1 675</b>	<b>13 690</b>

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout gaz pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties, par exemple.

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ

(en millions de barils équivalent pétrole)

	Filiales consolidées					Total	Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde			
<b>Réserves prouvées développées et non développées</b>								
<b>Au 31 décembre 1997</b>	<b>2 574</b>	<b>2 500</b>	<b>214</b>	<b>1 169</b>	<b>695</b>	<b>7 152</b>	<b>2 091</b>	<b>9 243</b>
Révisions des estimations antérieures	165	158	16	81	99	519	(23)	496
Découvertes, extensions, autres	124	237	24	14	193	592	92	684
Acquisitions de réserves en terre	23	–	–	–	5	28	–	28
Cessions de réserves en terre	(28)	–	(52)	–	–	(80)	–	(80)
Production de l'année	(275)	(223)	(27)	(55)	(69)	(649)	(107)	(756)
<b>Au 31 décembre 1998</b>	<b>2 583</b>	<b>2 672</b>	<b>175</b>	<b>1 209</b>	<b>923</b>	<b>7 562</b>	<b>2 053</b>	<b>9 615</b>
Révisions des estimations antérieures	220	265	(45)	119	(67)	492	(21)	471
Découvertes, extensions, autres	149	204	62	6	753	1 174	22	1 196
Acquisitions de réserves en terre	–	–	–	14	–	14	–	14
Cessions de réserves en terre	(4)	–	(30)	–	(54)	(88)	(2)	(90)
Production de l'année	(259)	(220)	(21)	(66)	(83)	(649)	(102)	(751)
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>2 689</b>	<b>2 921</b>	<b>141</b>	<b>1 282</b>	<b>1 472</b>	<b>8 505</b>	<b>1 950</b>	<b>10 455</b>
Révisions des estimations antérieures	156	233	6	23	147	565	12	577
Découvertes, extensions, autres	45	308	21	19	189	582	14	596
Acquisitions de réserves en terre	4	0	–	–	–	4	–	4
Cessions de réserves en terre	(51)	(23)	(15)	–	(4)	(93)	–	(93)
Production de l'année	(267)	(228)	(20)	(72)	(80)	(667)	(110)	(777)
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>2 576</b>	<b>3 211</b>	<b>133</b>	<b>1 252</b>	<b>1 724</b>	<b>8 896</b>	<b>1 866</b>	<b>10 762</b>
<b>Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires</b>								
Au 31 décembre 1997	–	83	–	–	–	83	–	83
Au 31 décembre 1998	42	61	–	–	–	103	–	103
Au 31 décembre 1999	60	61	–	–	–	121	–	121
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>62</b>	<b>57</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>120</b>	<b>–</b>	<b>120</b>
<b>Réserves prouvées développées</b>								
Au 31 décembre 1997	1 601	1 095	116	720	492	4 024	1 971	5 995
Au 31 décembre 1998	1 597	1 149	74	844	665	4 329	1 901	6 230
Au 31 décembre 1999	1 869	1 497	74	869	542	4 851	1 802	6 653
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>1 840</b>	<b>1 450</b>	<b>67</b>	<b>768</b>	<b>615</b>	<b>4 741</b>	<b>1 269</b>	<b>6 010</b>

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide ou gaz pouvant être prélevés par des tiers au titre de royalties, par exemple.

### Éléments financiers

Les tableaux présentés dans le cadre du pro forma 1999 avaient été établis selon des principes de présentation harmonisés :

- périmètre géographique : les zones géographiques sont au nombre de cinq : Europe (hors CEI), Afrique, Amérique du Nord, Extrême-Orient et reste du monde ;
- périmètre d'activité : les chiffres sont présentés nets des éléments relatifs au transport d'hydrocarbures, ainsi que des coûts de liquéfaction du gaz ;

– les quantités présentées au titre des Réserves et Productions sont nettes de toutes redevances, et les autres prélèvements (essentiellement des taxes à la production) sont classées en "Autres charges".

Les principes et les pratiques comptables ont été ultérieurement harmonisés au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur le périmètre des réserves et ont été pris en compte sans modification des calculs pro forma des exercices 1999 et 1998.

## RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE PRODUCTION D'HYDROCARBURES

Le tableau qui suit présente les produits et charges directs des opérations de production d'hydrocarbures. Ils n'englobent pas de charges financières.

Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans les résultats des activités de production des sociétés mises en équivalence est reflétée au moyen de facturation interne dans le résultat opérationnel de l'Amont.

		Filiales consolidées					Total
		Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>31 décembre 1998</b>							
<b>Chiffre d'affaires</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	1 722	65	191	439	190	2 607
	Chiffre d'affaires Groupe	1 628	2 097	116	73	370	4 284
<b>Chiffre d'affaires TotalFinaElf</b>		<b>3 350</b>	<b>2 162</b>	<b>307</b>	<b>512</b>	<b>560</b>	<b>6 891</b>
Coûts de production		(793)	(608)	(92)	(87)	(157)	(1 737)
Charges d'exploration		(132)	(195)	(64)	(52)	(170)	(613)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 219)	(1 444)	(127)	(75)	(273)	(3 138)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(92)	(185)	(16)	(2)	(71)	(366)
<b>Résultats avant impôts</b>		<b>1 114</b>	<b>(270)</b>	<b>8</b>	<b>296</b>	<b>(111)</b>	<b>1 037</b>
Impôts sur les bénéfices		(456)	(257)	(19)	(159)	(18)	(909)
<b>Résultats des opérations de production d'hydrocarbures</b>		<b>658</b>	<b>(527)</b>	<b>(11)</b>	<b>137</b>	<b>(129)</b>	<b>128</b>
<b>31 décembre 1999</b>							
<b>Chiffre d'affaires</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	1 138	156	109	716	427	2 546
	Chiffre d'affaires Groupe	2 396	3 058	154	125	706	6 439
<b>Chiffre d'affaires TotalFinaElf</b>		<b>3 534</b>	<b>3 214</b>	<b>263</b>	<b>841</b>	<b>1 133</b>	<b>8 985</b>
Coûts de production		(690)	(597)	(63)	(162)	(162)	(1 674)
Charges d'exploration		(103)	(119)	(85)	(28)	(142)	(477)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 014)	(734)	(249)	(104)	(359)	(2 460)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(82)	(287)	(12)	(5)	(120)	(506)
<b>Résultats avant impôts</b>		<b>1 645</b>	<b>1 477</b>	<b>(146)</b>	<b>542</b>	<b>350</b>	<b>3 868</b>
Impôts sur les bénéfices		(830)	(898)	44	(267)	(113)	(2 064)
<b>Résultats des opérations de production d'hydrocarbures</b>		<b>815</b>	<b>579</b>	<b>(102)</b>	<b>275</b>	<b>237</b>	<b>1 804</b>
<b>31 décembre 2000</b>							
<b>Chiffre d'affaires</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 084	462	215	1 313	866	4 940
	Chiffre d'affaires Groupe	4 121	5 407	262	209	1 105	11 104
<b>Chiffre d'affaires TotalFinaElf</b>		<b>6 205</b>	<b>5 869</b>	<b>477</b>	<b>1 522</b>	<b>1 971</b>	<b>16 044</b>
Coûts de production <sup>(3)</sup>		(786)	(531)	(98)	(156)	(255)	(1 826)
Charges d'exploration		(58)	(120)	(156)	(34)	(150)	(518)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 173)	(898)	(196)	(160)	(482)	(2 909)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(71)	(689)	(16)	(8)	(204)	(988)
<b>Résultats avant impôts</b>		<b>4 117</b>	<b>3 631</b>	<b>11</b>	<b>1 164</b>	<b>880</b>	<b>9 803</b>
Impôts sur les bénéfices		(2 358)	(2 255)	(115)	(561)	(340)	(5 629)
<b>Résultats des opérations de production d'hydrocarbures</b>		<b>1 759</b>	<b>1 376</b>	<b>(104)</b>	<b>603</b>	<b>540</b>	<b>4 174</b>
<b>Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence</b>							
Au 31 décembre 1998							104
Au 31 décembre 1999							136
<b>Au 31 décembre 2000</b>							<b>279</b>

(1) Y compris 874 millions d'euros en 1998 et 128 millions d'euros en 1999 au titre de l'application de la norme FAS 121. et 30 millions d'euros d'autres dépréciations en 2000.

(2) Taxes à la production.

(3) Y compris 57 millions d'euros de coûts liés à la fusion en 2000.

## COÛTS INDUITS

Le tableau qui suit présente les coûts induits par les acquisitions de permis, les activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures : ils comprennent à la fois les coûts capitalisés et ceux passés en charges.

(en millions d'euros)

	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>31 décembre 1998</b>						
Acquisition des permis prouvés	19	2	1	—	15	37
Acquisition des permis non prouvés	1	16	56	1	13	87
Coûts d'exploration	187	292	106	67	313	965
Coûts de développement	1 524	905	248	375	541	3 593
<b>Total</b>	<b>1 731</b>	<b>1 215</b>	<b>411</b>	<b>443</b>	<b>882</b>	<b>4 682</b>
<b>31 décembre 1999</b>						
Acquisition des permis prouvés	—	3	1	—	2	6
Acquisition des permis non prouvés	1	202	21	1	1	226
Coûts d'exploration	96	193	135	28	181	633
Coûts de développement	1 283	934	158	320	1 057	3 752
<b>Total</b>	<b>1 380</b>	<b>1 332</b>	<b>315</b>	<b>349</b>	<b>1 241</b>	<b>4 617</b>
<b>31 décembre 2000</b>						
Acquisition des permis prouvés	4	—	—	3	—	7
Acquisition des permis non prouvés	—	5	11	0	0	16
Coûts d'exploration	58	246	170	34	213	721
Coûts de développement	1 225	920	182	151	1 584	4 062
<b>Total</b>	<b>1 287</b>	<b>1 171</b>	<b>363</b>	<b>188</b>	<b>1 797</b>	<b>4 806</b>

Part des filiales du Groupe dans les coûts induits d'acquisition, d'exploration et de développement de l'activité hydrocarbures des sociétés mises en équivalence:

Au 31 décembre 1998	105
Au 31 décembre 1999	82
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>105</b>

## COÛTS CAPITALISÉS

Les coûts capitalisés représentent les montants des droits miniers prouvés et non prouvés et comprennent les actifs industriels et installations ainsi que les amortissements correspondants.

(en millions d'euros)

	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>Au 31 décembre 1998</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	20 526	11 324	1 652	1 511	2 646	37 659
Relatifs à des réserves non prouvées	804	587	339	54	277	2 061
<b>Total</b>	<b>21 330</b>	<b>11 911</b>	<b>1 991</b>	<b>1 565</b>	<b>2 923</b>	<b>39 720</b>
Amortissements cumulés	(13 872)	(7 297)	(1 230)	(400)	(994)	(23 793)
Coûts nets capitalisés	7 458	4 614	761	1 165	1 929	15 927
<b>Au 31 décembre 1999</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	24 613	14 226	1 809	2 221	3 969	46 838
Relatifs à des réserves non prouvées	97	786	413	60	186	1 542
<b>Total</b>	<b>24 710</b>	<b>15 012</b>	<b>2 222</b>	<b>2 281</b>	<b>4 155</b>	<b>48 380</b>
Amortissements cumulés	(16 143)	(9 141)	(1 429)	(610)	(1 155)	(28 478)
Coûts nets capitalisés	8 567	5 871	793	1 671	3 000	19 902
<b>Au 31 décembre 2000</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	23 072	16 276	1 693	2 595	5 848	49 484
Relatifs à des réserves non prouvées	127	996	303	38	279	1 743
<b>Total</b>	<b>23 199</b>	<b>17 272</b>	<b>1 996</b>	<b>2 633</b>	<b>6 127</b>	<b>51 227</b>
Amortissements cumulés	(14 916)	(10 701)	(1 315)	(818)	(1 747)	(29 497)
Coûts nets capitalisés	8 283	6 571	681	1 815	4 380	21 730
<b>Quote-part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence</b>						
Au 31 décembre 1998						547
Au 31 décembre 1999						629
<b>Au 31 décembre 2000</b>						<b>752</b>

### CALCUL DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS (TRANSPORT EXCLUS)

Le calcul des cash-flows nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées a été effectué selon les principes suivants :

- Prix courants : les revenus escomptés sont valorisés sur la base des prix affichés le 31 décembre ;
- Coûts de production et de développement courants : les coûts futurs relatifs aux productions des réserves prouvées sont basés sur les conditions techniques et économiques existant en fin d'année et réputées stables. Les coûts de production, contrairement au tableau des Résultats des opérations, comprennent les taxes à la production ;
- Impôts sur les bénéfices : les estimations des impôts sont calculées en fonction des législations fiscales locales existantes en fin d'année et tiennent compte des différences permanentes et des crédits d'impôts futurs.

– Actualisation : les cash-flows nets futurs sont actualisés au taux standard de 10 %.

Ces principes d'application sont ceux requis par le SFAS 69, et ne reflètent pas nécessairement les perspectives de revenus réels pouvant provenir de ces réserves, ni leur valeur actuelle : ils ne constituent donc pas des critères de décision d'investissement. Une meilleure estimation de la valeur actuelle des réserves doit prendre également en considération, entre autres facteurs, la part des réserves déjà découvertes mais non encore qualifiées de réserves prouvées, l'intégration de modifications futures dans les prix et les coûts, et un taux d'actualisation plus représentatif de la valeur temps du coût de l'argent et des risques inhérents aux calculs des réserves estimées.

(en millions d'euros)	Entités consolidées					Total Consolidé
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>Au 31 décembre 1999</b>						
Revenus (nets de redevances) futurs	48 743	66 389	2 271	21 659	29 240	168 302
Coûts de production futurs	(9 366)	(11 951)	(357)	(2 935)	(6 554)	(31 163)
Coûts de développement futurs	(4 044)	(8 647)	(496)	(1 918)	(3 751)	(18 856)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	35 333	45 791	1 418	16 806	18 935	118 283
Impôts futurs	(19 798)	(28 491)	(320)	(7 418)	(5 934)	(61 961)
Cash-flows nets futurs, après impôts	15 535	17 300	1 098	9 388	13 001	56 322
Actualisation à 10 %	(5 583)	(8 217)	(421)	(4 864)	(7 153)	(26 238)
<b>Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés</b>	<b>9 952</b>	<b>9 083</b>	<b>677</b>	<b>4 524</b>	<b>5 848</b>	<b>30 084</b>
<b>Au 31 décembre 2000</b>						
Revenus (nets de redevances) futurs	55 763	66 026	5 779	23 464	32 918	183 950
Coûts de production futurs	(6 983)	(12 219)	(290)	(3 508)	(8 110)	(31 110)
Coûts de développement futurs	(3 947)	(9 196)	(680)	(2 340)	(3 047)	(19 210)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	44 833	44 611	4 809	17 616	21 761	133 630
Impôts futurs	(24 510)	(27 969)	(1 318)	(7 809)	(10 043)	(71 649)
Cash-flows nets futurs, après impôts	20 323	16 642	3 491	9 807	11 718	61 981
Actualisation à 10 %	(7 958)	(8 014)	(1 159)	(5 034)	(6 271)	(28 436)
<b>Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés</b>	<b>12 365</b>	<b>8 628</b>	<b>2 332</b>	<b>4 773</b>	<b>5 447</b>	<b>33 545</b>
<b>Part Groupe des cash-flows nets futurs des sociétés mises en équivalence</b>						
Au 31 décembre 1999						1 751
Au 31 décembre 2000						2 511

### PRINCIPALES ORIGINES DES VARIATIONS DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS

(en millions d'euros)	2000	1999
<b>Cash-flows nets futurs actualisés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>30 084</b>	<b>9 284</b>
Ventes nettes des coûts de production et autres charges	(13 250)	(7 174)
Variation des prix et des coûts de production et autres charges	11 867	30 796
Extensions, découvertes et amélioration de la récupération	2 065	6 945
Variation des estimations des coûts de développement futurs	(1 019)	(2 570)
Coûts de développement de l'année	4 062	2 885
Révisions des estimations précédentes des quantités	1 965	3 416
Imputation de l'actualisation à 10 %	3 008	1 198
Variation nette des impôts sur les bénéfices	(4 688)	(19 326)
Acquisitions de réserves en terre	76	3 040
Cessions de réserves en terre	(625)	(313)
Variation des rythmes de production et autres	–	1 903
<b>Fin de l'année</b>	<b>33 545</b>	<b>30 084</b>

## Païement du dividende

Le paiement du dividende, dont la centralisation a été confiée à BNP Paribas, est effectué aux intermédiaires financiers teneurs de compte suivant la procédure du paiement direct par EUROCLEAR France.

BANK OF NEW YORK (48 Wall Street, New York, NY 10286, USA) assure le paiement du dividende pour les porteurs d'ADRs.

## Païement du dividende sur les certificats représentatifs d'action (CR Action)

Dans le cadre des offres publiques d'échange sur les actions PetroFina, TotalFinaElf a émis des certificats représentatifs d'action. Le CR Action est un mode de représentation des actions prévu par la loi française, émis par EUROCLEAR France, destiné à circuler exclusivement en dehors de France et ne pouvant pas être détenu par des résidents français. Le CR Action est émis soit sous forme matérielle, soit sous forme d'inscription en compte-titres, et présente les caractéristiques d'une valeur mobilière au porteur. Le CR Action est librement convertible entre la forme matérielle et l'inscription en compte. La Banque Bruxelles Lambert est la banque centralisatrice pour le paiement de tous les coupons détachés des CR Action TotalFinaElf matériels en circulation.

Le paiement des coupons détachés des certificats représentatifs d'action est effectué sans frais au guichet des établissements suivants :

### en Belgique :

BANQUE BRUXELLES LAMBERT SA  
FORTIS BANQUE SA  
KBC BANK NV

Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles  
Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles  
Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

### au Luxembourg :

BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG SA  
CREDIT EUROPEEN LUXEMBOURG SA  
KREDIETBANK Luxembourg

Avenue J.F.-Kennedy 50, 2951 Luxembourg  
Route d'Esch 52, 2965 Luxembourg  
Boulevard Royal 43, 2955 Luxembourg

### au Royaume-Uni :

IRG

Borne House, 34 Beckenham Road, Beckenham Kent, BR3 4TU

### aux Pays-Bas :

ABN-AMRO BANK NV

Herengracht 595, Amsterdam, The Netherlands

### en Allemagne :

COMMERZBANK AG  
DRESDNER BANK AG

Kaiserplatz, 60261 Frankfurt, Germany  
Frankfurt am Main, Geschäftsbereich Corporate Finance, Germany

### en Suisse :

CREDIT SUISSE  
UBS

Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Switzerland  
Bahnhofstrasse 45, 8098 Zürich, Switzerland

## STRIPS-VVPR TotalFinaElf

Dans le cadre des offres publiques d'échange sur les actions PetroFina, TotalFinaElf a offert d'échanger 2 actions PetroFina contre 9 actions TotalFinaElf à créer et 9 strips-VVPR TotalFinaElf. Un strip-VVPR est une feuille de coupons dont un coupon donne droit, pour un particulier dont le domicile fiscal est en Belgique, à bénéficier de la réduction de 25 à 15 % du précompte mobilier belge sur le dividende payé par TotalFinaElf, s'il est présenté accompagné du coupon correspondant d'une action. Tout porteur d'actions PetroFina qui a apporté ses actions à l'une des offres présentées par TotalFinaElf avait la faculté de renoncer à son droit de recevoir des strips-VVPR TotalFinaElf. Les strips-VVPR dont les porteurs d'actions PetroFina n'ont pas souhaité l'attribution ont été immédiatement annulés par TotalFinaElf. Les strips-VVPR TotalFinaElf sont négociables à la Bourse de Bruxelles, mais n'ont pas de valeur significative.

Les banques désignées comme agents payeurs en Belgique justifieront aux autorités fiscales belges la réduction de 25 à 15 % du précompte mobilier pour le nombre de coupons strips-VVPR TotalFinaElf remis à cet effet.

Au 31 décembre 2000, il y avait 56 933 514 strips-VVPR TotalFinaElf en circulation.

## COUPONS

N° du coupon	Date de détachement	Date de prescription	Nature du coupon	Montant net FRF	Montant net euros
Exercice 1995	10/06/1996	10/06/2001	Dividende	8,70 <sup>(a)</sup>	1,33
Exercice 1996	03/06/1997	03/06/2002	Dividende	10,50 <sup>(b)</sup>	1,60
Exercice 1997	27/05/1998	27/05/2003	Dividende	13,00 <sup>(b)</sup>	1,98
Exercice 1998	19/07/1999	19/07/2004	Dividende	13,11914	2,00 <sup>(b)</sup>
Exercice 1999	14/06/2000	14/06/2005	Dividende	15,4149895	2,35 <sup>(b)</sup>
Exercice 2000 <sup>(c)</sup>	29/05/2001	29/05/2006	Dividende	21,646581	3,30

(a) Pour le dividende versé au titre de l'exercice 1995, l'actionnaire a bénéficié de l'option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

(b) Les dividendes relatifs aux exercices 1996, 1997, 1998 et 1999 ont été versés en numéraire uniquement.

(c) Il sera proposé à l'assemblée générale du 17 mai 2001 de verser un dividende de 3,30 euros (soit 21,646581 FRF) par action au titre de l'exercice 2000, sous forme numéraire uniquement. Le paiement du dividende sera effectué le 29 mai 2001.

## Rappels

### Convention d'actionnaires et évolution de la participation de l'Etat

Le 26 juin 1992, l'Etat, d'une part, les AGF, le Crédit Lyonnais et le GAN, d'autre part, avaient signé une convention d'actionnaires de la Société Total pour une durée minimum de cinq ans. Par cette convention, l'Etat et les entreprises signataires définissaient les obligations (pour les entreprises signataires, incessibilité temporaire des titres concernés pour la durée du pacte ; par dérogation, cession possible des actions entre les entreprises signataires et leurs filiales détenues majoritairement ; l'Etat et les entreprises signataires étaient considérés agir de concert pour les dispositions du pacte) mises à la charge des entreprises signataires au titre de la détention et de la transmission des 18 529 437 actions Total qu'elles détenaient. La répartition de ces actions parmi les trois entreprises signataires était Crédit Lyonnais : 7 411 775 actions ; AGF : 7 411 775 actions ; GAN : 3 705 887 actions. Pour l'application de la convention, les entreprises signataires et l'Etat avaient déclaré agir de concert (avis SBF n° 92-2503 du 18 septembre 1992).

Le 18 juin 1996, un avenant à la convention du 26 juin 1992 avait modifié ces dispositions (avis SBF n° 96-2169 du 28 juin 1996). Le nombre d'actions couvertes avait été ramené à 11 millions celles-ci étant réparties comme suit : AGF supporte des obligations sur 4 400 000 actions, Consortium de Réalisation<sup>(1)</sup> sur 4 400 000 actions et GAN sur 2 200 000 actions. Cet avenant a également avancé la date d'expiration du pacte au 23 mai 1997. A cette date, les signataires de la convention du 26 juin 1992 modifiée par l'avenant du 19 juin 1996 possédaient globalement 14 269 453 actions, soit 5,85 % du capital, représentant 16 450 105 droits de vote, soit 6,28 % des droits de vote totaux.

Le pacte est arrivé à échéance le 23 mai 1997. Du fait de l'échéance du pacte et de la fin d'action de concert en résultant, chacun des signataires a franchi en baisse le seuil des 5 % des droits de vote (avis CMF du 26 mai 1997, repris par l'avis SBF n° 97-1722 du 27 mai 1997).

Par ailleurs, le 28 février 1996, l'Etat français a cédé 9,5 millions d'actions Total ramenant sa participation de 4,97 à 0,90 % du capital de la Société.

Enfin, au cours du mois boursier d'avril 1998, l'Etat français a cédé 1 197 474 actions Total. En avril 1998, il a également réalisé un échange obligatoire sur les 983 170 certificats pétroliers Total restant en circulation (en taux d'échange d'une action Total pour un certificat pétrolier). Depuis la fin de cette opération, effective le 7 mai 1998, l'Etat ne possède plus, à la connaissance de la Société, aucune action Total.

### Rapprochement de Total avec PetroFina en 1999

Le 1<sup>er</sup> décembre 1998, Total, d'une part, et Electrafina, Investor, Tractebel, Electrabel et AG 1824 (les Apporteurs), d'autre part, ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'assemblée générale mixte des actionnaires de Total du 14 janvier 1999, conditions qui ont toutes été levées au premier semestre 1999. Les 9 614 190 actions PetroFina apportées ont été échangées contre 43 263 855 nouvelles actions Total (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions Total). Total a lancé ensuite une offre publique d'échange sur l'intégralité des actions PetroFina non encore en sa possession, ouverte en Belgique et aux Etats-Unis du 6 mai au 4 juin 1999, à la même parité que la convention d'apport, au cours de laquelle 12 516 106 actions ont été apportées, donnant lieu à la création de 56 322 477 actions Total.

Durant la réouverture de l'offre du 11 juin au 2 juillet 1999 portant sur les actions PetroFina restant en circulation, 1 038 192 actions PetroFina ont été remises à l'échange, entraînant la création de 4 671 864 actions Total (dont la dénomination est devenue Totalfina le 14 juin 1999).

Enfin, Totalfina a mené une nouvelle réouverture de l'offre du 30 juin au 28 juillet 1999 portant cette fois sur les actions PetroFina issues de l'exercice au 30 juin 1999 de warrants personnels PetroFina, au cours de laquelle 80 356 actions PetroFina ont été apportées en échange de 361 602 actions nouvelles Totalfina.

### Rapprochement de Totalfina avec Elf Aquitaine en 1999

Le 13 septembre 1999, les conseils d'administration de Totalfina et d'Elf Aquitaine ont proposé à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises de façon amicale au moyen d'une offre publique d'échange par laquelle les actionnaires d'Elf Aquitaine se sont vu proposer d'échanger 13 actions Elf Aquitaine contre 19 actions nouvelles Totalfina. A l'issue de l'offre, qui s'est déroulée du 23 septembre au 15 octobre 1999, Totalfina s'est porté acquéreur des 254 345 078 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 371 735 114 actions nouvelles Totalfina.

(1) Aux termes du protocole d'accord du 5 avril 1995 modifié entre l'Etat français et le Crédit Lyonnais, le Consortium de Réalisation assumait la totalité des droits et obligations afférents à la détention des titres Total initialement détenus par le Crédit Lyonnais.

## Evolution de la participation des principaux actionnaires

### Actionnariat aux 31 décembre 1998, 1999 et 2000

Les principaux actionnaires de TotalFinaElf au 31 décembre 2000, au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 1998 sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Leur participation a été établie sur la base de 740 465 798 actions correspondant à 721 088 233 droits de vote au 31 décembre 2000, sur la base de 722 203 679 actions correspondant à 716 507 034 droits de vote au 31 décembre 1999 et sur la base de 244 787 638 actions correspondant à 261 089 757 droits de vote au 31 décembre 1998.

31 décembre	2000		1999		1998	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
<b>1. Principaux actionnaires représentés au conseil d'administration au 31 décembre 2000</b>						
AGF	0,3	0,4	0,3	0,4	1,0	1,1
BNP Paribas	0,6	0,6	0,6	0,8	0,0	0,0
Cogema	1,8	3,7	1,9	3,8	5,5	10,3
Société Générale	0,6	0,9	0,4	0,8	1,8	2,5
Electrafina <sup>(1)</sup>	3,3	3,4	3,4	3,4	0,0	0,0
Investor <sup>(2)</sup>	0,9	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0
<b>2. Salariés du Groupe</b>	<b>2,8</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,5</b>
<b>3. Autres actionnaires nominatifs (hors Groupe)</b>	<b>5,0</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>
<b>Total actionnaires stables (1+2+3)</b>	<b>15,4</b>	<b>18,9</b>	<b>14,9</b>	<b>18,4</b>	<b>12,6</b>	<b>20,5</b>
<b>Détention intragroupe</b>						
TOTAL FINA ELF S.A.	2,3	0,0	0,6	0,0	1,8	0,0
Total Nucléaire	0,1	0,0	0,1	0,0	0,9	0,0
Filiales d'Elf Aquitaine	3,3	0,0	3,4	0,0	0,0	0,0
<b>Total détention intragroupe</b>	<b>5,7</b>	<b>0,0</b>	<b>4,1</b>	<b>0,0</b>	<b>2,7</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres actionnaires au porteur</b>	<b>79,0</b>	<b>81,1</b>	<b>81,0</b>	<b>81,6</b>	<b>84,7</b>	<b>79,5</b>
<i>(dont porteurs d'ADS)<sup>(2)</sup></i>	<b>5,5</b>	<b>5,6</b>	<b>7,1</b>	<b>7,1</b>	<b>11,5</b>	<b>10,8</b>

(1) Groupe FRERE.

(2) American Depositary Shares cotés à la Bourse de New York.

TotalFinaElf a la faculté, d'après l'article 12 des statuts, de demander à EUROCLEAR France (ex-Sicovam) la liste nominative des détenteurs des titres au porteur de la Société<sup>(1)</sup>.

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital, toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 %, ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres détenus, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils (article 12 des statuts).

A défaut d'avoir été déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote

dans les assemblées d'actionnaires, dans les conditions prévues par la loi si, à l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société en font la demande lors de cette assemblée.

Toute personne physique ou morale est également tenue d'informer la Société dans les formes et délais prévus ci-dessus pour le franchissement de seuil, lorsque sa participation directe ou indirecte devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

En application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, il est précisé qu'aucun actionnaire connu ne détient, à la clôture de l'exercice 2000, 5 % ou plus des droits de vote de TotalFinaElf.

(1) Néanmoins, les actionnaires aux porteurs étrangers ne sont pas systématiquement identifiables par EUROCLEAR France ; leur capacité à être identifiés dépend notamment du lieu où se situe la banque dépositaire de leurs titres. De plus, il n'existe pas de processus d'identification des porteurs de CR Action (titres non dématérialisés).

## Relations entre TotalFinaElf et l'Etat français

Les relations entre TotalFinaElf et l'Etat français étaient régies par les conventions du 17 mai 1924 et du 25 juin 1930. Ces conventions ont expiré le 14 mars 2000. L'assemblée générale mixte du 22 mars 2000 a pris acte de l'expiration de ces conventions et a décidé de modifier en conséquence tous les articles des statuts de la Société dans lesquels figuraient les dispositions statutaires relatives aux droits particuliers de l'Etat. De ce fait, il n'est notamment plus réservé à l'Etat le droit de nommer, par décret, un représentant au conseil d'administration.

Par ailleurs, l'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec Elf Aquitaine, donnée à la Société par lettre du 16 juillet 1999, a été formulée dans le cadre de l'article 2-1 du décret n° 93-1298 du 13 décembre 1993, qui prévoit que cette autorisation devra être renouvelée si la Société *"vient à agir en concert, subir un changement de contrôle ou si l'identité d'un ou des membres du concert doit faire l'objet d'un agrément préalable. Le changement de contrôle s'entend au sens de l'article 355-1 de la loi du 24 juillet 1966"*.

## Offres complémentaires sur PetroFina

Conformément aux engagements pris par la Société lors du lancement de l'offre publique de 1999 sur PetroFina, les porteurs de warrants du personnel de PetroFina, exerçables à la date du 30 juin 2000, ont pu bénéficier d'une nouvelle offre réservée ouverte entre le 30 juin et le 28 juillet 2000 à la même parité que l'offre publique menée en 1999 (9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina). Sur les 30 302 warrants du personnel restant en circulation à l'issue de la première offre, 28 838 ont été exercés au 30 juin 2000 en autant d'actions PetroFina, 1 464 warrants n'ayant pas été exercés à leur échéance. Dans le cadre de cette deuxième offre, 28 836 actions PetroFina ont été échangées contre 129 762 actions TotalFinaElf nouvellement créées.

Le 5 septembre 2000, le conseil d'administration a lancé une offre publique d'échange sur les actions PetroFina non encore détenues par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux Etats-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf.

Le 8 novembre 2000, la Société et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000 combinée à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'offre publique d'échange initiale constituait une *Combination* au titre

de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf. A l'issue de cette *Combination*, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants, donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

A l'issue ces opérations, TotalFinaElf détenait, au 31 décembre 2000, 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % des 23 570 739 actions formant le capital de PetroFina.

Dans un avis daté du 20 novembre 2000, la Bourse de Bruxelles a annoncé sa décision de radier les actions PetroFina du marché au comptant, cette décision prenant effet le 28 décembre 2000. Ainsi, l'action PetroFina est échangée depuis le 2 janvier 2001 sur le marché des ventes publiques organisées par la Bourse de Bruxelles chaque vendredi, lequel prévoit une fixation du prix à 13 heures. De même, dans un avis daté du 22 décembre 2000, Euronext Paris SA a prononcé la décision de radiation des actions PetroFina du premier marché d'Euronext Paris SA et d'EUROCLEAR France à compter du 28 décembre 2000.

## Offre publique de retrait sur Elf Aquitaine

Le 24 mai 2000, le conseil d'administration a décidé de procéder à une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine. A l'issue de l'offre qui s'est déroulée entre le 15 juin et le 1<sup>er</sup> septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

Compte tenu des 10 635 767 actions autodétenues par Elf Aquitaine, TotalFinaElf détenait au 31 décembre 2000, directement et indirectement, 275 979 458 actions Elf Aquitaine, soit 99,43 % du capital (277 552 492 actions). A cette même date, TotalFinaElf détenait 265 343 691 droits de vote dans Elf Aquitaine, soit 99,40 % des 266 951 524 droits de vote totaux.

Dans un avis daté du 20 octobre 2000, PARISBOURSE <sup>SBF</sup> SA (devenu Euronext Paris SA) a annoncé sa décision, "suite au résultat de l'offre publique de retrait", de radier du premier marché de la Bourse de Paris les actions Elf Aquitaine.

La décision de radiation a pris effet le 3 novembre 2000. A compter du 6 novembre 2000, les actions Elf Aquitaine ont été admises au compartiment des valeurs radiées des marchés réglementés, lequel prévoit un fixing quotidien à 15 heures.

De plus, la suspension provisoire à compter du 5 septembre 2000 de la cotation des *American Depositary Shares* Elf Aquitaine au *New York Stock Exchange* (NYSE), telle que décidée par le NYSE, est devenue définitive le 18 octobre 2000 à l'ouverture du marché, après avoir été approuvée par la *Securities and Exchange Commission*. Le programme d'ADS d'Elf Aquitaine a été clôturé le 18 septembre 2000.

## Actions propres détenues par le Groupe

### Interventions sur les actions de la Société

Dans le cadre législatif du rachat d'actions créé par la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'assemblée générale du 11 mai 1999 avait donné pour une période de dix-huit mois l'autorisation au conseil d'administration de procéder à des achats et ventes en bourse des propres actions de la Société dans le respect des objectifs et modalités du programme de rachat d'actions dont la note d'information a reçu le visa COB n° 99-437 en date du 21 avril 1999 (en application du règlement COB n° 98-02 du 6 septembre 1998). Les achats devaient notamment être opérés dans les limites d'un prix maximal d'achat de 150 euros par action et d'un prix minimal de vente de 60 euros par action sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social.

L'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000 a autorisé pour une période de dix-huit mois le conseil d'administration à acheter ou vendre les actions de la Société, conformément aux modalités du programme de rachat d'actions définies dans la note d'information qui a obtenu le visa COB n° 00-709 en date du 4 mai 2000. Le prix maximal d'achat est fixé à 250 euros et le prix minimal de vente à 100 euros. Cette autorisation a remplacé celle de l'assemblée générale mixte du 11 mai 1999.

Il sera proposé à l'assemblée générale mixte du 17 mai 2001 d'approuver une autorisation relative à l'intervention sur l'action TotalFinaElf au travers d'un programme de rachat d'actions, qui devra préalablement obtenir le visa de la COB, cette autorisation remplaçant celle de l'assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000.

Au titre de l'autorisation du 11 mai 1999, 272 208 actions TotalFinaElf ont été achetées au cours de l'année 2000, au prix moyen de 148,19 euros par action. Ces actions ainsi que les 2 227 792 actions qui étaient détenues en régularisation de cours par TOTAL FINA ELF S.A. ont été affectées à la couverture du plan

d'options d'achat approuvé par le conseil d'administration du 11 juillet 2000.

Au titre de l'autorisation du 25 mai 2000, 11 900 000 actions TotalFinaElf ont été achetées au cours de l'année 2000, au prix moyen de 163,71 euros par action. Le conseil d'administration du 30 janvier 2001 a décidé d'inscrire ces actions en titres immobilisés dans les comptes de la Société.

De plus, 20 500 actions TotalFinaElf ont été cédées en 2000 consécutivement à l'exercice de 12 400 options d'achat au prix d'exercice de 615 F (93,76 euros) par action, dans le cadre du plan d'attribution de 970 000 options d'achat décidé par le conseil d'administration du 17 mars 1998, et de 8 100 options d'achat au prix d'exercice de 113 euros par action, dans le cadre du plan d'attribution de 1 500 000 options d'achat décidé par le conseil d'administration du 15 juin 1999.

Compte tenu des 4 682 792 actions déjà détenues au 31 décembre 1999, la Société possédait, au 31 décembre 2000, 16 834 500 actions TotalFinaElf.

### Autres achats d'actions par les sociétés du Groupe

Une société du Groupe, Total Nucléaire, contrôlée indirectement par la Société, détient au 31 décembre 2000, 505 318 actions TotalFinaElf.

Aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'est engagée au nom et pour le compte de ses filiales, Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et Elf Atochem North America, à apporter à l'offre publique d'échange menée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés détiennent au 31 décembre 2000 respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TotalFinaElf, soit un total de 24 682 129 actions TotalFinaElf.

Ainsi, au 31 décembre 2000, la Société détient directement ou par l'intermédiaire de sociétés de son Groupe 42 021 947 actions TotalFinaElf.

## Augmentation de capital réservée aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 2 juin 1993 a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximum égal à 5 % du capital, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés de la Société et des sociétés françaises ou étrangères qui lui sont liées.

Le conseil d'administration du 18 octobre 1994 a décidé d'effectuer une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 5 millions d'actions au prix de 254 FRF par action, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1994. 2 003 229 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription en novembre 1994. 904 014 actions ont été créées lors d'une deuxième tranche de souscription ouverte en avril 1995.

Le conseil d'administration du 5 septembre 1995 a décidé de mettre en œuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 2 millions d'actions au prix de 245 FRF par action, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1995. 133 055 actions ont été créées lors d'une première tranche de souscription réservée aux salariés des filiales étrangères ouverte en novembre 1995. Une deuxième tranche de souscription réservée à certaines filiales étrangères, non couverte par les tranches précédentes, et à certaines sociétés françaises du Groupe a été ouverte en février 1996, donnant lieu à la création de 1 244 892 actions.

Le conseil d'administration du 11 décembre 1996 a décidé de mettre en œuvre une troisième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3 millions d'actions au prix de 331 FRF par action. La première phase de souscription réservée aux salariés des filiales françaises a été ouverte du 24 février au 7 mars 1997, permettant la souscription de 1 139 447 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1996. La deuxième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 14 au 22 avril 1997, était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales ont été obtenues en temps utile. 469 073 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1996 ont été souscrites à cette occasion. La troisième phase, dont la période de souscription s'est déroulée du 12 au 21 novembre 1997, était ouverte aux salariés des pays autres que la France où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales sont intervenues postérieurement à la date de détachement du coupon (3 juin 1997). 22 236 actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1997 ont été souscrites lors de cette phase.

L'assemblée générale mixte du 13 mai 1998 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés adhérant à un plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre une augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Une première tranche de souscription réservée aux salariés des sociétés du Groupe situées en France et en Belgique a été ouverte du 13 décembre 1999 au 13 janvier 2000. 1 216 908 actions ont été souscrites au cours de cette première phase. Deux autres tranches de souscription, ouvertes du 14 février au 2 mars 2000 et du 13 au 30 mars 2000, ont été réservées aux salariés des pays autres que la France et la Belgique où le Groupe est implanté, pour lesquels les autorisations administratives locales ont été obtenues en temps utile. Au cours de la deuxième et de la troisième phase, respectivement 323 374 et 436 911 actions ont été souscrites. Le total des actions souscrites lors de ces trois tranches d'augmentation de capital réservées aux salariés est de 1 977 193 actions.

## Plan d'épargne d'entreprise

Le plan d'épargne d'entreprise donne aux salariés la faculté d'effectuer des versements volontaires auxquels la Société ajoute, dans certaines conditions, un abondement.

Les actions créées au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe sont déposées dans deux fonds intitulés "Totalfina Actionnariat France", lequel est issu de la fusion, le 3 décembre 1999, des fonds "Total Actions France 1" et "Total Actions 2", et "Totalfina Actionnariat International", qui est issu de la fusion, le 14 décembre 1999, des fonds "Total International 1", "Total International 2", "Total International 3" et "Total International 4".

Par ailleurs, les fonds salariés d'Elf Aquitaine ont apporté leurs actions Elf Aquitaine à l'offre publique d'échange menée par Totalfina du 23 septembre au 15 octobre 1999. Ces fonds sont donc investis en actions TotalFinaElf depuis le 28 octobre 1999.

Le nombre total d'actions TotalFinaElf détenues au 31 décembre 2000 se décomposait par fonds de la façon suivante :

Actionnariat TOTAL	2 134 448
Totalfina Actionnariat France	3 828 978
Totalfina Actionnariat International	1 264 986
Fonds des salariés américains	203 588
Elf Actions Totalfina France	10 780 335
Elf Actions Totalfina International	1 036 206
Elf 1992 Actions Totalfina International	47 739
Elf 2 <sup>e</sup> étape Actions Totalfina International	16 552
Privatisation n° 1 Actions Totalfina France	958 771
Privatisation Etranger Actions Totalfina	430 614
Trust USA/Canada	199 052
<b>Total des actions détenues par les fonds d'actionnariat salarié</b>	<b>20 901 269</b>

Ainsi, les salariés du Groupe détenaient au 31 décembre 2000, par l'intermédiaire des fonds d'épargne d'entreprise de TotalFinaElf et d'Elf Aquitaine, 20 901 269 actions TotalFinaElf, soit 2,82 % du capital<sup>(1)</sup> de la Société à cette date.

En 2000, le montant cumulé de l'abondement pour le Groupe s'est élevé à 38,9 millions d'euros.

*(1) Sur la base de la définition de l'actionnariat salarié au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce.*

### **Actions détenues par les organes d'administration et les mandataires sociaux**

Au 31 décembre 2000 et sur la base du registre des actions détenues en nominatif, l'ensemble des membres (personnes physiques) du conseil d'administration et des principaux dirigeants du Groupe (comité directeur et trésorier) détenait moins de 0,5 % du capital social.

## Renseignements généraux sur la Société

### Identité de la Société

#### Dénomination <sup>(1)</sup>

TOTAL FINA ELF S.A.

#### Siège social <sup>(2)</sup>

2, place de la Coupole  
La Défense 6  
92400 Courbevoie

#### Capital social

7 404 657 980 euros  
divisé en 740 465 798 actions au 31 décembre 2000.

#### Forme et nationalité

Société anonyme régie par la législation française.

#### Registre du commerce et des sociétés

542 051 180 RCS Nanterre.

#### Statuts

Déposés chez Maîtres Gildas Le Gonidec de Kerhalic  
et Frédéric Lucet, notaires associés à Paris.

#### Code APE (NAF)

111Z

#### Durée <sup>(3)</sup>

Prorogée de 99 ans à compter du 22 mars 2000, soit une expiration  
au 22 mars 2099 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

#### Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

#### Objet social résumé <sup>(4)</sup>

La Société a pour objet, directement et indirectement, en tous pays,  
la recherche et l'exploitation des gisements miniers et notamment  
d'hydrocarbures sous toutes leurs formes, l'industrie, le raffinage, la  
transformation et le commerce de ces matières ainsi que de leurs  
dérivés et sous-produits ainsi que toutes

activités relatives à la production et la distribution de toutes  
formes d'énergie, et la chimie sous toutes ses formes.

#### Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la Société

Au siège social de la Société.

#### Répartition statutaire des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et  
autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif  
social et de toutes provisions pour risques commerciaux  
et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé dans l'ordre suivant :

- 1) 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que  
ce fonds ait atteint le dixième du capital social ; après quoi  
le prélèvement affecté à sa formation cesse d'être obligatoire sauf  
à reprendre son cours si la réserve légale descendait au-dessous  
du dixième dudit capital.
- 2) La somme fixée par l'assemblée générale en vue  
de la constitution de réserves dont elle déterminera l'affectation  
ou l'emploi.
- 3) Les sommes dont l'assemblée générale décide le report  
à nouveau.

Le surplus est versé aux actionnaires.

Les fonds de réserve pourront, en vertu d'une décision  
de l'assemblée générale ordinaire ou convoquée extraordinaire sur  
proposition du Conseil, être affectés soit à des amortissements  
supplémentaires de l'actif social, soit au rachat et à l'annulation  
d'actions de la Société, soit encore à l'amortissement total des  
actions ou à leur amortissement partiel par tous moyens permis.

(1) En vertu de la dix-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 11 mai 1999, la dénomination sociale "Total" a été remplacée par "TOTAL FINA S.A." le 14 juin 1999, soit à l'issue de l'offre publique d'échange sur les actions PetroFina. L'assemblée générale mixte du 22 mars 2000 a décidé de changer la dénomination sociale "TOTAL FINA S.A." en "TOTAL FINA ELF S.A."

(2) L'assemblée générale mixte du 22 mars 2000 a décidé de transférer le siège social de la Société de la Tour Total à Puteaux au 2, place de la Coupole, à Courbevoie.

(3) L'assemblée générale mixte du 22 mars 2000 a décidé de proroger la durée de la Société, initialement fixée à 99 ans à compter du 28 mars 1924, pour une nouvelle période de 99 ans à compter du 22 mars 2000.

(4) Article 3 des statuts modifié par l'assemblée générale mixte du 22 mars 2000.

## Assemblées générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Quelques dispositions sont cependant spécifiques à TotalFinaElf, dont les suivantes :

### **Droit de vote double**

A compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives entièrement libérées et inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins.

### **Délai d'immobilisation des titres**

Les propriétaires d'actions au porteur ou inscrites sur un compte non tenu par la Société doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire du teneur de leurs comptes constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion aux lieux indiqués par l'avis de convocation, un jour au moins avant l'époque fixée pour l'assemblée.

### **Limitation du droit de vote**

Aucun actionnaire ne peut exprimer par lui-même et par mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10 % du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20 %.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

### **Franchissements de seuil statutaires**

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 % ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer TotalFinaElf. Elle doit également informer TotalFinaElf lorsque sa participation directe ou indirecte redevient inférieure à ces pourcentages.

### **Caractéristiques des actions**

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions, de valeur nominale de 10 euros.<sup>(1)</sup>

Les actions sont au porteur ou nominatives.

Pour la souscription des actions lors de chaque augmentation

de capital, les propriétaires des actions antérieurement émises auront un droit de préférence à souscrire en proportion des actions anciennes possédées par chacun d'eux.

Pour le porteur, une action donne droit dans les assemblées générales à une voix. Toutefois, à compter du 14 décembre 1994, un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

## Capital autorisé non émis au 31 décembre 2000

- Autorisation d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles avec ou sans droit préférentiel de souscription d'actions, y compris par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, pour un montant nominal maximal de 4 milliards d'euros et autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société pour un montant nominal maximal de 10 milliards d'euros (assemblée générale mixte du 22 mars 2000 - autorisation valable vingt-six mois). Compte tenu (i) de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 144 377 680 euros par émission de 14 437 768 actions nouvelles, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 2000, à la suite de l'apport de 10 828 326 actions Elf Aquitaine à l'offre publique de retrait menée par TotalFinaElf et (ii) de l'augmentation de capital d'un montant nominal de 9 131 850 euros par émission de 913 185 actions nouvelles, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 2000, à la suite de l'apport de 202 930 actions PetroFina à l'offre publique d'échange menée par TotalFinaElf, le capital autorisé non émis par émission d'actions nouvelles, sous cette autorisation, était de 3 846 490 470 euros au 31 décembre 2000.
- Autorisation de réaliser des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise dans la limite d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission (assemblée générale mixte du 13 mai 1998 - autorisation valable cinq ans). Une augmentation de capital a été mise en œuvre dans le cadre de cette autorisation, par décision du conseil d'administration du 15 novembre 1999, donnant lieu à l'émission de 1 977 193 actions nouvelles portant jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1999.

(1) En vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale mixte du 11 mai 1999, le conseil d'administration du 15 juin 1999 a décidé de convertir en euros le capital social, en augmentant la valeur nominale des actions de 50 FRF à 10 euros (65,5957 FRF) par action.

- Autorisation d'attribuer des options de souscription et d'achat d'actions réservées au personnel de TotalFinaElf dans la limite d'un montant maximal de 2,5 % du capital social existant au moment de l'attribution (assemblée générale mixte du 4 juin 1996 et assemblée générale mixte du 21 mai 1997 - autorisations valables jusqu'au 4 juin 2001). 960 000 options de souscription d'actions TotalFinaElf ont été attribuées par le conseil d'administration du 11 décembre 1996. 4 970 000 options d'achat d'actions TotalFinaElf au total ont été attribuées par les conseils d'administration en date du 17 mars 1998, du 15 juin 1999 et du 11 juillet 2000. L'assemblée générale mixte du 17 mai 2001 doit se prononcer sur une autorisation destinée à la remplacer.
- Autorisation d'annuler les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois. Cette autorisation, accordée par l'assemblée générale mixte du 11 mai 1999, est valable jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003.

## Capital potentiel

Les titres donnant accès à des actions TotalFinaElf, par exercice ou remboursement, sont :

- les options de souscription d'actions TotalFinaElf (cf. note 25 des comptes consolidés) ;
- les warrants US TotalFinaElf qui ont été émis (i) en 1999, en rémunération des warrants US PetroFina apportés à l'offre publique d'échange menée par TotalFinaElf aux Etats-Unis d'Amérique sur l'intégralité des actions et titres de capital de PetroFina et (ii) le 8 novembre 2000, en rémunération des warrants US PetroFina qui ont fait l'objet d'un échange automatique après la constatation ce même jour d'une *Combination* au sens de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. Chaque warrant US TotalFinaElf donne droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS. Au 31 décembre 2000, 3 579 381 warrants US TotalFinaElf restaient en circulation, donnant droit à la souscription de 3 579 381 ADS TotalFinaElf, soit 1 789 690 actions TotalFinaElf ;
- les actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, des bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine qui n'ont pas exercé leurs options au dernier jour de l'offre publique d'échange menée par TotalFinaElf en 1999, lesquelles actions bénéficient d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf (sur la base de la parité d'échange de l'offre, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine) garantie par la Société dans la note d'information relative à l'offre en surenchère du 22 septembre 1999.

Au 31 décembre 2000, 4 308 450 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, étaient susceptibles de bénéficier de cette faculté d'échange, donnant donc droit à la souscription d'au maximum 6 296 965 actions TotalFinaElf.

Il n'existe pas d'autres formes de capital potentiel.

## Intéressement et participation du personnel

Le 29 juin 2000, un accord d'intéressement et un accord de participation ont été signés pour les exercices 2000, 2001 et 2002 et concernent les sociétés : TOTAL FINA ELF S.A., Total Raffinage Distribution, Total Solvants, Totalgaz, Yacco, Elf Aquitaine, Elf Impex, Elf Exploration Production, Elf Aquitaine Exploration Production France, Elf Antar France, Elf Lubrifiants, Gaz Du Sud-Ouest, Elf Trading France et Somarelf.

Le montant de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement à répartir pour l'ensemble des sociétés signataires des accords de groupe au titre de l'exercice 2000 s'élève à 73,8 million d'euros.

## Politique d'information

Outre son rapport annuel, le Groupe diffuse régulièrement des informations sur ses activités à travers des publications périodiques ainsi que sur son site Internet <http://www.totalfinaelf.com>, ceci indépendamment des nouvelles d'importance significative qui font l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs, TotalFinaElf sollicite, depuis 1989, l'enregistrement de son rapport annuel comme document de référence auprès de la COB.

Enfin, le Groupe organise régulièrement des réunions d'information, tant en France qu'à l'étranger, à destination des actionnaires, journalistes et analystes financiers.

## Responsable de l'information financière

### Paris :

Ladislav Paszkiewicz  
2, place de la Coupole  
La Défense 6  
92400 Courbevoie  
Tél. : (33) (0) 1 47 44 58 53  
Fax : (33) (0) 1 47 44 58 24

### New York :

Robert Hammond  
TotalFinaElf Services, Inc.  
444 Madison Avenue  
New York, NY 10022 - 6903 - USA  
Tél. : (00 1) 212 922 30 65  
Fax : (00 1) 212 922 30 74

## Membres du conseil d'administration

### **M. Thierry Desmarest**

Président-directeur général  
(nommé administrateur le 30/05/1995)  
(renouvelé le 13/05/1998)  
(nommé Président le 31/05/1995)  
(renouvelé le 13/05/1998)

### **Lord Alexander of Weedon Q.C.**

Président de : The House of Lords Delegated Powers and Deregulation Committee  
(nommé administrateur le 04/06/1996)  
(renouvelé le 11/05/1999)

### **M. le Baron Albert Frère**

Président du conseil d'administration et administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert SA  
(nommé administrateur le 14/01/1999)

### **L'Honorable Paul Desmarais**

Président du Comité exécutif de Power Corporation du Canada  
(nommé administrateur le 14/01/1999)

### **M. Yves Barsalou**

Ancien Président de la Caisse Nationale du Crédit Agricole  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Daniel Bouton**

Président-directeur général de Société Générale  
(nommé administrateur le 21/05/1997)  
(renouvelé le 25/05/2000)

### **M. Bertrand Collomb**

Président-directeur général de Lafarge  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Xavier Dupont**

Président-directeur général de Alfi-Convertix - Luxembourg Sicav  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Michel François-Poncet**

Vice-président du conseil d'administration de BNP Paribas  
(nommé administrateur le 26/06/1987)  
(renouvelé le 11/05/1999)

### **M. Jacques Friedmann**

Ancien Président du conseil de surveillance d'AXA  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. le Baron John J. Goossens**

Président de Belgacom  
(nommé administrateur le 11/05/1999)

### **M. Frédéric Isoard**

Ancien Président d'Elf Trading SA  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Bertrand Jacquillat**

Professeur des Universités  
Cofondateur et Président-directeur général d'Associés en Finance  
(nommé administrateur le 04/06/1996)  
(renouvelé le 11/05/1999)

### **M. Antoine Jeancourt-Galignani**

Président du conseil d'administration des Assurances Générales de France  
(nommé administrateur le 30/05/1994)  
(renouvelé le 25/05/2000)

### **M<sup>me</sup> Anne Lauvergeon**

Président-directeur général de Cogema  
(nommée administrateur le 25/05/2000)

### **M. Michel Pébereau**

Président-directeur général de BNP Paribas  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Thierry de Rudder**

Administrateur délégué du Groupe Bruxelles Lambert SA et d'Electrafina  
(nommé administrateur le 14/01/1999)

### **M. Jürgen Sarrazin**

Ancien Président du Directoire de Dresdner Bank  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Robert Studer**

Ancien Président du conseil d'administration de l'Union des Banques Suisses  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

### **M. Serge Tchuruk**

Président-directeur général d'Alcatel  
(nommé administrateur le 08/11/1989)  
(renouvelé le 31/05/1995)

### **M. Pierre Vaillaud**

Ancien Président-directeur général d'Elf Aquitaine et de Technip  
(nommé administrateur le 22/03/2000)

Tous les membres du conseil d'administration sont domiciliés au siège social de TOTAL FINA ELF S.A. - 2, place de la Coupole, La Défense 6 - 92400 Courbevoie.

## Contrôle externe de la Société - Commissaires aux comptes

### Titulaires

#### KPMG Audit

1, cours Valmy, 92923 Paris-La-Défense  
Date de nomination : 13/05/1998 pour 6 exercices  
R. Amirkhanian

#### Barbier Frinault et Autres - Arthur Andersen

41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices  
P. Macioce

### Suppléants

#### Cabinet Salustro Reydel

8, avenue Delcassé, 75378 Paris Cedex 08  
Date de nomination : 20/06/1986  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

#### M. Alain Grosmann

c/o Barbier Frinault et Autres  
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants expireront à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

## Comité de nomination et des rémunérations

### Membres

M. Michel François-Poncet  
M. Bertrand Collomb  
M. Serge Tchuruk

### Missions

Etudier et soumettre au conseil d'administration toutes propositions relatives au choix des nouveaux administrateurs et des dirigeants mandataires sociaux, à la rémunération de ces derniers et au plan d'options d'achat d'actions.

## Comité d'audit

### Membres

M. Jacques Friedmann  
M. Bertrand Jacquillat  
M. Thierry de Rudder

### Missions

Donner au conseil son avis sur la qualité des comptes et sur les procédures de contrôle interne du Groupe.

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2000

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la Société TOTAL FINA ELFS.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société TOTAL FINA ELF S.A., établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2000, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 14 mars 2001

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault & Autres  
Membre d'Arthur Andersen  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros <sup>(1)</sup>		
	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires (Note 4)	114 557	42 178	24 333
Charges d'exploitation	(95 485)	(37 139)	(21 643)
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 859)	(2 235)	(1 201)
<b>Résultat opérationnel</b> (Note 4)			
	Holding	(289)	(77)
	Secteurs d'activité	14 502	2 903
<b>Total résultat opérationnel</b>	<b>14 213</b>	<b>2 804</b>	<b>1 489</b>
Frais financiers nets (Note 18)	(440)	(378)	(151)
Dividendes reçus des participations non consolidées	152	76	50
Rémunération des actions privilégiées des filiales consolidées (Note 13)	(28)	(15)	(9)
Autres charges et produits, nets (Note 19)	(740)	147	(33)
Éléments exceptionnels, nets (Note 1, Note 20)	–	(177)	–
Impôt sur les sociétés (Note 21)	(6 322)	(843)	(366)
Résultat des sociétés mises en équivalence (Note 7)	676	61	57
<b>Résultat avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>7 511</b>	<b>1 675</b>	<b>1 037</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	(303)	(110)	(105)
<b>Résultat de l'ensemble consolidé</b>	<b>7 208</b>	<b>1 565</b>	<b>932</b>
Part des minoritaires dans le résultat	304	45	46
<b>Résultat net</b>	<b>6 904</b>	<b>1 520</b>	<b>866</b>
<b>Résultat net moyen dilué par action (euro)</b> (Note 1-P)	<b>9,76</b>	<b>4,32</b>	<b>3,61</b>

(1) Excepté pour le résultat net moyen dilué par action.

Le compte de résultat de l'exercice 2000 reflète la situation du Groupe TotalFinaElf. Le compte de résultat de l'exercice 1999 intègre les filiales du Groupe Totalfina mais pas celles du Groupe Elf. Le compte de résultat de 1998 correspond au Groupe Total seul.

## BILAN CONSOLIDÉ

31 décembre	Montants en millions d'euros		
	2000	1999	1998
<b>Actif</b>			
<b>Actif long terme</b>			
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 5)	2 914	3 112	1 461
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 6)	37 699	35 797	9 968
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 7)	7 752	7 482	1 410
Autres titres de participation (Note 8)	1 714	1 866	797
Autres actifs long terme (Note 9)	3 781	3 101	715
<b>Total actif long terme</b>	<b>53 860</b>	<b>51 358</b>	<b>14 351</b>
<b>Actif circulant</b>			
Valeurs d'exploitation (Note 10)	9 400	7 863	1 863
Clients et comptes rattachés (Note 11)	14 307	13 330	3 122
Autres créances (Note 11)	4 955	3 853	1 682
Valeurs mobilières de placement	641	637	625
Disponibilités	4 600	3 941	1 522
<b>Total actif circulant</b>	<b>33 903</b>	<b>29 624</b>	<b>8 814</b>
<b>Total actif</b>	<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux propres</b> (Note 12) :			
Capital	7 039	6 975	1 866
Primes et réserves consolidées	24 695	20 424	8 786
Ecart de conversion	667	270	(306)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>32 401</b>	<b>27 669</b>	<b>10 346</b>
<b>Actions privilégiées mises par les filiales consolidées</b> (Note 13)	<b>537</b>	<b>597</b>	<b>214</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>755</b>	<b>1 481</b>	<b>240</b>
<b>Provisions pour risques et charges et autres passifs long terme</b>			
Provision pour régulation des cours (Note 10)	2 589	1 728	–
Provisions pour impôts différés (Note 21)	6 222	4 675	770
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 14)	3 719	3 649	507
Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme (Note 15)	4 882	4 815	997
<b>Total provisions pour risques et charges et autres passifs long terme</b>	<b>17 412</b>	<b>14 867</b>	<b>2 274</b>
<b>Emprunts et dettes financières long terme</b> (Note 16)	<b>11 509</b>	<b>10 172</b>	<b>3 647</b>
<b>Dettes court terme :</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	9 882	9 400	2 348
Autres créditeurs et dettes diverses (Note 17)	11 214	8 335	2 916
Emprunts et dettes financières à court terme (Note 16)	4 053	8 461	1 180
<b>Total dettes court terme</b>	<b>25 149</b>	<b>26 196</b>	<b>6 444</b>
<b>Total passif</b>	<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>

Le bilan consolidé de 2000 et de 1999 intègre les filiales du Groupe TotalFinaElf. Le bilan de 1998 est celui du Groupe Total seul.

## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Exercice	Montants en millions d'euros		
	2000	1999	1998
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
Résultat de l'ensemble consolidé	7 208	1 565	932
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	5 561	2 476	1 390
Autres provisions long terme et impôts différés	1 522	109	104
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	(494)	–	–
Exploration passée en charges	514	166	172
(Plus) moins-value sur cessions d'actifs	(445)	(110)	(117)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(406)	8	(24)
Autres, nets	(3)	10	(16)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>13 457</b>	<b>4 224</b>	<b>2 441</b>
Variation de la provision pour régulation des cours	840	1 131	(142)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 27)	(908)	(1 960)	229
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>13 389</b>	<b>3 395</b>	<b>2 528</b>
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Investissements corporels et incorporels	(6 591)	(3 726)	(2 585)
Investissements d'exploration passés en charges	(454)	(158)	(165)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(198)	(530)	(109)
Coût d'acquisition de titres	(297)	(195)	(206)
Augmentation des prêts long terme	(799)	(341)	(185)
<b>Investissements</b>	<b>(8 339)</b>	<b>(4 950)</b>	<b>(3 250)</b>
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	957	383	136
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	68	457	141
Produits de cession d'autres titres	1 610	243	255
Remboursement de prêts long terme	606	176	100
<b>Déinvestissements</b>	<b>3 241</b>	<b>1 259</b>	<b>632</b>
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	(41)	249	(356)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(5 139)</b>	<b>(3 442)</b>	<b>(2 974)</b>
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Variation de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	221	46	17
Rachat d'actions propres	(1 948)	–	–
Actionnaires minoritaires	22	25	–
Autres fonds propres <sup>(1)</sup>	(108)	235	–
<b>Dividendes payés :</b>			
aux actionnaires de la société mère	(1 631)	(687)	(479)
aux actionnaires minoritaires	(200)	(301)	(23)
Emission nette d'emprunts (Note 27)	1 133	1 079	755
Variation des dettes financières à court terme	(4 952)	435	(307)
Autres, nets	(28)	(15)	(9)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>	<b>(7 491)</b>	<b>817</b>	<b>(46)</b>
Augmentation (diminution) de la trésorerie	759	770	(492)
Incidence des variations de change et de périmètre	(100)	(281)	85
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier du Groupe Total	–	1 522	1 929
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier du Groupe PetroFina	–	131	–
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier du Groupe TotalFinaElf	3 941	–	–
<b>Trésorerie fin de période du Groupe Totalfina</b>	<b>–</b>	<b>2 142</b>	<b>1 522</b>
<b>Trésorerie fin de période du Groupe Elf</b>	<b>–</b>	<b>1 799</b>	<b>–</b>
<b>Trésorerie fin de période du Groupe</b>	<b>4 600</b>	<b>3 941</b>	<b>1 522</b>

(1) Actions privilégiées mises par les filiales consolidées.

Le tableau de flux de trésorerie de 2000 intègre les flux du Groupe TotalFinaElf ; il présente les flux du Groupe Totalfina seul en 1999 et du Groupe Total seul en 1998.

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Actions mises		Primes et réserves consolidées	Ecart de conversion	Capitaux propres
	Nombre	Montant			
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 1998</b>	<b>244 333 176</b>	<b>1 862</b>	<b>8 365</b>	<b>(69)</b>	<b>10 158</b>
Dividendes payés	–	–	(479)	–	(479)
Résultat net 1998	–	–	886	–	886
Emissions d'actions	454 462	4	14	–	18
Variation des écarts de conversion	–	–	–	(237)	(237)
<b>Au 31 d eembre 1998</b>	<b>244 787 638</b>	<b>1 866</b>	<b>8 786</b>	<b>(306)</b>	<b>10 346</b>
Dividendes payés	–	–	(687)	–	(687)
Résultat net 1999	–	–	1 520	–	1 520
Conversion du nominal en euros	–	582	(582)	–	–
Offre publique d'échange PetroFina	104 619 798	1 046	2 270	–	3 316
Offre publique d'échange Elf	371 735 114	3 717	11 891	–	15 608
Autres émissions d'actions	1 061 129	11	35	–	46
Incidence des restructurations internes sur titres consolidés	–	–	(28)	–	(28)
Variation des écarts de réévaluation	–	–	(22)	–	(22)
Variation des écarts de conversion	–	–	–	576	576
Actions propres	(24 682 129)	(247)	(2 759)	–	(3 006)
<b>Au 31 d eembre 1999</b>	<b>697 521 550</b>	<b>6 975</b>	<b>20 424</b>	<b>270</b>	<b>27 669</b>
Dividendes payés	–	–	(1 631)	–	(1 631)
Résultat net 2000	–	–	6 904	–	6 904
Opérations 2000 sur Elf et PetroFina	15 729 596	158	229	–	387
Autres émissions d'actions	2 532 523	25	196	–	221
Rachat d'actions propres	(11 900 000)	(119)	(1 829)	–	(1 948)
Variation des écarts de conversion	–	–	–	397	397
Plus-value de cessions d'actifs (Note 2)	–	–	549	–	549
Autres <sup>(1)</sup>	–	–	(147)	–	(147)
<b>Au 31 d eembre 2000</b>	<b>703 883 669</b>	<b>7 039</b>	<b>24 695</b>	<b>667</b>	<b>32 401</b>

(1) Principalement effet des harmonisations comptables.

## Annexe aux comptes consolidés (montants en millions d'euros)

### 1. Principes comptables

Les comptes consolidés de TotalFinaElf sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France, et en particulier avec l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement n° 99-02 du Comité de réglementation comptable (CRC). Par ailleurs, le Groupe applique les normes du Financial Accounting Standard Board (FASB) qui sont en conformité avec la réglementation française. Les exceptions à la mise en œuvre des normes FAS concernent l'APB 16 pour les acquisitions de PetroFina et Elf (comptabilité des rapprochements d'entreprises), le FAS 115 (titres et valeurs mobilières cotées), le FAS 123 (comptabilisation des plans de stock-options) et l'APB 6 (autodétention). La mise en œuvre de ces normes n'aurait pas d'impact significatif à l'exception de celle de l'APB 16, du fait de l'application aux rapprochements entre Total, PetroFina et Elf de la méthode de comptabilité d'acquisition (purchase accounting).

#### Harmonisation des méthodes et des présentations comptables

Les comptes consolidés respectent les principes comptables décrits ci-dessous. Les principes et pratiques comptables ont été harmonisés en 2000 au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et les résultats et ont été pris en compte en ajustement des fonds propres consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2000 sans modification des comptes de l'exercice 1999 et 1998.

Sur toutes les années présentées, les augmentations de capital liées aux offres publiques d'échange de PetroFina et de Elf Aquitaine apparaissent après application de la méthode de la mise en commun des intérêts (article 215 du règlement 99-02). Selon cette méthode, la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres des entreprises acquises est substituée, après retraitement aux normes comptables du Groupe, au coût des titres acquis.

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non-récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

Jusqu'en 1999, le Groupe utilisait en parallèle un concept d'éléments exceptionnels définis comptablement et pouvant différer du concept de communication d'éléments non-récurrents. Cette distinction n'est plus retenue en 2000. La présentation des comptes 1999 et 1998 a été maintenue dans l'état des comptes publiés pour ces exercices.

### A) Principes de consolidation

Les états financiers des sociétés jugées significatives dont le Groupe TotalFinaElf détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier sous contrôle conjoint. Les entreprises sous influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 % et 50 %.

Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence ne s'applique que dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

### B) Méthodes de conversion

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle. Pour la conversion en euros, les comptes en francs français ont été convertis sur la base d'un taux définitivement fixé, soit un euro égale 6,55957 francs français.

#### Éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion".

#### II Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en francs français sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Ecart de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

## C) Instruments dérivés financiers et produits

### I Risque de taux d'intérêt et de change

Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but quasiment exclusif de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises. Les différentiels d'intérêts ou les reports et déports attachés à ces swaps sont constatés, prorata temporis, au compte de résultat en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des contrats de "futures", caps, floors et options. La variation des valeurs de marché des futures constituant des opérations de couverture est constatée au compte de résultat en charges ou produits financiers de façon symétrique aux produits et charges enregistrés sur l'élément couvert. Pour les contrats optionnels, ce même principe de symétrie s'applique aux primes.

Dans tous les cas d'instruments utilisés à des fins de couverture, le profit ou la perte qui résulte d'une résiliation anticipée de l'instrument est étalé sur la durée de vie résiduelle de l'instrument couvert.

Les éventuelles pertes latentes associées aux opérations pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

### II Matières premières

Dans le cadre de son activité de négoce international, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel.

Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que "futures", forwards, swaps et options.

L'ensemble des positions, qu'il s'agisse des livraisons physiques ou des instruments dérivés, est évalué à la valeur de marché et les gains et pertes latents enregistrés en résultat. Les gains et les pertes relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

## D) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition, les brevets, marques, fonds de commerce et droits au bail. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre 10 et 40 ans en fonction de l'appréciation portée sur la nature et la durée de vie des actifs concernés.

## E) Immobilisations corporelles

### I Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe applique la méthode des "successful efforts" :

#### Exploration

Les dépenses de géologie/géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation en l'absence de découverte commercialisable. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés ("permis prouvés"), et en l'absence de découverte ou d'exploration planifiée ("permis non prouvés"), dans un délai d'un an, sont comptabilisés en charges.

#### Immobilisations de production pétrolière

Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production pétrolière de l'exercice sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures.

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction des clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration et d'investissement (cost oil) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures (profit oil).

### II Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, qui inclut les frais financiers supportés jusqu'à leur mise en service. Les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimée :

Mobilier, matériel de bureau, machine et outillage	5-10 ans
Matériel de transport	5-20 ans
Dépôts et pipelines et équipements associés	10-15 ans
Installations complexes spécialisées	8-20 ans
Constructions	10-50 ans

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées. Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

## F) Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels ou corporels, font l'objet d'un amortissement pour dépréciation lorsque leur valeur économique apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable.

L'existence d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs représentant une entité économique autonome par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction générale du Groupe ou par référence à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

La dépréciation éventuelle est comptabilisée sous la forme d'un amortissement qui ajuste la valeur historique de façon irréversible.

## G) Autres titres de participation

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 % ou qui ont été exclues du périmètre de consolidation en application des principes expliqués ci-dessus) sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique, essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés.

## H) Stocks et provisions pour régulation des cours

Les stocks pétroliers sont évalués à leur prix de revient selon la méthode premier entré - premier sorti (FIFO) ou à leur valeur de marché si elle est inférieure. Les autres stocks sont généralement évalués au prix de revient moyen pondéré.

Le résultat du Groupe est défini selon la méthode du coût de remplacement. A la valeur de la consommation des stocks pétroliers calculés mois par mois aux coûts historiques se substitue une valeur de remplacement qui est fonction du coût du pétrole brut et des produits pétroliers sur la période considérée. Quand le coût de remplacement est supérieur au coût historique (effet prix sur stocks positif), une provision pour régulation des cours est constituée et affecte les charges d'exploitation.

Cette provision est inscrite en provisions pour risques et charges. Lorsque l'effet prix sur stocks devient négatif, la provision pour régulation des cours est reprise en réduction des charges d'exploitation dans la limite des montants antérieurement comptabilisés.

## I) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

## J) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est présenté net de droits de douane et d'accises perçus pour le compte des administrations douanières.

Il comprend les livraisons de pétrole brut au titre des redevances à la production et des impôts payables en trésorerie. Les opérations de négoce de pétrole brut et de produits pétroliers sont comptabilisées en achats et ventes lorsqu'il y a livraison physique. Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers conclues dans le cadre d'accords professionnels sont exclues du chiffre d'affaires.

## K) Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

## L) Provisions pour remise en état des sites et pour risques et charges liés à l'environnement

Le Groupe constitue des provisions pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures par un calcul à l'unité de production. Les risques liés à l'environnement des activités autres que la production d'hydrocarbures sont provisionnés lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme

probables et raisonnablement estimables. Elles sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle. Les coûts futurs ne sont pas actualisés.

### **M) Impôts et impôts différés**

Le Groupe applique la méthode du report variable. Les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan ainsi que les reports déficitaires et les crédits d'impôt donnent lieu à la détermination d'impôts différés aux derniers taux d'imposition connus. Les impôts différés actifs sont provisionnés en fonction de leur probabilité de réalisation.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi - offshore et onshore, Dubaï - offshore, Oman et Abu Al-Bu Khoosh), sont inclus dans les charges d'exploitation.

### **N) Engagement de retraites et engagements sociaux autres que les retraites**

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements diversifiés en actions hors Groupe, fonds commun de placement, contrats d'assurances et autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les gains et pertes actuariels résultant notamment de changements dans les hypothèses sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné. Lorsque de tels régimes sont accordés ou étendus à de nouvelles catégories de personnel, le passif actuariel, correspondant à la validation de droits antérieurs à la date d'extension ou de l'accord du nouveau régime, est réparti linéairement sur une durée n'excédant pas le nombre moyen d'années d'activité restant à courir avant l'âge de la retraite de ce personnel.

Pour les retraites complémentaires dont la gestion est confiée à des organismes extérieurs, la différence entre le passif actuariel et le fonds de garantie figure au bilan en autres actifs ou passifs à long terme.

### **O) Actions propres**

Les actions de la société mère TOTAL FINA ELF S.A. détenues par les filiales ou elle-même, classées en titres immobilisés, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Celles inscrites en valeurs mobilières de placement sont maintenues à l'actif consolidé.

### **P) Résultat net par action**

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription d'actions et augmentations de capital.

### **Q) Éléments non-récurrents et exceptionnels**

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non-récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

Jusqu'en 1999, le Groupe utilisait en parallèle un concept d'éléments exceptionnels définis comptablement et pouvant différer du concept de communication d'éléments non-récurrents.

### **R) Principaux indicateurs comptables et financiers – informations sectorielles**

#### **Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation) :**

Produits et charges d'exploitation, y compris amortissements des immobilisations corporelles, à l'exclusion des amortissements d'immobilisations incorporelles et de goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession d'actifs.

#### **Résultat opérationnel net (critère de mesure de la performance des capitaux mis en œuvre) :**

Résultat opérationnel après déduction des amortissements des immobilisations incorporelles et des goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux mis en œuvre

(dividendes des sociétés non consolidées, frais financiers capitalisés), et après impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges en rapprochement entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette).

#### Résultat hors éléments non-récurrents :

Résultat opérationnel, opérationnel net ou résultat net après exclusion des éléments non-récurrents décrits en Note Q ci-dessus.

#### Capitaux mis en œuvre :

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, nets des impôts différés et provisions long-terme.

#### Capital employé :

Dettes financières nettes de trésorerie et capitaux propres. Il est égal aux capitaux mis en œuvre.

#### ROCE (Return on Capital Employed) : retour sur capitaux mis en œuvre :

Rapport du résultat opérationnel net aux capitaux mis en œuvre en début de période.

#### Dettes financières nettes :

Emprunts et dettes financières long-terme, y compris part à moins d'un an, dettes financières court-terme, concours bancaires courants moins les disponibilités et dépôts court terme et valeurs mobilières de placement.

## 2. Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions

En 2000, le Groupe a annoncé des accords de prise de participation dans des actifs de transport de gaz naturel et de production d'électricité en Amérique du Sud pour un montant global d'environ un milliard de dollars US. L'accord relatif aux réseaux de transport de gaz naturel en Argentine et au Chili a été finalisé avec la société canadienne TCPL le 4 février 2001 pour un montant de 440 millions de dollars US. L'accord portant sur l'acquisition des actifs de génération et de transmission électrique en Argentine de la société GENER a été signé le 2 mars 2001. Ces accords sont sans impact sur les comptes 2000.

En application de la méthode de la mise en commun d'intérêts décrite en Note 1 (article 215), les résultats sur les cessions de certains actifs de nature non opérationnelle et d'origine PetroFina et Elf intervenues après le 31 décembre 1999, sont enregistrés en capitaux propres pour la plus-value latente à cette date et en résultat pour la plus-value postérieure à cette date. Cette méthode sera applicable pour les cessions d'actifs Elf devant intervenir d'ici à fin 2001.

Elle trouve à s'appliquer pour les cessions partielles de titres Sanofi Synthélabo, BNP Paribas et BSCH intervenues en 2000 et dont l'impact sur les comptes se résume comme suit :

		En capitaux propres	En résultat	Total
Cessions Sanofi-Synthélabo (Note 7)	Plus-value avant impôt	468	231	699
	Plus-value après impôt	383	183	566
Autres cessions	Plus-value avant impôt	218	47	265
	Plus-value après impôt	166	35	201

Au premier trimestre 2001, le Groupe a finalisé les accords de cessions des activités en France de Elf Antargaz et de la logistique associée d'origine Elf imposés par la Commission européenne.

### 3. Eléments non-récurrents – informations sectorielles

Les éléments non-récurrents du compte de résultat, selon la définition donnée en Note 1Q, sont les suivants :

Eléments non-récurrents du résultat opérationnel :

		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>Exercice 2000</b>	Charges de restructuration	(62)	–	(2)	–	(64)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(29)	(90)	(150)	–	(269)
	Plan de préretraite interne	–	–	–	–	–
	Autres éléments	–	–	(48)	–	(48)
	Plus-values de cession	(1)	–	–	–	(1)
<b>Total</b>		<b>(92)</b>	<b>(90)</b>	<b>(200)</b>	<b>–</b>	<b>(382)</b>

Eléments non-récurrents du résultat net :

<b>TOTALFINAELF</b>		Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>EXERCICE 2000</b>	Charges de restructuration	(47)	(122)	(78)	–	(247)
	Amortissements exceptionnels (FAS 121)	(28)	(242)	(189)	–	(459)
	Plan de préretraite interne	(84)	(114)	–	(24)	(222)
	Autres éléments	–	(19)	(44)	(100)	(163)
	Plus-values de cession	86	54	–	218	358
<b>Total</b>		<b>(73)</b>	<b>(443)</b>	<b>(311)</b>	<b>94</b>	<b>(733)</b>

### 4. Informations par secteur et par zone géographique

Pour l'exercice 2000, l'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de l'entreprise. Elle présente les indicateurs correspondant au Groupe TotalFinaElf.

La présentation des informations pour 1999 et 1998 correspond à celle en vigueur dans le cadre du Groupe Totalfina pour ces deux années dans le format du rapport annuel publié pour ces exercices. Elle n'a pas été modifiée pour être conforme à la nouvelle présentation 2000. Elle correspond aux indicateurs du Groupe Totalfina en 1999 et du Groupe Total seul pour 1998.

Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs opérationnels : Amont, Aval et Chimie :

- L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités gaz, électricité et autres énergies.

- L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le trading pétrolier et les transports maritimes.

- La Chimie comprend la Pétrochimie et les Polymères, les intermédiaires de performance et les Spécialités.

Le secteur Holding regroupe les activités fonctionnelles et financières des holdings ainsi que l'activité de santé (Sanofi Synthélabo).

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation inter-secteurs et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

## INFORMATIONS PAR SECTEUR

EXERCICE 2000	Amont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
<b>(hors éléments non-r courants)</b>						
• Chiffre d'affaires hors Groupe	11 108	82 531	20 843	75	-	114 557
• Chiffre d'affaires Groupe	14 969	2 111	403	376	(17 859)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>26 077</b>	<b>84 642</b>	<b>21 246</b>	<b>451</b>	<b>(17 859)</b>	<b>114 557</b>
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 729)	(988)	(815)	(58)	-	(4 590)
<b>R sultat op rationnel hors éléments non-r courants</b>	<b>10 113</b>	<b>3 144</b>	<b>1 627</b>	<b>(289)</b>	<b>-</b>	<b>14 595</b>
Amortissements des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(12)	(127)	(161)	(12)	-	(312)
Quote-part des résultats des sociétés en équivalence	193	156	16	311	-	676
Autres éléments du résultat opérationnel net	314	22	(62)	295	-	569
Impôts sur résultat opérationnel net	(5 767)	(963)	(458)	299	-	(6 889)
<b>R sultat op rationnel net hors éléments non-r courants</b>	<b>4 841</b>	<b>2 232</b>	<b>962</b>	<b>604</b>	<b>-</b>	<b>8 639</b>
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(648)
Intérêts minoritaires et rémunérations des actions privilégiées	-	-	-	-	-	(354)
<b>R sultat net hors éléments non-r courants</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 637</b>
<b>ROCE en pourcentage</b>	<b>29 %</b>	<b>19 %</b>	<b>10 % *</b>	-	-	-
Investissements bruts	5 639	1 163	1 353	184	-	8 339
Désinvestissements au prix de cession	820	685	120	1 616	-	3 241
Flux de trésorerie d'exploitation	8 059	3 145	1 768	417	-	13 389
<b>Bilan au 31 décembre 2000</b>						
Immobilisations corporelles, valeur nette	23 463	7 835	6 059	342	-	37 699
Immobilisations incorporelles, valeur nette	53	470	2 359	32	-	2 914
Titres des sociétés mises en équivalence	878	1 224	234	4 308	-	6 644
Total actifs long terme	26 973	11 696	9 553	5 638	-	53 860
Capitaux employés	17 202	10 664	11 461	4 687	-	44 014

\* Hors amortissements des actifs d'acquisition pour 143 millions d'euros.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

	Analyse par secteur d'activité	Eléments non- courants	Etats financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 590)	(269)	(4 859)
Impôt sur résultat opérationnel	(6 889)	366	n/a
Impôt imputable à la dette nette	201	-	n/a
Impôt total	(6 688)	366	(6 322)
Résultat opérationnel	14 595	(382)	14 213
Résultat net	7 637	(733)	6 904

EXERCICE 1999	Mont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
<b>Groupe Totalfina (hors Elf)</b>						
• Chiffre d'affaires hors Groupe	4 092	29 263	8 772	51	-	42 178
• Chiffre d'affaires Groupe	3 784	628	162	335	(4 909)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>7 876</b>	<b>29 891</b>	<b>8 934</b>	<b>386</b>	<b>(4 909)</b>	<b>42 178</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 838</b>	<b>461</b>	<b>604</b>	<b>(99)</b>	<b>-</b>	<b>2 804</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	28	13	3	17	-	61
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(1 103)	(753)	(351)	(28)	-	(2 235)
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (inclues dans les charges d'exploitation)	(31)	(2)	-	-	-	(33)
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	(4)	(42)	(8)	(15)	-	(69)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(1)	(26)	(83)	-	-	(110)
<b>Total des dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(1 139)</b>	<b>(823)</b>	<b>(442)</b>	<b>(43)</b>	<b>-</b>	<b>(2 447)</b>
Éléments exceptionnels (nets d'impôt)	(37)	(126)	(14)	-	-	(177)
Produits financiers	24	57	16	154	-	251
Charges financières	(126)	(126)	(126)	(338)	-	(716)
Impôts courants et différés	(828)	(18)	(103)	106	-	(843)
<b>Total des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>10 344</b>	<b>5 259</b>	<b>4 216</b>	<b>232</b>	<b>-</b>	<b>20 051</b>
Investissements bruts	2 708	837	1 082	323	-	4 950
Sociétés mises en équivalence : titres	468	168	24	400	-	1 060

EXERCICE 1998	Mont	Aval	Chimie	Holding	Eliminations de consolidation	Total
<b>Groupe Total</b>						
• Chiffre d'affaires hors Groupe	2 363	17 187	4 746	37	-	24 333
• Chiffre d'affaires Groupe	2 351	42	6	290	(2 689)	-
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>4 714</b>	<b>17 229</b>	<b>4 752</b>	<b>327</b>	<b>(2 689)</b>	<b>24 333</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>734</b>	<b>456</b>	<b>376</b>	<b>(77)</b>	<b>-</b>	<b>1 489</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence	45	11	1	-	-	57
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(640)	(372)	(169)	(20)	-	(1 201)
Dotations (reprises) aux provisions des immobilisations corporelles (inclues dans les charges d'exploitation)	(13)	-	-	-	-	(13)
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	(22)	(22)	(7)	(20)	-	(71)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	(32)	(70)	(3)	-	(105)
<b>Total des dotations aux amortissements et provisions</b>	<b>(675)</b>	<b>(426)</b>	<b>(246)</b>	<b>(43)</b>	<b>-</b>	<b>(1 390)</b>
Éléments exceptionnels (nets d'impôt)	-	-	-	-	-	-
Produits financiers	29	66	10	135	-	240
Charges financières	(72)	(79)	(43)	(281)	-	(475)
Impôts courants et différés	(239)	(69)	(41)	(17)	-	(366)
<b>Total des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>6 072</b>	<b>2 875</b>	<b>2 339</b>	<b>143</b>	<b>-</b>	<b>11 429</b>
Investissements bruts	2 213	558	437	42	-	3 250
Sociétés mises en équivalence : titres	418	103	10	374	-	905

## INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

		France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Extrême-Orient et reste du monde	Total
<b>Exercice 2000 (TotalFinaElf)</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	25 858	35 911	10 389	4 121	38 278	114 557
	Immobilisations corporelles et incorporelles	5 020	16 406	4 844	7 361	6 982	40 613
<b>Exercice 1999 (Totalfina)</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	8 498	14 751	5 485	2 014	11 430	42 178
	Immobilisations corporelles et incorporelles	2 026	8 462	2 743	1 790	5 030	20 051
<b>Exercice 1998 (Total)</b>	Chiffre d'affaires hors Groupe	6 504	6 658	1 264	1 859	8 048	24 333
	Immobilisations corporelles et incorporelles	2 024	4 055	615	1 357	3 378	11 429

## 5. Immobilisations incorporelles

31 d cembre	2000			1999
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Ecart d'acquisition	3 991	(1 701)	2 290	2 334
Autres immobilisations incorporelles	2 148	(1 524)	624	778
<b>Total immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup></b>	<b>6 139</b>	<b>(3 225)</b>	<b>2 914</b>	<b>3 112</b>

(1) Au 31 d cembre 1999, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'levaient respectivement 5755 millions d'euros et 2643 millions d'euros.

## 6. Immobilisations corporelles

31 d cembre	2000			1999
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations de l'exploration production</b>				
• Sur permis prouvés	48 440	(31 431)	17 009	16 765
• Sur permis non prouvés	1 046	(533)	513	577
• Travaux en cours	6 049	(107)	5 942	4 152
<b>Sous-total</b>	<b>55 535</b>	<b>(32 071)</b>	<b>23 464</b>	<b>21 494</b>
<b>Autres immobilisations</b>				
• Terrains	1 719	(352)	1 367	1 416
• Immobilisations techniques (y compris transport)	19 350	(13 011)	6 339	6 234
• Constructions	6 078	(3 337)	2 741	2 605
• Immobilisations en cours	1 369	–	1 369	1 390
• Autres immobilisations	6 925	(4 506)	2 419	2 658
<b>Sous-total</b>	<b>35 441</b>	<b>(21 206)</b>	<b>14 235</b>	<b>14 303</b>
<b>Total immobilisations corporelles <sup>(1)</sup></b>	<b>90 976</b>	<b>(53 277)</b>	<b>37 699</b>	<b>35 797</b>

(1) Au 31 d cembre 1999, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'levaient respectivement 86 990 millions d'euros et 51 193 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessous incluent des installations techniques et constructions financées en crédit-bail pour les montants suivants :

31 d cembre	2000			1999
	Brut	Amortissements	Net	Net
Installations techniques	1 019	(629)	390	35
Constructions	206	(130)	76	48
<b>Total</b>	<b>1 225</b>	<b>(759)</b>	<b>466</b>	<b>83</b>

La charge d'amortissement sur crédits-baux capitalisés s'élève à 30 millions d'euros en 2000 et 12 millions d'euros en 1999.

## 7. Sociétés mises en équivalence : titres et prêts

Quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence.

	31 décembre				EXERCICE		
	2000	1999	2000	1999	2000	1999	1998
	% de détention	% de détention	Valeur d'équivalence	Valeur d'équivalence	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)	Quote-part du profit (perte)
Sanofi-Synthelabo	32,73%	35,23%	3 897	3 983	289	–	–
Cepsa	45,28%	45,28%	1 057	950	154	–	–
Cogema	14,52%	14,52%	404	388	26	32	17
Autres	–	n/a	1 286	1 110	207	29	40
Titres mis en équivalence	–	–	6 644	6 431	676	61	57
Prêts aux sociétés mises en équivalence	–	–	1 108	1 051	–	–	–
<b>Total titres et prêts</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>7 752</b>	<b>7 482</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

La valeur boursière de Cepsa s'élève à 1 115 millions d'euros au 31 décembre 2000. La valeur boursière de Sanofi-Synthelabo s'élève à 16997 millions d'euros au 31 décembre 2000.

## 8. Autres titres de participation

31 décembre		2000		1999
		Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette
<b>Titres cotés</b>	Ultramar Diamond Shamrock	251	–	251
	BNP Paribas	235	–	235
	Banco Santander Central Hispano	94	(44)	50
	Autres	99	–	99
	<b>Total titres cotés</b>	<b>679</b>	<b>(44)</b>	<b>635</b>
	Valeur de marché des titres cotés	–	–	1 173
<b>Autres titres</b>	BBPP	75	–	75
	Wepec	47	(2)	45
	Oman LNG LLC	23	–	23
	Gasandes Argentina	25	–	25
	CGES (CIM)	–	–	–
	Elf Atochem Investments	–	–	–
	Autres	1 603	(692)	911
	<b>Total des autres titres</b>	<b>1 773</b>	<b>(694)</b>	<b>1 079</b>
<b>Total des autres titres de participation<sup>(1)</sup></b>	<b>2 452</b>	<b>(738)</b>	<b>1 714</b>	

(1) Au 31 décembre 1999, la valeur brute et les provisions s'levaient respectivement 2 524 millions d'euros et 658 millions d'euros. La variation de l'exercice 2000 des titres cotés correspond principalement aux cessions de titres BNP Paribas et BSCH (voir Note 2). Le montant net des titres des filiales non consolidées globalement (du fait de leur importance relative) s'élève à 300 millions d'euros au 31 décembre 2000 et 225 millions d'euros au 31 décembre 1999.

## 9. Autres actifs long terme

31 décembre	2000		1999	
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Impôts différés actifs	1 173	–	1 173	668
Prêts et avances <sup>(1)</sup>	2 074	(554)	1 520	1 392
Autres	1 092	(4)	1 088	1 041
<b>Total</b>	<b>4 339</b>	<b>(558)</b>	<b>3 781</b>	<b>3 101</b>

(1) Hors parts aux sociétés mises en équivalence.

## 10. Valeurs d'exploitation

31 décembre	2000	1999
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 297	2 034
Produits raffinés	3 635	3 037
Produits de la Chimie	3 000	2 333
Autres stocks	468	459
<b>Total</b>	<b>9 400</b>	<b>7 863</b>

Compte tenu de la méthode du coût de remplacement décrite en Note 1 H, l'impact combiné de la valeur des stocks au bilan et de la provision pour régulation des cours s'analyse comme suit :

31 décembre	2000	1999
Stock à l'actif du bilan (méthode premier entré - premier sorti)	9 400	7 863
Provision pour régulation des cours	(2 589)	(1 728)
<b>Net</b>	<b>6 811</b>	<b>6 135</b>

Le montant net ci-dessus présente une valeur des stocks hors effet des prix, proche d'une valorisation avec une méthode de type dernier entré - premier sorti (LIFO).

## 11. Clients et comptes rattachés – autres créances

31 décembre	Valeur brute	2000 Provision pour dépréciation	Valeur nette	1999 Valeur nette
Clients et comptes rattachés <sup>(1)</sup>	14 853	(546)	14 307	13 330
Autres créances	5 005	(50)	4 955	3 853

(1) Au 31 décembre 1999, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation s'élevaient respectivement à 13 781 millions d'euros et 451 millions d'euros.

Les autres créances sont constituées principalement de comptes courants, de créances fiscales sur les Etats, de charges constatées d'avance et des impôts différés actifs à court terme.

Les variations des créances clients et autres créances sont attribuables principalement aux effets du prix du pétrole et du gaz.

## 12. Capitaux propres

Les variations du nombre d'actions comprenant le capital social s'analysent comme suit :

### Nombre d'actions TotalFinaElf

<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 1998</b>		<b>244 333 176</b>
Actions émises en raison de :	• Exercice d'options de souscription d'actions	454 462
<b>Au 31 décembre 1998</b>		<b>244 787 638</b>
Actions émises en raison de :	• Apport des 41 % de PetroFina	43 263 855
	• OPE sur PetroFina - 1 <sup>re</sup> phase	56 322 477
	• OPE sur PetroFina - 2 <sup>e</sup> phase	4 671 864
	• OPE sur PetroFina - 3 <sup>e</sup> phase	361 602
	• OPE sur Elf Aquitaine	371 735 114
	• Exercice d'options de souscription d'actions	1 059 185
	• Exercice de warrants US	1 944
<b>Au 31 décembre 1999</b>		<b>722 203 679</b>
Actions émises en raison de :	• Augmentation de capital réservée aux salariés	1 977 193
	• Offre aux porteurs de warrants personnels PetroFina	129 762
	• OPE sur PetroFina	913 185
	• OPR sur Elf Aquitaine	14 437 768
	• Exercice d'options de souscription d'actions	552 255
	• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	248 881
	• Exercice de warrants US	3 075
<b>Au 31 décembre 2000<sup>(1)</sup></b>		<b>740 465 798</b>

(1) Dont 36 582 129 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres.

### **Augmentation de capital cons cutive l'OPR sur Elf Aquitaine**

Le 24 mai 2000, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à une offre publique de retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine.

A l'issue de l'offre qui s'est déroulée entre le 15 juin 2000 et le 1<sup>er</sup> septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

### **Augmentations de capital cons cutives aux offres compl mentaires sur PetroFina**

Conformément aux engagements pris par la Société lors du lancement en 1999 de l'offre publique sur PetroFina, les porteurs de warrants du personnel de PetroFina, exerçables à la date du 30 juin 2000, ont pu bénéficier d'une nouvelle offre réservée ouverte entre le 30 juin et le 28 juillet 2000 à la même parité que l'offre publique menée en 1999 (9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina). Sur les 30 302 warrants du personnel restant en circulation à l'issue de la première offre réservée, 28 838 ont été exercés au 30 juin 2000 en autant d'actions PetroFina, 1 464 warrants n'ayant pas été exercés à leur échéance finale. Dans le cadre de cette deuxième offre, 28 836 actions PetroFina ont été échangées contre 129 762 actions TotalFinaElf nouvellement créées.

Le 5 septembre 2000, le Conseil d'Administration a lancé une offre publique d'échange sur les actions PetroFina non encore détenues par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux Etats-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf.

### **Augmentation de capital r serv e aux salari s du Groupe**

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le Conseil d'Administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration du 15 novembre 1999 a décidé de mettre en œuvre

une augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Le total des actions souscrites dans l'exercice est de 1 977 193 actions.

### **Droits particuliers de l'Etat dans le capital d'Elf Aquitaine**

Le capital social d'Elf Aquitaine comprend une action spécifique résultant de la transformation d'une action ordinaire décidée par décret du 13 décembre 1993 qui confère à la République française des droits particuliers. Ce décret prévoit notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert. L'autorisation du gouvernement français au rapprochement avec Elf Aquitaine donnée le 16 juillet 1999 prévoit que celle-ci devra être renouvelée dans certains cas, en particulier si TotalFinaElf vient à subir un changement de contrôle.

### **Autod tention (actions TotalFinaElf d tenues par elle- me)**

Au 31 décembre 2000, TOTAL FINA ELF S.A. détenait 16 834 500 de ses propres actions, soit 2,27 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 4 934 500 actions affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe et qui sont traités en titres de placement et maintenus à l'actif du bilan consolidé ;
- 11 900 000 actions achetées en 2000 en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000 et déduites des capitaux propres consolidés.

### **Autocontr le (actions TotalFinaElf d tenues par des filiales du Groupe)**

Au 31 décembre 2000, TOTAL FINA ELF S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 25 187 447 de ses propres actions, soit 3,40 % du capital, réparties de la façon suivante :

- une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement par TOTAL FINA ELF S.A., détenait 505 318 actions TotalFinaElf. Ces actions ont été initialement acquises dans le but d'effectuer des placements de trésorerie et sont classées en titres de placement dans les comptes consolidés ;
- aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'est engagée pour

compte de ses filiales Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et Elf Atochem North America à apporter à l'offre publique d'échange initiée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés détenaient au 31 décembre 2000 respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TotalFinaElf, soit un total de 24 682 129 actions TotalFinaElf. Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

## Warrants US TotalFinaElf

En rémunération de l'opération de fusion du 5 août 1998, négociée entre PetroFina et Fina Inc., 4 451 060 warrants US PetroFina avaient été émis, lesquels donnent droit à souscrire des ADS PetroFina, à raison de 9 ADS PetroFina pour 10 warrants US PetroFina à un prix d'exercice de 42,25 USD par ADS PetroFina. Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur PetroFina menée en 1999 aux Etats-Unis, TotalFinaElf avait offert d'échanger 100 warrants US PetroFina contre 81 warrants US TotalFinaElf

à créer, chaque warrant US TotalFinaElf donnant droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS. 4 140 500 warrants US PetroFina ont été apportés à l'offre, entraînant la création de 3 353 805 warrants US TotalFinaElf.

Le 8 novembre 2000, la Société TOTAL FINA ELF S.A. et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'offre publique d'échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000 combinée à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'offre publique d'échange initiale constituait une *Combination* au titre de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf. A l'issue de cette *Combination*, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

Au 31 décembre 2000, 3 579 381 warrants US TotalFinaElf sont en circulation, donnant droit à la souscription de 3 579 381 ADS TotalFinaElf, soit 1 789 690 actions TotalFinaElf.

## 13. Actions privilégiées mises par les filiales consolidées

Position des filiales Totalfina au 1 <sup>er</sup> janvier 1999	214
Emission d'actions privilégiées	235
Ecarts de conversion	49
Position au 31 décembre 1999 (Totalfina)	498
Position au 31 décembre 1999 (Elf)	99
<b>Au 31 décembre 1999</b>	<b>597</b>
Emission nette de remboursement	(108)
Ecart de conversion et autres	48
<b>Au 31 décembre 2000</b>	<b>537</b>

En 2000, les filiales Elf Aquitaine Capital et Elf Aquitaine Investment ont remboursé l'équivalent de 108 millions d'euros.

La rémunération des actions privilégiées des filiales Totalfina s'est élevée à 9 millions d'euros en 1998, 15 millions d'euros en 1999. En 2000, après inclusion des filiales Elf, la rémunération des actions privilégiées des filiales du Groupe TotalFinaElf s'est élevée à 28 millions d'euros.

## 14. Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires

Les provisions pour pensions et retraites sont constituées au 31 décembre par :

	2000	1999
Provisions pour retraites	2 216	2 622 <sup>(1)</sup>
Provisions pour autres engagements sociaux	628	564 <sup>(1)</sup>
Provisions pour restructurations	875	463 <sup>(1)</sup>
<b>Total</b>	<b>3 719</b>	<b>3 649</b>

(1) Le montant des provisions pour restructuration de 463 millions d'euros au 31 décembre 1999 était inclus dans la rubrique Provisions pour retraites pour 78 millions d'euros et dans la rubrique Provisions pour autres engagements pour 385 millions d'euros.

### Provisions pour retraites et autres engagements sociaux

Les valeurs actuarielles et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit au 31 décembre :

	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2000	1999	2000	1999
<b>Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés</b>				
– Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	2 678	1 501	137	52
– Acquisitions	3 113	1 123	409	62
– Cessions	–	(187)	–	(1)
– Droits accumulés durant l'année	101	75	9	4
– Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés	345	122	36	8
– Cotisations employés	12	12	–	–
– Prestations payées	(240)	(162)	(49)	(6)
– (Gains) et pertes actuariels	155	79	9	11
– Différences de change et de conversion et autres	80	115	22	7
<b>Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période</b>	<b>6 244</b>	<b>2 678</b>	<b>573</b>	<b>137</b>
<b>Variation de la valeur actuelle des placements</b>				
– Valeur actuarielle des placements au début de la période	(2 540)	(1 320)	–	–
– Acquisitions	(1 450)	(1 080)	–	–
– Cessions	–	230	–	–
– Revenus financiers réels des placements	(319)	(150)	–	–
– Cotisations employés	(12)	(12)	–	–
– Cotisations employeurs	(797) <sup>(2)</sup>	(79) <sup>(2)</sup>	–	–
– Prestations payées	99	78	–	–
– Différences de change et de conversion et autres	(97)	(207)	–	–
<b>Valeur actuarielle des placements à la fin de la période</b>	<b>(5 116)</b>	<b>(2 540)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>(Excédent) insuffisance des placements sur les droits accumulés avec projection de salaires</b>	<b>1 128</b>	<b>138</b>	<b>573</b>	<b>137</b>
– Valeur actuarielle des octrois et extensions de garanties, (pertes) et gains actuariels non amortis	191	15	55	(6)
– Ajustement de dette minimale (MLA)	50	69	–	–
<b>(Actif net comptabilisé) Passif net comptabilisé</b>	<b>1 369</b>	<b>222</b>	<b>628</b>	<b>131</b>
– Provisions	2 216	600	628	130
– Provision Elf	–	2 022	–	434
– Autres actifs à long terme	(847)	(231)	–	–
– Autres actifs Elf	–	(246)	–	–
	<b>1 369</b>	<b>2 145</b>	<b>628</b>	<b>564</b>

(2) Le Groupe a procédé à la fin de 2000 à l'externalisation de ses engagements vis-à-vis des allocataires de la caisse de retraite Elf Aquitaine (CREA) pour un montant de 794 millions d'euros auprès d'un organisme d'assurance.

Hypothèses	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2000	1999	2000	1999
Taux d'intérêt	5,82 %	6,00 %	5,94 %	6,00 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	3,51 %	3,00 %	–	3,50 %
Taux de rentabilité des placements	8,04 %	8,40 %	–	–
Taux de progression des dépenses de santé :				
Taux initial	–	–	4,55 %	n.d.
Taux ultime	–	–	5,27 %	n.d.

Les charges de l'exercice s'analysent comme suit :

	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2000	1999	2000	1999
Droit acquis durant l'année	101	75	9	4
Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés avec projection de salaires	345	122	36	8
Revenus financiers escomptés des placements effectués	(319)	(155)	–	–
Amortissement du différé	(173)	23	(3)	–
<b>Charges (Produits) nets de retraite</b>	<b>(46)</b>	<b>65</b>	<b>42</b>	<b>12</b>

Les hypothèses d'évolution des dépenses de santé ont un effet significatif sur les évaluations des engagements en matière de couverture des frais médicaux. La variation de plus ou moins 1 % des taux de progression des dépenses de santé aurait approximativement les effets suivants sur :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
La valeur des droits accumulés au 31 décembre	129	(98)
La charge de l'exercice	12	(9)

Les plans de retraite pour lesquels la dette actuarielle sans augmentations de salaires est supérieure à la valeur vénale des placements s'analysent ainsi au 31 décembre :

	2000	1999
Valeur actuarielle des droits accumulés sans augmentations de salaires	2 949	1 212
Valeur actuarielle des droits accumulés avec augmentations de salaires	3 290	1 311
Valeur actuarielle des placements	(1 335)	(678)

### Provisions pour restructuration

Le Groupe a offert en 2000 à ses salariés, essentiellement des secteurs Amont et Aval en France, un plan de départ volontaire en retraite anticipée. Une provision de restructuration de 384 millions d'euros a été comptabilisée à ce titre. Les provisions de restructurations s'analysent comme suit :

	2000	1999
Provisions constituées à la fin de l'exercice	875	463
Charges comptabilisées dans l'exercice	540	67

## 15. Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme

31 décembre	2000	1999
Provision pour litiges	197	212
Provision pour arrêts techniques	279	329
Provision pour remise en état des sites et protection de l'environnement	2 378	2 185
Autres provisions et passifs long terme	2 028	2 089
<b>Total</b>	<b>4 882</b>	<b>4 815</b>

## 16. Emprunts et dettes financières

### A/ DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME

31 décembre		Garantis	2000 Non garantis	Total	Garantis	1999 Non garantis	Total
Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>		8	7 239	7 247	7	3 189	3 196
Financement des immobilisations en crédit-bail		424	–	424	68	–	68
Autres emprunts :	• Taux fixe	56	349	405	77	625	702
	• Taux variable	77	3 356	3 433	59	1 697	1 756
<b>Totalfina</b>		–	–	–	<b>211</b>	<b>5 511</b>	<b>5 722</b>
<b>Elf</b>		–	–	–	<b>408</b>	<b>4 042</b>	<b>4 450</b>
<b>TotalFinaElf</b>		<b>565</b>	<b>10 944</b>	<b>11 509</b>	<b>619</b>	<b>9 553</b>	<b>10 172</b>

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31 décembre 1998.

## 16. Emprunts et dettes financières

### A/ DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME

31 décembre	Garantis	2000 Non garantis	Total	Garantis	1999 Non garantis	Total
Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	8	7 239	7 247	7	3 189	3 196
Financement des immobilisations en crédit-bail	424	–	424	68	–	68
Autres emprunts :						
• Taux fixe	56	349	405	77	625	702
• Taux variable	77	3 356	3 433	59	1 697	1 756
<b>Totalfina</b>	–	–	–	<b>211</b>	<b>5 511</b>	<b>5 722</b>
<b>Elf</b>	–	–	–	<b>408</b>	<b>4 042</b>	<b>4 450</b>
<b>TotalFinaElf</b>	<b>565</b>	<b>10 944</b>	<b>11 509</b>	<b>619</b>	<b>9 553</b>	<b>10 172</b>

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31 décembre 1998.

Les emprunts obligataires se décomposent comme suit<sup>(1)</sup> :

31 décembre	2000	1999
Société mère <sup>(2)</sup>		
Emprunt 8 1/2 % 1991-2001 (200 millions de deutsche marks)	136	126
Emprunt 7 1/8 % 1991-2001 (100 millions de francs suisses)	77	72
Emprunt 8 1/4 % 1992-2002 (300 millions de deutsche marks)	194	180
Emprunt 6 % 1993-2000 (150 millions de francs suisses)		98
Emprunt 8 1/5 % 1995-2005 (500 millions de francs français)	104	97
Emprunt 7,62 % coupon unique 1995-2005 (950 millions de francs français)	199	184
Emprunt 7 1/2 % 1995-2005 (400 millions de francs français)	84	78
Emprunt 6,90 % 1996-2006 (990 millions de francs français)	211	195
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (950 millions de francs français)	197	182
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (800 millions de francs français)	170	157
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (700 millions de francs français)	145	134
Emprunt 5,03 % 1997-2007 (620 millions de francs français)	106	98
Emprunt 6,80 % 1997-2007 (12 milliards de pesetas espagnoles)	89	82
Emprunt 6,20 % 1997-2009 (900 millions de francs français)	186	172
Emprunt 6,875 % 1997-2004 (300 millions de dollars US)	322	299
Emprunt 5,25 % 1997-2003 (250 millions de deutsche marks)	156	145
Emprunt 2,25 % 1998-2003 (200 millions de francs suisses)	144	134
Emprunt 6 % 1998-2003 (10 milliards de drachmes grecques) <sup>(3)</sup>	35	33
Emprunt Pibor 3 mois +0,38 % 1998-2008 (230 millions de francs français)	41	38
Emprunt 5,125 % 1998-2009 (1 milliard de francs français)	178	165
Emprunt 5 % 1998-2013 (1 milliard de francs français)	179	165
Emprunt 3,875 % 1999-2006 (300 millions d'euros)	348	323
Emprunt 3,25 % 1999-2005 (200 millions de francs suisses)	141	130
Emprunt 2,25 % 2000-2003 (150 millions de francs suisses)	102	–
Emprunt 3,5 % 2000-2006 (200 millions de francs suisses)	135	–
Emprunt 6,875 % 2000-2005 (150 millions de GBP)	258	–
Emprunt 4 % 2000-2004 (200 millions de francs suisses)	127	–
Emprunt 5,375 % 2000-2005 (250 millions d'euros)	244	–
Emprunt 4 % 2000-2004 (100 millions de francs suisses)	66	–
Emprunt 4 % 2000-2004 (150 millions de francs suisses)	99	–
Emprunt 3,25 % 2000-2005 (100 millions de francs suisses)	65	–
Emprunt 5,75 % 2000-2005 (500 millions d'euros)	466	–
Emprunt 5,65 % 2000-2010 (100 millions d'euros)	95	–
Emprunt 7 % 2000-2005 (500 millions de dollars US)	537	–
Emprunt 5,625 % 2000-2004 (100 millions d'euros)	97	–
Part à moins d'un an	(214)	(98)

<b>Total société mère</b>	<b>5 519</b>	<b>3189</b>
<b>Elf Aquitaine</b>		
Emprunt 8 % 1991-2001 (300 millions de dollars US)	178	165
Emprunt 8,5 % 1992-2002 (1 milliard de francs français)	147	147
Emprunt 7,125 % 1993-2003 (1 milliard de francs français)	150	150
Emprunt 4,125 % 1993-2001 (125 millions de francs suisses)	89	82
Emprunt 7 % 1994-2004 (1,5 milliard de francs français)	242	240
Emprunt 4,5 % 1999-2009 (1 milliard d'euros)	1 000	1 000
Emprunt 2,25 % 1999-2004 (250 millions de francs suisses)	181	168
Emprunt Euribor 3 mois -0,05 % 1999-2000 (200 millions d'euros)	–	208
Part à moins d'un an	(267)	(208)
Total Elf Aquitaine	1 720	1 952
<b>Autres filiales consolidées</b>		
	8	20
<b>TotalFinaElf</b>	<b>7 247</b>	<b>5 161</b>

(1) Seuls les emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31/12/1998 sont pris en compte.

(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

(3) Cet emprunt est passé de taux ATHIMID 3 mois -0,9 % à taux 6 % à partir de juillet 2000.

## RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (HORS COURT TERME)

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>%</b>	<b>1999</b>	<b>%</b>
2001	–	–	1 437	14
2002	952	8	1 090	11
2003	1 130	10	1 104	11
2004	2 181	19	1 706	17
2005	2 700	23	4 835	47
2006 et suivantes	4 546	40	–	–
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100</b>	<b>10 172</b>	<b>100</b>

## RÉPARTITION PAR DEVISE ET PAR TYPE DE TAUX

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux adossés aux emprunts à long terme.

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>%</b>	<b>1999</b>	<b>%</b>
Dollar US	7 413	64	6 557	64
Livre sterling	1 805	16	1 178	12
Euro	2 206	19	2 219	22
Couronne norvégienne	15	–	135	1
Autres devises	70	1	83	1
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100</b>	<b>10 172</b>	<b>100</b>

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>%</b>	<b>1999</b>	<b>%</b>
Taux fixes	798	7	1 536	15
Taux variables	10 711	93	8 636	85
<b>Total</b>	<b>11 509</b>	<b>100</b>	<b>10 172</b>	<b>100</b>

Au 31 décembre 2000, la société mère bénéficie de lignes de crédit long terme pour 5 135 millions de dollars US dont 5 043 millions de dollars US ne sont pas utilisés.

Ces lignes de crédit sont accordées par des banques internationales pour des durées initiales pouvant aller jusqu'à 7 ans (la moyenne étant de 5 ans). Les intérêts payables en cas d'utilisation des lignes de crédit sont évalués sur la base du taux du marché monétaire. Des commissions diverses pour les montants non utilisés de ces lignes de crédit sont également dues.

## B/ DETTES FINANCIÈRES À MOINS D'UN AN

<b>31 décembre</b>	<b>2000</b>	<b>1999</b>
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	1 192	1 511
Dettes financières à court terme	1 644	5 443
Découverts bancaires	1 217	1 507
<b>Total</b>	<b>4 053</b>	<b>8 461</b>

Les dettes financières à court terme consistent principalement en des tirages sur des programmes de "commercial paper" et de billets de trésorerie, ou en emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

## 21. Impôt sur les sociétés

Depuis 1966, les Groupes Total et Elf sont imposés selon le régime du bénéfice consolidé, accordé par agrément du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en France. L'agrément accordé à Elf s'est terminé au titre de l'année 1999 par une intégration au sein du régime du Groupe Totalfina selon les principes de continuité et de neutralité de ce régime fiscal. L'agrément de TotalFinaElf au régime du bénéfice consolidé a été obtenu jusqu'au 31 décembre 2001.

Les impôts sur les sociétés s'analysent ainsi :

<b>EXERCICE</b>	<b>2000</b>	<b>1999</b>	<b>1998</b>
Impôts courants	(5 350)	(717)	(334)
Impôts différés	(972)	(51)	(32)
<b>Total impôt sur les sociétés (y compris éléments exceptionnels)</b>	<b>(6 322)</b>	<b>(768)</b>	<b>(366)</b>
Effet fiscal des éléments exceptionnels	–	(75)	–
<b>Total impôt sur les sociétés (hors éléments exceptionnels)</b>	<b>(6 322)</b>	<b>(843)</b>	<b>(366)</b>

Les principales sources d'impôts différés au 31 décembre 2000 sont les suivantes :

Déficits et crédits d'impôts reportables	545
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	1 096
Autres provisions non déductibles temporairement	1 470
<b>Total des impôts différés actifs bruts</b>	<b>3 111</b>
Provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(440)
<b>Impôts différés actifs nets</b>	<b>2 671</b>
Amortissement fiscal accéléré	(3 997)
Autres déductions fiscales temporaires	(3 514)
Provision pour impôts différés passifs	(7 511)
<b>Passif net d'impôt différé</b>	<b>(4 840)</b>

Les impôts différés sont présentés de la manière suivante dans le bilan au 31 décembre 2000 :

Impôts différés actifs, long terme	1 173
Impôts différés actifs, court terme	209
Impôts différés passifs	(6 222)
<b>Montant net</b>	<b>(4 840)</b>

## RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT ET LE RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Exercice	2000
Résultat net	6 904
Part des minoritaires	304
Impôt sur les sociétés	6 322
Résultat des sociétés mises en équivalence	(676)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>12 854</b>
Taux d'imposition français	37,8%
<b>Charge d'impôt théorique</b>	<b>(4 859)</b>
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(1 758)
Différences permanentes	147
Variation de la provision pour dépréciation des impôts différés actifs	128
Autres	20
<b>Charge d'impôt au compte de résultat</b>	<b>(6 322)</b>

Les différences permanentes sont principalement dues aux amortissements d'écart d'acquisition, aux dividendes des sociétés non consolidées et aux différences de modalités de fiscalisation de certaines filiales étrangères dans le cadre du régime du bénéfice consolidé.

## ÉCHÉANCIER DES CRÉDITS D'IMPÔTS :

Au 31 décembre 2000, le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

2001	14
2002	20
2003	43
2004	13
2005	220
2006 et suivantes	147
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	88
<b>Total</b>	<b>545</b>

## 22. Crédit-bail

Les contrats de crédit-bail portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres matériels.

Les redevances minimales des contrats de crédit-bail irrévocables restant à payer au 31 décembre 2000 sont présentées selon leurs dates d'échéance dans le tableau suivant :

	Crédit-bail non capitalisé	Crédit-bail capitalisé
2001	148	76
2002	106	72
2003	68	87
2004	46	51
2005	36	42
2006 et suivantes	68	390
Total des engagements	472	718
Moins intérêts		(255)
Valeur nominale des contrats		463
Moins dette à moins d'un an des contrats de crédit-bail capitalisés		(39)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>424</b>

Les redevances constatées au titre des contrats de crédit-bail non capitalisés sont de 131 millions d'euros pour l'exercice 2000 et de 52 millions d'euros pour l'exercice 1999.

Les contrats de crédit-bail non capitalisés incluent des chartes à long terme de plusieurs navires.

## 23. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan de l'exercice 2000 intègrent les transactions du Groupe TotalFinaElf.

Les engagements hors bilan au 31 décembre 1999 intègrent les transactions du Groupe Totalfina (hors Elf).

31 décembre ( en millions d'euros)	2000	1999
<b>Total engagements donnés</b>	<b>5 807</b>	2 148
<b>Total engagements reçus</b>	<b>2 510</b>	486

Les engagements donnés comprennent essentiellement des cautions en douane et des garanties sur emprunts.

Les engagements reçus représentent principalement les garanties reçues des clients.

### Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent. Ils sont exprimés en millions d'euros.

AU 31 décembre 2000	TOTAL	2001	2002	2003	2004	2005	2006 et après
<b>Gestion du risque de taux</b>							
<b>Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires</b>							
Montant notionnel	8 218	474	385	664	1 518	2 098	3 079
Taux reçu (au 31-12-2000)	5,65 %						
Taux payé (au 31-12-2000)	6,29 %						
<b>Swaps de taux et de change à long terme</b>							
Montant notionnel	422	67	-	-	-	241	114
Taux reçu (au 31-12-2000)	5,87 %						
Taux payé (au 31-12-2000)	6,05 %						
<b>Swaps de change</b>							
Montant notionnel	3 006	2 998	8	-	-	-	-
<b>Swaps de taux long terme</b>							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	459	30	128	43	3	252	3
Taux reçu (au 31-12-2000)	6,39 %						
Taux payé (au 31-12-2000)	6,16 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	614	389	17	-	203	-	5
Taux reçu (au 31-12-2000)	5,20 %						
Taux payé (au 31-12-2000)	4,54 %						
<b>Swaps de taux court terme</b>							
Montant notionnel	2 024	de 3 jours à 2 mois	-	-	-	-	-
<b>Gestion du risque de change</b>							
<b>Contrats à terme de devises</b>							
Montant notionnel	457	438	14	5	-	-	-

Les swaps long terme (swaps de taux et/ou de change, swaps d'émission ou de couverture d'émissions obligataires) visent à transformer un endettement à taux fixe en un endettement à taux variable référence LIBOR ou équivalent.

Les taux d'intérêts moyens sont donnés à titre indicatif et reflètent, pour leur partie variable, les conditions de marché à la clôture.

AU 31 décembre 1999	TOTAL	2000	2001	2002	2003	2004	2005 et après
<b>Gestion du risque de taux</b>							
<b>Swaps d'émission</b>							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	3 287	98	198	180	311	299	2 201
Taux reçu (au 31-12-99)	6,06 %						
Taux payé (au 31-12-99)	6,03 %						
<b>Swaps de taux et de change à long terme</b>							
Montant notionnel	83	–	67	–	–	–	16
Taux reçu (au 31-12-99)	3,45 %						
Taux payé (au 31-12-99)	5,88 %						
<b>Swaps de taux long terme</b>							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	314	–	141	105	68	–	–
Taux reçu (au 31-12-99)	7,22 %						
Taux payé (au 31-12-99)	6,24 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	545	–	50	90	156	189	60
Taux payé (au 31-12-99)	7,08 %						
Taux reçu (au 31-12-99)	5,91 %						
<b>Swaps de change court terme</b>							
Montant notionnel	3 862	de 4 jours à 4 mois	–	–	–	–	–
<b>Swaps de taux court terme</b>							
Montant notionnel	3 523	de 10 jours à 4 mois	–	–	–	–	–
<b>Caps/Floors<sup>(1)</sup></b>							
Montant notionnel	116	de 1 mois	–	–	–	–	–
Taux garanti	12,58 %	à 1 an	–	–	–	–	–
<b>Gestion du risque de change</b>							
<b>Contrats à terme de devises</b>							
Montant notionnel	396	383	13	–	–	–	–

(1) Ces contrats portent sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé des taux garantis.

## L'impact en compte de résultat des principaux instruments

### financiers de couverture :

Il n'a pas été jugé pertinent de mesurer un tel impact pour les swaps d'émission. En effet, ces derniers font partie intégrante des contrats d'émission de la plupart des emprunts obligataires afin de convertir dès l'origine une référence à taux fixe en devises diverses, en taux variable en dollars US. De ce fait, le taux fixe d'origine de l'emprunt obligataire, et donc du swap, n'a pas de signification

réelle. En ce qui concerne les autres instruments financiers, le seul impact significatif sur le résultat est une charge de 62 millions d'euros en 2000 relative aux reports / déports sur swaps de change, essentiellement utilisés pour gérer la transformation en devises des disponibilités du Groupe en euros.

## Matières premières

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les marchés à terme de pétrole brut, de produits raffinés, de gaz naturel et d'électricité sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'un risque de marché ni d'une perte ou d'un gain latent.

(en millions d'euros)	Valeur nominale 2000		Valeur nominale 1999	
	achats	ventes	achats	ventes
Pétrole brut et produits pétroliers				
• Swaps <sup>(1)</sup>	3 383	3 922	253	113
• Options	1 352	1 542	–	–
• Futures	452	655	68	97
• Options sur futures	67	84	–	–
Gaz naturel et électricité				
• Swaps	219	1 171	8	16
• Forwards	2 586	3 186	423	480
• Futures	80	46	57	36
• Options	913	948	12	25

(1) Swaps (y compris "Contrats For Differences"). La colonne "achats / ventes" correspond aux swaps acheteurs / vendeurs à prix fixe. Les engagements sur brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an).

Tous les instruments pétroliers sont repris dans ce tableau, y compris ceux pouvant donner lieu à livraison physique, à l'exclusion des contrats forward type "Brent 15 days" traités sur les marchés de gré à gré.

## 24. Valeur de marché des instruments financiers

Les valeurs de marché sont déterminées par estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres de participation et valeurs mobilières de placement cotés pour lesquels le cours de cotation est retenu. Les instruments financiers intra-Groupe ne sont pas valorisés.

L'appréciation des valorisations calculées, basées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment) et, d'autre part, que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte. Dans certains cas, les évaluations ont été effectuées sur la base d'hypothèses simplificatrices.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif pour les valeurs de marché calculées.

Les méthodes utilisées ont été les suivantes :

**Disponibilités et dépôts à court terme, clients et comptes rattachés, concours bancaires courants, fournisseurs et comptes rattachés** : en raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

**Titres de participation et valeurs mobilières de placement** : les valeurs de marché estimées pour les titres de participation cotés proviennent des cours moyens des mois de décembre 2000 et 1999.

**Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an des emprunts à long terme, swaps d'émission** : la valeur de marché de ces éléments a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices avec prise en compte d'un spread déterminé pour le Groupe.

**Garanties bancaires** : les garanties sont évaluées en estimant les primes moyennes demandées par le marché pour reprendre des garanties similaires émises par un groupe de même classe de risque que TotalFinaElf.

## Autres instruments financiers hors bilan

La valeur de marché des swaps de taux est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices 2000 et 1999.

Les opérations de change à terme (termes secs et swaps de change) sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers aux 31 décembre 2000 et 1999 pour les mêmes maturités.

Les données présentées au titre de l'exercice 1999 correspondent au Groupe TotalFinaElf (hors Elf).

31 décembre	2000 Valeur nette de marché comptable	Valeur de marché estimée	1999 Valeur nette de marché comptable	Valeur de marché estimée
<b>BILAN</b>				
Autres titres de participation :				
• Cotés	635	1 173	397	444
• Non cotés (filiales non consolidées et autres titres)	1 079	1 079	521	521
Valeurs mobilières de placement :				
• Cotées	565	873	552	807
• Non cotées	76	76	6	6
Prêts et avances :				
• Filiales non consolidées et autres prêts	1 520	1 520	494	349
Emprunts obligataires (hors part à moins d'un an) <sup>(c)</sup>	7 239	6 813	3 196	2 892
Swaps d'émission <sup>(c)</sup>	-	403	-	296
Autres emprunts, hors crédits-baux <sup>(a)</sup> :				
• Taux fixe	587	580	462	472
• Taux variable	3 252	3 252	1 996	1 996
Part à moins d'un an des emprunts à long terme (hors part à moins d'un an des immobilisations en crédit-bail)	1 152	1 154	631	662
<b>HORS BILAN</b>				
<b>INSTRUMENTS DE GESTION DE TRESORERIE</b>				
Garanties sur emprunts		(13)		(4)
Swaps de couverture d'émissions obligataires <sup>(c)</sup>		(19)		-
Swaps de taux et change long terme		(3)		(4)
Swaps de taux long terme		2		(4)
Swaps de taux court terme <sup>(c)</sup>			(b)	(b)
Swaps de change court terme et long terme <sup>(d)</sup>		28		(62)
Contrats à terme de devises		2		(b)
Caps/floors		-		(b)
<b>INSTRUMENTS SUR MATIERES PREMIERES (assimilés à des instruments financiers)</b>				
Swaps sur produits pétroliers et pétrole brut		44		17
Swaps sur gaz naturel et électricité		27		(b)

(a) La valeur de marché ne tient pas compte des swaps de taux dans la mesure où ils sont présentés séparément.

(b) Valeur non significative.

(c) Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. Ils ont été conclus dès l'origine sous un contrat d'agrément ISDA, afin de créer dans la majorité des cas un emprunt synthétique à taux variable en dollars US. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

De même, des swaps de taux long terme ont été conclus afin de modifier partiellement la structure de taux de l'endettement du Groupe. Leur valeur de marché doit être appréciée conjointement à celle des emprunts à long terme, auxquels ces swaps sont adossés.

(d) Les swaps de change sont utilisés dans le cadre de la gestion de la position courante de TotalFinaElf, afin de pouvoir emprunter ou placer la trésorerie sur des marchés autres que le marché de l'euro. Ainsi, leur valeur de marché, si elle s'avère significative, est compensée par celle des prêts et emprunts court terme auxquels ils se rattachent.

(e) La valeur de marché des swaps de taux court terme est corrélée à celle des prêts et emprunts court terme, ces swaps étant utilisés afin de ramener les taux négociés au taux au jour le jour, celui-ci constituant la référence.

La valeur de marché des autres instruments hors bilan détenus au 31 décembre 2000 n'est pas significative (inférieure à 2 millions d'euros).

## 25. Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

### Options de souscription d'actions (Plans 1992, 1993, 1994, 1995)

L'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 1991 a autorisé le conseil d'administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du Groupe, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 3 % du capital social au jour où les options sont consenties.

### Options de souscription d'actions (Plan 1996)

L'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1996 a autorisé le conseil d'administration à consentir dans un délai de cinq ans, aux salariés du Groupe, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles à émettre à titre d'augmentation de capital. En vertu de cette autorisation, le nombre total des options consenties ne peut donner droit à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social au jour où les options sont consenties.

	Plan 1992 (1)	Plan 1993 (1)	Plan 1994 (1)	Plan 1995 (1)	Plan 1996 (2)	Total
<b>Prix d'exercice (en francs)</b>	225	210	286	291	392	-
<b>Nombre d'options</b>						
• attribuées avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1998	788 700	697 250	800 000	946 500	960 000	4 192 450
• attribuées	-	-	-	-	-	-
• annulées	(7 600)	(7 300)	(7 250)	(5 400)	(2 200)	(29 750)
• exercées	(672 263)	(330 037)	(83 468)	(7 300)	(2 500)	(1 095 568)
• exerçables au 1 <sup>er</sup> janvier 1998	108 837	359 913	709 282	933 800	955 300	3 067 132
• attribuées	-	-	-	-	-	-
• annulées	(15 300)	(200)	(500)	(1 000)	(2 100)	(19 100)
• exercées	(93 537)	(168 483)	(102 302)	(85 240)	(4 900)	(454 462)
• exerçables au 1 <sup>er</sup> janvier 1999	-	191 230	606 480	847 560	948 300	2 593 570
• attribuées	-	-	-	-	-	-
• annulées	-	(3 950)	(1 200)	(1 000)	(6 100)	(11 750)
• exercées	-	(187 280)	(407 875)	(340 930)	(123 100)	(1 059 685)
• exerçables au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	-	-	197 405	505 630	819 100	1 522 135
• attribuées	-	-	-	-	-	-
• annulées	-	-	(7 200)	-	-	(7 200)
• exercées	-	-	(190 205)	(211 860)	(150 190)	(552 255)
• exerçables au 31 décembre 2000	-	-	-	293 770	668 910	962 680
Date d'expiration	Mars 1998 Juin 1998	Juin 1999 Octobre 1999	Novembre 2000	Septembre 2001	Décembre 2002	

(1) Attributions décidées par le conseil d'administration et autorisées par l'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 1991. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Attributions décidées par le conseil d'administration et autorisées par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1996. Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

Le conseil d'administration n'a effectué aucune attribution d'options de souscription en 1997, 1998, 1999 et 2000.

## Options d'achat d'actions TotalFinaElf

L'assemblée générale mixte du 21 mai 1997 (treizième résolution) a autorisé le conseil d'administration à consentir, au plus tard le 4 juin 2001, aux salariés du Groupe TotalFinaElf, des options d'achat d'actions TotalFinaElf. Le nombre global d'options d'achat consenties en vertu de cette autorisation et d'options de souscription consenties dans le cadre de la même résolution de l'assemblée générale mixte du 4 juin 1996 ne pourra donner droit globalement à acheter ni à souscrire un nombre d'actions supérieur à 2,5 % du capital social. Le conseil d'administration du 17 mars 1998 a décidé l'attribution de 970 000 options d'achat au prix d'exercice de 615 FRF par action. 955 000 options ont été notifiées individuellement et 11 150 options ont été annulées postérieurement à leur notification. Le conseil d'administration du 15 juin 1999 a décidé l'attribution de 1 500 000 options d'achat au prix d'exercice de 113 euros par action. 1 499 567 options ont été notifiées individuellement et 15 000 options ont été annulées postérieurement à leur notification. Le conseil d'administration du 11 juillet 2000 a décidé l'attribution de 2 500 000 options d'achat au prix d'exercice de 162,70 euros par action. 2 425 645 options ont été notifiées individuellement et aucune option n'a été annulée postérieurement à sa notification par suite

de départ de l'entreprise. Au 31 décembre 2000, le nombre d'options d'achat non exercées s'élevait à 916 750 (conseil d'administration du 17 mars 1998), à 1 476 167 (conseil d'administration du 15 juin 1999) et à 2 425 645 (conseil d'administration du 11 juillet 2000).

## Garantie d'échange accordée aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions Elf Aquitaine menée en 1999, le Groupe s'est engagé à garantir aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine, à l'issue de la période visée à l'article 163 C du code général des impôts (CGI), qui est en général de 5 ans à compter de la date d'attribution sauf survenance d'un cas de libération prévu par la loi, et jusqu'au terme de la période d'exercice des options, une faculté d'échange de leurs actions futures Elf Aquitaine contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre. Au 31 décembre 2000, cette garantie portait sur un maximum de 4 308 450 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, réparties par plans de la façon suivante :

Plan	Date du Conseil d'Administration	Actions Elf Aquitaine à créer par exercice d'options	Actions Elf Aquitaine créées par exercice d'options	Total
Plan 1989	17 mai 1989	0	12	12
Plan 1995	25 janvier 1995	53 770	11 304	65 074
Plan 1996	20 mars 1996	353 348	33 770	387 118
Plan 1997	26 mars 1997	741 450	31 495	772 945
Plan 1998	1 <sup>er</sup> avril 1998	883 807	42 273	926 080
Plan 1999 n° 1	31 mars 1999	673 831	1 300	675 131
Plan 1999 n° 2	13 septembre 1999	59 600	0	59 600
Plan performance IMT 1998 <sup>(1)</sup>	1 <sup>er</sup> avril 1998	1 413 610	8 880	1 422 490
<b>Total</b>		<b>4 179 416</b>	<b>129 034</b>	<b>4 308 450</b>

(1) Plan Incitation moyen terme attribué par le conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 1<sup>er</sup> avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le Groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002.

Ainsi, au 31 décembre 2000, le nombre nominal d'actions TotalFinaElf susceptibles d'être créées dans le cadre de l'application de cette garantie d'échange est de 6 296 965 actions.

## 26. Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice	2000	1999	1998
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>			
Salaires et traitements (y compris charges sociales) (millions d'euros)	6 471	3 143	2 166
<b>EFFECTIFS MOYENS DU GROUPE</b>			
France			
• Encadrement	12 056	5 506	5 164
• Autres personnels	43 406	18 393	16 904
Étranger			
• Encadrement	13 621	7 898	4 391
• Autres personnels	54 220	42 640	30 707
<b>Total</b>	<b>123 303</b>	<b>74 437<sup>(1)</sup></b>	<b>57 166</b>

(1) Dont division Encres cédée en 1999, soit 4 585 personnes.

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

## 27. Tableau des flux de trésorerie

### I Informations sur les principes comptables appliqués

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Le tableau des flux de trésorerie exclut les différences de change dues à la conversion en euros des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères au cours de fin de période (sauf pour les disponibilités et dépôts à court terme). Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

### Disponibilités et dépôts à court terme

Les disponibilités et dépôts à court terme sont des actifs soit immédiatement disponibles, soit convertibles en disponibilités dans une échéance inférieure à trois mois. Les variations des concours bancaires courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

### Dette à long terme

La variation de l'endettement à long terme a été présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit revolving. Cette variation peut être analysée de la manière suivante :

Exercice	2000	1999	1998
Augmentation de l'endettement à long terme	4 616	1 669	916
Remboursement de l'endettement à long terme	(3 483)	(590)	(162)
<b>Montant net</b>	<b>1 133</b>	<b>1 079</b>	<b>754</b>

### II Variation du besoin en fonds de roulement

Exercice	2000	1999	1998
Valeurs d'exploitation	(1 390)	(1 582)	328
Créances clients et comptes rattachés	(693)	(2 406)	406
Autres créances	(1 140)	299	(417)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(21)	1 426	(369)
Autres créditeurs et dettes diverses	2 336	303	281
<b>Montant net</b>	<b>(908)</b>	<b>(1 960)</b>	<b>229</b>

## III Informations complémentaires

Exercice	2000	1999	1998
Trésorerie décaissée dans l'exercice au titre de :			
• Charges financières (nettes des montants capitalisés)	1 150	621	466
• Impôt sur les sociétés	3 039	457	297

### 28. Faits exceptionnels et litiges

Au cours de l'exercice 2000, Atofina Chemicals Inc., société de droit américain, filiale du Groupe, a fait l'objet de la part des autorités judiciaires américaines de Californie du Nord de trois demandes d'informations relatives à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique. Ces demandes d'informations ont pour objet de déterminer si les pratiques en question sont susceptibles de constituer des infractions civiles et/ou pénales à la législation en matière de concurrence.

La Commission européenne a également procédé à des demandes similaires auprès d'Atofina SA, société de droit français, filiale du Groupe.

Le Groupe a pris les dispositions nécessaires pour coopérer avec les autorités concernées. Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer l'issue de ces investigations avec précision, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir d'impact significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou sur ses résultats.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de faits exceptionnels ou litiges susceptibles d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, le patrimoine, et les activités de la société et de ses filiales.

### 29. L'euro

TOTAL FINA ELF S.A. a converti en euros la comptabilité des sociétés gérées au siège au premier trimestre 2001. La préparation des systèmes informatiques a été entreprise avec mise en place de versions "Euro" des logiciels. Les autres sociétés du Groupe ont eu la faculté de basculer leur comptabilité en euros avant cette date. Les opérations commerciales (y compris intragroupe) ne seront que progressivement négociées en euros, la possibilité étant offerte aux clients et fournisseurs de régler dans cette devise.

Le passage à l'euro des activités de trésorerie a fait l'objet d'une préparation minutieuse, et s'est concrétisé par la conversion, en fin d'année 1998, de l'ensemble des positions et soldes financiers précédemment exprimés dans l'une des devises de l'Union monétaire européenne (dites devises "in").

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les opérations financières court terme, précédemment conclues en devises "in", sont réalisées en euros.

Cela concerne les opérations de marché à court terme (billets de trésorerie, papier commercial, dépôts) ainsi que les opérations de financement de TOTAL FINA ELF S.A. vis-à-vis de ses filiales, quelle que soit leur durée, et les opérations de change. L'euro est désormais la devise de référence de l'ensemble des rapports internes au Groupe sur la trésorerie, en particulier des états de suivi des positions de change et de taux d'intérêt.

En ce qui concerne les opérations financières à long terme, TOTAL FINA ELF S.A. étudie l'opportunité de procéder à la "redénomination" en euros de certains de ses emprunts obligataires en fonction de leur montant et de leur échéance. Quant au capital social, l'assemblée générale mixte du 11 mai 1999 a décidé la conversion du capital social en euros et l'augmentation du nominal des actions de 50 FRF à 10 euros.

L'ensemble des coûts de passage à l'euro n'est pas jugé significatif pour le Groupe.

### 30. Informations complémentaires

A/ Droits de douane et taxes de mise à la consommation  
Leur montant s'est élevé à 23 767 millions d'euros en 2000 (TotalFinaElf), 14 893 millions d'euros en 1999 (Totalfina) et 8 281 millions d'euros en 1998 (Total).

B/ Frais de recherche et développement  
Les frais encourus par le Groupe TotalFinaElf au cours de l'exercice 2000 s'élèvent à 686 millions d'euros, contre 295 millions d'euros en 1999 (Totalfina) et 213 millions d'euros en 1998 (Total).

C/ Impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de Total.

Les impôts payés au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi – offshore, Abu Dhabi – onshore, Dubai – offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) inclus dans les charges d'exploitation s'élèvent en 2000 à 1 646 millions d'euros, 856 millions d'euros en 1999 et 547 millions d'euros en 1998.

### Périmètre de consolidation

À fin décembre 2000, le périmètre de consolidation se compose de 950 sociétés, dont 831 font l'objet d'une intégration globale, 4 d'une intégration proportionnelle et 115 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle ou par mise en équivalence :

	<b>% d'intérêt du Groupe</b>		<b>% d'intérêt du Groupe</b>
<b>AMONT</b>		<b>AVAL</b>	
<b>Europe</b>		<b>France</b>	
TotalFinaElf Exploration UK	99,8	Total Raffinage Distribution	99,8
Total Norge	99,8	Totalgaz	99,8
Total Oil & Gas Nederland	99,8	Compagnie Pétrolière de l'Est	99,8
Total Exploration Production Russie	99,7	Distributeurs de Combustibles Associés	99,8
Total Exploration Production Kazakhstan	99,7	Charvet	99,8
Fina Exploration Ltd	99,6	Alvea	99,8
Elf Aquitaine Exploration Production France	99,4	Stela	99,8
Elf Exploration Production	99,4	Pétroliers Réunis de l'Ouest	99,8
Elf Exploration UK	99,8	Total Solvants	99,8
Elf Petroleum Norge A/S	99,4	Yacco	99,8
Elf Petroland BV	99,8	Elf Antar France	99,8
Elf Petroleum UK (Holdings) Plc	99,8	Urbaine des Pétroles	99,7
Elf Hydrocarbons Ltd	99,8	Elf Lubrifiants	99,7
Elf Hydrocarbons Holding BV	99,8	Elf Antargaz	99,8
TotalFinaElf Gas and Power UK	99,8		
<b>Afrique</b>		<b>Europe</b>	
Total Exploration Production Algérie	100,0	Totalfina Belgium	99,6
Total Libye Oil and Gas	99,7	TotalFinaElf Great Britain	99,8
Total Angola	99,7	Totalfina Nederland	99,8
Total Exploration South Africa	100,0	TotalFinaElf Deutschland	99,7
Elf Gabon SA	57,9	TotalFina España	100,0
Elf Petroleum Nigeria Ltd	99,7	Total Hungaria	100,0
Elf Congo S.A.	99,4	Lindsey Oil Refinery	99,8
Elf Petroleum Angola	99,7	P Total Raffinaderij Nederland	55,0
Elf Exploration Angola	99,7	Elf Mineralöl GmbH	99,7
Société Elf de Recherches et d'Exploitation des Pétroles au Cameroun	75,4	Elf Oil Company Ltd	99,8
Total Abu Al Bu Khoosh	99,7	Elf Oil España	99,7
		TotalFinaElf (Suisse) S.A.	99,4
		Mider	99,7
<b>Moyen-Orient/Asie</b>		E Cepsa	45,0
Total Yémen	99,8		
Total Qatar Oil & Gas	99,7		
Total Exploration Prod. Thaïlande	100,0	<b>Méditerranée/Afrique</b>	
Total Indonésie	100,0	Total Turkiye	51,0
Total Myanmar Exploration Production	99,7	Total Maroc	100,0
Total Oman	99,8	Total Nigeria	60,0
Total Sirri	99,8	Total Kenya	78,6
Total South Pars	99,8	Total Tunisie	90,0
Elf Petroleum Asia BV	99,8	Total Outre-Mer	100,0
Elf Petroleum Iran	99,4	Total Côte d'Ivoire	74,1
Elf Hydrocarbures Syrie	99,7	Total Liban	99,8
		Total Sénégal	95,1
<b>Amérique du Sud et du Nord</b>		Total South Africa (Pty) Ltd	57,6
Tepma Colombie	99,8	Elf Oil Africa Ltd	99,4
Total Austral	99,7		
Total Exploration Production Venezuela	99,6	<b>Amérique du Sud</b>	
Total Exploration Production USA	100,0	Totalgaz Argentina	99,7
Elf Exploration Inc	100,0	Total Gasandes SA	100,0



## BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2000	1999	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>ACTIF</b>					
<b>Actif long terme</b>	<b>53 860</b>	<b>51 358</b>	<b>14 351</b>	<b>13 806</b>	<b>11 992</b>
Immobilisations incorporelles	2 914	3 112	1 461	1 429	1 429
Immobilisations corporelles	37 699	35 797	9 968	9 360	8 279
Autres actifs long terme	13 247	12 449	2 922	3 017	2 284
<b>Actif circulant</b>	<b>33 903</b>	<b>29 624</b>	<b>8 814</b>	<b>9 322</b>	<b>12 123</b>
Valeurs d'exploitation	9 400	7 863	1 863	2 218	2 289
Autres actifs	24 503	21 761	6 951	7 104	9 834
<b>Total</b>	<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>	<b>23 128</b>	<b>24 115</b>

	2000	1999	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>PASSIF</b>					
<b>Capitaux permanents</b>	<b>62 614</b>	<b>54 786</b>	<b>16 721</b>	<b>16 326</b>	<b>15 470</b>
Capitaux propres	32 401	27 669	10 346	10 158	9 034
Actions privilégiées sans droit de vote	537	597	214	228	200
Intérêts minoritaires	755	1 481	240	245	339
Provisions pour risques et charges	17 412	14 527	2 124	2 237	2 662
Dettes à long terme	11 509	10 512	3 797	3 458	3 235
<b>Dettes à court terme</b>	<b>25 149</b>	<b>26 196</b>	<b>6 444</b>	<b>6 802</b>	<b>8 645</b>
<b>Total</b>	<b>87 763</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>	<b>23 128</b>	<b>24 115</b>

Les bilans consolidés au 31 décembre 2000 et 1999 intègrent Elf ; les bilans présentés au titre des exercices antérieurs correspondent au Groupe Total seul.

## COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

EXERCICE <sup>(1)</sup>	2000	1999	1998	1997	1996
<i>(en millions d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires	114 557	42 178	24 333	29 131	26 919
Charges d'exploitation	(95 485)	(37 139)	(21 643)	(25 985)	(24 376)
Amortissements courants des immobilisations corporelles	(4 859)	(2 235)	1 201	(1 153)	(1 054)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 213</b>	<b>2 804</b>	<b>1 489</b>	<b>1 993</b>	<b>1 489</b>
Frais financiers nets	(440)	(378)	(151)	(113)	(140)
Dividendes reçus des participations non consolidées	152	76	50	91	52
Rémunération des actions privilégiées	(28)	(15)	(9)	(9)	(8)
Autres charges et produits	(740)	147	(33)	11	(20)
Éléments exceptionnels	-	(177)	-	-	-
Impôts	(6 322)	(843)	(366)	(622)	(400)
Résultat des sociétés mises en équivalence	676	61	57	(9)	10
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>7 511</b>	<b>1 675</b>	<b>1 037</b>	<b>1 342</b>	<b>983</b>
Amortissement des écarts d'acquisition	(303)	(110)	(105)	(131)	(101)
Résultat de l'ensemble consolidé	7 208	1 565	932	1 211	882
Part des minoritaires	304	45	46	51	21
<b>Résultat net</b>	<b>6 904</b>	<b>1 520</b>	<b>886</b>	<b>1 160</b>	<b>861</b>

(1) Les comptes de résultat des années 1995 à 1998 correspondent au Groupe TOTAL seul. Le compte de résultat de l'année 1999 correspond au Groupe Totalfina et le compte de résultat de l'année 2000 correspond au Groupe TotalFinaElf.

Le 14 mars 2001, lors de la présentation aux analystes financiers des résultats 2000 du Groupe, la Direction Générale de TotalFinaElf a notamment fixé les objectifs suivants :

- En 2000, les résultats des programmes internes sont en avance par rapport à ce qui était planifié. Le résultat opérationnel a augmenté de 1,2 milliard d'euros par rapport à 1999 du fait de la croissance du Groupe et des gains de synergies et de productivité. Cette tendance devrait se prolonger à l'avenir, l'objectif d'augmentation du résultat opérationnel 2002 par rapport à celui de 1999 résultant des programmes internes étant porté à 3,65 milliards d'euros<sup>(1)</sup>.
- Dans le secteur Amont, la prévision de croissance des productions est de l'ordre de 6 % par an jusqu'en 2005 pour atteindre 2,8 millions de bep/j en 2005. De plus, les coûts techniques d'exploration-production des filiales consolidées devraient baisser et passer de 7,2 \$/bep en 2000 à moins de 6,5 \$/bep en 2003.
- Dans le raffinage européen, le point mort des raffineries devrait baisser du niveau de 10 \$/t en 2000 à 8 \$/t en 2003.
- Les objectifs de rentabilité<sup>(2)</sup> des secteurs d'activité pour 2003 sont confirmés avec 17,5 % pour l'Amont, en supposant un prix du baril de Brent constant à 17 \$ sur la période, 14 % pour l'Aval et 14 % pour la Chimie, soit 16 % pour l'ensemble des secteurs. Dans l'hypothèse d'un Brent à 20 \$ sur la période, ces objectifs seraient revus à la hausse : 21 % pour l'Amont, 14 % pour l'Aval et la Chimie, soit 18 % pour les secteurs.
- Les investissements sont estimés à 9,4 milliards d'euros pour 2001, dont 70 % dans l'Amont.
- Les désinvestissements prévus sont de 2,5 milliards d'euros par an jusqu'en 2003.
- En 2001, l'allocation des ressources devrait permettre, tout en maintenant le ratio d'endettement autour de 30 %, d'augmenter le retour aux actionnaires, notamment par un programme de rachat d'actions fixé à 2 % du capital<sup>(3)</sup>, à moduler en fonction de l'évolution de l'environnement pétrolier.

(1) Sur la base d'un environnement de référence constant : EUR/\$=1,1 ; Brent=17 \$/b ; TRCV=12 \$/t

(2) ROCE = résultat opérationnel net des secteurs hors éléments non-récurrents / capitaux employés au 1<sup>er</sup> janvier.

(3) En incluant les 2,7 millions d'actions rachetées en janvier et février 2001

## ÉTATS FINANCIERS SIMPLIFIÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE <sup>(1)</sup>

### COMPTES DE RESULTAT RESUMES

	2000	1999	1998
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat d'exploitation	1 335	721	414
Résultat financier	1 155	1 471	470
Incluant :			
• Produits des participations	1 245	739	430
• Résultat exceptionnel et impôt	522	(1 276)	(311)
<b>Résultat net</b>	<b>3 012</b>	<b>916</b>	<b>573</b>

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Actions émises		Primes d'émission	Réserves et report à nouveau	Réserve de réévaluation	Total
	Nombre	Montant				
<i>(en millions d'euros)</i>						
<b>31 décembre 1999</b>	<b>722 203 679</b>	<b>7 222</b>	<b>50 019</b>	<b>5 079</b>	<b>275</b>	<b>62 595</b>
Dividendes payés	–	–	–	(1 690)	–	(1 690)
Résultat net 2000	–	–	–	3 012	–	3 012
Émission d'actions réservées aux salariés	1 977 193	20	173	–	–	193
Offre publique d'échange Petrofina	913 185	9	135	–	–	144
Offre publique d'échange Petrofina	129 762	2	19	–	–	21
Offre publique de retrait Elf	14 437 768	144	2 316	–	–	2 460
Exercice d'options de souscription d'actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange	248 881	2	34	–	–	36
Émission d'actions	552 255	6	21	–	–	27
Warrants	3 075	–	–	–	–	–
Variation des écarts de réévaluation	–	–	–	–	(232)	(232)
<b>31 décembre 2000</b>	<b>740 465 798</b>	<b>7 405</b>	<b>52 717</b>	<b>6 401</b>	<b>43</b>	<b>66 566</b>

(1) Les comptes sociaux complets de la société mère (comprenant les annexes) sont disponibles sur demande au siège social de la Société :  
2, place de la Coupole - La Défense 6 - 92400 Courbevoie.

## BILANS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE

	2000	1999	1998
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif immobilisé</b>	<b>79 986</b>	<b>69 333</b>	<b>11 082</b>
Immobilisations incorporelles	18	20	26
Immobilisations corporelles	77	77	77
Immobilisations financières	79 891	69 236	10 979
– Titres de participation	70 607	59 863	4 292
– Créances rattachées à des participations	9 284	9 373	6 687
<b>Actif circulant</b>	<b>3 938</b>	<b>3 138</b>	<b>2 004</b>
Stocks	2	13	7
Créances d'exploitation	2 520	1 697	652
Valeurs mobilières de placement	446	407	386
Disponibilités et dépôts à court terme	970	1 021	959
<b>Compte de régularisation</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>50</b>
<b>Total</b>	<b>83 933</b>	<b>72 483</b>	<b>13 136</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>	<b>66 567</b>	<b>62 595</b>	<b>8 441</b>
Capital	7 405	7 222	1 866
Primes, réserves, report à nouveau	56 150	54 457	6 002
Résultat de l'exercice	3 012	916	573
<b>Autres fonds propres</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>328</b>	<b>179</b>	<b>202</b>
<b>Dettes</b>	<b>16 912</b>	<b>9 637</b>	<b>4 474</b>
Dettes financières	14 831	8 246	3 932
Emprunts : – obligataires <sup>(1)</sup>	5 810	3 329	2 469
– dettes financières divers	9 012	4 917	1 463
Dettes d'exploitation	2 081	1 391	542
<b>Compte de régularisation</b>	<b>126</b>	<b>72</b>	<b>19</b>
<b>Total</b>	<b>83 933</b>	<b>72 483</b>	<b>13 136</b>

(1) Y compris emprunts assimilés.

Les états simplifiés de TOTAL FINA ELF S.A. sont établis conformément à la réglementation comptable française.

**FILIALES ET PARTICIPATIONS**

31 décembre 2000 (en millions d'euros)	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus								
		Capital	Autres capitaux propres	brute	nette	Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Dividendes encaissés	Avals et cautions
<b>FILIALES</b>										
Elf Aquitaine	95,6	-	-	44 705	44 705	-	495	1 113	712	-
PetroFina S.A.	99,1	1 088	3 963	11 967	11 967	-	8 268	505	58	-
Totalfina Gestion	100	3 969	-	3 969	3 969	-	-	-	-	-
TotalFinaElf Holding Europe	100	45	2 684	2 700	2 700	-	-	184	-	-
Elf Antar France	59,6	544	1 965	2 632	2 632	-	8 422	605	-	-
Total Chimie	100	100	691	833	833	-	-	75	28	-
TotalFinaElf Italia	100	75	71	400	400	-	2 052	7	-	-
Hutchinson	62,1	43	629	316	316	-	1 626	39	30	75
Tep Algérie	100	32	21	129	-	84	-	2	-	-
Omnium Insurance Reinsurance Cy	100	43	135	114	114	-	111	88	54	-
Autres		-	-	3 212	2 970	9 833	-	-	339	3 451
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>70 977</b>	<b>70 606</b>	<b>9 917</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 221</b>	<b>3 526</b>

## AUTRES INFORMATIONS SUR CINQ ANS

	2000	1999	1998	1997	1996
<b>I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Capital social	7 404 658	7 222 037	1 865 882	1 862 418	1 845 590
Nombre des actions ordinaires existantes	740 465 798	722 203 679	244 787 638	244 333 176	242 125 588
Nombre d'actions futures à créer :					
• options de souscription d'actions	962 680	1 522 135	2 578 770	3 052 332	3 644 514
• warrants US TotalFinaElf	1 789 691	1 674 958	–	–	–
• options et actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	6 296 965	6 786 902	–	–	–
• warrants personnels PetroFina	–	136 359	–	–	–
<b>II - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	16 488 288	7 666 169	4 575 011	6 777 501	6 268 936
Provisions pour participation et intéressement des salariés au titre de l'exercice	10 214	10 214	4 573	7 394	5 031
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions	3 012 113	916 109	572 623	662 432	783 017
Report à nouveau antérieur	19 134	385 535	501 955	398 369	314 998
Résultat à affecter :	3 031 247	1 301 644	1 074 578	1 060 801	1 098 015
• Réserve légale	18 262	1 061	346	1 683	5 393
• Fonds de prévoyance	–	–	–	–	–
• Réserves	–	(408 756)	–	76 224	304 898
• Résultat distribué	2 449 443	1 709 339	704 319	484 229	391 576
• Report à nouveau	563 542	–	369 913	498 665	396 148
<b>III - RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
<i>(en euros)</i>					
Résultat après impôts, mais avant dotations aux amortissements et provisions <sup>(1)</sup>	4.56	0.98	2.74	1.70	1.54
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions <sup>(1)</sup>	4.26	2.61	2.33	2.70	3.26
Dividende net attribué à chaque action	3.30	2.35	2.00	1.98	1.60
<b>IV - PERSONNEL</b>					
<i>(en milliers d'euros, excepté pour l'effectif des salariés)</i>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice <sup>(2)</sup>	2 488	2 523	2 501	2 424	2 429
Montant de la masse salariale de l'exercice	203 501	171 122	162 217	150 252	146 091
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	85 738	85 083	79 574	77 734	74 051

(1) Les résultats par action sont calculés sur la base du nombre moyen d'actions pondéré dilué sur l'année.

(2) Y compris les collaborateurs en congé de fin de carrière, en congé de formation rémunéré ou en préretraite (30 personnes en 2000 et 38 personnes en 1999).

## ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Années	Augmentations du capital	Nominal	Prime d'émission ou de conversion	Montants successifs du capital nominal	Nombre cumulé d'actions de la Société
<i>(en milliers d'euros, excepté pour le nombre d'actions)</i>					
<b>1996</b>	Augmentation de capital :				
	Dividendes en actions	33 895	189 135	1 825 549	239 496 377
	Augmentation de capital réservée aux salariés	9 489	36 704	1 835 038	240 741 269
	Exercice d'options de souscription d'actions	2 953	10 242	1 837 991	241 128 652
	Remboursement de TSDIRA	7 599	21 315	1 845 590	242 125 588
<b>1997</b>	Augmentation de capital :				
	Augmentation de capital réservée aux salariés	12 431	69 859	1 858 021	243 756 344
	Exercice d'options de souscription d'actions	4 397	15 636	1 862 418	244 333 176
<b>1998</b>	Augmentation de capital :				
	Exercice d'options de souscription d'actions	3 464	13 673	1 865 882	244 787 638
<b>1999</b>	Augmentation de capital :				
	• Écart de valeur nominale	581 995	(581 995)	2 447 877	244 787 638
	• PetroFina	1 046 198	10 721 356	3 494 075	349 407 436
	• Elf	3 717 351	37 860 626	7 211 426	721 142 550
	• Warrants	19	158	7 211 445	721 144 494
	• Exercice d'options de souscription d'actions	10 592	35 377	7 222 037	722 203 679
<b>2000</b>	Augmentation de capital :				
	• Augmentation de capital réservée aux salariés	19 772	173 229	7 241 809	724 180 872
	• PetroFina	10 429	154 354	7 252 238	725 223 819
	• Elf	144 378	2 315 869	7 396 616	739 661 587
	• Warrants	31	302	7 396 647	739 664 662
	• Garantie d'échange offerte aux porteurs d'options de souscription d'actions Elf	2 489	34 439	7 399 136	739 913 543
	• Exercice d'options de souscription d'actions	5 522	21 144	7 404 658	740 465 798

# Personnes assurant la responsabilité du document de référence

A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe TotalFinaElf. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

M. Thierry Desmarest  
Le Président du Conseil d'Administration

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société TOTAL FINA ELF S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques donnés dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d'identifier le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 1998, 1999 et 2000 arrêtés par le Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Les comptes consolidés pro forma couvrant la période du 1er janvier 1998 au 31 décembre 2000, établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration, ont fait l'objet d'un examen par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France. Au terme de cet examen qui a fait l'objet d'un rapport inclus aux pages 61 à 84 du présent document de référence, nous avons conclu qu'à notre avis, les conventions retenues constituent une base raisonnable pour présenter les comptes pro forma, leur traduction chiffrée est appropriée et les méthodes comptables utilisées sont conformes à celles suivies pour l'établissement des comptes historiques au 31 décembre 2000.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

KPMG AUDIT  
R. Amirkhanian

BARBIER FRINAULT & AUTRES  
P. Macioce



En application de son règlement n° 98-01, la Commission des opérations de bourse a enregistré le présent document de référence le 18 avril 2001 sous le n° R.01-120.

Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Afin de faciliter la lecture du présent rapport annuel enregistré comme document de référence, le tableau de correspondance ci-après renvoie aux principales rubriques de l'instruction d'application du règlement 98-01 de la COB et aux pages du rapport annuel correspondantes.

Sections	Rubriques	Pages du rapport annuel 2000
1.1	Nom et fonction des responsables du document	150
1.2	Attestation des responsables	150
1.3	Nom et adresse des contrôleurs légaux	104
3.1	Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	100
3.2	Renseignements de caractère général concernant le capital	101
3.3	Répartition actuelle du capital et des droits de vote	95
3.4	Marché des titres de l'émetteur	50
3.5	Dividendes	92
4.1	Présentation de la société et du Groupe	1 à 49
4.3	Faits exceptionnels et litiges	84 et 140
4.4	Effectifs	84 et 139
5.1	Comptes consolidés de l'émetteur	Comptes consolidés pro forma 61 Comptes consolidés 105
6.2	Intérêts des dirigeants dans le capital	8, 9 et 99
7.1	Evolution récente	70 et 114
7.2	Perspectives d'avenir	144

**CONCEPTION RÉALISATION :** wprintel - Conseil en Communication - Editeur à Paris **CRÉDITS PHOTOS :** Amazonia, Y. Arthus Bertrand, P. Bessard, J. Burlot, C. Chalancon, J.F. Chapuis, M. Clincke, D.R, D.R / Archives, M. Davalan, Ph. Demail, Ch. Demonfaucon, Ph. Dubosson, M. Dufour, J. Dugas, Ch. Dumont / Scopimag, L. Godart, A. Gonin, Ph. Guignard, J.P. Hochet, G. Houlebreque, Image'in / Th. Petit, A. Keler, J.J. Khelil, D. Klein, P. Latron, A. Mahuzier, J.C. Moreau, Orao Production, P. Plisson, F. Robert, M. Roussel, P. Simard, Harald Sund / Image Bank, F. Tainturier, L. Zylberman.

## **TOTAL FINA ELF**

Direction de la Communication  
TOTAL FINA ELF S.A.  
Siège social : 2, place de la Coupole  
La Défense 6 - 92400 Courbevoie  
Capital social : 7 404 657 980 euros  
542 051 180 RCS Nanterre  
[www.totalfinaelf.com](http://www.totalfinaelf.com)